CONSEIL MUNICIPAL

MERCREDI 14 DÉCEMBRE 2022

Salle du Conseil Municipal

Château Lestrille

18h00

***

TABLEAU DE VOTE DES DELIBERATIONS

		Décisions	Observations
2022/ 94	Délibération relative à la Cession d'un broyeur sur remorque « PREMIUM 30 ER » d'occasion au profit de la société QUARTO	**UNANIMITÉ**	
2022/ 95	Délibération relative à l'Engagement avant vote du budget – Application de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) – Budget Ville et budget annexe	**MAJORITÉ**	**6 CONTRES**
2022/ 96	Délibération relative à la Subvention 2023 au Centre Communal d'Action Social de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux – 1er acompte – Approbation – Versement	**UNANIMITÉ**	
2022/ 97	Délibération relative à la Subvention 2023 à l'Ecole d'Arts de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux – 1er acompte – Approbation – Versement	**UNANIMITÉ**	
2022/ 98	Délibération relative à l'attribution de subventions aux associations artiguaises - Acompte - Versement	**UNANIMITÉ**	
2022/ 99	Délibération relative au rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges CLETC 2023	**UNANIMITÉ**	
2022/ 100	Délibération relative à la communication du rapport annuel d'activité 2021 de Bordeaux Métropole	**PREND ACTE**	
2022/ 101	Délibération relative à la Créations et fermetures de postes - Mise à jour du tableau des effectifs	**UNANIMITÉ**	
2022/ 102	Délibération relative à la Convention d'adhésion au service Rémunération / Chômage du CDG de la Gironde	**MAJORITÉ**	**6 ABSTENTIONS**
2022/ 103	Délibération relative à la Convention d'adhésion à l'offre de service de prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Gironde	**UNANIMITÉ**	
2022/ 104	Délibération relative à l'Adoption de l'avenant n° 1 au contrat de co-développement de 5ème génération (CODEV V) – 2021/2023	**MAJORITÉ**	**2 ABSTENTIONS** **6 CONTRES**
2022/ 105	Délibération relative au Rapport d'activité 2021 du Pôle Territorial Rive Droite	**PREND ACTE**	
2022/ 106	Délibération relative aux ouvertures dominicales 2023	**MAJORITÉ**	**2 ABSTENTIONS**
2022/ 107	Délibération relative à la désignation des membres des jury projet résidence d'artiste PRISMES	**UNANIMITÉ**	
2022/ 108	Délibération relative à la signature d'une convention de partenariat Projet Concert de Cordes et master Class	**UNANIMITÉ**	
2022/ 109	Délibération relative à l'autorisation de demande de subvention et signature de la convention – CMF Gironde « Aide aux projets artistiques territoriaux »	**UNANIMITÉ**	

2022/ 110	Délibération relative à la programmation des expositions prêtées par la Maison Ecocitoyenne de Bordeaux Métropole à la Ville d'Artigues-près-Bordeaux	**UNANIMITÉ**	
2022/ 111	Délibération relative à l'approbation et la signature de la Convention Territoriale Globale avec la CAF de la Gironde	**MAJORITÉ**	**2 ABSTENTIONS**
2022/ 112	Délibération relative à l'approbation du projet éducatif territorial PEDT-plan mercredi	**MAJORITÉ**	**2 ABSTENTIONS**
2022 - 113	Délibération relative à la Création d'un Lieu d'Accueil Enfant-Parent (LAEP)	**UNANIMITÉ**	
2022/ 114	Délibération relative à la refacturation à People And Baby d'une part des frais engagés par la Commune pour le spectacle de Noël des structures petite enfance – Convention – Signature	**UNANIMITÉ**	
2022/ 115	Délibération relative à la reconduction de la convention d'occupation à titre précaire et révocable avec l'association FRANCE HORIZON	**UNANIMITÉ**	
2022/ 116	Délibération relative à la Mutualisation de la Direction du Numérique et des Systèmes d'Information - Cycle 7 - Accord de principe	**MAJORITÉ**	**6 ABSTENTIONS**
	Motion La Poste	**UNANIMITÉ**	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_94-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 94 -

Cession d'un broyeur sur remorque « PREMIUM 30 ER » d'occasion au profit de la société QUARTO

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

La Ville a recours à un système de ventes aux enchères électroniques sur le site Agorastore pour vendre du matériel et objets réformés dont elle n'a plus l'utilité.

Le broyeur sur remorque PREMIUM 30 ER a été mise à prix 5 000 €. La société QUARTO – 6 allée de Maubreuil – 44470 CARQUEFOU a enchéri jusqu'à 7 294 € pour acquérir ce bien.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_94-DE

VU les articles L.2122-22 10° et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2020/05 en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire notamment pour décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

VU le contrat signé en date du 21 juillet 2021 avec la SAS Agora Store, outil de courtage aux enchères ;

CONSIDERANT que le broyeur sur remorque PREMIUM 30 ER dont la Ville a fait l'acquisition le 9 août 2013 n'est plus adapté aux besoins du services des espaces verts ;

CONSIDERANT la volonté de la Ville d'Artigues-Près-Bordeaux de céder le matériel réformé ;

CONSIDERANT que le montant proposé est supérieur à 4 600 € et en application de l'article L. 2122-22 10° du CGCT, le Conseil Municipal doit autoriser la vente du broyeur sur remorque PREMIUM 30 ER au prix de 7 294 € TTC au profit de la société QUARTO – 6 allée de Maubreuil – 44470 CARQUEFOU ;

La Commission Finances entendue le 1er décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser Monsieur le Maire à céder le broyeur sur remorque PREMIUM 30 ER à la société QUARTO au prix de 7 294 €, candidat le plus offrant au terme de la période de mise en vente

De charger Monsieur le Maire de prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Adoptée à l'unanimité

MAIRIE D'ARTIGUES près BORDEAUX 33370

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_95-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 95 -

Engagement avant vote du budget – Application de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) – Budget Ville et budget annexe

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

L'article L.1612-1 du CGCT dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice, il est donné la possibilité à l'autorité territoriale jusqu'à l'adoption de ce budget de :

- Mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_95-DE

- Mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, sur autorisation du Conseil Municipal, l'autorité territoriale peut également engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non-compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits. Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur du quart des crédits votés en 2021, hors reports, selon le détail présenté en corps de délibération.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment pris en ses articles L.1111-2, L.2121-29 et L.2122-21 ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT que, pour l'année 2023, le vote du budget primitif peut intervenir jusqu'au 15 avril 2023 ;

CONSIDERANT que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice, il est donné la possibilité à l'autorité territoriale jusqu'à l'adoption de ce budget de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente ; qu'il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget ;

CONSIDERANT que jusqu'à l'adoption du budget, ou en tout état de cause, jusqu'au 15 avril 2023, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif local peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non-compris les crédits afférents au remboursement de la dette ;

CONSIDERANT que les autorisations d'engagement pour l'exercice 2023 se déterminent comme suit pour le budget de la Ville :

Chapitre / Hors Opération	Libellé	Total budget 2022 (BP + DM)	Autorisation engagement
20	Immobilisations incorporelles	133 421,00 €	33 355,25 €
204	Subventions d'équipement versées	1 058 354,00 €	264 588,50 €
21	Immobilisations corporelles	523 740,00 €	130 935,00 €
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €

Chapitre / Opération	Libellé	Total budget 2022 (BP + DM)	Autorisation engagement

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_95-DE

Opération 11	Equipement culturel et de loisir	0,00 €	0,00 €
Opération 12	Equipement general des services	18 472,00 €	4 618,00 €
Opération 13	Environnement et cadre de vie	4 175,00 €	1 043,75 €
Opération 14	Travaux divers aux bâtiments	24 920,00 €	6 230,00 €
Opération 15	Equipements sportifs	60 000,00 €	15 000,00 €
Opération 16	Eclairage public/signalisation	32 852,00 €	8 213,00 €
Opération 17	Médiathèque	30 000,00 €	7 500,00 €
Opération 18	Jeunesse	0,00 €	0,00 €
Opération 19	Ecole/Restaurant scolaire	0,00 €	0,00 €
Opération 20	Requalification des équipements structurants	0,00 €	0,00 €
Opération 25	Construction du groupe scolaire Feydeau	6 919 525,57 €	1 729 881,39 €

CONSIDERANT que les autorisations d'engagement pour le budget des Ecoles d'Arts 2022 se déterminent comme suit :

Chapitre / Hors Opération	Libellé	Total budget 2022 (BP + DM)	Autorisation engagement
21	Immobilisations corporelles	3 736,67 €	934,17 €

La Commission finances entendue le 1er décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement hors dette dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2022, pour la période du 1er janvier jusqu'au vote du budget primitif pour le budget principal, conformément aux autorisations définies dans la présente délibération ;

D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement hors dette dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2022, pour la période du 1er janvier jusqu'au vote du budget primitif pour le budget annexe des Ecoles d'Arts, conformément aux autorisations définies dans le tableau ci-dessus ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_95-DE

D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à la majorité

POUR : 23 voix

CONTRE : 6 voix
(M. Claude DAUVILLIER, Mme Jihane ELFADI, M. Mathieu CHOLLET, Mme Claire RYCKBOSCH, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Thierry NICOLAS)

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_96-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 96 -

Subvention 2023 au Centre Communal d'Action Social de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux – 1er acompte – Approbation – Versement

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

Lorsque le vote du budget intervient après le 1er janvier, le Conseil Municipal peut autoriser le versement d'un acompte sur subvention aux associations ou établissements publics qui en font la demande.

Chaque année, la Ville prévoit dans son budget primitif le versement d'une subvention de fonctionnement au profit du CCAS, et qui constitue sa principale recette de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_96-DE

Aussi, il est proposé de verser au CCAS un acompte de 50% du montant de la subvention perçue en 2022, pour lui permettre d'assumer normalement ses missions jusqu'au vote du budget primitif 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, pris notamment en ses articles L. 2121-29 et L.1612-1 ;

CONSIDERANT que le budget primitif 2023 sera voté après le 1er janvier de l'année d'exercice ;

CONSIDERANT qu'en 2022, la Ville a versé au CCAS une subvention d'un montant de 294 000 € ;

CONSIDERANT que la Ville propose de verser au CCAS un acompte de 50% du montant de la subvention de fonctionnement allouée en 2022, soit 147 000 € ; que ce montant viendra en déduction du versement du solde correspondant à la subvention globale 2023, qui fera l'objet d'une délibération ultérieure examinée lors de la séance dédiée au vote du budget primitif 2023 ;

La commission finances entendue date du 1er décembre 2022,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'accorder au CCAS un acompte des subventions au titre de l'année 2023, d'un montant de 147 000 €, correspondant à 50% de la subvention globale de fonctionnement versée en 2022.

De charger Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_97-DE

cDépartement de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 97 -

Subvention 2023 à l'Ecole d'Arts de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux – 1er acompte – Approbation – Versement

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

Lorsque le vote du budget intervient après le 1er janvier, le Conseil Municipal peut autoriser le versement d'un acompte sur subvention aux associations ou établissements publics qui en font la demande.

Chaque année, la Ville prévoit dans son budget primitif le versement d'une subvention de fonctionnement au profit de l'Ecole d'Arts, et qui constitue sa principale recette de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_97-DE

Aussi, il est proposé de verser à l'Ecole d'Arts un acompte de 50% du montant de la subvention perçue en 2022, pour lui permettre d'assumer normalement ses missions jusqu'au vote du budget primitif 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, pris notamment en ses articles L.2121-29 et L.1612-1 ;

CONSIDERANT que le budget primitif 2023 sera voté après le 1er janvier de l'année d'exercice ;

CONSIDERANT qu'en 2022, la Ville a versé à l'Ecole d'Arts une subvention d'un montant de 191 500 € ;

CONSIDERANT que la Ville propose de verser à l'Ecole d'Arts un acompte de 50% du montant de la subvention de fonctionnement allouée en 2022, soit 95 750 € ; que ce montant viendra en déduction du versement du solde correspondant à la subvention globale 2023, qui fera l'objet d'une délibération ultérieure examinée lors de la séance dédiée au vote du budget primitif 2023 ;

La Commission Finances entendue le 1er décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré ;

DECIDE

D'accorder à l'Ecole d'Arts un acompte des subventions au titre de l'année 2023, d'un montant de 95 750 €, correspondant à 50% de la subvention globale de fonctionnement versée en 2022

De charger Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Adoptée à l'unanimité

MAIRIE D'ARTIGUES près BORDEAUX 33

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_98_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 98 -

Délibération relative à l'attribution de subventions aux associations artiguaises - Acompte - Versement

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

La Ville d'Artigues-près-Bordeaux est engagée auprès du monde associatif, notamment à travers la mise à disposition de ressources matérielles et financières.

La Ville attribue chaque année des subventions aux associations sous réserve que leurs actions présentent un intérêt public local. Ces subventions ont notamment pour objet de soutenir le fonctionnement général des associations.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_98_1-DE

Toute association portant un projet ou une activité d'intérêt général pour la Ville ou ses habitants est donc fondée à solliciter une demande d'octroi de subvention.

Compte tenu du calendrier budgétaire 2023, prévoyant le vote du budget primitif en mars 2023, et afin de pouvoir apporter un soutien au secteur associatif dans le cadre de son fonctionnement dès le début de l'année 2023, il est proposé de verser aux associations artiguaises une aide financière correspondant à 50 % de la subvention de fonctionnement accordée au titre de l'année 2022. Ce premier acompte sera complété par le versement du solde de la subvention lors de la séance dédiée au vote du budget primitif 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment pris en ses articles L. 1111-2 et L. 2121-29 ;

VU l'article 6 de l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005 portant simplification du régime des libéralités consenties aux associations ;

VU l'article 59 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, définissant la subvention comme une contribution facultative de toute nature, valorisée dans l'acte d'attribution, décidée par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiée par un intérêt général et destinée à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire ;

VU le montant des subventions octroyées aux associations artiguaises au titre de l'année 2022 ;

CONSIDERANT que la Ville accorde des subventions aux associations dans le cadre de leurs activités dès lors qu'elles présentent un intérêt public local ;

CONSIDERANT que le Budget Primitif 2023 sera voté après le 1er janvier 2023 ;

CONSIDERANT qu'il est proposé de verser aux associations artiguaises, avant le vote du Budget Primitif 2023, une aide financière correspondant à 50% de la subvention (hors subventions exceptionnelles) octroyée au titre de l'exercice 2022 ;

CONSIDERANT que l'aide financière sera inscrite sur les crédits afférents réservés au Budget 2023 ;

La Commission Finances entendue le 1er décembre 2022,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'accorder un acompte de subvention aux associations artiguaises au titre de l'année 2023, selon le détail présenté en annexe, équivalent à 50% du montant de la subvention versée en 2022 (hors subventions exceptionnelles), et selon les modalités définies dans la présente délibération et les montants reportés en annexe

DIT

Que les crédits afférents au versement de ce 1er acompte seront inscrits au budget principal 2023

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_98_1-DE

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_98_1-DE

Délibération 2022/098 – Annexe

	ASSOCIATION	SUBVENTION 2022	ACOMPTE SUBVENTION 2023
Secteur Sport	Aïkido Budo Club d'Artigues	180,00 €	**90,00 €**
	A.C.C.O.R.D	1 530,00 €	**765,00 €**
	Artigues Basket Club	3 644,00 €	**1 822,00 €**
	Artigues Cyclo Sport	780,00 €	**390,00 €**
	Artigues Vélo Club	1 444,00 €	**722,00 €**
	Budokaï Artigues	254,00 €	**127,00 €**
	Dojo Artiguais	2 672,00 €	**1 336,00 €**
	Eh Vis Danse	450,00 €	**225,00 €**
	Goujon Artiguais	630,00 €	**315,00 €**
	Gymnastique Volontaire d'Artigues	1 944,00 €	**972,00 €**
	Handball Club d'Artigues	2 064,00 €	**1 032,00 €**
	Pétanque Artiguaise	360,00 €	**180,00 €**
	Pongistes Artiguais	1 077,00 €	**538,50 €**
	Football Club Rive Droite	3 488,00 €	**1 744,00 €**
	Tennis Club d'Artigues	5 247,00 €	**2 623,50 €**

	ASSOCIATION	SUBVENTION 2022	ACOMPTE SUBVENTION 2023
Secteur Culture	Au Pied Dansant	500,00 €	**250,00 €**
	La CMM	965,00 €	**482,50 €**
	Libertad Flamenca	330,00 €	**165,00 €**
	Arty'Sound	295,00 €	**147,50 €**
	Groupe Vocal Ensemble	300,00 €	**150,00 €**

	ASSOCIATION	SUBVENTION 2022	ACOMPTE SUBVENTION 2023
Secteur Solidarité	Anciens Combattants	600,00 €	**300,00 €**
	Club du 3e Age	1 215,00 €	**607,50 €**
	Côteaux de Bordeaux	1 000,00 €	**500,00 €**
	Don du Sang	300,00 €	**150,00 €**
	France ADOT 33	450,00 €	**225,00 €**
	Secours Catholique	450,00 €	**225,00 €**
	Secours Populaire	450,00 €	**225,00 €**
	Jeunes Sapeurs Pompiers	100,00 €	**50,00 €**

	ASSOCIATION	SUBVENTION 2022	ACOMPTE SUBVENTION 2023
Secteur Loisirs Créatifs	A.A.M.I.S	230,00 €	**115,00 €**
	Ateliers Décoratifs Artiguais	262,00 €	**131,00 €**
	La Malle aux Idées	238,00 €	**119,00 €**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_98_1-DE

	ASSOCIATION	SUBVENTION 2022	ACOMPTE SUBVENTION 2023
Echange et Partage	A.M.A.A.B	298,00 €	**149,00 €**
	A.I.P.E	400,00 €	**200,00 €**
	Les Amies du Jeudi	302,00 €	**151,00 €**
	Club des Entreprises	3 000,00 €	**1 500,00 €**
	Artigues en fête	500,00 €	**250,00 €**
	Jardin d'émerveille	300,00 €	**150,00 €**
	On sort	350,00 €	**175,00 €**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 99 -

Présentation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges – décision – approbation

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article 71 III de la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 codifié à l'article L. 5215-20-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) portant sur la prise de compétence de plein droit par la Communauté urbaine de Bordeaux, en lieu et place des communes membres, de différentes compétences ;

VU l'article 43 de la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 codifié à l'article L. 5217-1 du CGCT portant sur la transformation par décret du 1er janvier 2015 de la Communauté urbaine de Bordeaux en Métropole ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

VU l'article 43 de la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 codifié à l'article L. 5217-2 du CGCT portant sur l'exercice de plein droit par la Métropole de ces mêmes compétences ;

VU l'article L. 5211-41 du CGCT portant obligation de transférer à la Métropole l'ensemble des biens, droits, obligations et personnels relatifs à ces compétences ;

VU l'article 81 de la Loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 prévoyant la possibilité d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement ;

VU l'article 1609 nonies C du Code général des impôts ;

VU le rapport d'évaluation des transferts de charges adopté par les membres de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) lors de la séance du 9 novembre 2022 ;

L'évaluation des charges nettes transférées doit être préalable au transfert de compétence et/ou d'équipement.

C'est la raison pour laquelle une Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été mise en place le 04 juillet 2014 au sein de la Communauté urbaine de Bordeaux, devenue Bordeaux Métropole, afin d'évaluer les charges transférées dans le cadre du processus de métropolisation. Celle-ci est composée d'un représentant par commune et des 16 membres qui représentent la Métropole, soit 44 membres au total.

A l'occasion de chaque nouveau transfert de compétences, le montant des attributions de compensation peut être révisé pour intégrer les nouveaux transferts de charges opérés.

Conformément au 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts (CGI), dans sa rédaction issue de l'article 34 de la Loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 (II), le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du Conseil de Métropole, statuant à la majorité des deux tiers, et des Conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la CLECT.

Depuis 2017, en application de l'article 81 de la Loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016, ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement (ACI) en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculés par la CLECT.

<u>Rappel des dispositions relatives à la fixation des attributions de compensation</u>

Bordeaux Métropole doit communiquer le montant prévisionnel des attributions de compensation aux communes membres, et donc l'avoir préalablement délibéré, avant le 15 février de l'exercice concerné. Le montant définitif doit être fixé au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit le transfert.

Par ailleurs, les attributions de compensation ne peuvent être indexées.
Toutefois, elles sont recalculées lors de chaque transfert de charges sur la base du rapport de la CLECT.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

Les rapports déjà adoptés de la Commission locale d'[illegible] charges (CLECT)

Pour rappel, la Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 (MAPTAM) a transféré de nouvelles compétences à La CUB (article 71) dès le 28 janvier 2014, et a transformé, à compter du 1er janvier 2015 l'EPCI en Métropole avec le transfert de nouvelles compétences des communes membres (article 43). Les compétences transférées par la loi MAPTAM ont déjà fait l'objet de huit rapports d'évaluation par la CLECT : le 2 décembre 2014, le 17 novembre 2015, le 21 octobre 2016, le 27 octobre 2017, le 9 novembre 2018, le 25 octobre 2019, le 3 décembre 2020 et le 9 novembre 2021.

Les deux premiers rapports de la CLECT ont été adoptés à la majorité qualifiée par les 28 communes membres. Sur cette base le Conseil de Métropole a procédé à la révision des attributions de compensation pour l'année 2015 puis pour l'année 2016.

Puis, les rapports de la CLECT des 21 octobre 2016, 27 octobre 2017,9 novembre 2018, 25 octobre 2019, 3 décembre 2020 et 9 novembre 2021, y compris les montants des attributions de compensation répartis entre les sections de fonctionnement et d'investissement, ont été adoptés à la majorité qualifiée par les Conseils municipaux des 28 communes membres.
Puis, le Conseil de Bordeaux Métropole a adopté à la majorité des deux tiers les montants des attributions de compensation de fonctionnement et d'investissement pour 2017, 2018,2019, 2020 et 2021.

Le rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) du 9 novembre 2022.

La CLECT s'est réunie le 9 novembre 2022.

Les débats se sont déroulés sous la présidence de Madame Véronique FERREIRA avec l'appui des services compétents de la Métropole.

Dans un premier point de l'ordre du jour de cette réunion, les membres de la CLECT ont été informés de la régularisation des révisions de niveaux de service qui sont intervenues depuis la mise en œuvre des cycles 1 à 6 de la mutualisation (15 communes sont concernées : Ambarès-et-Lagrave, Bègles, Blanquefort, Bordeaux, Le Bouscat, Bruges, Carbon-Blanc, Cenon, Floirac, Le Haillan, Mérignac, Pessac, Saint-Aubin-de-Médoc, Le Taillan-Médoc et Talence) et de leur impact sur les attributions de compensation.

Le deuxième point de l'ordre du jour présenté a concerné la modification des taux et du montant du poste de « charges de structure » de la mutualisation du Numérique et Systèmes d'information consécutive à la délibération de Bordeaux Métropole n° 2022-72 dispensant les communes de moins de 4 000 habitants et de moins de 10 000 habitants, sous conditions de la prise en compte financières de certaines charges à compter de 2023. Application aux communes de Carbon Blanc (Cycle 2) et Saint-Aubin du Médoc (Cycle 1).

Le troisième point présenté aux membres de la CLECT a concerné le cycle 7 de la mutualisation concernant quatre communes :

- Ambès (Numérique et Systèmes d'Information) ;
- Bassens (Numérique et Systèmes d'Information) ;
- Martignas sur Jalle (Numérique et Systèmes d'Information) ;
- Saint-Louis de Montferrand (Affaires Juridiques et Numérique et Systèmes d'Information)

Le quatrième point présenté aux membres de la CLECT a concerné la modification des taux et du montant du poste de « charges de structure » appliqué aux « transferts de

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

compétence » pour les communes d'Ambès, Bassens, Martignas sur Jalle et Saint Louis de Montferrand consécutive à la révision du poids des fonctions support dans le cadre de la mutualisation comme prévu à l'article 11 du règlement intérieur de la CLECT.

Le cinquième point s'est attaché au transfert d'un demi-poste « équivalent temps plein » de la ville de Bordeaux à Bordeaux Métropole dans le prolongement du transfert du Grand Stade de Bordeaux (Stade MATMUT depuis) dans le cadre de la compétence « Equipements d'Intérêt Métropolitains » pour le suivi technique du contrat de partenariat. Le transfert de cet équipement édifié dans le cadre d'un Partenariat Public Privé (PPP), à Bordeaux Métropole est effectif depuis le 1er janvier 2017.

A l'issue de la présentation de la synthèse générale des modifications des attributions de compensation qui découlent des cinq points exposés ci-dessus, les membres de la CLECT ont voté à l'unanimité le montant des attributions de compensation et ont adopté le rapport afférent.

Les impacts financiers du rapport de la CLECT du 9 novembre 2022

Les évaluations des charges transférées à compter du 1er janvier 2023 serviront de base pour déterminer, par délibération du Conseil de Métropole du 27 janvier 2023, la révision des attributions de compensation à verser ou à percevoir pour l'année 2023.

Les montants à verser ou à percevoir par Bordeaux Métropole et les 28 communes membres évalués par la CLECT et devant donner lieu à la révision des attributions de compensation, sous réserve de l'approbation du rapport de la CLECT dans les conditions de majorité requises, sont présentés dans le rapport de la CLECT du 9 novembre 2022 joint en annexe au présent rapport.

Le rapport de la CLECT indique l'attribution de compensation prévisionnelle des communes membres pour 2023 en consolidant les attributions de compensation de 2022 et la compensation financière de la modification des niveaux de services des domaines mutualisés au cours des cycles 1 à 6 pour les 15 communes précitées, de la modification des attributions de compensation des comme de Carbon Blanc et de Saint-Aubin du Médoc, de la compensation financière du cycle 7 pour les communes d'Ambès, de Bassens, de Martignas sur Jalle et de Saint Louis de Montferrand , des modifications des attributions de compensation de pour les communes d'Ambès, Bassens, Martignas sur Jalle et Saint-Louis de Montferrand par la modification des taux et charges de structure du transfert de compétence et enfin de la modification de l'attribution de compensation de fonctionnement de la ville de Bordeaux suite au transfert d'un demi-poste dans le cadre du transfert du stade MATMUT.

Au total, pour 2023, l'attribution de compensation prévisionnelle à recevoir par Bordeaux Métropole s'élèverait à 130 771 189 € dont 24 707 404 € en attribution de compensation d'investissement (ACI) et 106 063 785 € en attribution de compensation de fonctionnement (ACF), alors que l'attribution de compensation de fonctionnement à verser aux communes s'élèverait à 15 619 238 €.

Pour la commune d'Artigues-près-Bordeaux, l'attribution de compensation d'investissement (ACI) à verser à Bordeaux Métropole sur l'exercice 2023, identique à celle de 2022 s'élève à 158 354 € et l'attribution de compensation de fonctionnement (ACF) à percevoir de Bordeaux Métropole identique à celle de 2022 s'élève à 17 430 €.

ENTENDU le rapport de présentation ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

CONSIDERANT que le rapport de la CLETC du 9 novembre 2022 a fait l'objet d'un accord par délibérations concordantes du Conseil de l'EPCI, statuant à la majorité des deux tiers, et des Conseils municipaux des communes membres ;

La Commission Finances entendu le 1er décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNCIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver le rapport définitif de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) en date du 9 novembre 2022 joint en annexe ;

D'autoriser l'imputation d'une part de l'attribution de compensation en section d'investissement et d'arrêter pour 2023 le montant de l'attribution de compensation d'investissement à verser à Bordeaux Métropole à 158 354 € et le montant de l'attribution de compensation de fonctionnement à recevoir de Bordeaux Métropole à 17 430 € ;

D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

Commission locale d'évaluation des charges transférées

CLECT

Séance du 9 novembre 2022

BORDEAUX MÉTROPOLE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

Ordre du jour

1. **Révision des niveaux de service 2022 des cycles précédents de la mutualisation**

2. **Modification des taux et du montant du poste de « charges de structure » de la mutualisation du Numérique et Systèmes d'information consécutive à la délibération de Bordeaux Métropole n° 2022-72 dispensant les communes de moins de 4 000 habitants et de moins de 10 000 habitant, sous conditions de la prise en compte financières de certaines charges à compter de 2023. Application aux communes de Carbon Blanc (Cycle 2) et Saint-Aubin du Médoc (Cycle 1)**

3. **Cycle 7 de la mutualisation :**

   - **Ambès (Numérique et Systèmes d'Information)**
   - **Bassens (Numérique et Systèmes d'Information)**
   - **Martignas sur Jalle (Numérique et Systèmes d'Information)**
   - **Saint-Louis de Montferrand (Affaires Juridiques et Numérique et Systèmes d'Information)**

4. **Modification des taux et du montant du poste de « charges de structure » appliqué aux « transferts de compétence » pour les communes d'Ambès, Bassens, Martignas sur Jalle et Saint-Louis de Montferrand consécutive à la révision du poids des fonctions support dans le cadre de la mutualisation.**

5. **Transfert de compétence EIM Stade MATMUT - suivi technique du contrat de partenariat.**

6. **Synthèse générale**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2022 avec impact sur les attributions de compensation de 2023

Rappel :

Les contrats d'engagements ainsi que les conventions de création de services communs prévoient la possibilité de faire évoluer le niveau de service sur un domaine mutualisé, à la hausse ou à la baisse, et posent un cadre relativement souple, basé sur la négociation avec la commune.

Les révisions des niveaux de services prennent en compte notamment l'évolution des patrimoines gérés, le niveau de prestation souhaité par la commune, l'évaluation de l'impact sur les moyens affectés et la capacité de la Métropole à prendre en compte ces évolutions.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2022 avec impact sur les attributions de compensation de 2023

BORDEAUX MÉTROPOLE

La définition des révisions de niveaux de services

Dans le périmètre :	
Augmentation ou diminution du niveau d'engagements	Ex : modifications des fréquences de passage pour la propreté – suppression de la collecte des déchets verts
Extension ou diminution du nombre de matériels (hors renouvellement) et évolution de gamme	Ex : nouvelles dotations suite à la création de classes dans les écoles
Augmentation ou diminution d'espaces publics ou d'équipements en gestion par les services communs	Ex : nouveaux parcs, nouveaux équipements publics, extension ou nouveaux bâtiments
Hors périmètre	
Dynamique des charges	Ex : glissement vieillesse technicité, mesures règlementaires RH (PPCR)
Le renouvellement du matériel à usage communal (hors changements de gamme)	Ex : véhicules de la police municipale
Le renouvellement et toutes évolutions du matériel à usage des services communs	Ex : renouvellement des balayeuses
Autres	
Prise en compte des scories (correctifs pour les cycles à venir)	
Demandes exceptionnelles (dépenses ponctuelles)	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2022 avec impact sur les attributions de compensation de 2023

La méthode de révisions de niveaux de services

C'est la même méthode que celle appliquée pour les cycles de mutualisation à savoir : chiffrage sur la base des principes financiers établis par les délibérations du 29 mai 2015, du 25 septembre 2015 et du 21 octobre 2016.

Pour calculer l'impact de la mutualisation sur l'attribution de compensation à sa juste valeur, les coûts des services mutualisés sont évalués à partir de 5 postes (art D 5211.16 du CGCT) :

1	2	3	4	5
Coût des ETP coût réel des équivalents temps plein transférés par les communes (salaires chargés + prestations sociales ou collectives)	**Charges réelles directes du service** Charges directes réelles de fonctionnement indispensables à l'activité propre du service	**Coût de renouvellement des immobilisations** Déterminé sur la base d'un coût de renouvellement annualisé (véhicules, matériels, bâtiments transférés…)	**Forfait dépenses d'entretien par m²** Forfait entretien des bâtiments non transférés par m² et par agent transféré	**Forfait charges de structure** Comprend les assurances, … Est dégressif de 15% à 2% en fonction du périmètre du transfert des fonctions supports

Pour rappel :

Poste 5 = 15%
-3% si mutualisation SI
-3% si mutualisation Finances
-2% si mutualisation des affaires juridiques et marchés
-5% si mutualisation des RH

Soit 2% si toutes les fonctions support sont mutualisées

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2022 avec impact sur les attributions de compensation de 2023

BORDEAUX MÉTROPOLE

Les révisions des niveaux de services
Impacts global sur les attributions de compensation

Le montant des révisions de niveau de service intégré dans les attributions de compensation atteint :

- 1,52 M€ au total soit 1,35 % du montant net total des AC.
- 31,5 % du total des RNS sont imputées en AC à la section d'investissement
- 68,5 % des RNS sont imputées en AC à la section de fonctionnement

	Impact des Révisions des Niveaux de Services (RNS) 2021 sur les Attributions de Compensation (AC) 2022		
	AC Investissement	**AC fonctionnement**	**AC Totale**
Impact net total des RNS sur les AC	478 069 €	1 041 521 €	**1 519 590 €**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2022 avec impact sur les attributions de compensation de 2023

BORDEAUX MÉTROPOLE

Les révisions des niveaux de services – Récapitulatif – Impacts sur les attributions de compensation par commune

Impact Révision des niveaux de services 2022 sur les Attributions de Compensation 2023 par commune

	AC prévisionnelle 2023 RECETTE		AC prévisionnelle 2023 DEPENSE		
	ACF	ACI	ACF	ACI	Solde AC
AMBARES	15 635 €	16 414 €	0 €	0 €	32 049 €
BEGLES	84 495 €	11 662 €	0 €	0 €	96 157 €
BLANQUEFORT	26 252 €	1 126 €	0 €	0 €	27 378 €
BORDEAUX	847 469 €	228 542 €	0 €	0 €	1 076 011 €
LEBOUSCAT	26 808 €	23 135 €	0 €	0 €	49 943 €
BRUGES	0 €	26 046 €	70 969 €	0 €	-44 923 €
CARBONBLANC	6 994 €	5 007 €	0 €	0 €	12 001 €
CENON	0 €	4 297 €	3 142 €	0 €	1 155 €
FLOIRAC	4 674 €	2 881 €	0 €	0 €	7 555 €
LEHAILLAN	0 €	17 847 €	18 092 €	0 €	-245 €
MERIGNAC	79 834 €	50 127 €	0 €	0 €	129 961 €
PESSAC	43 932 €	38 570 €	0 €	0 €	82 502 €
SAINTAUBIN	4 519 €	3 363 €	0 €	0 €	7 882 €
LETAILLAN	0 €	15 790 €	46 662 €	0 €	-30 872 €
TALENCE	39 774 €	33 262 €	0 €	0 €	73 036 €
TOTAL	1 180 386 €	478 069 €	138 865 €	0 €	1 519 590 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

2. Modification des taux et du montant du poste « charges de structure » de la mutualisation du numérique et systèmes d'information pour les communes de Carbon Blanc (cycle 2) et Saint-Aubin du Médoc (cycle 1)

BORDEAUX MÉTROPOLE

Après six cycles de mise en œuvre de la mutualisation, certains freins à son recours ont pu être identifiés. En effet, après réflexion, certaines communes de faible taille ont renoncé à s'engager dans la mutualisation.

Les freins identifiés sont de 2 ordres :

- Les difficultés de mutualisation du personnel polyvalent

- Le coût de la mutualisation lié à l'application des charges de structure ou aux coûts d'amortissement

Afin de lever ces obstacles, le conseil de Bordeaux Métropole a adopté en janvier 2022 une délibération mettant en place un financement **dérogatoire et temporaire** de la mutualisation des fonctions support pour les communes de moins de 4 000 habitants et plus largement celles de moins de 10 000 habitants dont le potentiel financier est inférieur au potentiel financier moyen du territoire métropolitain.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

2. Modification des taux et du montant du poste « charges de structure » de la mutualisation du numérique et systèmes d'information pour les communes de Carbon Blanc (cycle 2) et Saint-Aubin du Médoc (cycle 1)

BORDEAUX MÉTROPOLE

En résumé les mesures sont les suivantes :

I/ Mesures de solidarité

1.1/ Population < 4 000 habitants (Saint Vincent de Paul, **Saint-Louis de Montferrand**, **Ambès** et Bouliac)

- Fonction support : **P1 (RH) = 0 si pas transfert d'agent**
- Si tâches mutualisées < 0,5 ETP : **P1 = 0**
- **P3 (coût de renouvellement des équipements) = 0**

1.2/ Population < 4 000 habitants **ET** Potentiel Financier de la commune < Potentiel Financier des communes de la métropole (Saint Vincent de Paul, **Saint-Louis de Montferrand**), alors **P5 (charges de structure) = 0** pour les fonctions support.

1.3/ Population < 10 000 habitants **ET** Potentiel Financier de la commune < Potentiel Financier des communes de la métropole (Artigues, **Carbon Blanc**, Parempuyre, **Saint-Aubin de Médoc**) P5 = 0 pour les fonctions supports si mutualisation de toutes les fonctions support

II/ Conditions de mise en œuvre

2.1/ Mutualisation du domaine des SI au 01/01/2023

2.2/ Mutualisation des autres fonctions support avant le 01/01/2026 (sans obligation mais perte du bénéfice de ce mécanisme pour les fonctions support hors SI)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

2. Modification des taux et du montant du poste « charges de structure » de la mutualisation du numérique et systèmes d'information pour les communes de Carbon Blanc (cycle 2) et Saint-Aubin du Médoc (cycle 1)

BORDEAUX MÉTROPOLE

III/ Prise en charge du coût de la mesure

3.1/ Prise en charge de la totalité des postes 3 (coût de renouvellement des équipements), **4** (frais d'entretien des locaux des ETP valorisés) et **5** (charges de structure) **par Bordeaux Métropole**.

3.2/ Prise en charge **du poste 1 (RH) à 50 % par Bordeaux Métropole et 50% par les 28 communes** au prorata de leur population (coût fixe à la date de la mutualisation, prélevé annuellement sur la Dotation de Solidarité Métropolitaine - DSM)

En 2023, prise en compte des coûts du domaine des SI et pour les autres domaines la prise en compte se fera au fur et à mesure de leur mutualisation.

Ces mesures sont appliquées aux **communes éligibles et ayant opté pour la mutualisation** des domaines concernés **au cycles précédents, il s'agit des communes de Carbon Blanc (cycle 2) et Saint-Aubin du Médoc (cycle 1). Leurs attributions de compensation de 2023 est diminuée du montant des charges de structure (P5) du domaine des SI :**

	ACF	ACI	AC
Carbon Blanc	-10 863 €		-10 863 €
Saint-Aubin de Médoc	-6 586 €		-6 586 €
Total	-17 449 €	0 €	-17 449 €

Ces mesures s'appliquent également aux communes d'Ambès et Saint-Louis de Montferrand dans le cadre du cycle 7

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

3. Cycle 7 de la mutualisation

Au 1er janvier 2022, 22 communes étaient engagées dans la mutualisation, pour au moins 1 domaine d'activité, parmi les 18 domaines proposés.

Un septième cycle de mutualisation a été conduit en 2022, en application du schéma de mutualisation. La mutualisation demeure au libre choix des communes, qui peuvent décider chaque année de mutualiser de nouveaux domaines.

Ainsi, **quatre communes ont confirmé leur souhait de mutualiser au 1er janvier 2022 :**

- **Ambès**
- **Bassens**
- **Martignas sur Jalle**
- **Saint-Louis de Montferrand**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

3. Cycle 7 de la mutualisation

Les communes d'Ambès et Martignas sur Jalle ont souhaité procéder à la mutualisation du domaine du numérique et systèmes d'information (SI).

La commune de Bassens, après avoir mutualisé son domaine public et les espaces verts au cycle 2, élargit dans ce cycle 7 la mutualisation au domaine du numérique et systèmes d'information.

La commune de Saint-Louis de Montferrand a souhaité procéder à la mutualisation du numérique / systèmes d'information et du domaine des affaires juridiques.

L'évaluation financière de la mutualisation des communes d'Ambès et de Saint-Louis de Montferrand est dérogatoire au règles des délibérations du 29 mai 2015, du 25 septembre 2015 et du 21 octobre 2016.

Pour rappel, la délibération 2022-72 du 28 janvier 2022 dispense, pour la mutualisation des fonctions support (SI, RH, Finances, Affaires juridiques et Commande Publique), les communes de moins de 4 000 habitants des :

- poste 1 (RH) des fonctions support **si** la mutualisation ne donne pas lieu à transfert d'agent et que cette fonction occupait moins de 0,5 ETP avant mutualisation.
- poste 3 (coût de renouvellement des équipements mutualisés)

La commune de Saint-Louis de Montferrand bénéficie, du fait d'un potentiel financier inférieur au potentiel financier moyen des communes de la métropole bénéficie, de la dispense de l'application du poste 5 (charges de structure).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

3. Cycle 7 de la mutualisation

BORDEAUX MÉTROPOLE

VILLE D'AMBES

FIMUT

Chiffrage total	
Nombre d'ETP mutualisés	0,50

Compte administratif 2021

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montant de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP					
0	**1**	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)			**36 555**
		Mesure délibération 2022-72 dispense Poste RH			**-36 555**
					0
Charges directes réelles de fonctionnement	**2**	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
62 270		SI			**62 270**
Coûts de renouvellement des immobilisations	**3**	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
		Matériels SI			**36 894**
0		Logiciels SI			**8 844**
		Mesure délibération 2022-72 dispense P3			**-45 738**
		Total P3 hors Frais financiers			**45 738**
		Frais financiers			**0**
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	**4**	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
0		SI			**170**
		Mesure délibération 2022-72 dispense Poste RH + P4			**-170**
Forfait charges de structure	**5**	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
7 472			12,00%	**7 472**	**7 472**

ACI	ACF	AC
0	**69 742**	**69 742**

Avantage lié à délibération 2022-72	**82 463**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

3. Cycle 7 de la mutualisation

VILLE DE BASSENS

Chiffrage total

Nombre d'ETP mutualisés **3,00**

Compte administratif 2021

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montant de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP					
122 911	**1**	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)			**122 414**
		EPI / habillement			**137**
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives			**360**
Charges directes réelles de fonctionnement		Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
211 764	**2**	Commande Publique			
		Affaires juridiques			
		SI			**211 764**
		RH			
Coûts de renouvellement des immobilisations		Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
123 076	**3**	Bâtiments			
		Matériel (Hors SI)			
		Matériels SI			**95 140**
		Logiciels SI			**27 641**
		Total P3 hors Frais financiers			**122 782**
		Frais financiers			**294**
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	**4**	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
1 020		Finances			
		Commande Publique			
		Affaires juridiques			
		SI			**1 020**
		RH			
Forfait charges de structure	**5**	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
40 283			12,00%	**40 283**	**40 283**

	ACI	ACF	AC
IMPACT AC CYCLE 7	**122 782**	**376 273**	**499 055**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

3. Cycle 7 de la mutualisation

VILLE DE BASSENS

En optant pour la mutualisation d'une fonction support, le taux appliqué aux charges de structure (P5) de la commune de Bassens est réduit de 3%, il passe ainsi de 15% à 12 %.

A compté de 2023, ce sera le taux de 12 % qui sera appliqué à tous les domaines mutualisés par la commune de Bassens. Il convient donc de corriger, à partir de 2023, le montant des charges de structure appliqué jusqu'en 2022 à l'ensemble des domaines mutualisés.

Ainsi, le poste 5 est réduit de 2 465 €. L'impact final du cycle 7 sur l'AC de la commune de Bassens est donc de 496 590 €

CYCLE 7	**ACI 122 782**		**ACF 376 273**	**AC 499 055**
P5 du Cycle 2 à 15%		(82 178 x 15 %)	**12 327**	12 327
P5 du Cycle 2 à 12%		(82 178 x12%)	**9 861**	9 861
réduction du P5			**2 466**	2 466
CYCLE 7 corrigé du P5 cycle 2	**ACI 122 782**		**ACF 373 808**	**AC 496 590**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

3. Cycle 7 de la mutualisation

VILLE DE MARTIGNAS SUR JALLE

Chiffrage total

Nombre d'ETP mutualisés 0,35

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montant de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP					
23 076	**1**	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)			**23 076**
		EPI / habillement			
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives			**0**
Charges directes réelles de fonctionnement		Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
		Finances			
233 954	**2**	Commande Publique			
		Affaires juridiques			
		SI			**233 954**
		RH			
Coûts de renouvellement des immobilisations		Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
78 732	**3**	Bâtiments			
		Matériel (Hors SI)			
		Matériels SI			**62 839**
		Logiciels SI			**15 446**
		Total P3 hors Frais financiers			**78 286**
		Frais financiers			**447**
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	**4**	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
		Finances			
119		Commande Publique			
		Affaires juridiques			
		SI			**119**
		RH			
Forfait charges de structure	**5**	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
30 858			12,00%	**30 858**	**30 858**

ACI	ACF	AC
78 286	**288 454**	**366 740**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

3. Cycle 7 de la mutualisation

VILLE DE Saint-Louis DE MONTFERRAND

Chiffrage Total

Base CA 2021

Nombre d'ETP (dédiés après mutualisation) **0,70**

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP					
0	**1**	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012) SI (0,5 cat A)			**36 555**
		Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012) AJ (0,2 B)			**9 307**
		Mesure délibération 2022-72 dispense Poste RH			**-45 863**
Charges directes réelles de fonctionnement	**2**	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
39 477		SI			**38 417**
		Affaires juridiques (moyenne sur 3 ans de frais de contentieux)			**1 060**
Coûts de renouvellement des immobilisations	**3**	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
0		Matériel SI			**18 762**
		Logiciels SI			**2 791**
		Mesure délibération 2022-72 dispense P3			**-21 553**
		P3 hors frais financiers			**0**
		Frais financiers non retenu pour le cycle			**-944**
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	**4**	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
0		SI			**170**
		Affaires juridiques			**68**
		Mesure délibération 2022-72 dispense Poste RH et P4			**-238**
Forfait charges de structure	**5**	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
0			11%		**9 414**
		Mesure délibération 2022-72 dispense P5			**-9 414**

Total révision AC Cycle 7	ACI	ACF
39 477	**0**	**39 477**

Avantage lié à délibération 2022-72 **78 011**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

4. Modification des taux et du montant du poste « charges de structure » appliqués aux « transferts de compétence » pour les communes d'Ambès, Bassens, Martignas et Saint-Louis de Montferrand consécutive à la révision du poids des fonctions support dans le cadre de la mutualisation.

L'article 11 du règlement intérieur de la CLECT précise les modifications du taux de charges de structure et semi-directes dans deux situations :

- pour les communes ayant mutualisé ou mutualisant leurs services dans l'année en cours,
- pour les communes qui transfèrent des équipements d'intérêt métropolitain à vocation sportive ou culturelle à la Métropole.

«…Dans le cas des communes ayant mutualisées ou mutualisant dans l'année en cours leurs fonctions support, selon les modalités prévues par la délibération n°2015/0253 du 29 mai 2015, le taux forfaitaire précité sera réduit d'un pourcentage dont le niveau dépendra du périmètre du transfert des fonctions support, afin d'éviter tout doublon de charges pour ces communes. Pour ces communes, ce taux sera ainsi réduit selon la formule suivante : forfait charges de structure et semi directes (25 %) – écart entre le forfait théorique de charges de structure mutualisation (15 %) prévue par la délibération du 29 mai 2015 et le forfait applicable à la commune en fonction de son degré de mutualisation;

Impact du cycle 7 sur les AC "Transfert de compétences"			
	ACF	ACI	AC
AMBES	-4 €		-4 €
BASSENS	-1 €		-1 €
MARTIGNAS	-295 €		-295 €
SAINT-LOUIS DE MONTFERRAND	-23 €		-23 €
TOTAL	-323 €	0 €	-323 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

5. Transfert de compétence EIM Stade MATMUT suivi technique du contrat de partenariat.

La CLECT du 21 octobre 2016 a proposé l'évaluation du transfert du Grand Stade de Bordeaux (Stade MATMUT depuis) dans le cadre de la compétence « Equipements d'Intérêt Métropolitains » conformément à la Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 (MAPTAM) qui a transféré de nouvelles compétences à La CUB (article 71) dès le 28 janvier 2014, et a transformé, à compter du 1er janvier 2015 notre établissement en Métropole avec le transfert de nouvelles compétences des communes membres (article 43).
Le transfert de cet équipement édifié dans le cadre d'un Partenariat Public Privé (PPP), à Bordeaux Métropole est effectif depuis le 1er janvier 2017.

L'évaluation proposée en 2016 n'a pas pris en compte le suivi technique du contrat de partenariat conservé dans le cadre de la compétence « sport » de la commune de Bordeaux. Ce suivi s'avère majoritairement lié à l'équipement lui-même et accessoirement à la compétence « sport ». D'un commun accord avec la commune, ce suivi évalué à la charge d'un demi ETP de cadre A sera formellement transféré à Bordeaux Métropole selon l'évaluation suivante avec **un montant de 37 286 €** d'impact sur l'attribution de fonctionnement de Bordeaux à compter de 2023.

Coût moyen d'un ETP de catégorie A	73 110 €
soit coût moyen d'un demi ETP	**36 555 €**
Taux de charges semi-directes et de structure*	2%
Charges semi-directes et de structure	**731 €**
MONTANT DE L'EVALUATION DU TRANSFERT	**37 286 €**

* taux appliqué lors du transfert de l'équipement

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

6. Synthèse générale

RNS

	AC 2022 définitives			RNS impact AC			AC prévisonnelle effets RNS		
	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC
AMBARES	1 411 855 €	306 394 €	1 718 249 €	**15 635 €**	**16 414 €**	**32 049 €**	1 427 490 €	322 808 €	1 750 298 €
AMBES	-1 702 498 €	21 703 €	-1 680 795 €	0 €	0 €	0 €	-1 702 498 €	21 703 €	-1 680 795 €
ARTIGUES	-17 430 €	158 354 €	140 924 €	0 €	0 €	0 €	-17 430 €	158 354 €	140 924 €
BASSENS	-3 245 018 €	36 971 €	-3 208 047 €	0 €	0 €	0 €	-3 245 018 €	36 971 €	-3 208 047 €
BEGLES	5 647 643 €	853 299 €	6 500 942 €	**84 495 €**	**11 662 €**	**96 157 €**	5 732 138 €	864 961 €	6 597 099 €
BLANQUEFORT	-5 675 472 €	437 652 €	-5 237 820 €	**26 252 €**	**1 126 €**	**27 378 €**	-5 649 220 €	438 778 €	-5 210 442 €
BORDEAUX	51 214 851 €	15 366 027 €	66 580 878 €	**847 469 €**	**228 542 €**	**1 076 011 €**	52 062 320 €	15 594 569 €	67 656 889 €
BOULIAC	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €	0 €	0 €	0 €	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €
LEBOUSCAT	5 806 190 €	657 304 €	6 463 494 €	**26 808 €**	**23 135 €**	**49 943 €**	5 832 998 €	680 439 €	6 513 437 €
BRUGES	2 215 474 €	472 086 €	2 687 560 €	**-70 969 €**	**26 046 €**	**-44 923 €**	2 144 505 €	498 132 €	2 642 637 €
CARBONBLANC	-177 930 €	98 043 €	-79 887 €	**6 994 €**	**5 007 €**	**12 001 €**	-170 936 €	103 050 €	-67 886 €
CENON	2 738 292 €	175 047 €	2 913 339 €	**-3 142 €**	**4 297 €**	**1 155 €**	2 735 150 €	179 344 €	2 914 494 €
EYSINES	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €	0 €	0 €	0 €	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €
FLOIRAC	2 778 874 €	617 715 €	3 396 589 €	**4 674 €**	**2 881 €**	**7 555 €**	2 783 548 €	620 596 €	3 404 144 €
GRADIGNAN	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €	0 €	0 €	0 €	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €
LEHAILLAN	-976 643 €	224 379 €	-752 264 €	**-18 092 €**	**17 847 €**	**-245 €**	-994 735 €	242 226 €	-752 509 €
LORMONT	378 856 €	202 271 €	581 127 €	0 €	0 €	0 €	378 856 €	202 271 €	581 127 €
MARTIGNAS	-1 877 848 €	22 767 €	-1 855 081 €	0 €	0 €	0 €	-1 877 848 €	22 767 €	-1 855 081 €
MERIGNAC	5 500 231 €	1 381 157 €	6 881 388 €	**79 834 €**	**50 127 €**	**129 961 €**	5 580 065 €	1 431 284 €	7 011 349 €
PAREMPUYRE	663 590 €	43 178 €	706 768 €	0 €	0 €	0 €	663 590 €	43 178 €	706 768 €
PESSAC	10 242 978 €	1 062 884 €	11 305 862 €	**43 932 €**	**38 570 €**	**82 502 €**	10 286 910 €	1 101 454 €	11 388 364 €
SAINTAUBIN	1 505 038 €	137 993 €	1 643 031 €	**4 519 €**	**3 363 €**	**7 882 €**	1 509 557 €	141 356 €	1 650 913 €
SAINTLOUIS	186 815 €	563 €	187 378 €	0 €	0 €	0 €	186 815 €	563 €	187 378 €
SAINTMEDARD	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €	0 €	0 €	0 €	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €
SAINTVINCENT	102 875 €	3 503 €	106 378 €	0 €	0 €	0 €	102 875 €	3 503 €	106 378 €
LETAILLAN	2 521 949 €	145 731 €	2 667 680 €	**-46 662 €**	**15 790 €**	**-30 872 €**	2 475 287 €	161 521 €	2 636 808 €
TALENCE	6 778 955 €	670 050 €	7 449 005 €	**39 774 €**	**33 262 €**	**73 036 €**	6 818 729 €	703 312 €	7 522 041 €
VILLENAVE	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €	0 €	0 €	0 €	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €
	88 612 031 €	24 028 267 €	112 640 298 €	1 041 521 €	478 069 €	1 519 590 €	89 653 552 €	24 506 336 €	114 159 888 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_99_1-DE

6. Synthèse générale

Tous motifs d'impact sur les attributions de compensation

BORDEAUX MÉTROPOLE

	AC 2022 définitives			RNS impact AC			CYCLE 7 MUTU			Dispense P5 (délib 2022-72)			Transfert compétence EIM Stade MATMUT suivi technique du contrat de partenariat			Impact cycle 7 sur les AC TRANSFERTS DE COMPETENCE			AC prévisonnelle 2023			AC prévisonnelle 2023 RECETTE		AC prévisonnelle 2023 DEPENSE	
	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	ACF	ACI
AMBARES	1 411 855 €	306 394 €	1 718 249 €	**15 635 €**	**16 414 €**	**32 049 €**			0 €			0 €						0 €	1 427 490 €	322 808 €	1 750 298 €	**1 427 490 €**	**322 808 €**	**0 €**	**0 €**
AMBES	-1 702 498 €	21 703 €	-1 680 795 €	0 €	0 €	0 €	**69 742 €**		**69 742 €**			0 €				-4 €		-4 €	-1 632 760 €	21 703 €	-1 611 057 €	**0 €**	**21 703 €**	**1 632 760 €**	**0 €**
ARTIGUES	-17 430 €	158 354 €	140 924 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	-17 430 €	158 354 €	140 924 €	**0 €**	**158 354 €**	**17 430 €**	**0 €**
BASSENS	-3 245 018 €	36 971 €	-3 208 047 €	0 €	0 €	0 €	**373 808 €**	**122 782 €**	**496 590 €**			0 €				-1 €		-1 €	-2 871 211 €	159 753 €	-2 711 458 €	**0 €**	**159 753 €**	**2 871 211 €**	**0 €**
BEGLES	5 647 643 €	853 299 €	6 500 942 €	**84 495 €**	**11 662 €**	**96 157 €**			0 €			0 €						0 €	5 732 138 €	864 961 €	6 597 099 €	**5 732 138 €**	**864 961 €**	**0 €**	**0 €**
BLANQUEFORT	-5 675 472 €	437 652 €	-5 237 820 €	**26 252 €**	**1 126 €**	**27 378 €**			0 €			0 €						0 €	-5 649 220 €	438 778 €	-5 210 442 €	**0 €**	**438 778 €**	**5 649 220 €**	**0 €**
BORDEAUX	51 214 851 €	15 366 027 €	66 580 878 €	**847 469 €**	**228 542 €**	**1 076 011 €**			0 €			0 €	**37 286 €**	**0 €**	**37 286 €**			0 €	52 099 606 €	15 594 569 €	67 694 175 €	**52 099 606 €**	**15 594 569 €**	**0 €**	**0 €**
BOULIAC	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €	**0 €**	**24 212 €**	**235 603 €**	**0 €**
LEBOUSCAT	5 806 190 €	657 304 €	6 463 494 €	**26 808 €**	**23 135 €**	**49 943 €**			0 €			0 €						0 €	5 832 998 €	680 439 €	6 513 437 €	**5 832 998 €**	**680 439 €**	**0 €**	**0 €**
BRUGES	2 215 474 €	472 086 €	2 687 560 €	**-70 969 €**	**26 046 €**	**-44 923 €**			0 €			0 €						0 €	2 144 505 €	498 132 €	2 642 637 €	**2 144 505 €**	**498 132 €**	**0 €**	**0 €**
CARBONBLANC	-177 930 €	98 043 €	-79 887 €	**6 994 €**	**5 007 €**	**12 001 €**			0 €	-10 863 €		-10 863 €						0 €	-181 799 €	103 050 €	-78 749 €	**0 €**	**103 050 €**	**181 799 €**	**0 €**
CENON	2 738 292 €	175 047 €	2 913 339 €	**-3 142 €**	**4 297 €**	**1 155 €**			0 €			0 €						0 €	2 735 150 €	179 344 €	2 914 494 €	**2 735 150 €**	**179 344 €**	**0 €**	**0 €**
EYSINES	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €	**2 056 423 €**	**48 901 €**	**0 €**	**0 €**
FLOIRAC	2 778 874 €	617 715 €	3 396 589 €	**4 674 €**	**2 881 €**	**7 555 €**			0 €			0 €						0 €	2 783 548 €	620 596 €	3 404 144 €	**2 783 548 €**	**620 596 €**	**0 €**	**0 €**
GRADIGNAN	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €	**1 514 882 €**	**73 664 €**	**0 €**	**0 €**
LEHAILLAN	-976 643 €	224 379 €	-752 264 €	**-18 092 €**	**17 847 €**	**-245 €**			0 €			0 €						0 €	-994 735 €	242 226 €	-752 509 €	**0 €**	**242 226 €**	**994 735 €**	**0 €**
LORMONT	378 856 €	202 271 €	581 127 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	378 856 €	202 271 €	581 127 €	**378 856 €**	**202 271 €**	**0 €**	**0 €**
MARTIGNAS	-1 877 848 €	22 767 €	-1 855 081 €	0 €	0 €	0 €	**288 454 €**	**78 286 €**	**366 740 €**			0 €				-295 €		-295 €	-1 589 689 €	101 053 €	-1 488 636 €	**0 €**	**101 053 €**	**1 589 689 €**	**0 €**
MERIGNAC	5 500 231 €	1 381 157 €	6 881 388 €	**79 834 €**	**50 127 €**	**129 961 €**			0 €			0 €						0 €	5 580 065 €	1 431 284 €	7 011 349 €	**5 580 065 €**	**1 431 284 €**	**0 €**	**0 €**
PAREMPUYRE	663 590 €	43 178 €	706 768 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	663 590 €	43 178 €	706 768 €	**663 590 €**	**43 178 €**	**0 €**	**0 €**
PESSAC	10 242 978 €	1 062 884 €	11 305 862 €	**43 932 €**	**38 570 €**	**82 502 €**			0 €			0 €						0 €	10 286 910 €	1 101 454 €	11 388 364 €	**10 286 910 €**	**1 101 454 €**	**0 €**	**0 €**
SAINT-AUBIN	1 505 038 €	137 993 €	1 643 031 €	**4 519 €**	**3 363 €**	**7 882 €**			0 €	-6 586 €		-6 586 €						0 €	1 502 971 €	141 356 €	1 644 327 €	**1 502 971 €**	**141 356 €**	**0 €**	**0 €**
SAINTLOUIS	186 815 €	563 €	187 378 €	0 €	0 €	0 €	**39 477 €**		**39 477 €**			0 €				-23 €		-23 €	226 269 €	563 €	226 832 €	**226 269 €**	**563 €**	**0 €**	**0 €**
SAINTMEDARD	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €	**0 €**	**667 595 €**	**2 446 791 €**	**0 €**
SAINTVINCENT	102 875 €	3 503 €	106 378 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	102 875 €	3 503 €	106 378 €	**102 875 €**	**3 503 €**	**0 €**	**0 €**
LETAILLAN	2 521 949 €	145 731 €	2 667 680 €	**-46 662 €**	**15 790 €**	**-30 872 €**			0 €			0 €						0 €	2 475 287 €	161 521 €	2 636 808 €	**2 475 287 €**	**161 521 €**	**0 €**	**0 €**
TALENCE	6 778 955 €	670 050 €	7 449 005 €	**39 774 €**	**33 262 €**	**73 036 €**			0 €			0 €						0 €	6 818 729 €	703 312 €	7 522 041 €	**6 818 729 €**	**703 312 €**	**0 €**	**0 €**
VILLENAVE	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €	0 €	0 €	0 €			0 €			0 €						0 €	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €	**1 701 493 €**	**118 824 €**	**0 €**	**0 €**
	88 612 031 €	24 028 267 €	112 640 298 €	1 041 521 €	478 069 €	1 519 590 €	771 481 €	201 068 €	972 549 €	-17 449 €	0 €	-17 449 €	37 286 €	0 €	37 286 €	-323 €	0 €	-323 €	90 444 547 €	24 707 404 €	115 151 951 €	106 063 785 €	24 707 404 €	15 619 238 €	0 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_100_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 100 -

Communication du rapport d'activité 2021 de Bordeaux Métropole

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

L'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal adresse chaque année avant le 30 septembre au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'Etablissement.

Ce rapport, annexé à la présente délibération, est consultable sur le site internet dédié de Bordeaux Métropole : https://rapportactivite.bordeaux-metropole.fr et peut être téléchargé par chaque conseiller municipal et tout citoyen. Il retrace de manière synthétique l'activité de l'EPCI au titre de l'année antérieure.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte dudit rapport.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_100_1-DE

VU l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités

CONSIDERANT que le Conseil Municipal doit prendre acte de la communication du rapport annuel d'activité 2021 de Bordeaux Métropole ;

La Commission Finances entendue le 1er décembre 2022,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

De prendre acte de la communication du rapport annuel d'activité 2021 de Bordeaux Métropole

Le Conseil Municipal a pris acte

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 101 -

Créations et fermetures de postes
Mise à jour du tableau des effectifs

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU la loi du 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

VU le Code Général de la Fonction Publique Territoriale ;

VU la délibération 2018 / 60 du 24 septembre 2018 relative à la mise à jour du tableau des effectifs ;

VU la délibération 2022 / 78 du 8 octobre 2022 relative à la dernière modification du tableau des effectifs ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

CONSIDERANT que suite à la mutation de l'agent titulaire du poste de Responsable du Service Accueil Population au 1er décembre 2022 et au recrutement de sa remplaçante, il y a lieu de supprimer le poste existant de Rédacteur Principal 2ème classe et de créer le poste d'accueil de sa remplaçante soit un poste de Rédacteur Territorial.

CONSIDERANT l'arrêté 88/2022 établissant le tableau annuel d'avancement de grade 2022, il y a lieu de créer les postes de promotion des cinq personnes promouvables en décembre 2022 et de supprimer leurs postes actuels ; de supprimer également le poste actuel du Responsable de la Police Municipale, son poste d'accueil ayant déjà été créé en juin 2022 ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le tableau des effectifs et notamment les postes budgétaires suivants :

Personnel à temps complet – Catégorie B

Suppression d'un poste de Rédacteur principal de 2ème classe

Création d'un poste de Rédacteur Territorial

Personnel à temps complet – Catégorie C

Suppression de trois postes d'Adjoint Administratif Principal de 2ème classe

Création de trois postes d'Adjoint Administratif Principal de 1ère classe

Suppression d'un poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe

Création d'un poste d'adjoint d'animation principal de 1ère classe

Suppression d'un poste de Gardien/Brigadier

Personnel à temps non complet – Catégorie C

Suppression d'un poste d'Adjoint Technique principal de 2ème classe

Création d'un poste d'Adjoint Technique principal de 1ère classe

EMPLOIS FONCTIONNELS		**EFFECTIFS VILLE**	**DURÉE HEBDOMADAIRE DE SERVICE (nombre d'heures et minutes)**
Postes non comptabilisés dans le total des effectifs			
EMPLOI DE CABINET		**1**	
Directeur de cabinet	A	**1**	**1 Equivalent temps plein - 35/35 heures**

FILIERES	**EFFECTIFS VILLE**	**DURÉE HEBDOMADAIRE DE SERVICE (nombre d'heures et minutes)**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

ADMINISTRATIVE		**29**	
Attaché	A	**4**	**4 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
Rédacteur Principal 1ère classe	B	**2**	**2 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Rédacteur Principal 2ème classe	B	**2**	**2 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
Rédacteur	B	**2**	**2 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	**4**	**4 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	**5**	**5 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
Adjoint administratif	C	**10**	**10 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
TECHNIQUE		**53**	
Technicien Principal 1ère cl	B	**1**	**1 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Technicien Principal 2nde cl	B	**2**	**2 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Technicien	B	**1**	**1 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
Adjoint technique principal 1ère cl	C	**4**	**3 Equivalents temps plein - 35/35 heures** **1 poste à temps non complet 20/35 heures**
Adjoint technique principal 2ème cl	C	**9**	**9 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
Adjoint technique	C	**30**	**25 Equivalents temps plein - 35/35 heures** **5 Equivalents temps non complet – 30/35 heures**
Agent de maîtrise principal	C	**3**	**3 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
Agent de maîtrise	C	**3**	**3 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
ANIMATION		**21**	
Animateur principal 1ère cl	B	**3**	**3 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Animateur principal 2ème cl	B	**1**	**1 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Adjoint animation principal 1ère cl	C	**2**	**2 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Adjoint animation principal 2ème cl	C	**1**	**1 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
Adjoint d'animation	C	**14**	**14 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
POLICE MUNICIPALE		**3**	
Brigadier-Chef Principal	C	**1**	**1 Equivalent temps plein - 35/35 heures**
Gardien / Brigadier	C	**2**	**2 Equivalents temps plein - 35/35 heures**
MEDICO-SOCIAL		**10**	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

Educateur principal jeunes enfants 1ère classe	A	1	1 Equivalent temps plein - 35/35 heures
Educateur principal jeunes enfants 2ème classe	A	1	1 Equivalent temps plein - 35/35 heures
Educateur jeunes enfants	A	1	1 Equivalent temps plein - 35/35 heures
ATSEM principal 1ère cl	C	6	6 Equivalents temps plein - 35/35 heures
Auxiliaire puériculture principal 1ère cl	C	1	1 Equivalent temps plein - 35/35 heures
CULTURELLE		6	
Bibliothécaire Territorial	A	1	1 Equivalent temps plein - 35/35 heures
Assistant de conservation principal 1ère cl	B	1	1 Equivalent temps plein - 35/35 heures
Assistant de conservation	B	1	1 Equivalent temps plein - 35/35 heures
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C	1	1 Equivalents temps plein - 35/35 heures
Adjoint du patrimoine	C	2	2 Equivalent temps plein - 35/35 heures
ENSEIGNEMENT DES ARTS		14	
Assistant d'Enseignement Artistique principal 2ème cl	B	14	1 poste à temps non complet – 14/20 heures 1 poste à temps non complet – 5.15/20 heures 1 poste à temps complet – 20/20 heures 1 poste à temps non complet – 4/20 heures 1 poste à temps non complet –8/20 heures 1 poste à temps non complet – 5/20 heures 1 poste à temps non complet – 4h57/20 heures 1 poste à temps non complet – 3/20 heures 1 poste à temps non complet – 2h05/20 heures 1 poste à temps non complet – 15h36/20 heures 1 poste à temps non complet – 8/20 heures 1 poste à temps non complet – 6h45/20 heures 1 poste à temps non complet – 12/20 heures 1 poste à temps non complet – 3/20 heures
CONTRATS D'APPRENTSSAGE		4	
Apprentis		4	4 Equivalents temps plein - 35/35 heures
TOTAL		140	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

La commission Ressources humaines, entretien des bâtiments et espaces publics, sécurité entendue le xx décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

- la modification du tableau des effectifs et la suppression et création des postes désignés ci-dessus

DIT

- que la dépense en résultant sera prélevée sur le chapitre 012

Adoptée à l'unanimité

MAIRIE D'ARTIGUES près BORDEAUX 33370

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

Rapport annuel d'activité 2021

BORDEAUX MÉTROPOLE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021



2021, de nouvelles ambitions pour des actions plus proches des habitants

Bordeaux Métropole a tenu le cap en 2021 en menant de front son soutien aux fragilisés, le maintien d'un haut niveau de service et le développement de ses stratégies d'avenir. Consciente de la nécessité d'accélérer la transition écologique, économique et sociale, elle s'est activée à mettre en œuvre les premiers axes d'un projet de mandature qui accorde aux habitants une place centrale et une attention accrue à la concertation. Elle a posé les priorités d'une économie à la fois rayonnante et soutenable dans un nouveau Schéma de développement économique ; inscrit l'éco-responsabilité de la Métropole dans la révision du Plan local d'urbanisme. Elle a voté un nouveau Schéma des Mobilités basé sur un périmètre élargi, adopté un premier Plan Marche, mis en place la tarification solidaire sur le réseau TBM, associé les communes dans le vaste projet de plantation d'un million d'arbres, renforcé la coopération territoriale et avancé sur les projets, tels le RER métropolitain ou la Régie de l'eau, qui disent leur volonté de servir un avenir commun équilibré.

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

EMPLOI – ÉCONOMIE 2021



Dynamiser, soutenir, orienter

Encore sous-tendu par l'accompagnement des acteurs économiques impactés par la crise sanitaire, 2021 a reflété l'engagement d'une Métropole à la fois soucieuse de son attractivité et de la soutenabilité de son économie. Tout en posant ses priorités dans un nouveau Schéma de développement économique adopté en novembre, Bordeaux Métropole a contribué à fournir les aménagements et structures nécessaires au développement de son territoire. Elle a continué de favoriser le dynamisme de la région via les Opérations d'intérêt métropolitain déjà à l'œuvre ou en cours de définition. Elle a soutenu les secteurs considérés comme stratégiques et a organisé le premier Sommet aéronautique et Spatial. Tandis qu'elle voyait confirmée son attraction dans les domaines spatial et défense via l'OIM Aéroparc, elle a agi en faveur de l'emploi et rappelé son attachement prioritaire à l'économie sociale et solidaire.

Nouvelles ambitions et pôles de compétitivité

Aménagement économique

Emploi et aides économiques

Économie Sociale et Solidaire

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

NOUVELLES AMBITIONS ET PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ



- **Consultation des acteurs économiques du territoire** de juin à octobre en vue de définir la future stratégie de développement économique métropolitaine
- Adoption de la **nouvelle stratégie métropolitaine de développement économique définissant** 3 enjeux majeurs : défendre et développer l'emploi, accompagner les transitions, rechercher le rééquilibrage des territoires. L'architecture globale s'appuie sur 7 grands chantiers déclinés en 22 fiches opérationnelles
- Adoption d'une **nouvelle feuille de route Numérique** autour de 7 ambitions : solidarité et lutte contre les fractures numériques, e-services à destination les citoyens, aménagement numérique responsable, gouvernance des données, villes connectées, transition numérique des services publics et le numérique sécurisé
- Organisation du **1er sommet aéronautique et spatial** de Bordeaux Métropole axé sur l'innovation au service de la transition écologique
- Soutien à la filière bois-construction : 20 000 € en faveur du **pôle de compétitivité Xylofutur**
- 115 000 € en faveur du **Pôle de compétitivité Aerospace Valley** qui fédère plus de 800 acteurs privés et publics
- 214 000 € à l'association **French Tech Bordeaux**

Chiffres clés

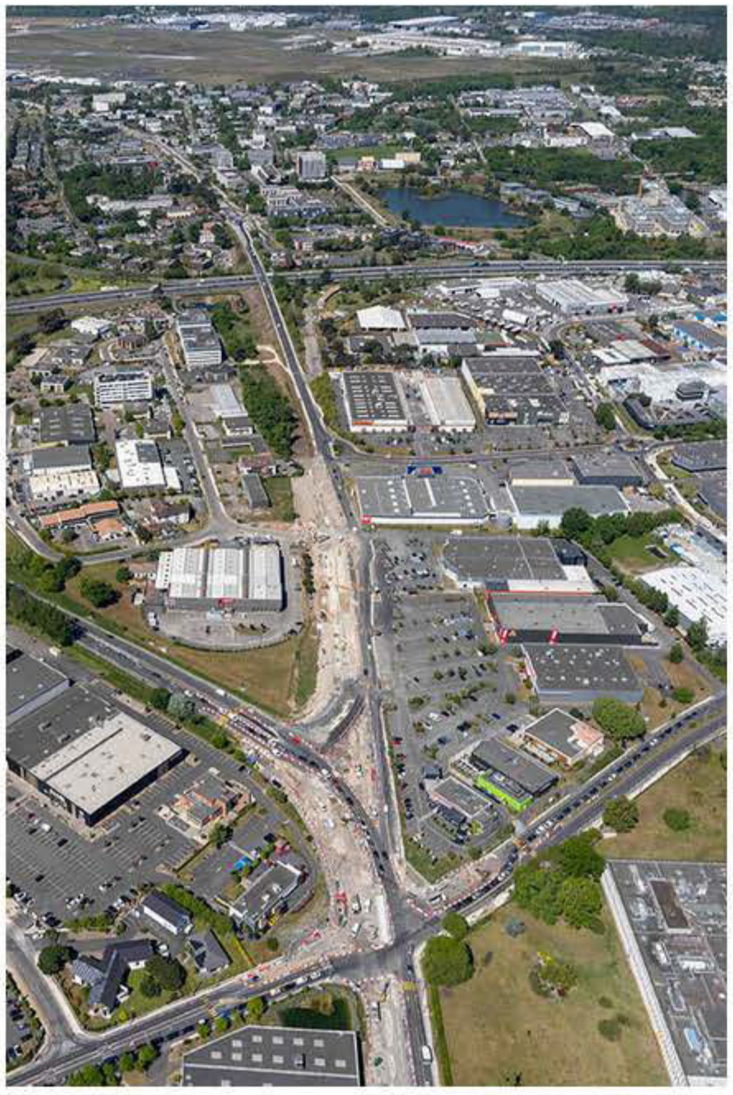
- **4 milliards d'euros** investis par Bordeaux Métropole d'ici 2026 pour le développement économique et l'emploi
- 3e métropole de France pour la **création d'entreprises numériques**
- Le commerce et l'artisanat représentent **25 % de l'emploi**

Aménagement économique >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

AMÉNAGEMENT ÉCONOMIQUE



- Création d'une **Opération d'intérêt métropolitaine (OIM) Arc Rive droite** dédié à l'économie de la transition, en partenariat avec le Grand port maritime de Bordeaux sur l'Arc Rive Droite
- Travaux d'**aménagement et de viabilisation à l'Aéroparc** dans les zones d'activité Galaxie 4 et 5 chemins
- Pose de la 1ère pierre du projet Cockpit (10 000 m²), **futur siège de Bordeaux Technowest**
- Poursuite du développement de l'**OIM Inno Campus** concentrant les domaines de compétence de la santé, la recherche et l'innovation : aménagements Cœur Bersol, livraison du 1er tronçon de la **ligne Technobus** reliant Bordeaux Inno Campus et l'Aéroparc
- Adoption du bilan de la concertation préalable sur le secteur Saige-Montaigne-Compostelle dans le cadre de l'**OIM Bordeaux Inno Campus**
- Désignation des lauréats de l'**Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) AIRE** proposant des locaux d'activités aux artisans, PME et PMI
- Emménagement de **Way4space** dans ses nouveaux locaux
- Cession d'un terrain de 7 855 m² pour l'**installation de la société Delidess** à Blanquefort, qui permettra de créer 30 à 40 emplois dans les desserts pâtissiers
- Vente d'un terrain à Villenave-d'Ornon pour le **développement d'activités artisanales** via l'extension du « Village d'entreprises Villenave »
- Progression des deux **projets stratégiques Tarmaq** réunissant les grandes entreprises aéronautiques et l'armée de l'air et **Space Hub**, centre majeur de la mobilité spatiale

< Nouvelles ambitions et pôles de compétitivité

Emploi et aides économiques >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

EMPLOI ET AIDES ÉCONOMIQUES



- Adoption d'un 2e plan de **soutien à l'économie de proximité** et d'un plan de sortie de crise Covid : prolongement des aides d'urgence à la trésorerie et aides aux loyers malgré le déconfinement
- **Soutien à la filière touristique** : Bordeaux Métropole adopte une subvention exceptionnelle face à la crise Covid de 500 000€ destinée à l'Office de tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole
- Subvention de 62 500 € à la Chambre de métiers et de l'artisanat Nouvelle Aquitaine - Gironde pour la mise en œuvre du programme d'actions 2021 en faveur de l'**artisanat** de la métropole bordelaise
- Subvention de 30 000€ à l'**Observatoire du commerce** de Bordeaux Métropole.
- Subvention de 50 000 € à l'**Agence de développement et d'innovation** de Nouvelle-Aquitaine
- Finalisation de l'appel à manifestation d'intérêts (AMI) sur le **terrain des Circuits** (ex-Ford) : l'entreprise Hydrogène de France retenue avec la perspective d'une centaine d'emplois créés en 2023
- Subvention de 487 775 € à l'association Invest in Bordeaux qui accompagne l'**implantation d'entreprises** sur la métropole et au-delà en Gironde
- Subvention exceptionnelle de 176 000 € à Technowest pour **soutenir l'emploi sur le territoire**
- Adoption d'un étalement de la dette et des loyers pour **soutenir le Club des Girondins de Bordeaux**
- **Lutte contre la précarité étudiante** : aide à la consommation, aides aux déplacements des doctorants, aides alimentaires.

Chiffres clés

- **Plus de 80 M€** investis par Bordeaux Métropole pour soutenir les entreprises, associations et indépendants face à la crise Covid
- 2 M€ pour le **plan de relance de la culture**

< Aménagement économique

Économie sociale et solidaire >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



- Subventions de 30 445 € aux PLIE (**Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi**) de Bordeaux, de 17 695 € au PLIE des Graves, de 25 949 € au PLIE des Hauts de Garonne, de 12644 € au PLIE Portes du Sud, de 7855 € au PLIE des Sources et de 19 876 € au PLIE ADSI Technowest
- **Soutien du projet IKOS** qui a pour ambition de réunir dans un lieu unique les activités de plusieurs structures de l'économie sociale et solidaire (ESS)
- Subvention de 250 000 € au titre du programme immobilier 2021 de la CAE Coop et Bât, **coopérative écoresponsable** à Lormont
- Coup de pouce de 8 871 € au programme d'investissement immobilier de Supercoop pour le projet d'agrandissement de son **supermarché coopératif et participatif** à Bordeaux
- Soutien de 11 000 € pour l'étude d'opportunité et de faisabilité d'un **tiers lieu** (coworking, ateliers, salles de réunions ...) à Blanquefort
  Subvention de 20 000 € à l'Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement pour son dispositif DLA (**Dispositif local d'accompagnement à des structures de l'ESS**)
- Subvention de 10 000 € à l'association Labo de l'ESS pour la réalisation de l'étude « **ESS et urbanités – Pour des métropoles low tech et solidaires** »
- Subvention de 20 000 € à l'Association Territoires & Innovation sociale (ATIS) au titre de la réalisation de son **programme sur les coopérations d'acteurs ESS**
- Signature d'une **convention quadripartite** engageant Bordeaux Métropole, la ville de Bordeaux, la région Nouvelle-Aquitaine et le conseil départemental de la Gironde à travailler en commun en faveur du développement de l'ESS : Elise Atlantique à Bordeaux, Échoppe Zéro déchet à Mérignac, France Active Aquitaine, et SCOP Ellyx

Chiffres clés

- **14 diagnostics réalisés** par la Chambre Régionale de l'économie sociale et solidaire Nouvelle Aquitaine (CRESS)
- **338 800 €** de subventions attribuées à 10 structures de l'ESS
- **+ 24 % d'heures d'insertion** dans les contrats de commande publique de la métropole

< Emploi et aides économiques

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

DÉPLACEMENTS 2021



Fluidifier, diversifier, apaiser

Résoudre les difficultés présentes et penser l'avenir ont été les deux principes moteurs de l'action de Bordeaux Métropole en faveur des déplacements cette année. Adopté en septembre, un **nouveau schéma des mobilités 2020-2030** porte l'engagement de la Métropole à offrir à ses usagers le choix de leur mode de déplacement. Basé sur un périmètre élargi, englobant désormais les territoires voisins, ce nouveau schéma propose de repenser les déplacements, non plus seulement en étoile (passant par Bordeaux) mais aussi de manière circulaire, avec des liaisons rapides et performantes. Construit autour de 5 enjeux stratégiques (la décongestion du territoire métropolitain, les liaisons rive-droite / rive-gauche, les liaisons Métropole / hors Métropole, la décarbonation des mobilités et la gouvernance), il prévoit la diversification des solutions ou la promotion des mobilités actives (vélo, marche), tout en portant une attention forte à la performance du réseau de transports en commun.

Également marquée par la reprise des travaux du pont Simone-Veil, l'adoption d'un plan marche, la mise en place de la tarification solidaire sur le réseau TBM ou l'avancée du projet de RER métropolitain, 2021 a continué de nourrir le dessein métropolitain d'une mobilité apaisée.

Modes doux et nouveaux usages

Diversification de l'offre, multimodalité

Transports collectifs

Équipements et infrastructures

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

MODES DOUX ET NOUVEAUX USAGES



- Adoption du **1er Plan marche** métropolitain construit autour de 5 axes et 19 actions
- Adoption du **3e Plan vélo** portant notamment la création d'un **Réseau Vélo Express (ReVE)** de 273 km permettant de relier les grandes polarités de la Métropole pour un investissement de **150 M€** à l'horizon 2030
- Inauguration de la **ligne verte Le Bouscat – Bruges**, 3 km dédiés aux joggeurs, marcheurs et cyclistes sur l'emprise d'une ancienne voie ferrée
- Mise en place du **prêt de vélos gratuits** aux riverains de l'extension du tram A pendant la durée des travaux.
- Accueil d'une **délégation venue d'Amsterdam** pour échanger sur la politique vélo dans le cadre du projet européen « Civitas Handshake »
- Renouvellement du **dispositif d'aide à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique, vélo pliant, cargo, tricycle** pour les habitants de la métropole.
- Livraison de **nouveaux aménagements cyclables** (couloir de bus, pistes cyclables) à Bègles, Bordeaux, Le Bouscat, Cenon Gradignan et Pessac.
- Mise en place de **voies réservées aux bus et aux cyclistes** sur 7 km des boulevards.
- Mise en service de 30 premiers **véloboxes**, nouvelle solution de stationnement vélo sécurisé à Bordeaux, Bègles et Talence
- Lancement des **Plans de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics** (PAVE) de Bouliac, Parempuyre et Saint-Médard-en-Jalles

Chiffres clés

- **+ 10 %** de déplacements à vélo/an depuis 2015
- **28 M€** dédiés au désencombrement des trottoirs et donc à la marche
- **+3 %** de linéaire d'aménagements cyclables en un an (1 515 km)
- **4 709** prêts de vélos par la Maison métropolitaine des mobilités alternatives
- **1 728** nouveaux arceaux vélos (+21 %)

Diversification de l'offre, multimodalité >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

DIVERSIFICATION DE L'OFFRE, MULTIMODALITÉ



- Amplification des études pour la réalisation du **RER métropolitain** et mise en place de premiers renforts d'offre avec la Région. **175 M€** de participation financière de la Métropole (130 M€ sur les infrastructures et 45 M€ sur le matériel roulant)
- Adhésion à l'Établissement Public Local (EPL) du **Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO)** permettant à la Métropole d'être associée à la gouvernance du projet et de lever les ressources nécessaires aux Aménagements Ferroviaires au Sud de Bordeaux (AFSB)
- Entrée en phase projet/réalisation du futur **Pôle d'échange du Bouscat-Sainte-Germaine** à l'interconnexion entre la ligne TER du Médoc et de la ligne D du tramway
- Déclaration d'utilité publique (DUP) et démarrage des travaux pour le projet de **premier Bus express entre Saint-Aubin de Médoc et Bordeaux**
- Commande à la société VDL de **36 véhicules électriques** articulés pour la future ligne de Bus Express et les infrastructures de recharge en ligne et au dépôt bus du Lac
- Prolongation de l'**expérimentation d'acceptation tarifaire** des titres de transport TBM sur la ligne Ter du Médoc
- Lancement d'un **plan de mobilité** pour améliorer la qualité des déplacements sur le **campus universitaire**
- Animation de nombreux évènements pour promouvoir les **mobilités alternatives à l'automobile** (villages de la mobilité en entreprise, opérations mobilité…)
- Organisation de la **Semaine de la Mobilité**

Chiffres clés

- **18 000 déplacements automobiles en moins par jour** attendus avec la mise en service du Bus express Bordeaux- Saint-Aubin-de-Médoc.
- **46 trains hebdomadaires supplémentaires** sur les lignes Libourne-Bordeaux-Arcachon et Bordeaux-Langon et 7 liaisons diamétralisées Libourne – Arcachon par jour nouveaux arceaux vélos (+21 %)

< Modes doux et nouveaux usages

Transports collectifs >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

TRANSPORTS COLLECTIFS



- Maintien des **mesures sanitaires** liées au Covid sur l'ensemble du réseau TBM
- Augmentation de la **fréquence de la Lianes 9 sur les boulevards**
- Prolongement de la Lianes 8 jusqu'au centre de **Gradignan centre**
- Renforcement de la Ligne 84 de et vers **Saint-Médard-en-Jalles et Saint-Aubin-de-Médoc pour compenser les impacts des travaux du Bus express** sur la Lianes 3
- Mise en service de la 2e section du **couloir de bus du chemin de Lissandre** à Lormont et Cenon (gain de temps 6 minutes en heure de pointe pour les lignes 7, 31, 40, 91 et 92).
- **Création d'un couloir de bus cours Galliéni** au profit des utilisateurs de la Lianes 4 (Bordeaux-Pessac)
- Mise en place de la **tarification solidaire sur le réseau TBM** avec des réductions jusqu'à la gratuité selon le niveau de revenu des foyers
- Début des travaux pour l'**extension de la ligne A du tramway** (4,7 km) entre le carrefour des Quatre chemins à Mérignac et la zone aéroportuaire
- Confirmation par le Tribunal administratif de l'intérêt général et l'**utilité publique de l'extension du Tram A**
- Organisation d'une concertation pour la **desserte des quartiers ouest de Saint-Médard-en-Jalles** dans le cadre du Bus express
- Amélioration de la **vitesse commerciale de la Lianes 11** reliant Bègles « Rives d'Arcins » à Martignas-sur-Jalle « Les Pins »

Chiffre clés

- **90 M€ HT** (hors travaux de liaisons routières) pour le financement de l'extension du tram A
- **66 000 bénéficiaires** de la tarification solidaire TBM (dont 80% accès à la gratuité)
- **Objectif moins 10 %** du flux de véhicules sur voirie et **+ 80 km de couloirs de bus** d'ici 2030e sur la ligne de car express Créon-Bordeaux

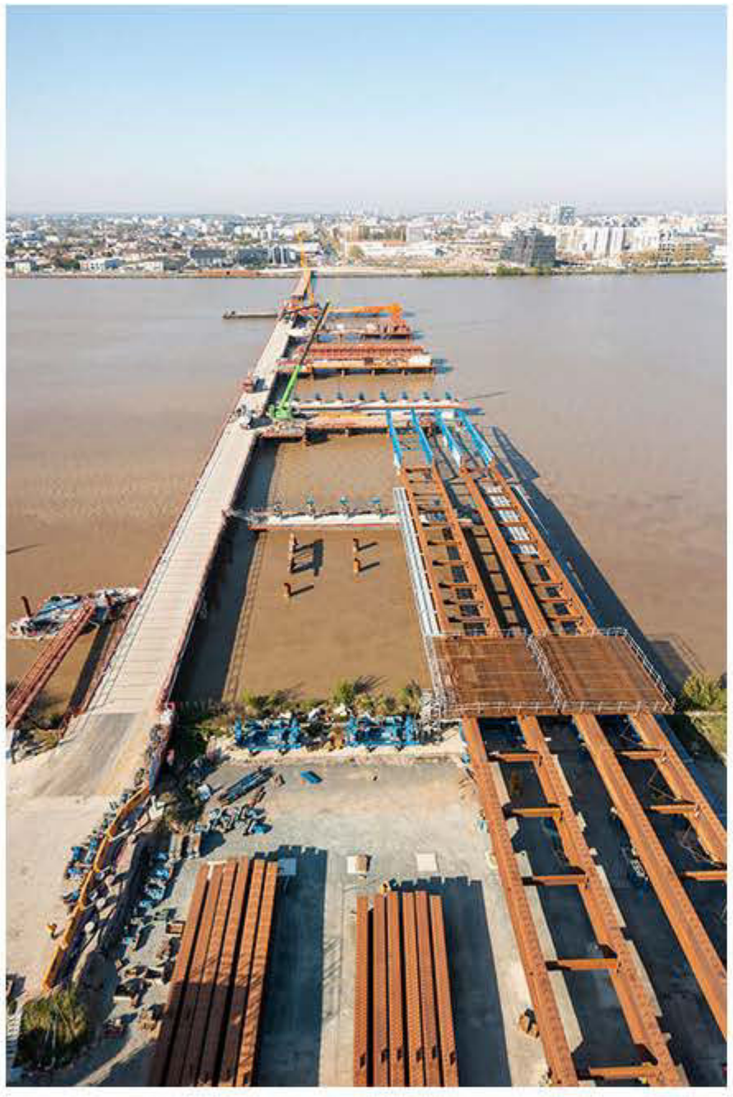
< Diversification de l'offre, multimodalité

Équipements et infrastructures >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

ÉQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES



- Reprise des travaux et pose des premiers tubes en acier du **pont Simone-Veil**
- Début des travaux préparatoires du chantier de **confortement du pont de Pierre** à Bordeaux
- Organisation d'une concertation sur la **requalification de la route de Toulouse**
- Décision de l'ouverture d'une concertation pour la création d'un **transport par câble** entre Lormont / Cenon et Achard / Cité du Vin
- Mise à disposition de **170 nouvelles bornes de recharges** pour les véhicules électriques réparties sur 65 stations et 10 communes
- Lancement du **groupe de travail sur la rocade**
- Renouvellement du marché des **abris voyageurs** à Clearchannel
- **Aménagement de voiries** à Bègles, Gradignan, Bruges, Artigues-près-Bordeaux et Saint-Aubin de Médoc

Chiffres clés

- Entre **80 000 et 150 000 véhicules/jour** sur les 45 km de boucle de la rocade
- **+ 1 %** de trafic tous les ans sur la rocade depuis 10 ans
- **- 6 %** de congestion en intra-rocade en 10 ans et **-4,1 %** au sud en extra-rocade / **+3,2 %** de congestion en extra-rocade sur la rive droite, **+10,2 %** à l'ouest pour le BHNS Bordeaux-Saint-Aubin de Médoc

< Transports collectifs

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

HABITAT – URBANISME 2021



Bien loger, mieux construire, inclure davantage

Placé sous le signe d'une implication citoyenne croissante, le domaine de l'habitat et de l'urbanisme a été marqué en 2021 par la révision du Plan local d'urbanisme. Le PLU 3.1 a posé en juin ses principes réactualisés, à l'issue de la consultation organisée au printemps. Objectif principal : accompagner la transition écologique tout en maintenant une offre de logement adaptée aux besoins du territoire. La Métropole s'est, en parallèle, investie dans de nombreuses opérations de renouvellement urbain et a développé des actions visant à améliorer en nombre et en qualité le logement de ses habitants, y compris les plus démunis. Elle s'est en outre dotée de nouveaux outils afin de lutter contre l'habitat indigne grâce au permis de louer et de diviser et a validé l'expérimentation d'un encadrement des loyers pour juillet 2022 sur la ville de Bordeaux.

Urbanisme et politique foncière

Renouvellement urbain et amélioration de l'habitat

Logement pour tous et solidarités urbaines

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE



- 11e **modification du Plan local d'urbanisme (PLU)** avec pour objectifs prioritaires de favoriser la végétalisation et de répondre à l'urgence sociale de logements
- Développement de l'**observatoire foncier et immobilier**, pour le suivi des différents marchés fonciers et immobiliers
  Poursuite de la **Démarche Urbalab** sur les nouvelles formes de lotissements favorisant l'innovation et l'expérimentation
- 6 équipes lauréates dans la 2e édition de l'appel à projet AIRE (Aménager, Innover, Redessiner, Entreprendre), visant à valoriser les **fonciers publics** situés en zone urbaine et certains fonciers privés sous-utilisés
- **Lancement d'une concertation** sur la mise en conformité du PLU dans le cadre de la déclaration de projet « Bordeaux Aéroparc-Aéroport »
- Approbation du **bilan de la concertation Saige-Montaigne-Compostelle** par le Conseil métropolitain
- **Clôture de la concertation** de l'opération d'aménagement Mérignac Soleil Chemin Long
- **Les projets de La FAB** sur Pessac secteur Pontet Sud et îlot Chanoine Lilet ainsi que l'opération Eysines Carès Cantinolle sont lancés.
- Incitation, dans le nouveau PLU, à choisir des matériaux et des **modalités de construction plus respectueuses de l'environnement**

Chiffres clés

- **4 ventes à l'Établissement Public d'Aménagement Bordeaux Euratlantique** (EPA) pour 1,333 M€, 13 ventes dans le cadre d'opérations d'aménagement pour 11,38 M€, 7 ventes aux communes membres de la Métropole pour 2,72 M€ opérées par Bordeaux Métropole en 2020

Renouvellement urbain et amélioration de l'habitat >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

RENOUVELLEMENT URBAIN ET AMÉLIORATION DE L'HABITAT



- Procédure d'évaluation à mi-parcours du **Programme local de l'Habitat** (PLH)
- Obtention de 3 étoiles aux Trophées de la participation et de la concertation pour le projet d'aménagement la Zone d'aménagement concerté (ZAC) du **centre-ville d'Ambarès- et-Lagrave**
- Réouverture de la maison du projet du **Grand Parc**
- Opérations de **renouvellement urbain** dans le centre historique, les quartiers du Grand Parc et des Aubiers à Bordeaux ; Saige à Pessac, Prévert à Bassens, Palmer, Joliot-Curie, Dravemont à Cenon et Floirac, et Carriet à Lormont.
- Inauguration de l'**occupation transitoire** de l'ancienne école Bel-Air, co-animée par 7 lauréats de l'appel à projet à Artigues-près-Bordeaux et lancement du **chantier éducatif** du Domaine de Saint-Leu
- Démarrage des travaux du 1er groupe scolaire du quartier à **Brazza**
- Lancement d'une expérimentation du financement à 100 % des **diagnostics énergétiques** pour les TPE-PME
- Accompagnement technique gratuit des habitants, via les espaces FAIRE, pour la rénovation des logements dans le cadre de la **lutte contre la précarité énergétique**
- Augmentation de la participation de la Métropole à l'**opération d'urbanisme le long de la ligne A** du tramway (47 M€ sur 77 M€ totaux)
- Livraison de 75 logements en accession libre et du groupe scolaire Billie Holiday sur la **ZAC Bastide-Niel**
- Bordeaux Métropole est retenue pour expérimenter l'**encadrement des loyers** sur Bordeaux
- Décision d'expérimenter à partir de janvier 2022, les **permis de louer et de diviser** afin de lutter contre l'habitat indigne et la hausse des loyers sur le parc locatif privé.

Chiffres clés

- **4 205 logements aidés** en 2021 (4 020 en 2020)
- 360 copropriétés (16 000 logements) accompagnées par le **dispositif Ma Renov**
- Près de **301 M€** investis par Bordeaux Métropole dans des opérations de renouvellement urbain

< Urbanisme et politique foncière

Logement pour tous et solidarités urbaines >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

LOGEMENT POUR TOUS ET SOLIDARITÉS URBAINES



- Mobilisation en matière de **lutte contre l'habitat indigne** suite aux effondrements dans le centre historique de Bordeaux
- Réalisation d'un bilan sur la mobilisation du contingent de **logements réservés** pour Bordeaux Métropole et ses 28 communes
- Bordeaux Métropole retenue dans le cadre du Plan national de lutte contre le logement vacant
- Signature d'un contrat d'objectifs et d'orientations en faveur du **logement étudiant** pour construire 6 000 logements en 10 ans.
- Contractualisation avec l'État autour de 2 volets du **Plan pauvreté en faveur des jeunes** : précarité alimentaire et accès au logement autonome
- Étude de nouvelles **aires de grands passages** à Mérignac et Artigues-près-Bordeaux
- Réhabilitation ou remise aux normes d'**aires d'accueil des gens du voyage** à Bègles et Villenave-d'Ornon, étude de deux nouvelles aires à Pessac et Bordeaux
- Mise à disposition de 8 logements de Bordeaux Métropole pour l'opération APAGAN d'**accueil des réfugiés afghans**
- Mise à disposition de l'ancien collège Jacques Ellul à Bordeaux pour l'**accueil des réfugiés Ukrainiens**
- Livraison de 564 logements dont une vingtaine de **premiers logements en bail réel solidaire** à Brazza
- Subvention de 167 000 € au GIP Bordeaux Métropole Médiation pour accompagner **les personnes en situation de précarité dans les squats**

Chiffres clés

- Près de 20 ménages **sortis de squat**
- **800 jeunes aidés** dans le cadre du Fonds d'Aide aux Jeunes
- 3,35 M€ de contribution au **Fonds de Solidarité Logement** et 5 548 aides délivrées avec l'aide de la Métropole

< Renouvellement urbain et amélioration de l'habi-tat

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE 2021



Préserver, veiller, rééquilibrer

Portant les enjeux universels les plus larges et les incidences locales les plus concrètes, la question environnementale s'est trouvée/est au cœur des actions métropolitaines en 2021. Déjà présente dans les pratiques, l'éco-responsabilité de la Métropole intégrée dans la 11e révision du Plan local d'urbanisme (PLU), sera renforcée par de multiples engagements en faveur de la biodiversité, de la transition énergétique, du développement durable, de l'agriculture locale, de la gestion attentive de l'eau, de la réduction et de la valorisation des déchets... Donnant aussi à la nature une place centrale sur le plan du cadre de vie, Bordeaux Métropole s'est enfin attachée à soigner ses es-paces naturels qui contribuent à faire d'elle un territoire de grande qualité de vie.

Nature et biodiversité

Développement durable et agriculture urbaine

Transition énergétique et gestion des déchets

Gestion de l'eau

Culture, sport et cadre de vie

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

NATURE ET BIODIVERSITÉ



- Adoption d'un **Plan d'actions Biodiver'Cité 2021-2025** pour restaurer les milieux naturels et intégrer la nature urbaine dans les trames vertes et bleues
- Création de l'**Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain (OAIM) Parc des Jalles** et mise en place au printemps d'un programme d'animations grand public
- Première phase de plantation d'une forêt urbaine à Mérignac dans le cadre du projet « **Plantons 1 million d'arbres** »
- Opérations de distribution gratuite de végétaux aux habitants lors de la **Semaine de l'arbre**
- **Convention de partenariat avec La Banque des Territoires, CDC Biodiversité et la Société Forestière**, en faveur de la transition écologique et du développement maîtrisé et solidaire de la métropole
- Ouverture au public du **Marais d'Olives** à Parempuyre
- Prise en charge de l'animation d'un **3e site terrestre Natura 2000** : les marais de Bruges
- Signature d'une **Obligation Réelle Environnementale (ORE)** entre Bordeaux Métropole et EDF autour de la Jalle de la Granodière à Ambès.
- Accompagnement des communes à la **végétalisation des cimetières** dans le cadre des contrats de codéveloppement
- Poursuite du développement de l'**éco-pâturage** avec 3 nouveaux sites identifiés
- Organisation de la **Fête des jardins partagés** en septembre
- **Trame des pollinisateurs** en cours de définition
- Le **GR® métropolitain** en lice pour le concours « Mon GR préféré »

Chiffres clés

- 9,2 M€ pour le **Plan d'actions Biodiver'Cités 2021-2025**
- **3 M€** par an pour le programme « Plantons 1 million d'arbres »
- 6000 ha et 9 communes pour le **Parc des Jalles, premier parc naturel et agricole de la métropole** (Martignas-sur-Jalle, Saint-Médard-en-Jalles, Le Haillan, Le Taillan-Médoc, Eysines, Bruges, Blanquefort, Parempuyre et Bordeaux)

Développement durable et agriculture urbaine >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AGRICULTURE URBAINE



- Lancement de l'évaluation et de la révision du **Plan climat métropolitain** pour une métropole neutre en carbone à l'horizon 2050
- Poursuite du **Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE)**, travaux de résorption de 38 logements points noirs du bruit
- Création d'un **Fonds d'Intervention pour l'Agriculture Locale** permettant d'accompagner la création d'exploitations agricoles sur le territoire métropolitain.
- Appel à Manifestation d'Intérêt pour l'installation d'un agriculteur à Parempuyre
- Engagement d'une réflexion pour une **stratégie de résilience agricole et alimentaire** « du champ à l'assiette » avec les acteurs clés du territoire
- Mise à l'étude avec la Ville de Bordeaux de l'évolution du **Marché d'Intérêt National (MIN) de Brienne** vers un carrefour de l'agriculture de proximité en coopération avec les territoires voisins
- Accompagnement technique et financier de projets de **fermes urbaines ou périurbaines** ainsi que de remise en culture agroécologique de friches dans 13 communes.
- Lancement d'une **web-série « Autour de nous »** consacrée aux agriculteurs locaux sur la chaîne Youtube de Bordeaux Métropole
- Collaboration avec l'Université dans le cadre d'un **projet de recherche-action** sur la remédiation des sols maraichers contaminés aux pesticides organochlorés

Chiffres clés

- **4 226 élèves** ont participé aux Juniors du développement durable

< Nature et biodiversité

Transition énergétique et gestion des déchets >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET GESTION DES DÉCHETS



- Définition du périmètre de la future Zone à faibles émissions (ZFE) pour l'amélioration de la qualité de l'air plutôt dans la partie déplacements
- Mise en service de la **centrale photovoltaïque de Labarde** (Bordeaux), plus grande centrale photovoltaïque d'Europe en milieu urbain (60 MW)
- Attribution du contrat de concession pour la construction et l'exploitation du **réseau de chaleur public du Grand Parc à Bordeaux**
- Adoption d'une **stratégie de développement des énergies renouvelables** pour accélérer le déploiement des réseaux de chaleur, du photovoltaïque et du biogaz
- Signature d'une convention de partenariat avec le **Réseau de Transport d'Électricité** (RTE) pour un territoire plus écologique
- Engagement auprès de l'État dans le cadre d'un **Contrat de relance et de transition écolo-gique (CRTE)** jusqu'en 2026
- Accompagnement gratuit des TPE/PME pour la **rénovation énergétique des bâtiments tertiaires**
- Lancement du **Plan stratégique déchets** avec 2 objectifs majeurs : 1. réduire, 2. valoriser (sous forme matière prioritairement)
- Inauguration d'une **zone de réemploi** d'objets et de matériaux dans le centre de recyclage de Gradignan
- 2e édition du **Festival ZZ, zéro déchet, zéro gaspi**
- Fermeture définitive du **centre de recyclage de Bordeaux Paludate le 31 août 2021**
- **Lancement d'un appel à projets** sur 3 ans pour la réduction des déchets
- **Expérimentation de nouveaux écopoints**, aires de valorisation multiflux des déchets y compris alimentaires

Chiffres clés

- **143 223 € de subvention** à des structures agissant pour la réduction des déchets
- **517 kg/hab/an de déchets ménagers et assimilés**, hors déchets communaux et communautaires
- **34 % de taux de recyclage** des déchets ménagers. Objectif 65 % en 2035
- **93 %** de taux de valorisation globale des déchets ménagers (incinération incluse)
- Plus de 3 300 foyers conseillés par la **plateforme Ma Renov**

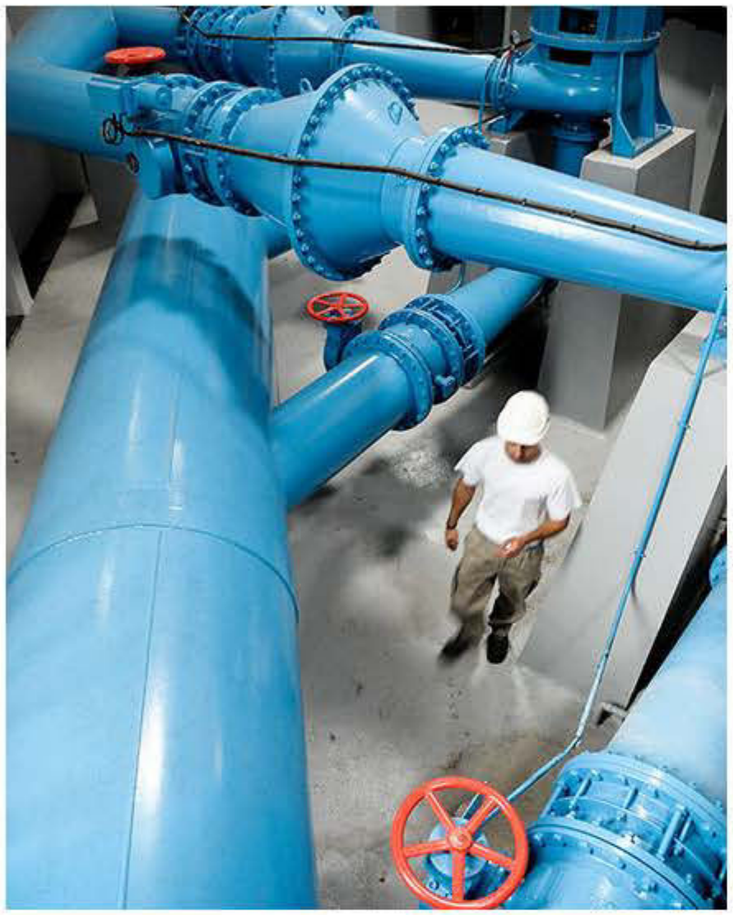
< Développement durable et agriculture urbaine

Gestion de l'eau >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

GESTION DE L'EAU



- Constitution d'une instance de gouvernance (9 élus métropolitains et 2 représentants des usagers) pour préparer la prise de service de la **Régie de l'Eau** créée le 18 décembre 2020
- Poursuite des études et concertations autour du projet de **champ captant des Landes du Médoc** répondant à l'enjeu de pérennisation de la ressource en eau
- Inauguration d'un **nouvel espace pédagogique** à la station d'épuration Louis Fargue
- Démarrage du chantier de traitement du biogaz de la **station d'épuration de Clos de Hilde** à Bègles.
- Accord de partenariat entre Bordeaux Métropole, la Sabom (Société d'Assainissement de Bordeaux Métropole) et le BRGM (service géologique national) pour réaliser des projets de **valorisation des eaux pluviales**
- Souscription à l'expertise du **Centre européen de prévention du risque inondation (CEPRI)** sur la réduction de l'exposition des habitants, des sites économiques et agricoles en zone inondable
- Opérations de **sensibilisation à la pollution** de la Garonne
- Réalisation d'un diagnostic portant sur l'**eau et l'assainissement dans les squats**
- Reprise des études de maîtrise d'œuvre de **restauration des digues** sur la presqu'île d'Ambès
- Poursuite du chantier de liaison entre les **stations d'épuration de Cantinolle (Eysines) et Lille (Blanquefort)**
- Réception du **bassin de rétention de 850 m3** sous la place Dormoy à Bordeaux

Chiffres clés

- **47,3 Mm3** d'eau potable délivrés (+4,3 %)
- **800 112 habitants** desservis par un réseau d'assainissement collectif soit près de 99 % de la po-pulation de l'agglomération
- **80 km** de digues surveillées et entretenues et 200 km de cours d'eau entretenus

< Transition énergétique et gestion des déchets

Culture, sport et cadre de vie >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

CULTURE, SPORT ET CADRE DE VIE



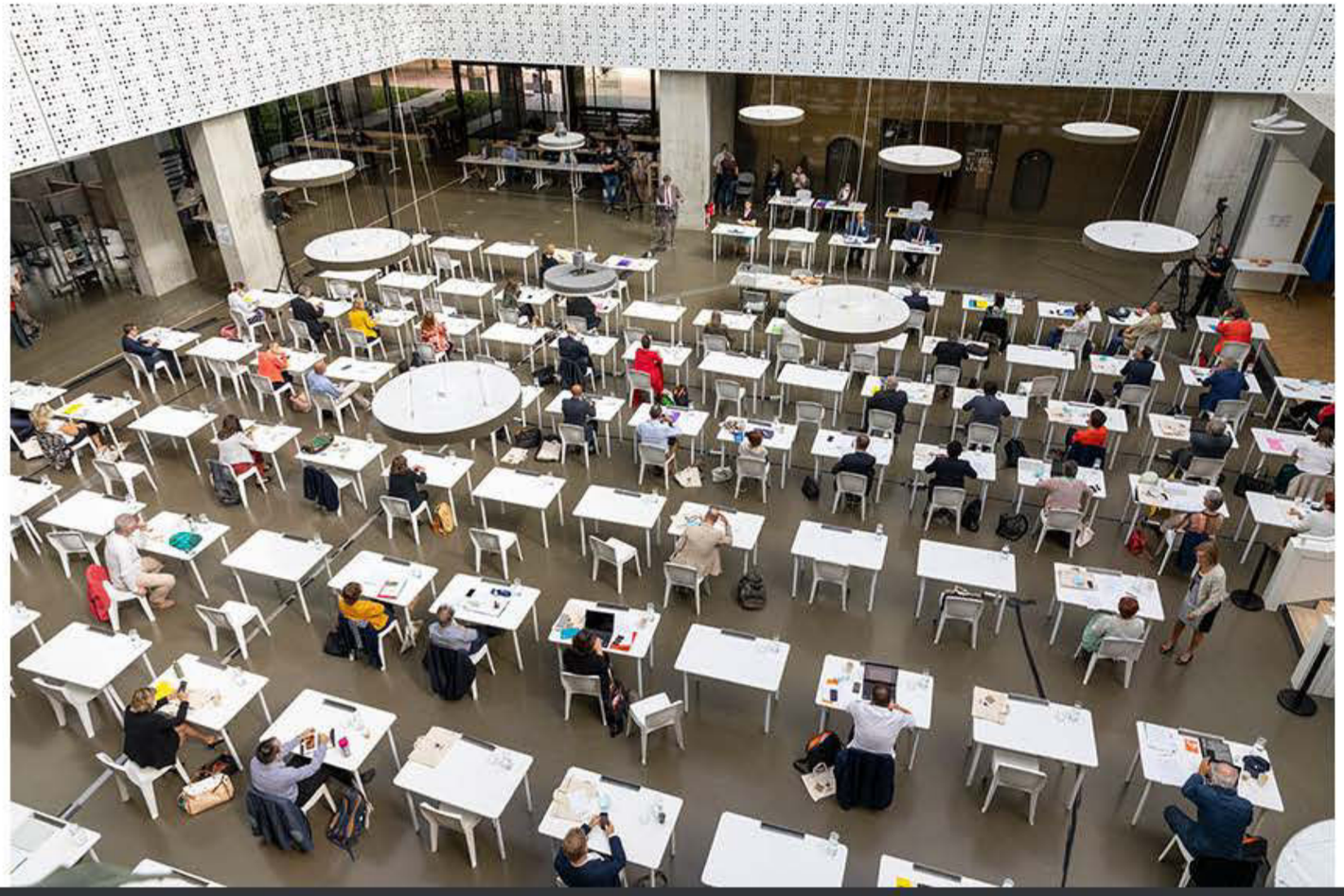
- Nouvelles **subventions de soutien aux festivals** Campulsations sur les campus universitaires, Vibrations Urbaines et Festival international du film d'Histoire, à Pessac.
- Vote d'une **évolution du Plan piscines métropolitain** pour augmenter le dispositif de 10 M€ et proposer 2 dispositifs complémentaires pour la transformation de bassins extérieurs en bassins nordiques et l'optimisation des piscines existantes pour un montant complémentaire de 4,7 M€. Soit un budget total du Plan piscines porté à 34,7 M€.
- Contribution aux projets des piscines de Blanquefort / Parempuyre (4,25 M€) et Talence (4,3 M€) dans le cadre du **Plan piscines**
- Participation du **FC Girondins de Bordeaux** à la plantation d'une micro-forêt urbaine au Haillan dans le cadre de l'opération « Plantons 1 million d'arbres »
- Début des travaux de rénovation/extension du **stade Pierre-Paul Bernard à Talence** pour un coût total de 15,9M€ dont 10,9M€ financés par la Métropole
- **10e édition de l'Été Métropolitain** avec plus de 150 représentations sur 28 communes
- Soutien de la Métropole au **Cartoon Movie**, événement international dédié aux longs métrages d'animation
- Lancement du chantier du dernier volet du triptyque « Les vaisseaux de Bordeaux » de Suzanne Treister, dans le cadre du **Programme L'art dans la ville** (commande publique artistique)
- Soutien à **38 manifestations culturelle**s du territoire au travers des contrats de co-développement
- 830 000 € pour le **Plan de relance du secteur culturel** (programmation culturelle des territoires, soutien à la création et la production de spectacles vivant et soutien exceptionnel à l'économie des cinémas de la Métropole)
- Nouvelle édition des **Journées Européennes du Patrimoine** avec des propositions pluridisciplinaires autour d'un focus d'œuvres de la collection d'art public qui a accueilli plus de 1 400 spectateurs sur le week-end

< Gestion de l'eau

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

GOUVERNANCE 2021



Engagement démocratique et solidité financière

Marquée par la signature du Pacte de Gouvernance, elle a saisi l'occasion de reposer le socle de sa relation avec ses communes membres en renforçant le fonctionnement démocratique de ses instances. Mue à la fois par la montée en puissance de la participation citoyenne et par le développement de la coopération territoriale, la Métropole a multiplié les prises de décision solidaires au niveau local comme international. À l'issue de l'audit réalisé par une agence indépendante, elle a vu, dans le même temps, la gestion de ses finances approuvée et sa santé financière qualifiée de « très solide » avec perspective stable.

Organisation politique et participation citoyenne

Finances et commande publique

Coopération et solidarités

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

ORGANISATION POLITIQUE ET PARTICIPATION CITOYENNE



- Adoption du **Pacte de gouvernance** régissant le fonctionnement démocratique de Bordeaux Métropole
- Développement d'**e-services** (démarches d'urbanisme en ligne, plateforme numérique de budget participatif…) à destination des habitants
- Promulgation d'un **code de déontologie** de l'élu(e) métropolitain(e)
- Adoption d'une **Stratégie métropolitaine du dialogue citoyen : 37 participations** dont 16 sur des projets liés à l'urbanisme, 10 sur les déplacements- voirie-espaces publics, 7 sur le développement durable, 3 sur l'économie et 1 sur la gouvernance
- **Consultations ou concertations volontaires et réglementaires à l'échelle métropolitaine**, sur la Stratégie de mobilité, la Stratégie de résilience agricole et alimentaire, le Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés et la 11e modification du Plan local d'urbanisme (PLU 3.1)
- **Participations intercommunales** sur le Champ captant des Landes du Médoc, le Plan de gestion de la jalle de Blanquefort, le Parc des Jalles, les jalles de la presqu'île d'Ambès, l'aménagement de la route de Toulouse, des boulevards et barrières, les OIM Bordeaux Inno-campus et Aéroparc et la liane 11.
- Nombreuses **participations organisées à l'échelle d'une seule commune** (10 communes différentes concernées)
- Renouvellement du **Conseil de développement durable (C2D)**, instance consultative citoyenne paritaire et nomination de Brigitte Tandonnet, nouvelle Présidente (médecin gynécologue, bénévole associative pour les droits des femmes)
- Co-production avec le C2D de la délibération sur les modalités de consultation de l'instance pour améliorer la prise en compte des propositions par la Métropole
- Lancement de **5 groupes de travail au C2D** : 3 saisines « création d'emplois », « proximité », et « plantons 1 million d'arbres » et 2 auto-saisines « crises et jeunesse » et « résilience et transition »

Chiffres clés

- Près de **8 000 contributions en ligne ou papier**
- **913 citoyens rencontrés** in situ (balade, micro-trottoirs…)
- près de **1000h** de bénévolats des membres du C2D
- **16 % de moins de 30 ans** et environ 2/3 de moins de 60 ans s'investissent au C2D

Finances et commande publique >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE



- **Augmentation de 15,79 %** des dépenses d'investissement (636 M€)
- Signature d'une convention de deux ans (2021-2022) pour le versement au **SDIS (service départemental d'incendie et de secours)** d'une subvention annuelle de fonctionnement de 3,5 M€, en complément de la contribution obligatoire (62,12M€)
- Mise en place d'un **Plan de soutien à l'économie de proximité** doté de plus de 14 M€ en raison de la crise Covid
- Adoption d'un nouveau **schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables** (SPASER) commun à la Ville de Bordeaux et à Bordeaux Métropole
- Création d'une **centrale d'achats métropolitaine** ouverte aux communes de la Métropole et à ses satellites
- **275 137 heures d'insertion** réalisées par 1 121 participants dans le cadre de marchés passés par Bordeaux Métropole. **60 %** de sorties positives en emploi ou formation
- 268 marchés de plus de 40 000 € notifiés par la Métropole dotés de **clauses relatives à l'environnement et/ou à l'économie circulaire**
- Lancement d'une démarche de **mécénat d'entreprises et de particuliers** au bénéfice du projet « Plantons 1 million d'arbres »
- Développement du recours au **financement participatif** (don en ligne) en matière de mécénat :10 collectes lancées

Chiffres clés

- 597 demandes de **subventions**
- **11 700 structures** (entreprises et associations) **accompagnées** dans le cadre du Plan de Soutien à l'économie de Proximité et le dispositif d'aide à la transition des TPE
- 43,70 € / habitant reversés par Bordeaux Métropole aux communes membres au titre de la **Dotation de Solidarité Métropolitaine (DSM)**

< Organisation politique et participation citoyenne

Coopération et solidarités >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

COOPÉRATION ET SOLIDARITÉS



- Mise en service d'un **bus Covid mobile** pour le dépistage et la vaccination des publics en situation de précarité
- Organisation de 2 tables rondes sur la **place des jeunes** dans la métropole
- Lancement d'un appel à projet pour lutter contre la **précarité étudiante**
- Organisation de la **Quinzaine de l'Égalité et de la diversité** regroupant 140 événements dans 16 communes
- **Subvention de 58 000 €** à une association pour les jeunes victimes de rupture scolaire
- Mise en place du dispositif de conseillers numériques France Service pour **lutter contre les fractures numériques**
- Poursuite du **projet Aladdin** (lutte contre la pauvreté) visant à familiariser 3 000 personnes avec le numérique d'ici 2023
- Augmentation des subventions métropolitaines **en faveur des plus fragiles** (Banque Alimentaire, Secours Populaire, Restaurants du Cœur…)
- Financement de divers projets de santé et d'insertion pour les jeunes dans le cadre du **Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)**
- **Appel à projet de coopération internationale** dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement : 185 500 € répartis entre 6 projets associatifs
- Signature avec les communes des **28 contrats de co-développement** de la 5e génération pour la période 2021-2023
- Entrée en vigueur de la **tarification solidaire** dans les transports collectifs
- Rencontres préparatives à la **coopération territoriale avec les territoires voisins** de Bordeaux Métropole : Bassin d'Arcachon, Sud Gironde, Haute-Gironde et 1ère couronne métropolitaine, Grand Libournais, Entre-deux-mers
- **Préparation d'un 1er CoNECT (Contrat des nouveaux objectifs de coopération territoriale)** avec la Communauté d'agglomération du Libournais (CALI) et rencontre des EPCI girondines.

< Finances et commande publique

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

TERRITOIRES ET MUTUALISATION 2021



Équité et proximité en ligne de mire

Après une première phase de « métropolisation » de 2015 à 2020, l'année 2021 a ouvert une nouvelle période (2021 - 2026) dont l'objectif principal est de stabiliser et de consolider la mutualisation et sa gouvernance. Avec le souci originel de mettre en commun pour gagner en équité entre territoires et en proximité de services, la Direction Générale des Territoires et les Pôles territoriaux ont continué d'affiner, d'amplifier et intensifier les relations entre la Métropole et les communes. Engagés dans la nouvelle stratégie « Participation citoyenne et Relation usagers » votée au Conseil métropolitain du 25 novembre 2021, ils ont continué à travailler au rapprochement des services, tout en gérant les crises qui se présentaient.

Élargissement et renforcement de la mutualisation

Au service des usagers

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

ÉLARGISSEMENT ET RENFORCEMENT DE LA MUTUALISATION



- Mise en œuvre du **cycle 6 de mutualisation**
- Intégration du domaine public et du parc matériel roulant dans la **mutualisation de la Ville de Cenon**
- Vote d'une **évolution du schéma de mutualisation annexé au Pacte de gouvernance :** périmètre, rythme, adaptation des mécanismes financiers et principe d'un mécanisme de solidarité à destination des petites communes
- **Élargissement du périmètre de mutualisation pour la Ville de Bègles** avec le domaine des Archives
- Élaboration d'une **cartographie des points de contacts** des usagers avec les services métropolitains
- Tenue de 13 **revues de contrat d'engagement**, outil de suivi de la mutualisation
- 50 personnes mobilisées dans 10 groupes de travail pour le renouvellement du **marché des travaux de voirie (18 lots) pour l'aménagement et l'entretien**
- Cadrage, négociation, élaboration et vote des **contrats de co-développement de 5e génération** (2021-2023) et achèvement des contrats de co-développement de 4e génération suite à avenant

Chiffres clés

- **21 communes sur 28** ont choisi de mutualiser ou de régulariser au moins un domaine d'activité au 1er janvier 2021

Au service des usagers >

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

AU SERVICE DES USAGERS



- **Gestion sur le terrain de la crise liée à la pandémie de Covid** (cluster Bordeaux-Bacalan, dispositif Covid Mobile, mégacentre de vaccination…)
- Gestion de la crise résultant de l'**effondrement de deux immeubles** rue de la Rousselle à Bordeaux
- Déploiement du **projet URBASMART** pour la dématérialisation des procédures du droit des sols
- Aménagement sur le Bassin Pichon à Bassens, travail avec la DRH de la commune de Floirac, Mission « Fabriquer la ville autrement », Trophée de la concertation (…) au **Pôle territorial Rive Droite**
- Création d'un centre de conduite d'opérations, plantations et projets de micro-forêts en cœur de ville, expérimentations de fermeture de rues à la circulation, préparation d'un plan de propreté, candidature pour l'expérimentation d'une collecte sélective sur les quais au **Pôle territorial Bordeaux**
- Maintien du label 4 fleurs de Blanquefort et 3 fleurs de Mérignac, préparation du passage en M57, inauguration de la ligne verte à Bruges (…) pour le **Pôle territorial Ouest**
- Mise en œuvre d'un éco-pâturage, inauguration du premier ÉcoPoint à Terres Sud, végétalisations de cours d'école et création des 1ers espaces sans tabac dans tous les parcs à Pessac, écoles sans voitures à Villenave-d'Ornon et Bègles (…) pour le **Pôle territorial Sud**

< Élargissement et renforcement de la mutualisation

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_101_1-DE

COMPTE ADMINISTRATIF 2021



Les principaux enseignements de l'exercice 2021 sont les suivants :

- Les **recettes totales** atteignent **1,697 Md €**. Elles bénéficient d'une dynamique des recettes fiscales indirectes (+5,45 %), des cessions d'actifs (+23,55 %) et d'une reprise des recettes de transport de voyageurs TBM (+28,28 %).
- Les **dépenses totales** s'élèvent à **1,584 Md €**. Elles se caractérisent par un léger repli des dépenses courantes de fonctionnement (-0,39 %) et, à l'inverse, des dépenses d'investissement en nette progression (+15,79 %) portées par le programme d'équipement.
- **Le résultat net de clôture s'établit à 86,68 M€**, en hausse de +8,65 % par rapport à 2020 (79,78 M€).
- Le niveau d'**épargne nette** augmente **de +51,75 %** (227,48 M€) et la **capacité de désendettement** s'améliore à fin 2021 avec **3,63 années** au 31 décembre 2021 pour 4,56 années en 2020.
- Le **programme d'équipement** (y compris les subventions d'équipement et fonds de concours), **s'élève à 528,94 M€** (438,24 M€ en 2020), ce qui représente une **hausse de +20,70 % (+90,70 M€)**. Il constitue plus de 8/10 des investissements globaux au cours de l'exercice 2021, avec 83,12 % du total des dépenses (79,74 % en 2020).
- Les **dépenses dites de « redistribution » brutes** de fonctionnement s'élèvent à **52,39 M€** (contre 51,84 M€ en 2020), dont **16,39 M€ au titre des Attributions de Compensation (AC)** et **36 M€ de Dotation de Solidarité Métropolitaine (DSM)** versées aux communes.

Télécharger le Compte Administratif 2021

© 2022 Rapport d'Activité de Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_102_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 102 –

Convention d'adhésion au service Rémunération / Chômage du CDG de la Gironde

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 452-30 et L. 452-40 ;

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que les agents territoriaux relèvent de la réglementation de l'assurance chômage.

Les collectivités peuvent en conséquence être amenées à étudier pour leurs anciens personnels des droits à indemnisation pour perte d'emploi et leur verser le cas échéant des allocations.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_102_1-DE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde propose une prestation CHOMAGE. L'objectif de cette mission facultative est d'aider les collectivités dans le traitement des études et suivis des dossiers d'allocataires chômage.

Cette mission facultative présente de nombreux avantages : étude ou simulation de droit initial, gestion mensuelle du dossier (suspension ou reprise de droit, réactualisation, suivi mensuel...), application des règles de cumul en cas d'activité, de maladie ou de formation, modèles de courriers (lettre d'admission, notification de suspension...), conseils et informations générales sur la réglementation chômage.

CONSIDERANT que cette mission facultative du Centre de Gestion de la Gironde devient une mission facultative payante à compter du 1er janvier 2023 au regard de la recrudescence de dossiers à traiter (+ 300% depuis 2019)

CONSIDERANT la complexité des questions touchant les allocations chômage et le risque contentieux inhérent à ce type de situation,

CONSIDERANT la convention d'adhésion à la prestation Chômage annexée, ainsi que son annexe tarifaire ;

La commission Ressources humaines, finances entendue le 1er décembre 2022 ;

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adhérer à compter du 1er janvier 2023 à la convention de prestation Chômage du Centre de Gestion de la Gironde

D'autoriser Monsieur le Maire à conclure ladite convention

De prévoir les crédits nécessaires au budget annuel

Adoptée à la majorité

POUR : 23 voix

ABSTENTIONS : 6 voix
(M. Claude DAUVILLIER, Mme Jihane ELFADI, M. Mathieu CHOLLET, Mme Claire RYCKBOSCH, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Thierry NICOLAS)

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_102_1-DE

Convention

Convention d'adhésion à la prestation Chômage du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde

Prestation Chômage

- Vu les dispositions du code général de la fonction publique et notamment son article L. 452-40 ;
- Vu les délibérations du Conseil d'administration n° DE-0007-2018 en date du 8 février 2018 et n° DE-0023-2022 en date du 31 mai 2022 portant adhésion du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale au service chômage du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Charente-Maritime ;
- Vu la délibération du Conseil d'administration n° DE-0024-2022 en date du 31 mai 2022 portant création d'une mission facultative de « prestation chômage » à compter du 1er janvier 2023 ;

Il est convenu ce qui suit :

ENTRE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Roger RECORS, Maire-adjoint de Cestas ;

ci-après désigné le CDG 33

ET

..... représenté par son Maire / Président, agissant en vertu d'une délibération du ..... en date du .....
ci-après désigné(e) la collectivité.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_102_1-DE

PREAMBULE

Les agents territoriaux relèvent de la réglementation de l'assurance chômage.

Les collectivités peuvent en conséquence être amenées à étudier pour leurs anciens personnels des droits à indemnisation pour perte d'emploi et leur verser le cas échéant des allocations.

Elles peuvent bénéficier du soutien des centres de gestion pour le suivi de ces dossiers.

ARTICLE 1- **Objet de la convention**

La collectivité confie au CDG 33, le traitement des dossiers de demande d'allocations de chômage ainsi que du suivi mensuel de ses agents involontairement privés d'emploi par l'intermédiaire du CDG 17 avec lequel il a conventionné.

En contrepartie, elle s'engage à verser au CDG 33 l'ensemble des montants engagés par lui pour l'étude et le calcul des droits relatifs à l'allocation de perte d'emploi et le suivi éventuel de cette allocation.

ARTICLE 2 - **Description de la prestation**

Le CDG 33 a confié, par convention, au CDG 17, la mission relative au traitement et au suivi des dossiers d'indemnisation pour perte involontaire d'emploi.
Cette mission comprend les prestations suivantes :

- Etude du droit initial à indemnisation chômage ;
- Etude du droit en cas de reprise ou réadmission à l'indemnisation chômage ;
- Etudes des cumuls de l'allocation chômage et activité réduite ;
- Etudes de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC ;
- Suivi mensuel des droits à l'allocation chômage ;
- Conseil juridique.

ARTICLE 3 - **Conditions d'intervention**

Les éléments nécessaires à l'étude du dossier sont transmis par la collectivité au CDG 17 exclusivement par courriel à l'adresse suivante : chomage@cdg17.fr.

La fiche de saisine et la liste indicative des pièces à fournir pour une constitution initiale de dossier sont disponibles sur le site Internet du CDG 33 : www.cdg33.fr (rubrique Instances / Carrières < Rémunérations / Chômage).

Le CDG 17 instruit le dossier et transmet ses éléments de réponse à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_102_1-DE

ARTICLE 4 - **Conditions financières**

La participation forfaitaire des collectivités et établissements adhérents au service « prestation chômage » est déterminée conformément à la grille tarifaire établie, par la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Gironde n° DE-0024-2022 du 31 mai 2022.

L'adhésion au service facultatif « prestation chômage » donne lieu au paiement par la collectivité d'un droit d'adhésion forfaitaire annuel.

La réalisation par le CDG 17 des prestations énumérées à l'article 2 donne lieu à une facturation groupée au CDG 33 pour l'ensemble des données traitées pour les collectivités de son ressort géographique.

Le CDG 33 appelle a postériori le versement des sommes correspondantes auprès des collectivités concernées.

La grille tarifaire est annexée à la présente convention.

Ces tarifs pourront être actualisés par le Conseil d'administration du CDG 33 afin de tenir compte de l'évolution des charges de fonctionnement du service.

ARTICLE 5 - **Protection des données**

Le CDG 33 s'engage à ce que la collecte et le traitement des données soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés.

Les informations recueillies à partir des formulaires nécessaires à l'instruction des demandes font l'objet d'un traitement informatique destiné au service chômage du CDG 17.

Les informations personnelles recueillies sont conservées conformément aux règles prescrites par la loi Informatique et Libertés et pendant une durée justifiée par la finalité du traitement.

La collectivité adhérente s'engage à recueillir le consentement de la personne concernée par le traitement de la prestation chômage, s'agissant de la collecte, du traitement et de la conservation des données, conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données personnelles.

Le Centre de Gestion ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable du non-respect de ces règles par la collectivité.

Dans le cadre du traitement de la prestation chômage, le Centre de Gestion applique strictement sa politique de protection des données à caractère personnel, consultable dans la rubrique Mentions légales de son site Internet www.cdg33.fr

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_102_1-DE

ARTICLE 6 - **Durée de la convention**

La présente convention, faite en deux exemplaires, est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature et est renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 7 – **Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et respect d'un délai de préavis de 3 mois.

Le droit annuel d'adhésion au service facultatif reste acquis au CDG 33 pour l'année au cours de laquelle la résiliation intervient.

La collectivité reste redevable au CDG 33 des prestations demandées avant la résiliation.

ARTICLE 8 **– Litige**

Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable entre le CDG 33 et la collectivité.

A défaut d'accord, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent pour le CDG 33 soit le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à BORDEAUX, le.....

LE MAIRE OU LE PRESIDENT	LE PRESIDENT DU CDG33 Visa(s)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_102_1-DE

ANNEXE DÉLIBERATION N° DE-0024-2022 du 31 mai 2022

TARIFICATION DE LA MISSION FACULTATIVE CHÔMAGE

Droit d'adhésion

L'adhésion au service facultatif « prestation chômage » donne lieu au paiement d'un droit d'adhésion forfaitaire annuel de :

- 600 € pour les collectivités et établissements non affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde ;

- 400 € pour les collectivités et établissements affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde relevant d'un Comité Social Territorial local *(propre ou commun à plusieurs collectivités) ;*

- 200 € pour les collectivités et établissements affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde relevant du Comité Social Territorial de l'établissement.

Tarification des prestations*

Nature de la prestation	Tarif par dossier déposé
Etude et simulation du droit initial à l'indemnisation chômage	150 €
Etude du droit en cas de reprise/réadmission ou mise à jour du dossier après simulation	58 €
Etude de cumuls de l'allocation chômage et activité réduite	37 €
Etude de réactualisation des données selon délibérations de l'UNEDIC	20 €
Suivi mensuel (tarification mensuelle)	14 €
Conseil juridique	15 €

* Prestations assurées par les services du CDG 17. Montants en vigueur au 31 mai 2022.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 103 –

Convention d'adhésion à l'offre de service de prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Gironde

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 452-47, L .812-3 et L. 812-4 ;

VU la Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail ;

VU Le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

VU le règlement de fonctionnement du service prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde ;

CONSIDERANT que les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité,

CONSIDERANT que les employeurs territoriaux doivent disposer d'un service de médecine préventive pour leurs agents,

CONSIDERANT que le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de l'état de santé des agents territoriaux du fait de leur travail, notamment en surveillant leur état de santé, les conditions d'hygiène du travail ainsi que les risques de contagion,

CONSIDERANT que les centres de gestion peuvent créer des services de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle ou de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande,

CONSIDERANT l'offre de service de prévention et de santé au travail proposée par le Centre de Gestion de la Gironde telle que décrite dans le catalogue des prestations,

VU la convention d'adhésion à l'offre de service proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde telle qu'annexée à la présente délibération,

La commission Ressources humaines, finances entendue le 1er décembre 2022 ;

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

De solliciter le Centre de Gestion de la Gironde pour bénéficier de l'offre de service de prévention et de santé au travail à compter du 1er janvier 2023

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante telle qu'annexée à la présente délibération ;

De prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Convention

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

Convention d'adhésion à l'offre de service de prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour les collectivités et les établissements publics territoriaux.

- Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 136-1, L. 452-47, L. 812-3 et L. 812-4)
- Vu la loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail ;
- Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Vu les délibérations du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Gironde n° DE-0046-2021 du 15 décembre 2021 et DE-0026-2022 du 31 mai 2022 relatives à l'offre de service de prévention et santé au travail ;
- Vu le règlement de fonctionnement du service prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde.

Il est convenu ce qui suit :

ENTRE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde, – sis Immeuble Horiopolis – 25 rue du Cardinal Richaud – CS 10019 – 33049 BORDEAUX Cedex, n° SIRET 2833000360037 représenté par Monsieur Roger RECORS, Président, agissant en vertu des délibérations susvisées,
Ci-après désigné le Centre de Gestion,

ET

M ou Mme . . . . . Maire ou Président(e) de . . . . . .
ci-après désignée, la collectivité, dûment habilité(e) par délibération en date du . . . .

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

PRÉAMBULE

En vertu de l'article 2-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985, les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité.

Les collectivités et les établissements publics territoriaux doivent à ce titre disposer d'un service de médecine préventive : soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de prévention et de santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs employeurs publics, ou au service créé par le centre de gestion.

Les dépenses en résultant sont à la charge des collectivités et établissements concernés.

Dans ce domaine, les centres de gestion peuvent assurer la création de services de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle ou de prévention des risques professionnels, mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande (article L. 452-47 du Code Général de la Fonction Publique).

Ces missions relèvent des missions facultatives des centres de gestion.

Le Centre de Gestion de la Gironde met en place un service de prévention et de santé au travail afin de proposer une offre globale en matière de prévention et de santé portée par une équipe pluridisciplinaire.

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités d'accès aux prestations.

ARTICLE 1 - **Adhésion de la collectivité et champ d'intervention**

La collectivité adhère à l'offre de service prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Gironde.

Tous les agents de la collectivité, fonctionnaires stagiaires et titulaires, agents contractuels de droit public et de droit privé sont concernés par les prestations.

ARTICLE 2 - **Prestations de l'offre de service**

Les prestations proposées ont pour finalité d'accompagner les employeurs dans leurs démarches visant à préserver l'état de santé des agents, prévenir les risques professionnels et améliorer la qualité de vie au travail des agents.

Les prestations sont présentées dans l'annexe 1 de la présente convention. L'offre de service est présentée dans le catalogue des prestations consultable sur le site internet du Centre de Gestion, celle-ci pourra être actualisée notamment par la création de nouvelles prestations et pour tenir compte de l'évolution des dispositions légales.

ARTICLE 3 - **Confidentialité**

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire du Centre de Gestion de la Gironde sont soumis au secret professionnel. Ils s'engagent à respecter la confidentialité de toutes les informations auxquelles ils ont accès.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

ARTICLE 4 - **Conditions financières**

Le montant de la participation annuelle due par la collectivité, en contrepartie des prestations fournies, est établi sur la base d'un forfait annuel assis sur l'effectif des agents de la collectivité ou de l'établissement public au 31 décembre.

Pour les collectivités affiliées, l'effectif couvert est déterminé sur la base déclarative des cotisations au Centre de Gestion.

Pour les collectivités non-affiliées, l'effectif couvert est communiqué par la collectivité au mois de janvier.

Pour une adhésion en cours d'année, après le 30 juin, il est proposé un tarif adapté pour l'année d'adhésion. Les modalités de recueil des effectifs et de facturation sont également adaptées.

La facturation de la cotisation annuelle est établie au cours du premier trimestre de chaque année pour l'exercice budgétaire en cours ou au moment de l'adhésion pour les nouvelles conventions conclues après le premier trimestre.

Il est créé un tarif spécifique pour les visites d'information et de prévention des agents saisonniers.

Des prestations complémentaires par demi-journée ou par journée d'intervention peuvent être proposées à la collectivité sur la base d'un devis.

Les tarifs en vigueur sont précisés dans l'annexe 2 de la présente convention.

Afin de couvrir l'évolution des charges de fonctionnement du service, les tarifs pourront faire l'objet d'une réévaluation décidée par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion.

Toute modification de tarif est notifiée à la collectivité par le Centre de Gestion. A compter de cette notification, la collectivité peut résilier la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7.

La dénonciation prendra effet au 31 décembre de l'année en cours sans préjudice de la poursuite des prestations complémentaires.

ARTICLE 5 - **Obligations des parties**

La collectivité et le Centre de Gestion s'engagent, chacun en ce qui le concerne pour la mise en œuvre de la présente convention, à respecter les dispositions définies dans le règlement de fonctionnement du service Prevention et Santé au Travail du Centre de Gestion. Il peut être actualisé par le Centre de Gestion et consulté sur le site internet du Centre de Gestion.

ARTICLE 6 - **Données personnelles**

Le Centre de Gestion ainsi que la collectivité sont tenus au respect de la réglementation en vigueur, applicable à la gestion et à la protection des données à caractère personnel, et, en particulier :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (dit « RGPD »),

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite loi « Informatique et libertés »).

Les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles recueillies dans le cadre de l'exécution de la présente convention est effectué conformément à la réglementation en vigueur sont mises en œuvre par les parties, chacune indépendamment pour les obligations qui lui incombent. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire.

Gestion et protection des données personnelles par le Centre de Gestion :
Les données personnelles recueillies par le Centre de gestion font l'objet d'un traitement informatisé destiné à assurer l'exercice des missions visées dans la présente convention (cf. article 2).

Les données personnelles recueillies par le Centre de Gestion dans le cadre du traitement informatisé susvisé sont exclusivement destinées à ses services qui participent à l'exercice des missions visées dans la présente convention.

Le Centre de Gestion s'engage à informer toute personne concernée du recueil et du traitement de ses données personnelles, si besoin par l'intermédiaire des collectivités. Il s'engage à ne recueillir que les données personnelles strictement nécessaires à l'exercice des missions visées dans la présente convention et à en respecter le caractère de confidentialité.

Le Centre de Gestion s'engage à stocker les données personnelles collectées de façon à en assurer la sécurité. Il s'engage à ne pas les conserver au-delà d'une durée définie en fonction des objectifs poursuivis par le traitement de données au regard des missions visées dans la présente convention.

Le Centre de Gestion s'engage à permettre aux personnes concernées par le recueil et le traitement de leurs données personnelles d'exercer leurs droits vis-à-vis de ces données (droits d'accès, de rectification, de suppression…).

L'ensemble des informations relatives à la gestion des données personnelles par le Centre de Gestion dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont précisées dans son registre des traitements, librement accessible et communicable à toute personne qui en fait la demande. Ces informations portent notamment sur les finalités du traitement, la nature des données recueillies, les services destinataires de ces données et sur leur durée de conservation.

La Politique de protection des données à caractère personnel du centre de Gestion est librement consultable sur son site internet www.cdg33.fr, au travers des mentions légales.

ARTICLE 7 - **Durée et résiliation**

La présente convention prend effet le premier jour du mois qui suit la date de sa signature par les deux parties. Elle est conclue pour l'année civile en cours et renouvelable par tacite reconduction.

Pour les conventions intervenant après le 30 juin de l'année en cours, la convention est conclue pour le second semestre et est renouvelable par tacite reconduction par année entière.

La prise d'effet de la présente convention met fin à toutes les conventions antérieures relatives à la médecine préventive et au conseil en prévention.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

La présente convention peut être dénoncée, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par décision expresse notifiée par écrit. La résiliation prend effet au 31 décembre de l'année, sous réserve d'un préavis minimum de trois mois.

ARTICLE 8 - **Litiges**

Les parties s'engagent, en cas de différend lié à l'exécution de la présente convention, à tenter de régler celui-ci à l'amiable préalablement à tout recours juridictionnel.

Si la conciliation à l'amiable échoue, les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèveront de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à BORDEAUX, le

Le Maire/Président…… de …….. (**la collectivité**)	Le Président du **Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

CONVENTION D'ADHESION A L'OFFRE DE SERVICE DE PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL

Annexe 1 - Grille des prestations applicable au 1er janvier 2023

Socle des prestations				
Prestations	Collectivités et établissements affiliés jusqu'à 10 agents	Collectivités et établissements affiliés de 11 agents et plus	Collectivités et établissements non affiliés	Autres organismes publics
Surveillance médicale : visites d'information et de prévention, surveillance médicale particulière (SMP), visites à la demande, examens médicaux complémentaires	**X**	**X**	**X**	**X**
Visites d'information et de prévention agents saisonniers	Forfait individuel agent			
Action en milieu de travail (1/3 temps): visites de locaux, conseils et actions de sensibilisation, participation du médecin aux CST et FSSSCT…	**X**	**X**	**X**	**X**
Elaboration des fiches de risques professionnels, rapport annuel d'activité du médecin	**X**	**X**	**X**	**X**
Etudes de poste individuelles et collectives	**X**	**X**	**X**	**X**
Interventions ergonomiques	**X**	Prestation complémentaire		

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

Prestations	Collectivités et établissements affiliés jusqu'à 10 agents	Collectivités et établissements affiliés de 11 agents et plus	Collectivités et établissements non affiliés	Autres organismes publics
Sensibilisation aux risques professionnels	**X**	**X**	Prestation complémentaire	
Conseil en prévention et santé au travail : Conseil (téléphonique, par courriel), Veille règlementaire Accès aux documents d'information : fiches techniques ; modèles de documents, Lettre des acteurs en santé au travail, Journée de sensibilisation sur le territoire, commission maintien dans l'emploi, webinaires…	**X**	**X**	**X**	**X**
Animation de réseaux Prévention et Santé au Travail	**X**	**X**	**X**	**X**
Accompagnement de projets en prévention et santé au travail	**X**	Prestation complémentaire		
Accompagnement à la création, la rédaction du DU et à l'élaboration du plan d'action du DUEvRP	**X**	Prestation complémentaire		
Accompagnement à la mise à jour du Document Unique	**X**	Prestation complémentaire		
Diagnostic des RPS et accompagnement au plan d'action	**X**	Prestation complémentaire		

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

Prestations	Collectivités et établissements affiliés jusqu'à 10 agents	Collectivités et établissements affiliés de 11 agents et plus	Collectivités et établissements non affiliés	Autres organismes publics
Participation d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire, en qualité d'expert aux Comités Sociaux Territoriaux ou Formations Spécialisées	**X**	Inclus CST placé prés le CDG	Prestation complémentaire	
Gestion des situations individuelles ou collectives à la suite d'un évènement traumatique	**X**	**X**	Prestation complémentaire	
Accompagnement individuel d'agents en souffrance au travail (3 séances 1h),	**X**	**X**	Prestation complémentaire	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

CONVENTION D'ADHESION A L'OFFRE DE SERVICE DE PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL

Annexe 2 - Tarifs en vigueur au 1er janvier 2023 :

- Forfait annuel par agent :
    - 65 € pour les collectivités et établissements affiliés ;
    - 97 € pour les collectivités et établissements non-affiliés ;
    - 112 € pour les autres organismes publics.

- Pour une adhésion après le 30 juin, la première année :
    - 40 € pour les collectivités affiliées ;
    - 56 € pour les collectivités non affiliées ;
    - 63 € pour l'Etat et les autres organismes publics.

- Visite d'information et de prévention pour les agents saisonniers, forfait par agent : 50 €.

- Prestations complémentaires 380 € pour une demi-journée d'intervention et 600 € pour une journée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

Septembre 2022

CENTRE DE GESTION 33

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL (PST)

SOMMAIRE

OBJET DU REGLEMENT p 2

I. LE SERVICE PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL p 2
- A. Composition et fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire
- B. Rôle du médecin du travail
- C. Rôle du secrétariat médical et administratif
- D. Rôle de l'infirmier en santé au travail
- E. Rôle du psychologue du travail
- F. Rôle du chargé du maintien dans l'emploi et handicap
- G. Rôle de l'assistant maintien dans l'emploi et référent FIPHFP
- H. Rôle de l'ergonome
- I. Rôle du conseiller en prévention

II. LES DOSSIERS MEDICAUX ET LA CONFIDENTIALITE p 5
- A. Les dossiers médicaux
- B. La protection des données et le secret médical

III. LA SURVEILLANCE MEDICALE p 6
- A. Les visites médicales
- B. Les examens complémentaires
- C. La convocation aux visites
- D. Les locaux de consultation médicale

IV. LES ACCOMPAGNEMENTS p 8
- A. Le maintien dans l'emploi et le handicap
- B. L'accompagnement et le conseil en prévention
- C. Les interventions en psychologie du travail
- D. Le Comité Social Territorial et la Formation Spécialisée

V. CONTACTS p 10

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

OBJET DU REGLEMENT

Le règlement de fonctionnement du service prévention et santé au travail (PST) est destiné, d'une part, à préciser les modalités pratiques d'accès aux prestations de l'offre de service prévention et santé au travail et, d'autre part, les obligations respectives du service PST du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde et des collectivités adhérentes.

Il est élaboré par les services du Centre de Gestion et peut faire l'objet de modifications suivant l'évolution des prestations, des dispositions légales ou de l'organisation des services.

I. LE SERVICE DE PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL

A. Composition et fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire

L'équipe pluridisciplinaire est composée de **:** médecin du travail, infirmier en santé au travail, psychologue du travail, conseiller en prévention, ergonome, chargé du maintien dans l'emploi et handicap, assistant technique maintien dans l'emploi et référent FIPHFP**,** secrétaire médicale.

L'équipe pluridisciplinaire se réunit une fois par semaine en formation plénière.

Le médecin du travail est placé au cœur du dispositif ; il assure l'animation et la coordination de l'équipe sur son secteur ; il est le conseiller de l'employeur et de l'agent. À l'issue des visites médicales ou d'un contact avec une collectivité territoriale, le médecin du travail peut recommander à l'autorité territoriale une intervention de l'équipe pluridisciplinaire (ergonome, conseiller prévention, psychologue du travail…). Il peut également orienter l'agent vers d'autres professionnels.

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire du Centre de Gestion sont soumis au secret professionnel. Ils s'engagent à respecter la confidentialité de toutes les informations auxquelles ils ont accès.

B. Rôle du médecin du travail

Le médecin du travail est affecté par le Centre de Gestion aux adhérents à l'offre de service. Il exerce son activité médicale en toute indépendance et dans le respect des dispositions du code de la santé publique.

Le médecin du travail conseille l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants en ce qui concerne notamment :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
- l'évaluation des risques professionnels ;
- la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et des risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine, en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents ;
- l'hygiène générale des locaux de service ;
- l'hygiène dans les restaurants administratifs ;
- l'information sanitaire.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

Dans le cadre de ses missions, le médecin du travail :

- peut visiter les locaux de travail de manière à apprécier les conditions de travail des agents ou étudier des postes de travail particuliers ;
- élabore chaque année un rapport d'activité de l'année passée présentant les actions assurées en médecine mais également par l'équipe pluridisciplinaire. Un rapport est rédigé pour les collectivités relevant du Comité Social Territorial (CST) du Centre de Gestion ou pour chaque collectivité ayant son propre CST ainsi qu'un rapport global pour les collectivités relevant d'un CST intercommunal ;
- est obligatoirement consulté sur les projets de construction ou aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques et de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies. Il peut procéder à toute étude et soumettre des propositions ;
- est informé de l'utilisation de substances ou de produits dangereux ;
- est informé, dans les plus brefs délais, par l'autorité territoriale des accidents et/ou des pathologies en lien avec l'activité professionnelle ;
- est associé aux audits, études ou enquêtes diligentées par le CST à la suite d'un incident, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

C. Rôle du secrétariat médical et administratif

Le secrétariat médical et administratif est le premier interlocuteur de la collectivité ou de l'agent souhaitant faire appel au service PST.

Son rôle consiste à :

- donner des réponses de premier niveau aux interrogations des collectivités sur le champ de la prévention et santé au travail ;
- planifier les visites médicales et les interventions de l'équipe;
- assurer l'accueil téléphonique et la prise de rendez-vous (contact entre les collectivités et le service PST) ;
- assurer l'accueil des agents (lors des visites médicales dans les locaux du Centre de Gestion) ;
- faire le lien entre les collectivités et les membres de l'équipe pluridisciplinaire ;
- assurer le secrétariat administratif.

D. Rôle de l'infirmier en santé au travail

L'infirmier en santé au travail intervient sous la responsabilité d'un médecin du travail du service de prévention et santé au travail, dans le cadre d'un protocole formalisé.

Dans le cadre de ses missions, l'infirmier en santé au travail :

- assure la réalisation des visites d'information et de prévention (VIP) ;
- effectue des examens complémentaires (tests audiométriques, tests visuels ..) ;
- réalise la visite des locaux de travail de manière à apprécier les conditions de travail des agents ;
- procède à des études de postes de travail individuels ou collectives et rédige un rapport ;
- participe à la rédaction des fiches de risques professionnels par métier ;
- participe aux actions menées par l'équipe pluridisciplinaire ;
- peut dispenser des sensibilisations portant sur la santé au travail ;
- sensibilise sur les règles de santé publique.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

E. Rôle du psychologue du travail

La psychologie du travail a pour objet l'étude de l'ensemble des facteurs individuels, groupaux, sociaux et structurels influençant les conduites et les relations de travail.

On peut distinguer deux axes d'intervention du psychologue du travail :

- les actions en milieu de travail collectives : analyse de postes, de la charge mentale, actions de sensibilisation et d'information à la prévention des risques psycho-sociaux, analyses des pratiques professionnelles, médiation professionnelle (hors médiation statutaire), debriefing post traumatique ;
- les interventions individuelles : entretiens individuels d'agents en souffrance au travail.

Le psychologue du travail intervient sur prescription du médecin du travail.

F. Rôle du chargé du maintien dans l'emploi et handicap

Le chargé du maintien dans l'emploi et handicap :

- apporte des conseils aux employeurs territoriaux en matière de maintien dans l'emploi et de handicap ;
- réalise des études et aménagements de postes de travail en incluant les différents aspects techniques, organisationnels et humains ;
- prescrit et coordonne les Prestations d'Appuis Spécifiques (PAS) et les Etudes Préalables à l'Aménagement et à l'Adaptation de la Situation de Travail (EPAAST) ;
- informe et accompagne les collectivités et leurs agents sur le montage et le suivi de l'instruction des dossiers de demande unique auprès de la MDPH (RQTH, PCH, AAH…).

G. Rôle de l'assistant maintien dans l'emploi et référent FIPHFP

L'assistant maintien dans l'emploi et référent du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) assure des tâches tant techniques relatives à la prise en charge de situations de maintien dans l'emploi qu'administratives.

Dans le cadre des missions sur site, il :

- réalise les études liées à l'aménagement matériel de postes et de locaux (étude de poste 1er niveau) ;
- prescrit et coordonne les Prestations d'Appuis Spécifiques (PAS) et les Etudes Préalables à l'Aménagement et à l'Adaptation de la Situation de Travail (EPAAST) ;
- informe les collectivités dans la mobilisation des aides financières FIPHFP et accompagne à la saisie (constitution du dossier aide financière) soit sous forme d'accompagnement individuel ou d'animation d'ateliers collectifs dans le cadre de la convention FIPHFP ;
- informe et accompagne les collectivités sur la Déclaration de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (DOETH) soit sous forme d'accompagnement individuel, soit au travers de l'animation d'ateliers collectifs dans le cadre de la convention FIPHFP ;
- informe et accompagne les collectivités et leurs agents sur le montage et le suivi de l'instruction des dossiers de demande unique auprès de la MDPH (RQTH, PCH, AAH…) ;
- transmet l'actualité du FIPHFP aux acteurs internes et externes (collectivités, partenaires…).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

H. Rôle de l'ergonome

L'ergonome :

- intervient sur l'amélioration des conditions de travail pour prévenir les troubles musculo-squelettiques (TMS) ou à la suite de problèmes de santé ou d'organisation du travail ;
- réalise des interventions pour le maintien dans l'emploi des agents ;
- intervient sur la conception, la rénovation, l'aménagement des espaces et des postes de travail : conseil sur plan et/ou accompagnement à la conduite de projet.

I. Rôle du conseiller en prévention

Le conseiller en prévention :

- conseille sur toutes les questions réglementaires en santé et sécurité au travail ;
- conseille et accompagne sur les démarches de prévention (Document Unique, risques chimiques…) ;
- sensibilise et accompagne les acteurs en prévention (membres du CST, assistants et conseillers de prévention…).

II. LES DOSSIERS MEDICAUX ET LA CONFIDENTIALITE

A. Les dossiers médicaux

Un dossier médical de santé au travail (DMST) est constitué sous la responsabilité du médecin du travail. La tenue de ce dossier garantit le respect des règles de confidentialité et du secret professionnel.

Les dossiers médicaux sont conservés dans des conditions assurant leur confidentialité. Aucune transmission de dossier ou d'un élément de son contenu ne peut être faite sans l'autorisation écrite du médecin du travail et de l'agent concerné.

En application des dispositions de l'article 11-2 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié et du code de la santé publique :

- En cas de départ définitif du médecin du travail, celui-ci confie la responsabilité de la conservation des dossiers au service PST du Centre de Gestion qui s'engage à les archiver temporairement, si nécessaire, et à les transmettre à un nouveau médecin du travail du Centre de Gestion chargé de la collectivité, dès son entrée en fonction.
- Dans le cas de la mutation d'un agent vers une autre collectivité non-adhérente à l'offre de service PST, ou lorsque la collectivité décide de confier la surveillance médicale de ses agents à un autre organisme, il appartient à chaque agent, individuellement, de demander par écrit le transfert de son dossier en précisant nominativement le nom du médecin du travail actuel et celui du nouveau médecin du travail. En aucun cas, les dossiers médicaux ne peuvent être adressés à la collectivité.

Les dossiers des agents retraités ou décédés sont archivés au Centre de Gestion conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

B. La protection des données et le secret médical

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire sont astreints au secret professionnel notamment au regard des informations à caractère médical dont ils peuvent avoir connaissance.

Le médecin du travail est tenu au secret professionnel prévu à l'article L.1110-4 du code de la santé publique. Le secret couvre tout ce qui parvient à la connaissance du médecin dans l'exercice de sa profession, c'est-à-dire non seulement ce qui lui a été confié, mais aussi ce qu'il a vu, entendu ou compris.

Protection des données : Les données personnelles recueillies par le Centre de Gestion font l'objet d'un traitement informatisé destiné à assurer l'exercice des missions. Les données personnelles recueillies par le Centre de Gestion dans le cadre du traitement informatisé sont exclusivement destinées à ses services.

Le Centre de Gestion s'engage à informer toute personne concernée du recueil et du traitement de ses données personnelles, si besoin par l'intermédiaire des collectivités. Il s'engage à ne recueillir que les données personnelles strictement nécessaires à l'exercice de ses missions et à en respecter le caractère de confidentialité.

III. LA SURVEILLANCE MEDICALE

A. Les visites médicales

Les agents bénéficient d'une visite d'information et de prévention (VIP) au minimum tous les 2 ans. Cette visite peut être réalisée par le médecin du travail ou un infirmier en santé au travail.

Elle permet de vérifier la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec le poste occupé et de prévenir ou éviter toute altération en lien avec l'environnement professionnel.

En sus de la visite d'information et de prévention, le médecin du travail exerce une surveillance médicale particulière (SMP) pour les personnes en situation de handicap, les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes, les agents réintégrés après un congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, les agents occupant des postes comportant des risques spéciaux ou les agents souffrant de pathologies particulières. Le médecin du travail définit la fréquence et la nature du suivi que comporte cette surveillance médicale particulière.

Les professionnels de santé au travail peuvent recourir à des pratiques médicales à distance telles que la téléconsultation. Le consentement écrit de l'agent doit être préalablement recueilli.

A l'issue de toute VIP, si elle n'est pas réalisée par le médecin du travail, le professionnel de santé qui a effectué cette visite peut, s'il l'estime nécessaire, orienter sans délai l'agent vers le médecin du travail.

Il informe également l'agent de la possibilité d'être reçu par le médecin du travail sans que l'administration ait à en connaitre le motif.

L'autorité territoriale peut demander au médecin du travail de recevoir un agent.

Une visite médicale est recommandée à l'issue d'un arrêt de travail suite à un accident de service, une maladie professionnelle, une absence pour maladie, un congé maternité.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

La visite de pré-reprise permet de préparer le retour à l'emploi de l'agent dans les meilleures conditions et d'envisager des aménagements de poste.

L'infirmier en santé au travail intervient dans le cadre d'un protocole préalablement établi avec le médecin du travail. Il réalise les visites d'information et de prévention.

Le médecin du travail ou l'infirmier de santé au travail assurent aussi l'examen médical lors de la visite d'information et de prévention des saisonniers et émettent un avis sur le poste de travail occupé.

B. Les examens complémentaires

Le médecin du travail peut réaliser, prescrire ou recommander des examens complémentaires. Les frais inhérents à ces actes sont à la charge de la collectivité.

C. La convocation aux visites

La participation des agents convoqués aux visites médicales (VIP, SMP) est obligatoire. La collectivité s'assure que tout agent qu'elle aura convoqué se présente bien à la visite.

L'employeur a l'obligation d'accorder des autorisations d'absence pour permettre aux agents de bénéficier des visites médicales avec le médecin du travail ou un autre membre de l'équipe pluridisciplinaire.

Les visites médicales sont effectuées toute l'année y compris pendant les vacances scolaires. Les horaires de consultation sont compris entre 7h30 et 16h30, sur la base de plannings établis en concertation avec la collectivité. Les visites sont d'une durée déterminée par le service en fonction des obligations règlementaires et de gestion du service, selon leur nature.

Un planning de convocation non nominatif est proposé à l'employeur au minimum 1 mois avant la date prévue. La collectivité a la charge de le renseigner (nom des agents), selon les besoins de suivi des agents, visite d'information et de prévention (VIP), suivi médical particulier (SMP) ou à la demande, et de convoquer les agents concernés en conséquence. Ce planning dûment complété est retourné au secrétariat du service prévention et santé au travail au plus tard 8 jours avant la date de convocation.

Toute absence ou modification du planning de la journée doit être portée à la connaissance du secrétariat dans les meilleurs délais.

Les personnes absentes excusées dans le délai imparti ou en cas de cause majeure le jour de la visite médicale seront reconvoquées la même année dans la mesure du possible.

À l'issue d'une visite médicale réalisée par le médecin ou par l'infirmier en santé au travail, une fiche de visite est émise en deux exemplaires : l'un remis à l'agent, l'autre transmis à l'employeur.

D. Les locaux de consultation médicale

Sauf dans le cas où les consultations sont organisées dans les locaux du Centre de Gestion ou dans des locaux choisis par lui, la collectivité s'engage à fournir des locaux d'accueil pour les visites médicales conformes et adaptés aux normes d'hygiène, de sécurité et de confidentialité requises.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

L'adresse précise du local de consultation est requise ainsi que le respect des caractéristiques générales :

- éclairage suffisant dont luminosité naturelle ;
- température convenable (chauffage en hiver …) ;
- aération accessible (système d'ouverture de fenêtre accessible) ;
- bonne isolation phonique, bonne isolation visuelle ;
- connexion internet souhaitable (wifi ou filaire avec codes d'accès).

Le local de consultation devra être obligatoirement équipé :

- d'un lavabo avec savon liquide et essuie-mains jetables ;
- d'un bureau ;
- d'un fauteuil en bon état pour le médecin et/ou l'infirmier ;
- d'une chaise nettoyable pour l'agent ;
- d'une table d'examen ;
- de deux poubelles ;
- d'un pèse-personne.

L'entretien du local sera fait régulièrement et au moins avant chaque passage du médecin du travail ou de l'infirmier en santé au travail.

Les clés donnant accès au local de consultation devront être mises à disposition du médecin du travail ou de l'infirmier en santé au travail, afin qu'ils puissent entrer et sortir du local librement.

Le local de consultation devra être à proximité immédiate d'une salle d'attente et de sanitaires.

L'accueil est possible dans les locaux d'une autre collectivité si accord.

Le Centre de Gestion se réserve la possibilité de prévoir ses propres locaux de visite.

Une visite des locaux mis à disposition est réalisée par un agent du service PST pour en valider la conformité.

IV. LES ACCOMPAGNEMENTS

A. Le maintien dans l'emploi et le handicap

L'enjeu du maintien dans l'emploi est de permettre aux agents confrontés à des difficultés à occuper leur poste de travail, de conserver leur emploi dans des conditions compatibles avec leur état de santé et de poursuivre leur carrière professionnelle en écartant la menace de l'inaptitude.

L'anticipation, la prévention de l'apparition de situation de handicap et le nombre d'agents concernés par une restriction d'aptitude placent le maintien dans l'emploi au cœur des politiques de gestion des ressources humaines.

Le médecin du travail a pour mission de conseiller à la fois l'employeur et le salarié pour éviter toute altération de la santé des agents du fait de leur travail. Ainsi, il peut proposer des adaptations de l'emploi occupé par l'agent ou des pistes de reclassement professionnel.

Une Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) peut être nécessaire pour faire intervenir tous les acteurs du maintien dans l'emploi.

En effet, le service PST peut parfois intervenir en fonction de critères fixés dans le cadre de la convention de partenariat avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

la Fonction Publique (FIPHFP) et se réserve la possibilité de réorienter la demande vers d'autres services compétents.

La fiche de saisine, réservée aux collectivités affiliées, permet de saisir le service PST du Centre de Gestion.

Les modalités d'organisation sont définies en fonction de l'évaluation des besoins (structuration des collectivités, effectifs, risques spécifiques…) et de l'analyse de la demande de la collectivité par l'équipe pluridisciplinaire.

B. L'accompagnement et le conseil en prévention

Le conseil en prévention apporte aux collectivités adhérentes un soutien dans la mise en œuvre des mesures visant à assurer la sécurité physique et mentale des agents et ainsi, de les protéger.

Les collectivités adhérentes peuvent demander à bénéficier d'une assistance individualisée avec l'intervention sur site des conseillers de prévention du Centre de Gestion.

Ces prestations peuvent être réalisées par des conseillers en prévention, ergonomes, psychologues du travail ou infirmiers en santé au travail.

Pour solliciter ces prestations et saisir l'équipe pluridisciplinaire du Centre de Gestion, la collectivité doit transmettre au Centre de Gestion une demande d'intervention. Cette saisine s'effectue à l'initiative de la collectivité ou sur les conseils du médecin du travail.

Cette demande est incluse dans le socle de prestations de base ou fait l'objet d'un devis pour une prestation complémentaire selon la nature de l'adhérent.

C. Les interventions en psychologie du travail

Le principal but des interventions en psychologie du travail est l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Pour cela, un psychologue du travail peut être sollicité. Ses interventions ne sont pas à visée thérapeutique comme pourrait l'être celle d'un psychologue clinicien.

L'agent peut bénéficier d'un accompagnement psychologique lorsqu'il est confronté à une situation exceptionnelle et potentiellement traumatique dans le cadre du travail.

Les interventions peuvent concerner : l'accompagnement individuel d'un agent, l'accompagnement d'un collectif de travail, la médiation professionnelle lors de relations conflictuelles (hors médiation statutaire), la mise en place d'une cellule d'écoute psychologique d'urgence, la mise en place d'actions en lien avec l'Evaluation des Risques Psychosociaux.

Cette demande est incluse dans le socle de prestations de base ou fait l'objet d'un devis pour une prestation complémentaire selon la nature de l'adhérent.

D. Le Comité Social Territorial et la Formation Spécialisée

Les dates de réunion du Comité social Territorial (CST) et de la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (FSSSCT) sont à communiquer au secrétariat du service PST afin qu'elles soient portées à la connaissance du médecin du travail et de l'équipe pluridisciplinaire.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_103_1-DE

V. CONTACTS :

Pour obtenir des renseignements, prendre RDV ou contacter un membre de l'équipe pluridisciplinaire, vous pouvez contacter le secrétariat du service prévention et santé au travail

☎ 05 56 11 94 31

@ spst@cdg33.fr

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde
Service prévention et santé au travail
Immeuble HORIOPOLIS
25 rue du Cardinal Richaud
CS 10019
33049 BORDEAUX CEDEX

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 104 -

Adoption de l'avenant n° 1 au contrat de co-développement de 5ème génération (CODEV V) – 2021/2023

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

Le contrat de co-développement est un outil de convergence de l'action de Bordeaux Métropole et de la commune sur son territoire, qui se traduit par des engagements réciproques et négociés.

La démarche de co-développement, initiée en 2009, est aujourd'hui structurante et incontournable dans les relations entre Bordeaux Métropole et les 28 communes. Elle a démontré son efficacité dans la mise en œuvre des ambitions vers le développement d'un territoire harmonisé, en permettant la déclinaison des politiques métropolitaines en feuille de route opérationnelle et concertée sur 3 ans.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Les organes délibérants de Bordeaux Métropole et de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux ont respectivement adopté le contrat de co-développement de 5ème génération, couvrant la période 2021-2023, le 23 septembre 2021 et le 29 novembre 2021.

Dans la perspective d'intégrer des nouvelles actions proposées par la Métropole au contrat de co-développement adopté en 2021, le principe d'un avenant général aux contrats existants a été prévu par délibération du Conseil Métropolitain, ces nouvelles actions venant en complément des actions déjà convenues. Ces nouvelles feuilles de routes affèrent aux actions de mobilité, au Plan stratégique Déchets, à la structuration du schéma de développement économique et du Plan Climat.

L'avenant soumis à l'approbation du Conseil Municipal a également pour objet d'intégrer des adaptations mineures à certaines fiches établies à l'occasion de l'adoption initiale du contrat de co-développement.

Par suite, le projet d'avenant propose d'intégrer cinq nouvelles fiches dans le contrat actuel :

- OIM Arc Rive Droite : Acquisition du site TDF à vocation économique pour l'ESS et l'artisanat
- Plan Climat Métropolitain
- Plan stratégique Déchets 2026 : Déployer la gestion de proximité des déchets de cuisine
- Plan stratégique Déchets 2026 : Moderniser les centres de recyclage existants et construire des centres de ressources et de réemploi
- Plan stratégique Déchets 2026 : Réduire et valoriser in situ les végétaux

En outre, le projet d'avenant prévoit plusieurs modifications de fiches existantes :

- Halle de marché à toiture photovoltaïque
- OIM Rive Droite : Projet de redéploiement des conciergeries solidaires sur la Rive droite
- OIM Rive Droite : Réalisation d'un plan-guide pour la Création et la transformation des secteurs économiques - Blancherie / Feydeau
- Plan Marche : accompagnement des communes dans les actions de désencombrement et de mise en accessibilité des trottoirs ; et d'apaisement des quartiers d'école
- Plan stratégique Déchets 2026 : Promotion des écogestes en faveur de la réduction des déchets
- ReVE 5 : Bordeaux - Artigues-Près-Bordeaux
- ReVE 6 : Bordeaux - Entre-Deux-Mers

Le projet d'avenant prévoit enfin d'acter la suppression de la fiche action Plan stratégique Déchets 2026 : Promotion du compostage collectif en habitat dense.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer avec Bordeaux Métropole le contrat de co-développement 5ème génération 2021-2023.

Sous réserve que cette proposition recueille son accord, le Conseil Municipal est invité à adopter les termes de la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1111-2 et L.2121-29 ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

VU la délibération n° 2021-526 du Conseil Métropolitain en date du 23 Septembre 2021 autorisant le Président de Bordeaux Métropole à signer les contrats de co-développement avec chacune des 28 communes de Bordeaux Métropole ;

VU la délibération n° 2021-98 du Conseil Municipal d'Artigues-près-Bordeaux en date du 29 novembre 2021, approuvant le contrat de co-développement 5ème génération ;

CONSIDERANT que la nouvelle génération de contrats ayant été adoptée avant la validation de plusieurs feuilles de route ou stratégies métropolitaines (Mobilité, Déchet, Développement Economique, Stratégie Fleuve ...), la délibération du Conseil Métropolitain précitée a prévu de proposer à la fin de l'année 2022 le principe d'un avenant général aux contrats, afin d'intégrer, sans substitution, toutes les nouvelles actions proposées par la Métropole qui en découleraient et de modifier les fiches pour les mettre en conformité avec les orientations retenues ; qu'au surplus, l'avenant a également prévu d'intégrer les éventuelles substitutions demandées par les communes en 2022 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver l'avenant n° 1 au contrat de co-développement afin de permettre d'intégrer les nouvelles fiches proposées ainsi que les ajustements et suppressions des fiches existantes ;

La Commission Urbanisme, Développement économique, Emploi, Commerce, Artisanat entendue le 29 novembre 2022

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver l'avenant au contrat de co-développement de 5ème génération tel qu'il figure en annexe

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce contrat avec le Président de Bordeaux Métropole

De charger Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Adoptée à la majorité

POUR : 21 voix

CONTRE : 6 voix
(M. Claude DAUVILLIER, Mme Jihane ELFADI, M. Mathieu CHOLLET, Mme Claire RYCKBOSCH, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Thierry NICOLAS)

ABSTENTIONS : 2 voix
(M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE)

Le Maire

Alain GARNIER

Mod. 540330 - 04/22 Fabrègue Entreprise labellisée IMPRIM'VERT

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Avenant n°1 du Contrat de co-développement 2021-2023 entre Bordeaux Métropole et la commune d'Artigues-Près-Bordeaux

Préambule

Le Conseil métropolitain et le Conseil municipal ont respectivement validé le contrat de co-développement de 5ème génération, pour la période 2021- 2023, le 23 septembre 2021 et le 29 novembre 2021.

La délibération métropolitaine n°2021-526 prévoyait le principe d'un avenant général aux contrats fin 2022, afin d'intégrer, sans substitution, toutes les nouvelles actions proposées par la Métropole.

Depuis l'adoption des contrats, les feuilles de route suivantes ont été approuvées par délibération et entrainent l'évolution des actions contractualisées :

- Mobilité
- Déchets
- Schéma de développement économique
- Plan Climat

Cet avenant n°1 est également l'occasion de préciser ou d'acter les ajustements mineurs de certaines fiches et d'intégrer les substitutions validées.

L'objet du présent avenant est d'intégrer ces adaptations au présent contrat de co-développement 2021 – 2023.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Entre

Bordeaux Métropole, représentée par Monsieur Alain Anziani, son Président, dûment habilité par la délibération n°2022-0000 en date du 25 novembre 2022 ;

Et

La commune d'Artigues-Près-Bordeaux représentée par Monsieur Alain Garnier, son Maire, dûment habilité par la délibération municipale 000 en date du 00/00/2022 ;

ARTICLE 1 : Modification des annexes 1 et 2 au contrat de co-développement

En application de l'article 6 paragraphe 4, alinéa 3, le contrat de co-développement est modifié comme suit :

Les nouvelles fiches ci-dessous sont intégrées dans le contrat 2021 - 2023 :

- OIM Arc Rive Droite : Acquisition du site TDF à vocation économique pour l'ESS et l'artisanat
- Plan Climat Métropolitain
- Plan stratégique Déchets 2026 : Déployer la gestion de proximité des déchets de cuisine
- Plan stratégique Déchets 2026 : Moderniser les centres de recyclage existants et construire des centres de ressources et de réemploi
- Plan stratégique Déchets 2026 : Réduire et valoriser in situ les végétaux

Les fiches suivantes, déjà présentes dans le contrat, sont modifiées :

- Halle de marché à toiture photovoltaïque
- OIM Rive Droite : Projet de redéploiement des conciergeries solidaires sur la Rive droite
- OIM Rive Droite : Réalisation d'un plan-guide pour la Création et la transformation des secteurs économiques - Blancherie / Feydeau
- Plan Marche : accompagnement des communes dans les actions de désencombrement et de mise en accessibilité des trottoirs; et d'apaisement des quartiers d'école
- Plan stratégique Déchets 2026 : Promotion des écogestes en faveur de la réduction des déchets
- ReVE 5 : Bordeaux - Artigues-Près-Bordeaux
- ReVE 6 : Bordeaux - Entre-Deux-Mers

La fiche suivante est supprimée :

- Plan stratégique Déchets 2026 : Promotion du compostage collectif en habitat dense

Les autres actions du contrat de co-développement 2021 - 2023 d'Artigues-Près-Bordeaux restent inchangées.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fait à Bordeaux, le

Pour Bordeaux Métropole,	Pour la commune d'Artigues-Près-Bordeaux
Le Président,	**Le Maire,**
Alain Anziani	**Alain Garnier**

Liste des annexes à l'avenant :

Annexe 1 : Liste des fiches-actions par niveau d'enjeu

Annexe 2 : Fiches-actions

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiches action par niveau d'enjeu

Métropolitain

0003	Domaine St Leu : projet agro-écologique
0011	Avenant 2022 (Modification) ReVE 5 : Bordeaux - Artigues-Près-Bordeaux
0012	Avenant 2022 (Modification) ReVE 6 : Bordeaux – Entre-deux-mers
0014	Avenant 2022 (Modification) OIM Rive Droite - Réalisation d'un plan-guide pour la création et la transformation des secteurs économiques - Blancherie / Feydeau
0015	Aire de grand passage
0019	Installer des panneaux solaires sur le foncier communal
0022	Plan 1 million d'arbres
0024	Plan de Mobilité Inter-Entreprises OIM Rive Droite
0025	Avenant 2022 (Modification) : Plan Marche : accompagnement des communes dans les actions de désencombrement et de mise en accessibilité des trottoirs; et d'apaisement des quartiers d'école
0026	Amélioration de la vitesse commerciale des transports en commun
0027	Stationnements vélo, pompes et stations de réparation
0028	Accompagnement à la valorisation des certificats d'économies d'énergie
0029	Audit énergétique du patrimoine bâti communal
0030	Définition et territorialisation précise des ilots de fraîcheur à l'échelle métropolitaine
0033	Définition d'un protocole propre à la métropole en cas de pic de pollution de l'air
0034	Avenant 2022 (Modification) : Plan stratégique Déchets 2026 – promotion des écogestes en faveur de la réduction des déchets
0035	Plan stratégique Déchets 2026 – densification des points d'apport du verre
0036	Avenant 2022 (Suppression) : Plan stratégique Déchets 2026 – promotion du compostage collectif en habitat dense
0038	Stratégie foncière : co-construction, co-animation, co-mise en œuvre
0039	Expertise bruit
0040	Mobilisation écocitoyenne en faveur des transitions
0041	Réseaux d'échange des acteurs de la transition énergétique et écologique
0042	Avenant 2022 (Création) : OIM Arc Rive Droite - Acquisition du site TDF à vocation économique pour l'ESS et l'artisanat
0043	Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Moderniser les centres de recyclage existants et construire des centres de ressources et de réemploi
0044	Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Réduire et valoriser in situ les végétaux
0045	Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Déployer la gestion de proximité des déchets de cuisine
0046	Avenant 2022 (Création) : Plan Climat Métropolitain

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Intercommunal

0005	Requalification du boulevard Feydeau
0008	Avenue du Périgord : du carrefour Poteau d'Yvrac à l'avenue de la Moune
0016	RI Piscines - Piscine du LORET
0023	OIM rive Droite - ZIRI : Poursuivre et développer la mise en œuvre de la démarche sur les zones d'activités Descartes et Mirail
0032	Avenant 2022 (Modification) : OIM Rive Droite - Projet de redéploiement des conciergeries solidaires sur la Rive droite

Communal

0001	Projet de redynamisation du centre-bourg - accompagnement de la commune sur le projet global
0002	Redynamisation urbaine du centre-bourg - projet îlot Bel Air
0004	RI écoles hors OAIM : nouvelle école
0006	OIM RIve Droite - Desserte du secteur économique du Meynot
0007	OIM Rive Droite - Accompagnement à l'aménagement de la ZACOM Feydeau - projet les Mousquetaires - phase 4
0009	Avenue du Périgord : Voie verte entre la rue A. Césaire et l'ITEP Hirondelle
0010	Avenue du Périgord : de l'ITEP Hirondelle jusqu'à l'avenue de la Prairie
0013	Lutte contre les inondations - rue de Pouqueyras
0017	Création d'une salle polyvalente
0018	Avenant 2022 (Modification) Halle de marché à toiture photovoltaïque
0020	Orée du Bois - acquisition démolition
0021	Aménagement et mise en valeur du parc de la mairie à Artigues-près-Bordeaux
0031	Les arts de la rue - manifestation culturelle
0037	Acquisitions foncières pour le compte des communes

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiches action par numéro d'ordre

0001	Projet de redynamisation du centre-bourg - accompagnement de la commune sur le projet global
0002	Redynamisation urbaine du centre-bourg - projet îlot Bel Air
0003	Domaine St Leu : projet agro-écologique
0004	RI écoles hors OAIM : nouvelle école
0005	Requalification du boulevard Feydeau
0006	OIM RIve Droite - Desserte du secteur économique du Meynot
0007	OIM Rive Droite - Accompagnement à l'aménagement de la ZACOM Feydeau - projet les Mousquetaires - phase 4
0008	Avenue du Périgord : du carrefour Poteau d'Yvrac à l'avenue de la Moune
0009	Avenue du Périgord : Voie verte entre la rue A. Césaire et l'ITEP Hirondelle
0010	Avenue du Périgord : de l'ITEP Hirondelle jusqu'à l'avenue de la Prairie
0011	Avenant 2022 (Modification) ReVE 5 : Bordeaux - Artigues-Près-Bordeaux
0012	Avenant 2022 (Modification) ReVE 6 : Bordeaux – Entre-deux-mers
0013	Lutte contre les inondations - rue de Pouqueyras
0014	Avenant 2022 (Modification) OIM Rive Droite - Réalisation d'un plan-guide pour la création et la transformation des secteurs économiques - Blancherie / Feydeau
0015	Aire de grand passage
0016	RI Piscines - Piscine du LORET
0017	Création d'une salle polyvalente
0018	Avenant 2022 (Modification) Halle de marché à toiture photovoltaïque
0019	Installer des panneaux solaires sur le foncier communal
0020	Orée du Bois - acquisition démolition
0021	Aménagement et mise en valeur du parc de la mairie à Artigues-près-Bordeaux
0022	Plan 1 million d'arbres
0023	OIM rive Droite - ZIRI : Poursuivre et développer la mise en œuvre de la démarche sur les zones d'activités Descartes et Mirail
0024	Plan de Mobilité Inter-Entreprises OIM Rive Droite
0025	Avenant 2022 (Modification) : Plan Marche : accompagnement des communes dans les actions de désencombrement et de mise en accessibilité des trottoirs; et d'apaisement des quartiers d'école
0026	Amélioration de la vitesse commerciale des transports en commun
0027	Stationnements vélo, pompes et stations de réparation
0028	Accompagnement à la valorisation des certificats d'économies d'énergie
0029	Audit énergétique du patrimoine bâti communal
0030	Définition et territorialisation précise des ilots de fraîcheur à l'échelle métropolitaine
0031	Les arts de la rue - manifestation culturelle
0032	Avenant 2022 (Modification) : OIM Rive Droite - Projet de redéploiement des conciergeries solidaires sur la Rive droite
0033	Définition d'un protocole propre à la métropole en cas de pic de pollution de l'air

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

0034	Avenant 2022 (Modification) : Plan stratégique Déchets 2026 – promotion des [illegible] en faveur de la réduction des déchets
0035	Plan stratégique Déchets 2026 – densification des points d'apport du verre
0036	Avenant 2022 (Suppression) : Plan stratégique Déchets 2026 – promotion du compostage collectif en habitat dense
0037	Acquisitions foncières pour le compte des communes
0038	Stratégie foncière : co-construction, co-animation, co-mise en œuvre
0039	Expertise bruit
0040	Mobilisation écocitoyenne en faveur des transitions
0041	Réseaux d'échange des acteurs de la transition énergétique et écologique
0042	Avenant 2022 (Création) : OIM Arc Rive Droite - Acquisition du site TDF à vocation économique pour l'ESS et l'artisanat
0043	Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Moderniser les centres de recyclage existants et construire des centres de ressources et de réemploi
0044	Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Réduire et valoriser in situ les végétaux
0045	Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Déployer la gestion de proximité des déchets de cuisine
0046	Avenant 2022 (Création) : Plan Climat Métropolitain

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°1 — Projet de redynamisation du centre-bourg - accompagnement de la commune sur le projet global

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Le projet de redynamisation du centre-bourg d'Artigues comporte plusieurs volets, parmi lesquels l'animation du site, l'agrandissement des écoles en place, le réexamen du fonctionnement urbain en matière d'équipements communaux et d'espaces publics (voirie, stationnement, requalification du parc, salles communales...).
Dans ce même projet global, l'îlot Bel Air fait l'objet d'une fiche codév particulière.
Il est proposé d'accompagner la commune sur le projet global pour assurer la cohérence et la planification, et sur les projets individualisés, notamment ceux sous compétences métropolitaines (espaces publics à financer sur le FIC).

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Mener la concertation
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	50 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	50 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	15 000,00 €
2022	20 000,00 €
2023	15 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

BALLEREAU ALEXIA

Direction en charge de l'action :

DBD – DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - URBANISME

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°2 — Redynamisation urbaine du centre-bourg - projet îlot Bel Air

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Les études de redynamisation du centre-bourg d'Artigues ont abouti sur des fiches-actions.
La nouvelle municipalité a déterminé ses orientations et ses priorités : changement de site pour une nouvelle école (secteur Feydeau) et agrandissement d'une école existante en centre-bourg, poursuite des réflexions sur l'îlot Bel Air et les espaces commerciaux.
Un projet d'occupation transitoire est en cours de définition sur l'îlot Bel Air, permettant des usages des bâtiments existants le temps de décision et maturation du projet final sur le site.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

Niveau engagement Commune :

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	130 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	130 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	80 000,00 €
2022	40 000,00 €
2023	10 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

BALLEREAU ALEXIA

Direction en charge de l'action :

DBD – DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - URBANISME

Maîtrise d'ouvrage :

Co-maîtrise d'ouvrage Métropole/Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°3

Domaine St Leu : projet agro-écologique

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Bordeaux Métropole porte avec le soutien de la Ville d'Artigues-Près-Bordeaux un projet expérimental croisant les enjeux de la transition écologique et sociale. A l'horizon de 2023, ce projet d'intérêt général offrira sur le site du domaine St Leu, pour partie propriété préemptée par BM, un projet agro-écologique et pédagogique à destination des habitants. Durant ce temps de mise en œuvre, ce site constituera un espace transitoire de formation et d'hébergement temporaire à destination de jeunes en insertion socio-professionnelle
En fonction de l'étendue de la maîtrise foncière, le projet pourra être reprécisé.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Lever les préalables réglementaires (étude d'impact, dossier loi sur l'eau, évolutions PLU, etc)
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Valider le programme

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

BALLEREAU ALEXIA

Direction en charge de l'action :

DBD – DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - URBANISME

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°4

RI écoles hors OAIM : nouvelle école

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Participation métropolitaine à l'agrandissement des écoles communales hors opération d'aménagement d'intérêt métropolitain, dans le cadre du règlement d'intervention. La ville a un projet de nouvelle école au niveau de l'ancien Cuvier de Feydeau pour répondre à la demande d'ouverture de classe. Ceci pour une ouverture en septembre 2024.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Signer une convention
-->Attribuer une aide fonds de concours ou subvention, conformément aux règlements métropolitains en vigueur

Niveau engagement Commune :

-->Signer une convention
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales
-->Formaliser la demande de financement

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	6 200 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	1 937 500,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	1 937 500,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

AMEN PIERRE

Direction en charge de l'action :

DBD – DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - URBANISME

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention		■					
02-Signature d'une convention			■				
03-Déroulement de l'action			■	■			
04-Versement de la subvention					■		

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°5 — Requalification du boulevard Feydeau

Niveau enjeu de l'action : intercommunal

1- Descriptif :

Suite aux études réalisées lors du précédent contrat de co-développement (AVP -PRO) , Bordeaux Métropole réalisera les travaux afin de requalifier le boulevard Feydeau, notamment par l'intégration des modes doux, en accompagnement de l'urbanisation, et la mise en valeur d'une propriété viticole.
La voie verte sur le trottoir NORD du boulevard Feydeau (prévue entre l'avenue de Eglise Romane et la rue Fondaudin) sera prolongée jusqu'à l'avenue Gay Lussac par un aménagement cyclable sur le trottoir SUD.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser les travaux
-->Réceptionner les travaux

Niveau engagement Commune :

-->Participer aux études
-->Signer une convention
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales
-->Réaliser les travaux dans son domaine de compétences (éclairage public, espaces verts..)

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	1 900 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	1 810 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	230 000,00 €
2022	1 580 000,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DE CAMPOS GISTAIN MARIE-ANGELE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO							
06-Consultation de maîtrise d'œuvre							
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°6

OIM RIve Droite - Desserte du secteur économique du Meynot

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Avec plus de 22 000 m² en zonage à urbaniser, le secteur du Meynot présente un potentiel d'implantations d'entreprises.

Sur l'aspect travaux :
Afin de garantir la desserte des fonciers privés concernés, il est nécessaire de finaliser les études relatives à l'aménagement des voiries et réseaux divers (étude préliminaires finalisées) Ces études permettront de finaliser le montage financier des travaux à prévoir soit par le biais d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) qui sera conclu avec le futur opérateur du site ou bien par la revente des fonciers à un opérateur si BM en fait l'acquisition.
A l'issue, les travaux seront réalisés. La part des travaux métropolitains sera financée par le FIC.

Sur l'aspect foncier :
En outre, la MAE travaille à la levée des préalables fonciers avec certains riverains occupant le domaine public.
Une DIA est en cours sur l'un des fonciers visés par la future opération d'aménagement économique : ainsi, il a été demandé par la ville à Bordeaux Métropole d'exercer son droit de préemption.
Une négociation à l'amiable sur le 2nd foncier pourrait ainsi être engagée par BM.

Sur l'aspect programmatique du futur site économique :
Si BM devient propriétaire de ces terrains, une consultation d'opérateurs pourrait ainsi être envisagée afin de retenir le projet le plus qualitatif en matière architecturale et d'insertion paysagère.
Enfin, la MAE proposera un suivi et un accompagnement à la commercialisation du futur projet.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Établir le programme
-->Réaliser l'étude préliminaire
-->Réaliser les études préalables
-->Prendre la confirmation de décision de faire
-->Lever les préalables réglementaires (étude d'impact, dossier loi sur l'eau, évolutions PLU, etc)
-->Lever les préalables fonciers
-->Réaliser les études d'avant projet (AVP)
-->Réaliser le projet (phase PRO/DCE)
-->Réaliser le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
-->Lancer des consultations
-->Réaliser les travaux
-->Réceptionner les travaux
-->Créer, suivre ou clôturer un Projet Urbain Partenarial (PUP)

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude
-->Participer à la mise au point de l'opération d'aménagement
-->Valider le programme
-->Valider l'étude en fonction du niveau d'engagement métropolitain
-->Valider les suites opérationnelles de l'étude
-->Prendre en charge tout ou partie des travaux sur le FIC

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	1 600 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	1 600 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	780 000,00 €
2023	820 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	450 000,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DECOCK BENJAMIN

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Autres
-->Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme	■						
02-Etudes préliminaires		■					
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)		■					
04-Levée des préalables fonciers	■						
05-Phases AVP/PRO		■					
06-Consultation de maîtrise d'œuvre		■					
07-Consultation travaux			■				
08-Réalisation travaux			■	■	■	■	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°7

OIM Rive Droite - Accompagnement à l'aménagement de la ZACOM Feydeau - projet les Mousquetaires - phase 4

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Bordeaux Métropole, en lien étroit avec la commune, a accompagné le projet d'extension commercial porté par le groupe Les Mousquetaires.
Afin d'améliorer l'accessibilité du site et de permettre d'accueillir les nouveaux flux engendrés par le développement commercial, des études opérationnelles ont été conduites. Un projet urbain partenarial (PUP) a été bâti, sur sollicitation de l'opérateur, afin de venir cofinancer les travaux rendus nécessaires par l'opération.
Les trois premières phases de travaux de réaménagement des espaces publics ont été réalisés.
il reste à réaliser la dernière phase de travaux allée de Gascogne une fois le nouvel Intermarché en 2022, en coordination avec le calendrier de réalisation de l'opération commerciale et en articulation avec la démarche Plan guide.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser les travaux
-->Créer, suivre ou clôturer un Projet Urbain Partenarial (PUP)

Niveau engagement Commune :

-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	2 000 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	500 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	500 000,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

REDUREAU JANIC

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02- Montage du dossier (création/ réalisation ZAC-PUP-TAM-lotissement)							
03-Concertation							
04- Validation (dossier approuvé ou signature convention)							
05-Commercialisation des lots							
06- Préalables (dont fonciers)							
07- Travaux : réalisations des équipements ou aménagements publics							
08-Clôture de l'opération							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°8

Avenue du Périgord : du carrefour Poteau d'Yvrac à l'avenue de la Moune

Niveau enjeu de l'action : intercommunal

1- Descriptif :

Il est projeté la réalisation des travaux de l'aménagement de l'avenue du Périgord jusqu'à l'avenue de la Moune et le traitement particulier du
carrefour du Poteau d' Yvrac

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Prendre la confirmation de décision de faire
-->Réaliser les études d'avant projet (AVP)
-->Réaliser le projet (phase PRO/DCE)
-->Réaliser les travaux
-->Réceptionner les travaux

Niveau engagement Commune :

-->Participer aux études
-->Valider l'étude en fonction du niveau d'engagement métropolitain
-->Valider les suites opérationnelles de l'étude
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales
-->Réaliser les travaux dans son domaine de compétences (éclairage public, espaces verts..)

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	1 300 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	1 300 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	300 000,00 €
2023	1 000 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DUMAREAU CREPU MÉLANIE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO		■					
06-Consultation de maîtrise d'œuvre			■	■			
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux					■	■	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°9

Avenue du Périgord : Voie verte entre la rue A. Césaire et l'ITEP Hirondelle

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Réalisation de l'étude et des travaux pour la réalisation d'une voie verte entre la rue A. Césaire et l'ITEP Hirondelle en continuité de la voie verte avenue de la Moune-Aimé Césaire réalisée dans le cadre de l'avenant au contrat de co-développement 4.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser l'étude préliminaire
-->Prendre la confirmation de décision de faire
-->Réaliser les études d'avant projet (AVP)
-->Réaliser les travaux
-->Réceptionner les travaux

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Participer aux études
-->Valider l'étude en fonction du niveau d'engagement métropolitain
-->Valider les suites opérationnelles de l'étude
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales
-->Réaliser les travaux dans son domaine de compétences (éclairage public, espaces verts..)

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	240 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	100 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	20 000,00 €
2022	80 000,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DUMAREAU CREPU MÉLANIE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO							
06-Consultation de maîtrise d'œuvre							
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°10

Avenue du Périgord : de l'ITEP Hirondelle jusqu'à l'avenue de la Prairie

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Il est proposé de réaliser les études d'aménagement général sur le tronçon compris entre l'ITEP Hirondelle et l'avenue de la Prairie.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser l'étude préliminaire
-->Réaliser les études préalables
-->Réaliser les études d'avant projet (AVP)

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Participer aux études
-->Valider l'étude en fonction du niveau d'engagement métropolitain
-->Valider les suites opérationnelles de l'étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	50 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	50 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	20 000,00 €
2022	15 000,00 €
2023	15 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DUMAREAU CREPU MÉLANIE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO							
06-Consultation de maîtrise d'œuvre							
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°11

Avenant 2022 (Modification) ReVE 5 : Bordeaux - Artigues-Près-Bordeaux

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Etudes et travaux liées à la mise en place d'un Réseau Vélo Express (ReVE)
Itinéraire N°5: Bordeaux / Artigues-Prés-Bordeaux
Réaliser les études, les travaux et mise en service progressive de l'itinéraire par grand tronçon.
Le planning et les montants seront consolidés lors des études ultérieures

Avenant 2022 : Modification du titre et du descriptif de la fiche

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser les études préalables
-->Prendre la confirmation de décision de faire
-->Réaliser l'étude
-->Réaliser les travaux
-->Réceptionner les travaux

Niveau engagement Commune :

-->Participer aux études
-->Valider les suites opérationnelles de l'étude
-->Réaliser les travaux dans son domaine de compétences (éclairage public, espaces verts..)

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	150 000 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	49 700 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	3 400 000,00 €
2022	4 900 000,00 €
2023	13 100 000,00 €
2024	28 300 000,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

GUICHARD SEBASTIEN

Direction en charge de l'action :

BEC - DIRECTION DES DÉPLACEMENTS - TRAMWAY/SDODM/GRANDES INFRASTRUCTURES

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Diagnostic – Etudes préalables							
02-Programme							
03-Pour les écoles : signature de la convention de rétrocession							
04-Etudes d'avant-projet							
05-Consultation et choix du maître d'œuvre							
06-Validation de l'APD et du coût des travaux							
07-Confirmation de décision de faire							
08- Consultation – Attribution des marchés de travaux							
09-Travaux							
10-Réception							
11-Pour les écoles : transfert après travaux (lendemain de livraison)							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°12

Avenant 2022 (Modification) ReVE 6 : Bordeaux – Entre-deux-mers

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Dans le cadre du 3e plan vélo métropolitain, Bordeaux Métropole souhaite mettre en place un réseau cyclable à haut niveau de service (rchns) répondant à des critères élevés en matière de qualité de l'aménagement (privilégier les pistes et voies vertes, d'une largeur d'au moins 2 mètres par sens de circulation, établir la priorité aux intersections…), de continuité (réalisation d'un itinéraire de bout en bout) et de signalisation (création d'une identité visuelle propre, déclinée en signalisation verticale et horizontale).

14 Itinéraires sont ainsi imaginés.

La présente fiche propose d'étudier l'itinéraire 6 dans le cadre du présent Codev, allant de Bordeaux à Artigues-près-Bordeaux en passant par les communes de Cenon et Floirac (en passant par les boulevards entre-deux-mers et Joliot Curie).

Les tracés ont été élaborés avec les communes et/ou avec les pôles territoriaux et ont été validés dans le cadre du 3e plan vélo voté au conseil de novembre 2021.

Le budget global indiqué sera également affiné et réparti par itinéraire, à l'occasion d'études ultérieures.

Le financement provient d'une enveloppe dédiée votée dans le cadre du Plan vélo qui financera les études et la partie vélo des investissements, quel que soit le portage opérationnel (pôle territorial ou direction générale mobilités). Dans le cas d'opérations plus larges que la seule réalisation d'un aménagement cyclable, les crédits du Plan vélo ne financeront que les montants correspondants à la réalisation de ce dernier ; le reste devra être financé par les crédits du Codev (/pôles territoriaux) et/ou du FIC.

Avenant 2022 : Modification du titre de la fiche

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Réaliser l'étude de faisabilité
-->Réaliser l'étude pré opérationnelle
-->Établir le programme
-->Réaliser l'étude préliminaire
-->Réaliser les études préalables
-->Prendre la confirmation de décision de faire

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Participer aux études

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	150 000 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	49 700 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	3 400 000,00 €
2022	4 900 000,00 €
2023	13 100 000,00 €
2024	28 300 000,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

SCHREIBER CLAIRE

Direction en charge de l'action :

BBA - DIRECTION DES TRANSPORTS - MULTIMODALITÉ

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Bordeaux Métropole

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO							
06-Consultation de maîtrise d'œuvre							
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°13 — Lutte contre les inondations - rue de Pouqueyras

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Etude de faisabilité en cours en 2021 (engagement codev 4).
Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux prévus jusqu'à fin 2022.
Les travaux de voirie à suivre seront financés sur le FIC (voie de catégorie 3).

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser l'étude
-->Réaliser le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
-->Lancer des consultations
-->Réaliser les travaux

Niveau engagement Commune :

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	1 000 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	1 000 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	50 000,00 €
2022	450 000,00 €
2023	500 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

GUY-COQUILLE JEAN

Direction en charge de l'action :

CAE - DIRECTION DE L'EAU

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires	■						
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO			■				
06-Consultation de maîtrise d'œuvre		■					
07-Consultation travaux				■	■		
08-Réalisation travaux					■	■	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°14

Avenant 2022 (Modification) OIM Rive Droite - Réalisation d'un plan-guide pour la création et la transformation des secteurs économiques - Blancherie / Feydeau

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Plan guide et programme d'espaces publics.

Un premier projet de développement commercial, porté par le groupe Intermarché, est en cours de finalisation sur la partie Nord-Est du site.
Il convient à présent d'étudier différents scénarios de développement (commercial, d'activités productives ou mixte) des secteurs économiques Virecourt / Feydeau et Blancherie afin de permettre à la commune et à la Métropole de définir conjointement un projet répondant aux attentes de chacune des collectivités.
Le scénario retenu fera l'objet de l'élaboration d'un plan-guide pour accompagner le développement des projets futurs avec l'ambition de faire évoluer le site en un site à haute qualité environnementale, porte d'entrée de la commune et de l'agglomération. En complément du travail de plan guide sur un périmètre élargi de Virecourt / avenue île de france / avenue de Branne, des études opérationnelles en vue de l'installation de projets privés (Decathlon,etc.) ou publics pourront être menées.

Avenant 2022 : correction des niveaux d'engagement Bordeaux Métropole erronés (en lien avec la mise en place d'un PUP alors qu'il s'agit du suivi d'une étude).

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Valider les études réalisées par le délégataire

Niveau engagement Commune :

-->Valider l'étude en fonction du niveau d'engagement métropolitain

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	225 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	225 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	150 000,00 €
2022	75 000,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

CHATEAU AURORE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02- Rédaction du cahier des charges							
03-Consultation et désignation de l'équipe MOE urbaine							
04-Déroulement de l'étude urbaine + études d'impact, desserte énergétique, analyse zone humide si nécessaire							
05-Concertation							
06-Validation de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°15 — Aire de grand passage

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Dans le cadre du schéma départemental des gens du voyage, les services métropolitains assurent la maitrise d'ouvrage d'une aire de grand passage sur le site de la Blancherie à Artigues.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Établir le programme
-->Réaliser l'étude préliminaire
-->Prendre la confirmation de décision de faire
-->Lever les préalables réglementaires (étude d'impact, dossier loi sur l'eau, évolutions PLU, etc)
-->Lever les préalables fonciers
-->Réaliser les études d'avant projet (AVP)
-->Réaliser le projet (phase PRO/DCE)
-->Réaliser le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
-->Lancer des consultations
-->Réaliser les travaux
-->Réceptionner les travaux

Niveau engagement Commune :

-->Participer aux études
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	2 200 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	2 200 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	200 000,00 €
2022	1 800 000,00 €
2023	200 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

THOMAS ISABELLE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune
-->Etat

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO							
06-Consultation de maîtrise d'œuvre							
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°16

RI Piscines - Piscine du LORET

Niveau enjeu de l'action : intercommunal

1- Descriptif :

Reconstruction d'une piscine intercommunale (Cenon, Artigues-près-Bordeaux et Floirac) et de ses abords intégrant la réhabilitation du bâtiment « la Chartreuse ».
Le futur équipement aquatique couvert est dédié aux activités aquatiques d'apprentissage de la natation mais aussi sportives, d'activités de santé et de détente, il sera composé des fonctions suivantes :
- Hall d'accueil avec gradins donnant sur le hall de bassin
- Un espace de restauration type snack (brut d'aménagement)
- Annexes de services et associatifs
- Annexes baigneurs
- Hall bassins comprenant trois bassins et une pataugeoire pouvant fonctionner indépendamment :
o Bassin de nage 25 x 15 m– 6 lignes de 375 m2 (profondeur 2m à 3m)
o Bassin d'activités et d'apprentissage de 120 m2
o Bassin balnéo-ludique de 120 m2
o Pataugeoire ludique de 50 m2
o Plages de circulation et de détente
- Un espace bien être comprenant sauna et hammam
- Locaux techniques
- Aménagements extérieurs : parvis, cour de service, stationnements, voirie d'accès, solarium

Dossier de demande de subvention déposé en février 2021 pour une participation métropolitain au titre du RI "Plan Piscines". Si le "RI piscines" venait à être modifié, le montant de l'aide allouée par Bordeaux Métropole à cet équipement pourrait être actualisé en cours de contrat.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Attribuer une aide fonds de concours ou subvention, conformément aux règlements métropolitains en vigueur

Niveau engagement Commune :

-->Réaliser les travaux dans son domaine de compétences (éclairage public, espaces verts..)

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	18 675 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	2 500 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	1 250 000,00 €
2022	0,00 €
2023	1 250 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

BALLESTER FABIEN

Direction en charge de l'action :

DCG - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT - MISSION RAYONNEMENT ÉQUIPEMENTS MÉTROPOLITAINS

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention							
02-Signature d'une convention							
03-Déroulement de l'action							
04-Versement de la subvention							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°17 — Création d'une salle polyvalente

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

La ville souhaite aménager une salle des fêtes à côté de la salle de basket qui serait construite par la fédération. Un terrain métropolitain serait mis à disposition sur le secteur Feydeau pour ce faire et Bordeaux Métropole accompagnerait la ville dans son montage technico-financier de l'opération. Une étude de pré-programmation et de localisation en lien avec la ligue Aquitaine de basket pourra donc se dérouler sous le présent contrat.
Ce projet devra étudier au regard du plan guide Blancherie / Feydeau. Le planning reste à définir avec la fédération de Basket, la ville et les équipes métropolitaines.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Céder ou acheter le foncier
-->Signer une convention
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Réaliser l'étude
-->Réaliser l'opération
-->Signer une convention

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

BALLESTER FABIEN

Direction en charge de l'action :

DCG - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT - MISSION RAYONNEMENT ÉQUIPEMENTS MÉTROPOLITAINS

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention							
02-Signature d'une convention							
03-Déroulement de l'action							
04-Versement de la subvention							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°18

Avenant 2022 (Modification) Halle de marché à toiture photovoltaïque

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

La parcelle section BC n°6 est propriété de Bordeaux Métropole.
La ville souhaiterait, dans le cadre de son projet de revitalisation du centre-ville, y développer un projet de halle de marché.
Bordeaux métropole déploie quant à elle une politique d'utilisation de son foncier artificialisé à des fins de production d'énergies renouvelables du type panneaux photovoltaïques qui pourraient être déployés sur ce même foncier.
Bordeaux Métropole pourrait porter la totalité de la maîtrise d'ouvrage du projet. La ville prendrait à sa charge le surplus du coût de la structure, correspondant aux exigences architecturales qui auront été définies. Les usages de cette installation pourraient ainsi être mutualisés.
L'examen du montage juridique du projet fait partie des préalables dans le cadre de ce contrat.

Avenant 2022 : titre modifié en "Halle de marché à toiture photovoltaïque"

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Réaliser l'étude de faisabilité
-->Réaliser l'étude préliminaire
-->Lever les préalables réglementaires (étude d'impact, dossier loi sur l'eau, évolutions PLU, etc)
-->Lever les préalables fonciers
-->Réaliser les études d'avant projet (AVP)
-->Réaliser le projet (phase PRO/DCE)
-->Réaliser les travaux

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude
-->Valider l'étude en fonction du niveau d'engagement métropolitain
-->Valider les suites opérationnelles de l'étude
-->Signer une convention
-->Céder ou acheter le foncier
-->Accompagner financièrement le programme
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales
-->Réaliser les travaux dans son domaine de compétences (éclairage public, espaces verts..)

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	500 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	200 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	200 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

CAMBAZARD BORIS

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Co-maîtrise d'ouvrage Métropole/Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Diagnostic – Etudes préalables							
02-Programme		■					
03-Pour les écoles : signature de la convention de rétrocession			■	■			
04-Etudes d'avant-projet			■	■			
05-Consultation et choix du maître d'œuvre							
06-Validation de l'APD et du coût des travaux				■			
07-Confirmation de décision de faire				■			
08- Consultation – Attribution des marchés de travaux				■			
09-Travaux					■	■	
10-Réception							
11-Pour les écoles : transfert après travaux (lendemain de livraison)							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°19 — Installer des panneaux solaires sur le foncier communal

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Accompagnement en ingénierie et montage juridico-financier pour le déploiement du photovoltaïque sur le patrimoine communal. Etudes de projet et montage juridico-financier proposé par Bordeaux Métropole, en phase amont sur des sites pré-identifiés par les communes.
4 phases structurent cette fiche-action : la proposition des sites par les communes ; l'avis « à dire d'expert » par Bordeaux Métropole ; études de faisabilités sous maîtrise d'ouvrage de Bordeaux Métropole avec ou sans l'assistance d'AMO ; études de faisabilité sous maîtrise d'ouvrage de Bordeaux Métropole et confié à un AMO ; réalisation des travaux.
Entre la phase 2 et la phase 3, les sites dont le potentiel est confirmé conduisent la commune et Bordeaux Métropole à s'engager pour la suite.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

Niveau engagement Commune :

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	1 000 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	1 000 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	100 000,00 €
2022	250 000,00 €
2023	450 000,00 €
2024	200 000,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

LE PELVE ENZO

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Co-maîtrise d'ouvrage Métropole/Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°20 — Orée du Bois - acquisition démolition

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Suite aux inondations, BM a acquis le bâti concerné en vue de sa démolition et de l'aménagement d'un espace naturel paysager. les travaux d'aménagement sont réalisés. Il reste encore deux maisons à acquérir et démolir.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Lever les préalables fonciers
-->Réaliser les travaux

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Participer aux négociations
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	6 400 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	450 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	250 000,00 €
2023	200 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

CUESTA MAGALIE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO							
06-Consultation de maîtrise d'œuvre							
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°21

Aménagement et mise en valeur du parc de la mairie à Artigues-près-Bordeaux

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

L'étude urbaine de redynamisation du centre-bourg menée lors du 1er semestre 2017 a mis en exergue la nécessité pour la ville de valoriser le parc de la mairie, véritable espace de respiration et dont la qualité paysagère lui confère un potentiel d'attractivité important.
4 volets d'aménagement ont été identifiés pour ce parc :
- renforcer et valoriser les paysages existants,
- aménager des cheminements et des promenades,
- aménager des espaces ludiques,
- renforcer l'accessibilité et la lisibilité du parc, sa signalétique.

Une contribution en terme d'ingénierie mais également un soutien financier de Bordeaux Métropole sera apporté via le Règlement d'Intervention (RI) Nature actuel et futur. Cette participation sera destinée aux études travaux, à la valorisation ainsi qu'à l'animation du parc, permettant ainsi la mise en réseau avec les autres espaces de nature s'inscrivant à plus grande échelle à l'armature paysagère de la rive droite.
Sous le présent contrat, les préalables aux travaux pourraient être levés et une première tranche de travaux réalisée. Bordeaux Métropole apporterait son concours sous forme d'accompagnement technique en lien avec l'AMO en ce qui concerne la levée des préalables puis sous forme de fonds de concours en ce qui concerne les travaux.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Signer une convention
-->Attribuer une aide fonds de concours ou subvention, conformément aux règlements métropolitains en vigueur

Niveau engagement Commune :

-->Signer une convention
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	360 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	180 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	60 000,00 €
2022	60 000,00 €
2023	60 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

LEYMARIE MATHILDE

Direction en charge de l'action :

DBA - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - NATURE

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention							
02-Signature d'une convention							
03-Déroulement de l'action							
04-Versement de la subvention							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°22 — Plan 1 million d'arbres

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Bordeaux Métropole a initié un programme de plantation d'1 million d'arbres dans le cadre son engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique, contre la perte de biodiversité, les pollutions et les nuisances et pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants. Cet engagement se traduira par une densification de la présence des arbres dans les projets sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine et par un soutien aux projets de plantation d'initiative communale, à travers un règlement d'intervention.
Ce règlement d'intervention subventionnera 3 types d'actions :
- les frais d'acquisition et de plantation au travers d'un forfait à l'arbre, (seuil minimum de 100 ou 500 plantations d'arbres à respecter en fonction des projets)
- les distributions d'arbres par les villes
- les études

Ce règlement d'intervention sera cumulable avec le RI Nature.
Une centrale d'achats dédiée sera créée et ouverte à toutes les communes.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Attribuer une aide fonds de concours ou subvention, conformément aux règlements métropolitains en vigueur

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Réaliser l'opération

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	34 550 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	7 500 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	1 800 000,00 €
2022	2 800 000,00 €
2023	2 900 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DELALOY CATHERINE

Direction en charge de l'action :

DBA - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - NATURE

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention							
02-Signature d'une convention							
03-Déroulement de l'action							
04-Versement de la subvention							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°23

OIM rive Droite - ZIRI : Poursuivre et développer la mise en œuvre de la démarche sur les zones d'activités Descartes et Mirail

Niveau enjeu de l'action : intercommunal

1- Descriptif :

La démarche ZIRI a été déployée de façon expérimentale sur la commune d'Artigues-Près-Bordeaux et inscrit dans le précédent contrat de codéveloppement 4. L'objectif vise à accompagner la commune dans l'animation et la dynamisation de les zones d'activités économiques Descartes et Mirail, notamment dans cadre de la mise en oeuvre de la démarche Zone d'Intégration des Réseaux Intelligents (ZIRI) coanimée avec Bordeaux Technowest. Dans le cadre de cette nouvelle programmation, il est prévu de développer le nombre d'entreprises adhérentes à la démarche et de proposer de nouvelles synergies aux acteurs de la démarche.
Il est attendu de la MAE du PTRD de :
- Participer aux réunions techniques et de pilotage de la démarche,
- Co-animer des ateliers avec des entreprises pour leur permettre d'identifier des synergies au sein des ZA Artigaises,
- Développer le label ZIRI sur la RD en lien avec la démarche OIM.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DECOCK BENJAMIN

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Co-maîtrise d'ouvrage Métropole/Commune

Autre(s) acteur(s) :

-->Autres

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°24 — Plan de Mobilité Inter-Entreprises OIM Rive Droite

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Lancement, réalisation de l'étude et appui à la mise en place du plan d'action du PMIE (Plan de Mobilité Inter Entreprises). En phase de diagnostic: entretiens avec les référents d'entreprises, enquêtes mobilité auprès de leurs salariés et cartographie de leurs lieux de résidence. Rapport d'analyse et travail collaboratif avec les entreprises pour l'élaboration d'un plan d'action co-construit pour favoriser les modes de transport alternatifs. Pour la mise en oeuvre de cette action, le pré-requis est la mobilisation des entreprises et leur intérêt pour apporter des solutions de mobilité alternatives à leurs salariés. L'aide des communes est souhaitée pour contribuer à cette mobiisation en amont de la réalisation de l'étude.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser l'étude

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	30 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	30 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	20 000,00 €
2023	10 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

AUMONT EMILIE

Direction en charge de l'action :

BBA - DIRECTION DES TRANSPORTS - MULTIMODALITÉ

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Association
-->Autres
-->Commune
-->Grand Projet de Ville

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme	■						
02-Consultation		■	■				
03-Préalables			■	■			
04-Réalisation et restitution de l'étude				■	■	■	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°25

Avenant 2022 (Modification) : Plan Marche : accompagnement des communes dans les actions de désencombrement et de mise en accessibilité des trottoirs; et d'apaisement des quartiers d'école

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Bordeaux Métropole a approuvé son 1er plan marche le 25 novembre 2021. Ce dernier vise à atteindre une part modale de 32% pour la marche en 2030, et surtout d'améliorer les conditions de marche dans toute la métropole pour augmenter la pratique et pour un meilleur cadre de vie.

Le plan marche prévoit 19 actions réparties en 5 axes parmi lesquelles les 4 actions suivantes :
1.1 - Poursuivre l'apaisement des quartiers par la mise en œuvre de zones marchables
1.2 - Désencombrer les trottoirs ciblés comme priorités piétonnes
2.1 - Expérimenter la fermeture de rues d'écoles
2.2 - Favoriser l'écomobilité scolaire

Pour accompagner ces 4 actions, un fonds de 30M€ en investissements a été voté avec le Budget Principal 2022, lors du Conseil de métropole de janvier 2022 :
1M€ en 2022
5M€ en 2023
7M€ en 2024
7M€ en 2025
7M€ en 2026
3M€ en 2027

19M€ de ce fonds seront consacrés à l'aide aux communes pour l'enfouissement des réseaux d'éclairage public et telecom, à la suppression de potelets ou autres équipements reconnus gênants pour la marche et à la mise en accessibilité des trottoirs pour les personnes à mobilité réduite (application des Plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics, PAVE). Une délibération a été votée par le Conseil de Métropole le 8 juillet 2022 pour définir les modalités d'usage de ces 19M€.

11M€ de ce fonds seront ensuite consacrés pour le soutien des actions en faveur de l'écomobilité scolaire, en particulier l'apaisement des quartiers d'école et la fermeture totale ou partielle des rues d'école. Une délibération sera présentée au Conseil de Métropole en fin d'année 2022 ou début d'année 2023 pour définir les modalités d'usage de ces 11 M€.

Avenant 2022 : La fiche a été élargie à l'ensemble des actions du Plan marche qui bénéficieront du fonds de 30M € votée en début d'année 2022. Le titre, le descriptif et les financements ont ainsi été mis à jour.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Accompagner financièrement le programme
-->Attribuer une aide fonds de concours ou subvention, conformément aux règlements métropolitains en vigueur

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales
-->Formaliser la demande de financement

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	6 000 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	6 000 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	1 000 000,00 €
2023	5 000 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

COIGNAC FLORENT

Direction en charge de l'action :

BBA - DIRECTION DES TRANSPORTS - MULTIMODALITÉ

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

Autre(s) acteur(s) :

-->A'Urba Agence d'Urbanisme
-->Bordeaux Métropole
-->Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention							
02-Signature d'une convention							
03-Déroulement de l'action							
04-Versement de la subvention							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°26

Amélioration de la vitesse commerciale des transports en commun

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Amélioration de la vitesse commerciale des transports en commun.
Opérations d'amélioration dont le programme n'est pas encore défini et reste ouvert.
Dans le cas où la ville et/ou l'exploitant identifie(nt) des problèmes de retenues de files bloquant le bus, il est souhaitable de faire remonter les difficultés afin de compléter le programme.
* Les enveloppes prévisionnelles ne sont pas connues.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser les études d'avant projet (AVP)

Niveau engagement Commune :

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	62 600 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	49 700 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	4 200 000,00 €
2022	2 400 000,00 €
2023	18 950 000,00 €
2024	24 150 000,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

MORA MIKAEL

Direction en charge de l'action :

BEC - DIRECTION DES DÉPLACEMENTS - TRAMWAY/SDODM/GRANDES INFRASTRUCTURES

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02-Etudes préliminaires							
03-Levée des préalables réglementaires (dossier Loi sur l'eau, zone humide, etc.)							
04-Levée des préalables fonciers							
05-Phases AVP/PRO							
06-Consultation de maîtrise d'œuvre							
07-Consultation travaux							
08-Réalisation travaux							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°27

Stationnements vélo, pompes et stations de réparation

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement de l'usage du vélo, Bordeaux Métropole propose de déployer des offres de stationnements vélo de 2 types :

- des véloboxs : modules de stationnement sécurisé de 5 places de la taille d'une automobile et prenant la place d'une place de stationnement. 5 riverains (habitant à moins de 150m) de chaque vélobox peuvent ainsi être abonné à une place qui leur est dédiée. Cette solution s'adresse en priorité aux quartiers résidentiels denses où les habitants n'ont pas de garage ou d'autres solution pour stationner leur vélo chez eux.

- des abris-vélos : parcs collectifs modulables et sécurisés de 20 à 100 places pouvant être installé sur une place ou un parking public. Cette solution s'adresse davantage aux secteurs périurbains, d'emploi notamment.

Bordeaux Métropole propose également le déploiement de pompes à vélo et de stations de réparations qui peuvent être installées dans l'espace public, à la disposition des cyclistes.

En fonction du budget voté chaque année, une commune souhaitant retenir cette action pourrait bénéficier dans le courant du présent contrat de co-développement d'environ 5 véloboxs OU 1 abri OU 10 pompes/stations de réparation.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser la prestation
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Participer à la démarche/au dispositif

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	600 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	600 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	200 000,00 €
2023	200 000,00 €
2024	200 000,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

HALLARD KEVYN

Direction en charge de l'action :

BBA - DIRECTION DES TRANSPORTS - MULTIMODALITÉ

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02-Consultation							
03-Préalables							
04-Réalisation et restitution de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°28

Accompagnement à la valorisation des certificats d'économies d'énergie

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Les Certificats d'Economie d'Energie (CEE) représentent aujourd'hui le principal moyen de financement des actions de maîtrise de l'énergie, pouvant représenter jusqu'à 15% du coût des travaux initiés (notamment pour de l'isolation des bâtiments). De nombreux travaux sont éligibles et portent principalement sur l'éclairage public et la rénovation énergétique des bâtiments. Mode de financement pouvant s'évérer complexe à mettre en œuvre et à suivre, Bordeaux Métropole propose d'accompagner l'ensemble des communes dans la valorisation des CEE :
- Pour les communes n'ayant pas mutualisé leur parc de bâtiments : accompagnement dans l'étude simplifiée de leur gisement de CEE valorisables sur la base des programmes de travaux prévisionnels ;
- Pour l'ensemble des communes : assistance technique et administrative au montage et au dépôt des dossiers (1er niveau de conseil)
Les communes qui signeront cette fiche-action seront associées au groupe de travail CEE Métropole, piloté par Bordeaux Métropole qui se réunira une fois par trimestre ;

Niveau d'engagement BM souhaité :
- Etude simplifiée du gisement de CEE sur la base des programmes de travaux prévisionnels détaillés ;
- Conseils techniques sur la valorisation des CEE ;
- Assistance technique et administrative au montage et au dépôt de dossiers (90 000 euros pour 3 ans ; fonction du nombre de communes adhérant au dispositif) ;
- Mise à disposition d'un outil mutualisé pour faciliter le dépôt ;
- Proposer des options collectives de valorisation des CEE
- Animation du groupe de travail CEE Métropole et veille juridique ;

Niveau d'engagement commune souhaité
- Identifier l'interlocuteur privilégié à associer au sein de la mairie (référent opérationnel/administratif) ;
- Donner l'accès aux programmes de travaux prévisionnels détaillés pour réaliser l'étude simplifiée de gisement ;
- Constituer les dossiers de dépôt de CEE et transmettre les éléments pour avis via l'outil mutualisé ;
- Etudier les options de valorisation des CEE proposées par la Métropole (Délégataire, regroupement).
- Participer au groupe de travail CEE Métropole

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	21 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	21 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	7 000,00 €
2022	7 000,00 €
2023	7 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

ZZZ_EL MOUSTAQIB ASMA

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°29

Audit énergétique du patrimoine bâti communal

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Dans le cadre de son Plan d'action air énergie territorial, Bordeaux Métropole vie à accélérer la transition énergétique pour faire du territoire une des premières métropoles à énergie positive en 2050. L'atteinte de cet objectif passe par la mise en œuvre d'actions coordonnées de l'ensemble des acteurs du territoire visant à développer les énergies renouvelables et à réduire les consommations d'énergie. Le patrimoine bâti public (communal et métropolitain) est une cible majeure.

Bordeaux Métropole propose la mise à disposition d'un conseiller technique expert de l'énergie des bâtiments pour accompagner les communes vers une politique énergétique maîtrisée de leur patrimoine bâti selon 2 approches adaptées à leurs besoins :
- Niveau 1 : la commune ne dispose pas de compétences techniques sur le sujet de l'énergie, le conseiller l'accompagne sur le bilan global de son patrimoine et définit des pistes d'optimisation énergétique.
- Niveau 2 : la commune dispose de compétences techniques sur le sujet de l'énergie, le conseiller l'accompagne sur un pré-diagnostic portant sur 3 bâtiments à enjeux de performance.

Cette mise à disposition d'un conseiller permet à la commune d'accéder automatiquement au club tertiaire porté par la Métropole, club d'échanges de bonnes pratiques entre acteurs privés et publics du territoire qui vise à fédérer autour de l'ambition de métropole à énergie positive. La commune devient alors signataire de la charte Energie-Climat métropolitaine pour marquer son engagement dans la réduction des consommations énergétiques.

Cette fiche s'adresse aux communes n'ayant pas mutualisé avec BM la gestion de leur parc de bâtiments.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser l'étude
-->Signer une convention

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	300 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	300 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	100 000,00 €
2022	100 000,00 €
2023	100 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

FOULON JEAN-SEBASTIEN

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°30

Définition et territorialisation précise des îlots de fraîcheur à l'échelle métropolitaine

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

L'étude de l'A'Urba, intitulée « Adapter les tissus urbains de la métropole bordelaise au changement climatique », a permis d'analyser le phénomène d'ilot de chaleur urbain (ICU), en qualifiant le risque pour 21 catégories de tissus urbains représentatifs de la Métropole. Toutefois, la qualification des ilots de fraîcheur urbains (IFU) reste pour l'heure relativement floue sur le territoire métropolitain.
Cette action vise donc à donner une définition précise – du point de vue de Bordeaux Métropole – à la notion d'IFU, puis à les cartographier précisément, avec deux objectifs :
• Evaluer le degré d'atteinte de l'objectif relatif à l'accessibilité des IFU.
• Evaluer la pertinence des outils existants (PLU et « guide de conception des espaces publics métropolitains » notamment) quant à la prise en compte des ICU / IFU et les faire évoluer le cas échéant.
En d'autres termes, il s'agit de conduire une étude complémentaire permettant de caractériser la notion d'IFU pour le territoire métropolitain, d'établir sur cette base une définition plus précise des ICU / IFU, puis de les cartographier. Compte tenu de l'expertise développée en la matière par l'A'Urba, cette dernière accompagnera Bordeaux Métropole dans la réalisation de cette action.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Réaliser l'étude
-->Valider l'étude

Niveau engagement Commune :

-->Participer aux études

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	10 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	10 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	6 000,00 €
2022	4 000,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

GREGORY SARAH

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->A'Urba Agence d'Urbanisme

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02-Consultation							
03-Préalables							
04-Réalisation et restitution de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°31

Les arts de la rue - manifestation culturelle

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Fiche transmise pas la Ville au Service instructeur le 12/05.

1- L'objectif du Projet culturel
Un des objectifs du projet culturel de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux est de favoriser l'accès à la culture, en privilégiant l'itinérance et les actions hors les murs, avec un axe de valorisation du patrimoine naturel et architectural et des propositions culturelles dans l'espace public.

2- La proposition artistique
« Les Arts de la rue «, art qui se définit par sa pluri disciplinarité et par le lieu où il est proposé, hors les murs, hors des équipements culturels. Cette spécificité permet une proposition artistique riche et diversifiée. Un art accessible, mettant en valeur le lien de la relation avec le spectateur : la culture à la rencontre de la population, favorisant l'accès à des publics éloignés des pratiques culturelles.

3- Une fréquence annuelle :
Cette proposition culturelle permet de mettre en lumière chaque année, une discipline artistique : des arts du cirque, à la danse, au ballet aérien, en valorisant les espaces (espace public, patrimoine bâti, espaces verts,)

La proposition artistique 2022 :
- Période : Octobre 2022
- Le projet : « Angles de vies - Angles de vues » : thème qui permet d'aborder les blocages face à « l'autre », « l'étranger », « handicap visible et non visible », celui qui est différent, mais aussi des blocages émotionnels qui empêchent de nous réaliser, de franchir « des portes », …
Les Arts du Cirque seront la discipline artistique choisie pour cette édition 2022.

- Site privilégié : Parcs ou place publique (reste à définir)

Le Budget : 8 500€ TTC

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Signer une convention
-->Accompagner financièrement le programme
-->Attribuer une aide fonds de concours ou subvention, conformément aux règlements métropolitains en vigueur

Niveau engagement Commune :

-->Signer une convention
-->Accompagner financièrement le programme
-->Prendre en charge des dépenses et/ou équipements relevant de compétences communales

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	4 250,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	2 125,00 €
2023	2 125,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

PASCAUD CLOTILDE

Direction en charge de l'action :

DCG - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT - MISSION RAYONNEMENT ÉQUIPEMENTS MÉTROPOLITAINS

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

Autre(s) acteur(s) :

-->Association
-->Bordeaux Métropole
-->Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention		■					
02-Signature d'une convention			■		■		
03-Déroulement de l'action				■		■	
04-Versement de la subvention			■	■	■	■	

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°32

Avenant 2022 (Modification) : OIM Rive Droite - Projet de redéploiement des conciergeries solidaires sur la Rive droite

Niveau enjeu de l'action : intercommunal

1- Descriptif :

La Conciergerie Solidaire propose aux entreprises et à leurs collaborateurs ainsi qu'aux habitants des quartiers, un service de conciergerie de proximité. Entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire; la conciergerie solidaire favorise également l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi. Ainsi, son activité de Conciergerie sert de support à l'insertion et à l'action sociale. Ce modèle d'activité et d'animation proposée par la CS intervient également dans le cadre du renouvellement du centre-bourg de Saint-Vincent-de-Paul, ainsi que dans l'animation du projet de résidence intergénérationnelle souhaitée par la commune. La MAE accompagne en ingénierie cette action de déploiement du modèle de la CS sur les communes de la RD (5 communes en expérimentation).

Avenant 2022 : mise à jour des crédits (10 000€ par commune sur la durée du contrat).

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Réaliser l'étude de faisabilité
-->Établir le programme
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Mener la concertation

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	40 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	40 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	15 000,00 €
2022	25 000,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DUBOIS HELENE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Association
-->Bordeaux Métropole
-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°33

Définition d'un protocole propre à la métropole en cas de pic de pollution de l'air

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

En complémentarité avec les actions menées dans le cadre du Contrat local de santé métropolitain, Bordeaux Métropole a inscrit dans sa stratégie d'adaptation au changement climatique une action visant à définir un dispositif de gestion de crise qui lui est propre, en cas de pic de pollution, en coordination avec la Préfecture, les communes et les acteurs économiques. En effet, les premières investigations dans ce domaine ont montré qu'il n'y a aujourd'hui pas de protocole homogène défini pour toutes les communes de la Métropole et que la diffusion de l'information aux citoyens est bien souvent lacunaire.
Le dispositif pourra en outre aboutir à la définition d'actions opérationnelles visant à réduire les émissions de pollution lors de ces pics, ou l'exposition des personnes fragiles. Elles porteront en particulier sur la mobilité et le stationnement, la gestion des Etablissements Recevant du Public (ERP), la communication de crise.
La Métropole pourra dans ce cadre encourager ses partenaires – en particulier les communes et les entreprises – à prévoir leurs propres protocoles (dans le cadre des Plan de Déplacement des Entreprises par exemple).

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Mener la concertation
-->Réaliser la prestation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

GALY PASCALINE

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune
-->Etat

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02-Consultation							
03-Préalables							
04-Réalisation et restitution de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°34

Avenant 2022 (Modification) : Plan stratégique Déchets 2026 – promotion des écogestes en faveur de la réduction des déchets

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

L'enjeu désormais est de réduire la production des déchets (prévention) tout en maintenant la nécessaire qualité de service pour l'usager. Les objectifs réglementaires de réduction des tonnages et de valorisation matière sont ambitieux : - 10 % de Déchets Ménagers et Assimilés en kg/habitant/an à l'horizon 2020, - 15 % à l'horizon 2030 et 65 % de valorisation matière à l'horizon 2025. Le plan stratégique Déchets a défini plusieurs axes, déclinés en actions. La commune facilite et relaye la mise en place de ces axes et actions et notamment :

- axe 2 - Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité en faveur de la prévention déchet

-axe 3 - Mettre en place et renforcer les actions favorisant la consommation éco-responsable

axe 4 - Lutter contre le gaspillage alimentaire

axe 5 - Réduire et valoriser in situ les végétaux (cf. FA avenant 2022 dédiée)

Avenant 2022 : modification du descriptif, conformément au plan Déchets voté en mars 2022.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser la prestation

Niveau engagement Commune :

-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

COUSIN BORIS

Direction en charge de l'action :

CAG - DIRECTION DE LA PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS

Maîtrise d'ouvrage :

Co-maîtrise d'ouvrage Métropole/Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°35 — Plan stratégique Déchets 2026 – densification des points d'apport du verre

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Les performances de tri du verre sur la métropole sont inférieures à la moyenne nationale. C'est pourquoi Bordeaux Métropole a entrepris un projet de densification des points d'apports du verre avec l'objectif d'une colonne pour 500 habitants. L'enjeu est de proposer un maillage efficace pour la collecte du verre et ainsi d'améliorer le recyclage. Les implantations des mobiliers d'apports volontaires seront à déterminer en concertation avec la commune.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser la prestation
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	1 500,00 €
Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

MAYAUD DENIS

Direction en charge de l'action :

CAG - DIRECTION DE LA PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°36

Avenant 2022 (Suppression) : Plan stratégique Déchets 2026 – promotion du compostage collectif en habitat dense

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Accompagner les habitants pour leur proposer des solutions de tri à la source de biodéchets (déchets de cuisine, végétaux) permet de répondre aux nouveaux objectifs réglementaires liés à la loi de transition énergétique (2015) et la loi AGEC (2020). Ils imposent la généralisation du tri à la source des biodéchets d'ici 2023 pour tous les producteurs de biodéchets en France.
Le compostage collectif est une solution particulièrement adaptée à l'habitat dense, avec des implantations possibles dans le domaine public et en foncier privé. Bordeaux Métropole est mobilisée sur cette mission avec 172 sites de compostage collectifs accompagnés fin 2019.
La commune s'engage dans les actions suivantes à :
- Identifier des espaces publics à proximité d'habitations permettant l'installation de sites de compostage collectif
- Donner les Autorisations d'Occupation Temporaire nécessaires à l'installation de nouveaux sites sur le domaine public
- Intégrer – lorsque c'est possible – des composteurs collectifs dans les projets d'aménagement à proximité d'habitations et dans les jardins partagés
- Faire la promotion du compostage collectif dans sa communication auprès des habitants, des associations, entreprises, bailleurs et syndics de copropriété, centres sociaux et d'animation
- Favoriser la mise en contact entre les bailleurs et syndics gestionnaires de logements dans votre commune et Bordeaux Métropole
- Faciliter la fourniture de broyat de branchage sur les sites de compostage collectif existant avec votre service espace vert – lorsque c'est possible.

Bordeaux métropole s'engage à mettre à disposition :
- Une boite à outils de communication (affiches / bannières web, etc…)
- Un cahier des charges (en précisant conditions minimales et optimales) pour l'installation d'un site de compostage collectif dans l'espace public
- Une équipe dédiée à la mobilisation des habitants sur un site de compostage collectif potentiel (en porte à porte, appels téléphoniques, boitage, affichage)
- Une équipe dédiée à l'accompagnement des habitants pendant 1 an une fois le site installé
- Une assistance téléphonique pour toutes les questions techniques liées à l'installation d'un site de compostage
- Une équipe technique dédiée à l'installation d'équipement de tri à la source de biodéchets dans vos établissements et sur les sites identifiés

Avenant 2022 : Fiche action substituée - création de nouvelles FA intégrant les actions votées dans le cadre du Plan stratégique Déchets.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser la prestation

Niveau engagement Commune :

-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

COUSIN BORIS

Direction en charge de l'action :

CAG - DIRECTION DE LA PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS

Maîtrise d'ouvrage :

Co-maîtrise d'ouvrage Métropole/Commune

Autre(s) acteur(s) :

-->Association
-->Autres
-->Bordeaux Métropole
-->Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°37 — Acquisitions foncières pour le compte des communes

Niveau enjeu de l'action : communal

1- Descriptif :

Bordeaux Métropole s'engage à acquérir le bien et à le rétrocéder à la commune conformément aux conditions de la délibération du conseil du 29 septembre 2017 relative au portage foncier pour le compte des communes. La commune sera régulièrement consultée sur l'évolution du projet ayant nécessité une maîtrise foncière.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Céder ou acheter le foncier

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

CINQUALBRES SYLVIE

Direction en charge de l'action :

DBB - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - FONCIER

Maîtrise d'ouvrage :

Commune

Autre(s) acteur(s) :

-->Bordeaux Métropole

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°38

Stratégie foncière : co-construction, co-animation, co-mise en œuvre

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

L'objectif de cette action est d'organiser et mettre en œuvre de façon partenariale la stratégie foncière dans les territoires communaux, en accord avec les objectifs métropolitains et communaux en matière d'aménagement économique, urbanisme et habitat, nature. Elle doit permettre de déterminer les bons leviers de gestion, d'accompagnement des mutations, ou de maîtrise du foncier.
Ce partenariat et ce co-pilotage de la stratégie foncière s'appuiera notamment sur les données stratégiques et outils d'expertise mis à disposition par la Métropole : fiches de lots, simulations et faisabilités foncières, estimation de valeur foncière, analyse des marchés fonciers et immobiliers, base de données des fonciers stratégiques, etc.
Bordeaux Métropole (direction du foncier - service prospective et stratégie) assurera l'animation et la production des données et documents nécessaires aux échanges et réunions de travail. La commune participe à cette démarche et désigne élu(s) et technicien(s) référents.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Assurer une veille foncière
-->Faire de la réserve foncière
-->Céder ou acheter le foncier
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

FERRER GREGOIRE

Direction en charge de l'action :

DBB - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - FONCIER

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°39 — Expertise bruit

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

La métropole se propose d'accompagner les communes sur le volet nuisances sonores de leurs projets d'aménagement ou de construction dans un objectif d'exemplarité. Il ne s'agit pas de financer des études acoustiques réglementaires mais de proposer un appui pour prendre en compte de manière préventive la gêne occasionnée par les infrastructures de transport dont le projet serait riverain. cette expertise s'applique préférentiellement dans les secteurs identifiés comme "zones de conflit potentiel" dans les cartes communales des zones à enjeu de bruit annexées au plan de prévention du bruit dans l'environnement métropolitain. l'expertise acoustique peut prendre plusieurs formes selon les besoins exprimés : études acoustiques avec recommandations, aide à l'écriture, à l'analyse du volet bruit des marchés publics, concertations riverains par exemple. Cette expertise est particulièrement préconisée dans le cadre de projets de renouvellement urbain, Les secteurs "politique de la ville" étant identifiés comme prioritaires dans le plan de prévention du bruit métropolitain.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Réaliser l'étude
-->Participer à l'étude
-->Valider les études réalisées par le délégataire
-->Réaliser la prestation
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude
-->Participer aux études

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DOURNEAU HELENE

Direction en charge de l'action :

DBA - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT - NATURE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02-Consultation							
03-Préalables							
04-Réalisation et restitution de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°40

Mobilisation écocitoyenne en faveur des transitions

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Fiche-action regroupant les dispositifs de mobilisation écocitoyenne sur le territoire, pour les scolaires et les citoyens :
- Juniors du développement durable (JDD) : dispositif à destination des écoles du territoire, par le financement d'interventions en classe ou hors les murs sur l'éducation au développement durable
- Ma Rénov : accompagnement des habitants dans leur projet de rénovation énergétique de leur logement et mise en place de « permanences conseillers rénovation Ma Rénov » (conseil de proximité technique et financier)
- SUPER-DEFIS (ex défi familles à énergie positive) : engagement écocitoyen dans la mise en œuvre d'éco-gestes en matières de d'eau, énergie, déchets, alimentation et déplacements. Ces défis se succèdent dans l'année. Des temps-forts, rencontres et animation leur permettent de suivre leurs progrès.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	940 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	940 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	470 000,00 €
2023	470 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DRION MAITÉ

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°41

Réseaux d'échange des acteurs de la transition énergétique et écologique

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Cette fiche regroupe 5 réseaux d'échanges pilotés par la Direction énergie, écologie et développement durable sur les enjeux de transition énergétique et écologique :
- Le « Club développement durable des communes », dédié aux chargés de mission DD dans les communes
- « Territoires en transitions », dédié aux élus délégués aux enjeux de développement durable dans les 28 communes
- Le « Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable », un espace multi-acteur dédié à l'alimentation durable
- Le « Réseau des élus à la santé », comme son nom l'indique, destiné aux élus à la santé des communes
- Et enfin le « Réseau des lieux ressources du développement durable », visant le partage d'expérience sur la mobilisation écocitoyenne et éventuellement sur la mutualisation des moyens de ces structures

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Établir le programme
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

DRION MAITÉ

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin							
02-Réalisation de la prestation							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°42

Avenant 2022 (Création) : OIM Arc Rive Droite - Acquisition du site TDF à vocation économique pour l'ESS et l'artisanat

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Dans le cadre de l'étude en cours inscrite au CODEV5 visant la réalisation d'un plan-guide pour la création et la transformation des secteurs économiques Blancherie et Feydeau, une attention particulière est portée sur les locaux de l'antenne de radiophonie TDF située place Pierre Curie. L'étude a ainsi mis en avant l'opportunité que BM se porte acquéreur du site afin d'y développer un projet à visée économique en faveur d'activités de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et artisanales.
Cette acquisition est planifiée pour début 2023. Pour ce faire, elle nécessite :
- d'une part, la réalisation d'une étude d'assistance à maitrise d'ouvrage afin de définir les usages futurs du site, dont le démarrage est prévu en septembre 2022. Sa durée est de 6 mois.
- d'autre part, le site ayant subi de sérieuses dégradations après avoir été occupé illégalement, il conviendra également de prévoir des études techniques pour programmer sa réhabilitation en 2023.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Réaliser l'étude de faisabilité
-->Lever les préalables fonciers
-->Réaliser l'étude
-->Participer à l'étude
-->Valider l'étude
-->Céder ou acheter le foncier
-->Réaliser la prestation
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Préciser et clarifier la commande et les orientations de la commune
-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude
-->Participer aux études
-->Valider le programme
-->Valider l'étude en fonction du niveau d'engagement métropolitain

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	1 600 000,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	1 600 000,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	600 000,00 €
2023	1 000 000,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

CHATEAU AURORE

Direction en charge de l'action :

HCB - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT PÔLE RIVE DROITE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Association
-->Autres
-->Commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Programme							
02- Rédaction du cahier des charges							
03-Consultation et désignation de l'équipe MOE urbaine							
04-Déroulement de l'étude urbaine + études d'impact, desserte énergétique, analyse zone humide si nécessaire							
05-Concertation							
06-Validation de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°43

Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Moderniser les centres de recyclage existants et construire des centres de ressources et de réemploi

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Le plan stratégique Déchets a été adopté par le conseil métropolitain le 25 mars 2022 (n°2022-145) dont l'objectif majeur est celui de la réduction des quantités de déchets. Une évolution des services apportés aux habitants visent l'évolution des centres de recyclage : le réemploi est une des pierres angulaires de la réduction des déchets : le déchet de l'un peut devenir la ressource d'un autre.
L'action 32 du plan - moderniser les centres de recyclage existants pour diversifier les flux accueillis et construire des centres de ressources et de réemploi :
- travaux d'aménagement de 7 sites de centres de recyclage pour les faire évoluer et mettre en place du réemploi;
- travaux de construction de 5 sites nouvelle génération de centre de recyclage appelés centres de ressources pour faire du réemploi la porte d'entrée de l'usager et orienter les usagers vers la valorisation en leur proposant un maximum de filières (site de 8 000 à 12 000m²) ;
- création de 3 centres de réemploi en milieu urbain en pied d'immeuble ou dans des parkings.

Un schéma directeur définira la planification (date et lieu) de déploiement de ces travaux et construction.

Action 31 - mettre en place 6 aires de réemploi éphémères installées temporairement à fréquence régulière au cœur de quartier et des villes pour permettre l'accroitre l'offre et faciliter l'accès aux personnes les moins mobiles.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Établir le programme

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif
-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

GODART PHILIPPE

Direction en charge de l'action :

CAG - DIRECTION DE LA PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02-Consultation							
03-Préalables							
04-Réalisation et restitution de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°44

Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Réduire et valoriser in situ les végétaux

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Bordeaux Métropole observe une quantité importante des végétaux apportés en centres de recyclage. Actuellement les végétaux représentent 116 kg produits en moyenne par habitant chaque année et représentent un des gisements de déchets les plus importants sur le territoire. Le jardinage au naturel et le broyage des végétaux sont deux solutions qui permettent d'éviter la production de végétaux : c'est l'objet de l'action 22 du plan stratégique Déchets 2026.
Bordeaux métropole s'engage à promouvoir, former les habitants au jardinage naturel et promouvoir la pratique et des opérations de broyage permettant la valorisation de cette matière végétale par les habitants et sur leurs parcelles.
La commune s'engage à relayer et faciliter cette pratique auprès de ses habitants et à veiller à la mise en cohérence des actions proposées par elle aux habitants sur le traitement des végétaux.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Réaliser la prestation

Niveau engagement Commune :

-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

COCULET GAELLE

Direction en charge de l'action :

CAG - DIRECTION DE LA PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02-Consultation							
03-Préalables							
04-Réalisation et restitution de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°45

Avenant 2022 (Création) : Plan stratégique Déchets - Déployer la gestion de proximité des déchets de cuisine

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Le plan stratégique Déchets a acté le déploiement de la gestion de proximité des déchets de cuisine qui, selon la règlementation, doivent être valorisés et sortir de la poubelle des ordures ménagères résiduelles : le principe arrêté consiste, en cohérence avec les politiques métropolitaines, au déploiement du compostage individuel ou collectif et à une solution d'apport des déchets de cuisine en points d'apport volontaire à proximité des habitations. L'un des objectifs de cette action est de promouvoir le tri à la source des déchets de cuisine en les considérant non plus comme des déchets mais comme une ressource.
Le plan stratégique Déchets a adopté 5 actions :
- Action 23 - Développer le compostage individuel avec pour objectif d'atteindre un taux de distribution de 95% de composteurs en habitat individuel en maison sur le périmètre extra-rocade;
- Action 24 -Développer le compostage partagé avec pour objectif de couvrir la totalité de l'habitat collectif extra rocade par une solution de gestion des biodéchets par compostage partagé et participer à son extension sur l ('intra rocade en fonction des opportunités;
- Action 25 - Mettre en œuvre une collecte séparée des restes de cuisine en points d'apport volontaire avec pour objectif de le déployer sur la totalité de l'intra rocade;
- Action 26 - Mettre en place une collecte séparée par une collecte innovante pour l'hyper centre de Bordeaux.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Établir le programme

Niveau engagement Commune :

-->Accompagner techniquement une démarche/une étude

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

MAYET CECILE

Direction en charge de l'action :

CAG - DIRECTION DE LA PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Définition du besoin: programme							
02-Consultation							
03-Préalables							
04-Réalisation et restitution de l'étude							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

Fiche n°46

Avenant 2022 (Création) : Plan Climat Métropolitain

Niveau enjeu de l'action : métropolitain

1- Descriptif :

Bordeaux Métropole a approuvé son Plan Climat le 30 septembre 2022. Cette nouvelle ambition fixe le cap d'une métropole neutre en carbone à l'horizon 2050. Pour atteindre cet objectif, chaque acteur du territoire doit pouvoir être mobilisé et impliqué pour co-construire un territoire résilient, inclusif, préservant les ressources naturelles et proche des citoyens.
Le plan climat comprend 3 axes, 12 objectifs déclinés en 55 actions.
Pour permettre aux communes de s'inscrire dans l'ambition métropolitaine, plusieurs outils leur sont proposés :

Certains ont été intégrés aux contrats de codev 5 : apport d'une ingénierie pour la rénovation énergétique du patrimoine communal, pour le développement du photovoltaïque, pour la sensibilisation et l'accompagnement des habitants (rénovation de l'habitat, juniors du développement durable, supers défis), pour le partage et l'échange de bonnes pratiques au travers du Club DD des communes et du Club des élus territoires en transition.

En complément, Bordeaux Métropole propose de partager un outil de comptabilité carbone, des formations à destination des élus et des agents telle que la fresque du Climat et celles à créer avec le Labo des transitions, la coopérative carbone (outil de développement de projets locaux financés par des crédits carbone), de réaliser avec le soutien de l'ALEC des bilans énergétiques, également de co-construire une bibliothèque des initiatives qui permettra de valoriser les initiatives locales à des fins de réplicabilité, d'élaborer des programmes d'animations partagés avec les associations notamment dans le cadre des Assises européennes de la transition énergétique organisées à Bordeaux en mai 2023. Ces dispositifs seront construits en 2023 avec le soutien des communes volontaires.

Un état des lieux des besoins des communes sera réalisé pour déterminer avec chacune un programme de travail qui se poursuivra au-delà du présent contrat par la signature d'un engagement partagé sur les enjeux du Plan climat.

2- Engagement Bordeaux Métropole / Commune :

Niveau engagement Métropole :

-->Initier la démarche
-->Accompagner financièrement le programme
-->Assurer une assistance technique/ ingénierie/animation

Niveau engagement Commune :

-->Participer à la démarche/au dispositif

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_104_1-DE

3 - Estimation financière :

Évaluation totale action	0,00 €

Estimation des dépenses de Bordeaux Métropole sur la durée du contrat	0,00 €

Répartition annuelle de la dépense	
2021	0,00 €
2022	0,00 €
2023	0,00 €
2024	0,00 €

Recettes attendues	0,00 €

4 - Acteurs :

Référent :

CUESTA MAGALIE

Chef de projet :

MEJRI VIRGINIE

Direction en charge de l'action :

CAD - DIRECTION DE L'ÉNERGIE, DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maîtrise d'ouvrage :

Bordeaux Métropole

Autre(s) acteur(s) :

-->Bordeaux Métropole
-->Commune

5 - Calendrier prévisionnel :

Déroulement action	2021 1er semestre	2021 2nd semestre	2022 1er semestre	2022 2nd semestre	2023 1er semestre	2023 2nd semestre	2024
01-Instruction du dossier de demande de subvention							
02-Signature d'une convention							
03-Déroulement de l'action							
04-Versement de la subvention							

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 105 -

Rapport d'activité 2021
du Pôle Territorial Rive Droite

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article L 5211-39 du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT qu'il convient de présenter au Conseil Municipal le rapport d'activité 2021 du Pôle Territorial Rive Droite ;

CONSIDERANT l'avis de la Commission Urbanisme, Développement économique, Emploi, Commerce, Artisanat entendue le 29 novembre 2022

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

PREND ACTE

De la présentation du rapport d'activité 2021 du Pôle Territorial Rive Droite et de l'échange auquel il a donné lieu.

Le Conseil Municipal a pris acte

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ 2021

Pôle territorial Rive droite

BORDEAUX MÉTROPOLE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE



C'est avec un plaisir toujours renouvelé que j'introduis la lecture du rapport d'activité du Pôle territorial Rive Droite 2021. Notre rapport annuel 2021 marque les 10 ans de son installation sur la rive droite. Sa forme a été retravaillée pour rendre sa lecture plus agréable et la valorisation de ses équipes plus marquante.

En 10 ans que de chemin parcouru ! La déconcentration de l'organisation administrative de Bordeaux Métropole en territoires est une démarche dont la pertinence est saluée par tous, élus, usagers et agents métropolitains.

L'activité 2021 s'inscrit dans le démarrage d'une nouvelle mandature et de la prise en compte de ses ambitions politiques. La programmation opérationnelle des contrats de co-développement de 5ème génération, le démarrage de projets métropolitains ambitieux « 1 million d'arbres pour la Métropole bordelaise » ou l'opération d'intérêt métropolitain Arc Rive Droite, ainsi que la mise en route de la compétence gestion des milieux aquatiques et du risque inondation illustrent la richesse et la qualité de l'ingénierie développée par les équipes du PTRD.

Ce rapport d'activité met à nouveau en valeur nos relations de travail avec divers directions ou services centraux qui nous accompagnent au quotidien, illustrant ainsi nos capacités de travail en mode projet avec la volonté de partager la transversalité de nos ingénieries. Les exemples sont nombreux. Ainsi, les équipes du Pole territorial ont pu s'appuyer aussi bien sur les savoir-faire de la Mission contractualisation de la Direction Générale des Territoires mais également du Service Conseil et accompagnement au changement – Direction Conseil et Organisation - DG des Ressources Humaines et Administration Générale

L'année 2021 aura été à nouveau marquée par un dynamisme managérial notoire avec la formalisation du projet de direction de la Direction du Développement et de l'Aménagement (DDA) du pôle ou les travaux de réorganisation de la Direction de la Gestion de l'Espaces Public (DGEP) préparatoire à la mutualisation et la régularisation des activités précédemment exercées par la ville de Cenon. Il convient également de souligner le déploiement progressif de la Mission Pilotage contribuant à la conduite du changement dans nos organisations, au pilotage de nos ressources mais également à l'animation interne de nos équipes.

Vous avez à nouveau démontré votre capacité d'adaptation et d'intelligence collective. C'est la marque de fabrique du PTRD malgré un contexte externe toujours incertain.

Je conclus en partageant un célèbre proverbe africain « seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ». J'en ai la démonstration quotidienne en travaillant à vos côtés. Merci à vous tous !

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Sommaire

Le Pôle territorial Rive Droite

1. La présentation du Pôle territorial Rive Droite p. 4
2. Le fonctionnement du Pôle territorial Rive Droite p. 6
3. La Mission pilotage p. 10
4. L'Opération d'Intérêt Métropolitain (OIM) Arc Rive Droite p. 12
5. Un pôle en lien étroit avec les Directions Centrales p. 15

Direction de la Gestion de l'Espace public

1. Présentation de la Direction de la Gestion de l'Espace Public (DGEP) p. 19
2. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021 p. 27
3. Objectifs 2022 de la DGEP p. 30

Direction Administrative et Financière

1. Présentation de la Direction Administrative et Financière (DAF) p.
2. Point d'étape sur le projet de direction p. 37
3. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021 p. 38
4. Objectifs 2022 de la DAF p. 42

Direction des Ressources Humaines

1. Présentation de la Direction des Ressources Humaines (DRH) p. 44
2. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021 p. 48
3. Objectifs 2022 de la DRH p. 51

Direction du Développement et de l'Aménagement

1. Présentation de la Direction du Développement et de l'Aménagement p. 53
2. Point d'étape sur le projet de direction p. 58
3. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021 p. 59
4. Objectifs 2022 de la DDA p. 67

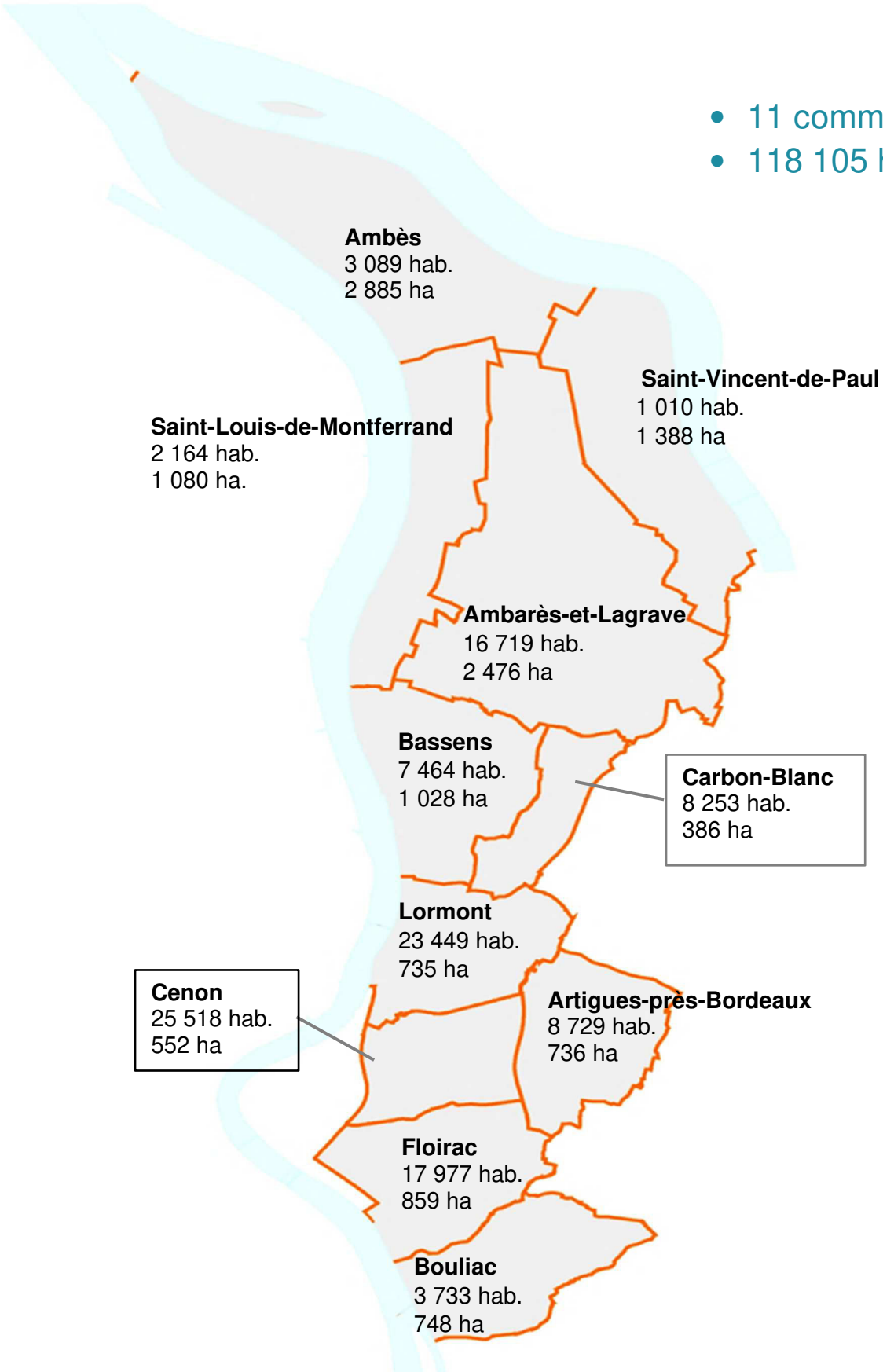
Bilan par commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le territoire du Pôle territoriale Rive Droite en 2021

Population légale au 1er janvier 2021 – Source Insee

- 11 communes
- 118 105 habitants



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

1. Présentation du Pôle territorial Rive Droite

En 2021, le PTRD a consolidé son organisation, à la suite de l'importante réorganisation de ses services en 2016 provoquée par les transferts de compétences, la territorialisation de l'action (déconcentration des activités métropolitaines) et la mutualisation.

En effet, depuis 2016, un mouvement de mutualisation dit « à la carte » a été engagé à Bordeaux Métropole. En l'occurrence, il est permis à chacune des 28 communes membres de mettre en commun tout ou partie de certaines de leurs activités avec les services métropolitains. Peuvent être mutualisées des fonctions opérationnelles (urbanisme et aménagement, voirie, espaces verts…) comme des fonctions support (finances, commande publique, affaires juridiques, ressources humaines…).

La mutualisation répond à différents enjeux, tout d'abord financiers, avec la recherche d'économies d'échelle au sein des services. Mais plus encore, l'objectif de cette dynamique est d'impulser une forme de synergie entre les compétences de chacun, à l'origine d'une plus grande expertise des services. Ainsi, les communes peuvent espérer atteindre un niveau d'efficacité qui ne serait pas atteignable en régie.

Les contours de la mutualisation sont consolidés par un contrat d'engagement, conclu entre chaque commune et la Métropole. Celui-ci a pour vocation de définir le périmètre des activités mutualisées, ainsi que les moyens humains correspondants. La Mission contractualisation de la Métropole assure le suivi de la mutualisation, notamment par le biais de la conduite de revues de contrat d'engagement annuelles.

Les compétences exercées pour le compte des communes ayant mutualisé sont exercées au sein de services communs, rattachés à la Direction Générale des Territoires (DGT). Celle-ci se divise en quatre pôles territoriaux, chacun rattaché à un territoire de la Métropole :

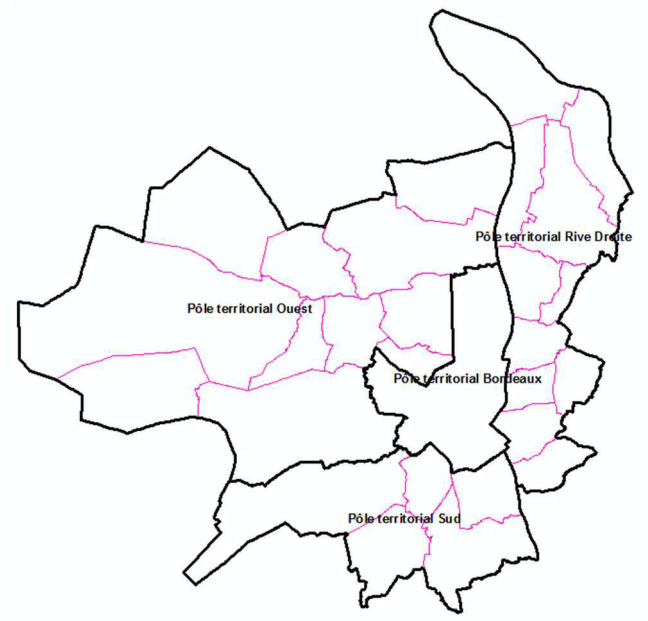
- Le **Pôle territorial de Bordeaux (PTB)**, situé à Bordeaux et exerçant pour le compte de Bordeaux.
- Le **Pôle territorial Ouest (PTO)**, situé au Haillan et exerçant pour le compte de 11 communes.
- Le **Pôle territorial Sud (PTS)**, situé à Pessac et exerçant pour le compte de 5 communes.
- Et enfin, le **Pôle territorial Rive Droite (PTRD)**, situé à Lormont et exerçant pour le compte des 11 communes de la rive droite de la Garonne.

L'intérêt des pôles territoriaux est avant tout de maintenir une certaine proximité entre les communes et les services métropolitains. La présence de référents communaux au sein des directions opérationnelles des pôles en est un exemple. Ceux-ci sont les interlocuteurs privilégiés des élus (et notamment du maire) pour différentes questions (projets d'aménagement de l'espace public, FIC et CODEV…).

En outre, pour une proximité encore plus importante, les pôles territoriaux comportent des services territoriaux, au sein desquels sont exercées les différentes activités relatives à la gestion de l'espace public (propreté, espaces verts…).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Bordeaux Métropole regroupe un total de **28 communes**.



Son territoire inclut :

- **785 000** habitants
- **57 828** hectares

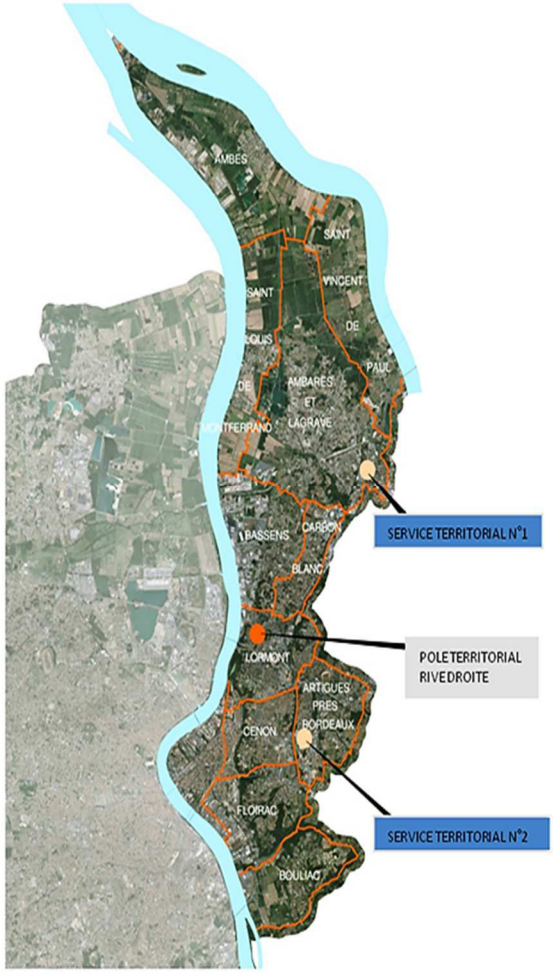
Le Pôle territorial Rive Droite travaille pour le compte de 11 communes.

Le siège du pôle se situe à **Lormont**.

Le Service Territorial 1 (ST1), situé à **Ambarès-et-Lagrave**, exerce les compétences liées à la gestion de l'espace public pour les six communes au nord de Lormont.

Le Service Territorial 2 (ST2), situé à **Artigues-près-Bordeaux**, exerce quant à lui les compétences liées à la gestion de l'espace public pour les cinq communes au sud de Bassens et Carbon-Blanc.

Le Centre Technique Municipal, situé à **Cenon**, accueille les agents mutualisés de la ville de Cenon, depuis le 1er janvier 2022.



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

2. Le fonctionnement du Pôle territorial Rive Droite

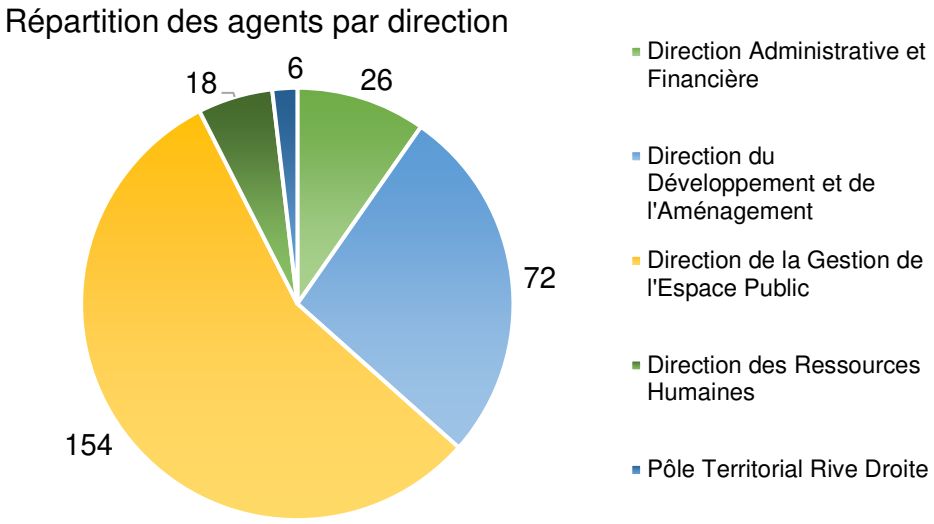
En 2021, le PTRD emploie **276** agents (dont 21 CDD, 6 apprentis, 3 stagiaires, 1 contrat aménagement emploi), réparties en quatre directions :

- La Direction du Développement et de l'Aménagement (DDA)
- La Direction de la Gestion de l'Espace Public (DGEP)
- La Direction Administrative et Financière (DAF)
- La Direction des Ressources Humaines (DRH)

Le bâtiment situé Lormont Carriet accueille les agents de la direction du Pôle, l'OIM Arc Rive Droite, la Mission pilotage, la DDA, DAF, DRH et le personnel de direction de la Gestion de l'Espace Public, soit **122** personnes.

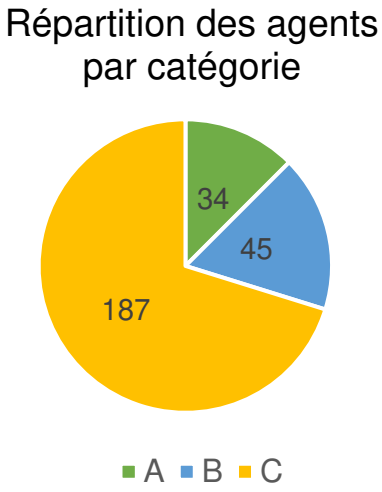
Les **154** agents de la Direction de la Gestion de l'Espace Public (hors personnel de direction) sont répartis sur deux sites : le Service Territorial 1, basé à Ambarès-et-Lagrave (pour **66** d'entre eux) et le Service Territorial 2, implanté à Artigues-près-Bordeaux (**75** agents) ainsi qu'un service d'appui technico-administratif (**10** agents).

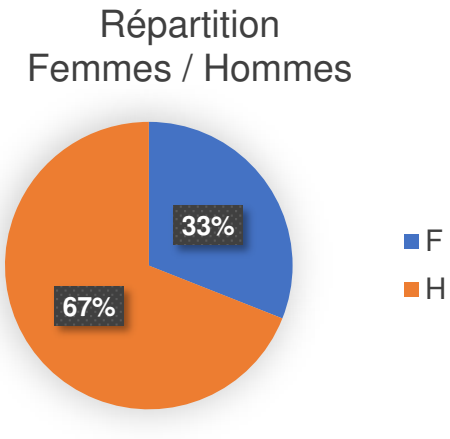
L'organisation



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le Pôle territorial Rive Droite compte en grande partie des agents de catégorie C (187 sur 276 agents)





Le Pôle territoriale Rive Droite emploie en majeure partie de hommes (67% contre 33% de femmes).

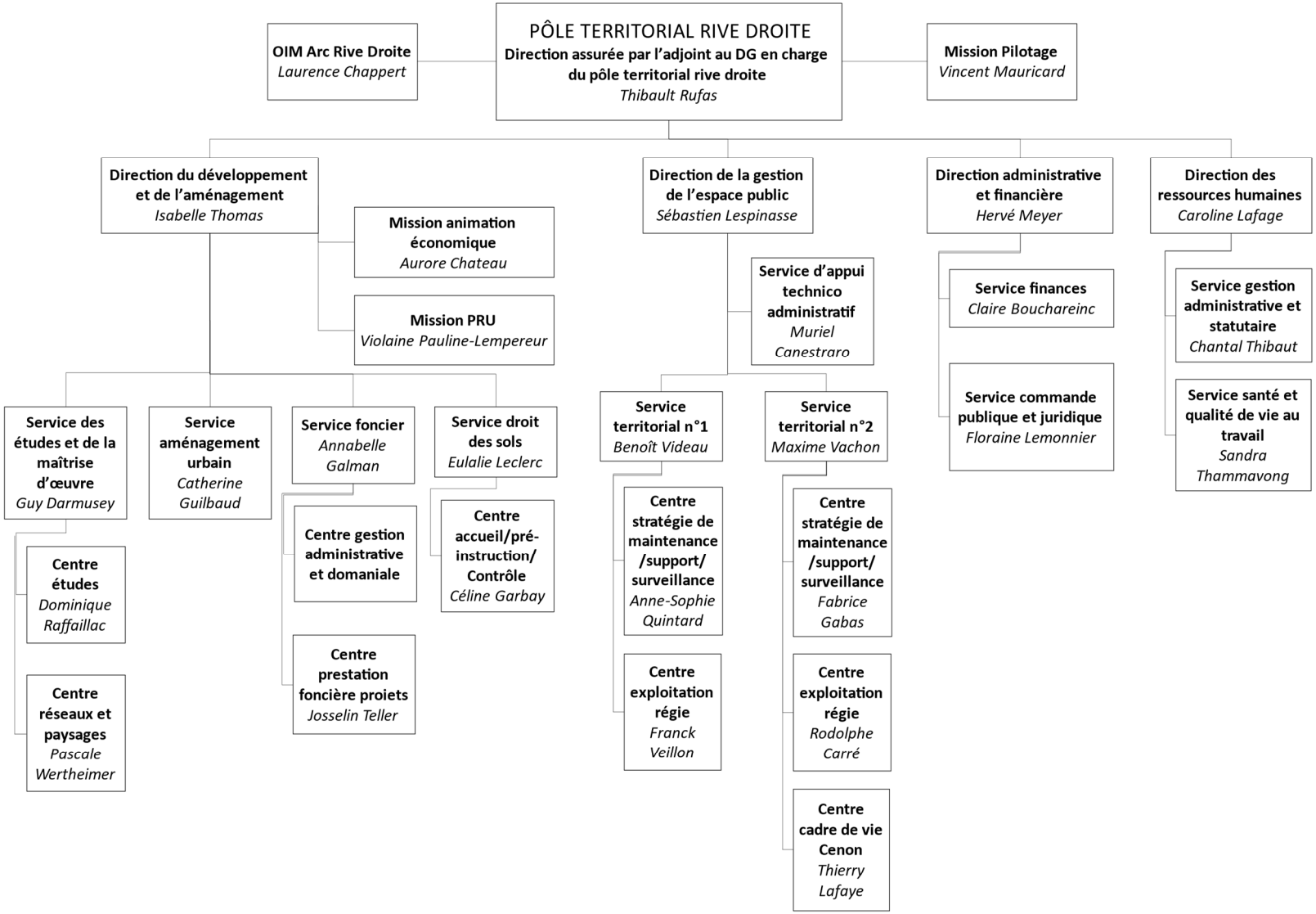
La volonté affichée est cependant de favoriser la parité dans les postes de directions

Les dépenses du PTRD en 2021

Nature des dépenses		Mandatées
Dépenses d'investissement	FIC	4 900 635 €
	CODEV ET DIVERS	8 269 222€
	Opération hors PTRD	1 773 436€
Dépenses de fonctionnement	Opérations PTRD	4 026 213€
Dépenses totales		18 969 506€

**Mandatées au 31 décembre 2021*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Les missions des directions du PTRD

Direction de la Gestion de l'Espace Public (DGEP)

Missions/compétences :

- Voirie
- Espaces verts
- Propreté
- Mobilier urbain
- Transport de proximité
- Logistique et parc matériel
- Gestion de la demande usager
- Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI)

Direction Administrative et Financière (DAF)

Missions/compétences :

- Finances (préparation, exécution budgétaire)
- Administration fonctionnelle du système d'information financier (SIF)
- Centre projet (secrétariat et comptabilité)
- Commande publique (marchés publics et contrats complexes)
- Gestion des sinistres, contrats d'assurance et ventes immobilières

Direction des Ressources Humaines (DRH)

Missions/compétences :

- Gestion des carrières et de paies
- Gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC)
- Pilotage de la masse salariale
- Recrutement
- Formation et contrats aidés
- Santé au travail (accidents médicaux)
- Dialogue social
- Prévention des risques professionnels
- Gestion du temps de travail

Direction du Développement et de l'Aménagement (DDA)

Missions/compétences :

- Aménagement de l'espace public (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre)
- Réalisation des projets urbains : opération d'aménagement (ZAC, PAE) et renouvellement dans le cadre des opérations politiques de la ville
- Instruction des autorisations d'occupations des sols (AOS)
- Foncier
- Animation économique et emploi

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3. La Mission pilotage

De janvier 2016 à novembre 2020, le pilotage était assuré uniquement grâce à des apprentis. Depuis, la Mission pilotage se structure grâce à l'arrivée d'un agent sur poste permanent – en l'occurrence un responsable de mission.

Missions principales :

- Assurer le **suivi de la mutualisation**, des contrats d'engagement et du lien avec la mission contractualisation
- **Conseiller, assister** en termes de pilotage auprès des directions et de l'ADG du pôle ;
- Construire **des outils** de pilotage (feuilles de route, tableaux de bord…)
- Assurer **le relais de la direction de la communication interne** au sein du pôle : rédaction du rapport d'activité annuel, sur la base de la matière fournie par les différentes directions
- Organiser **les temps d'animation** au niveau du pôle (séminaires d'équipe et de direction, accueil des nouveaux arrivants…)

3 questions à Vincent Mauricard, responsable de la Mission pilotage



Quels sont les changements observés en 2021 pour la Mission pilotage du PTRD ?

Le changement principal, c'est la création de la Mission pilotage et le recrutement d'un responsable, votre serviteur, fin 2020. C'est une petite révolution, qui était attendue depuis plusieurs années par les agents. Auparavant, les missions de pilotage étaient assurées par des apprentis. Leur présence au sein du Pôle étant limitée à une année, il était difficile d'avoir une gestion pérenne des fonctions de pilotage. L'année 2021 y a mis un terme. Elle a permis, notamment, d'établir un diagnostic des besoins et de définir une méthode de travail avec les directions du pôle.

Quelles ont été, selon vous, les réalisations les plus marquantes ?

Sans être exhaustif, nous pouvons citer le bilan de la mutualisation des compétences entre les services communs du PTRD et la commune de Floirac, le passage à la M57, la démarche de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC) avec les service Droit des Sols et l'accompagnement vers la dématérialisation de l'instruction des autorisations d'occupation des sols (AOS), la reprise de la communication interne et externe du Pôle. La Mission pilotage a pu répondre à ces besoins car elle accueillait deux apprentis très investis.

Quelles sont les perspectives pour la Mission pilotage pour l'année 2022 ?

Elles se résument en deux mots : développement et consolidation. D'une structure monocellulaire, la Mission pilotage va se développer et accueillir de nouveaux agents, afin de répondre aux attentes en matière de gestion des ressources humaines, conseils aux directions, supports de pilotage (GDU, GEOPOLE…) et communication. Elle doit également consolider son rôle transversal et de lien entre les directions. A terme, notre objectif est que la Mission pilotage ressemble à celles des autres pôles, aussi bien dans son organisation que dans ses missions.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Témoignage d'Eulalie Leclerc
cheffe du service Droit des sols du PTRD

Quels sont les projets qui ont été réalisés en partenariat entre le service droit des sols et la Mission pilotage pendant l'année 2021 ?

Deux projets, étroitement liés, ont été menés avec la Mission pilotage :
- la démarche de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC) ;
- l'accompagnement vers la dématérialisation de l'instruction des autorisations d'occupation des sols (AOS).

Amorcée en 2016, la démarche de GPEEC est désormais complétement aboutie pour le SDS. L'année 2021 a permis de mettre à jour et finaliser les supports déjà existants (pyramide des âges par exemple), et surtout d'analyser les compétences des agents (grâce à la répartition de ces derniers par profil de compétence), afin de construire des indicateurs permettant un pilotage RH pertinent (anticipation des départs, prévision des montées en compétence nécessaires, adaptation des missions…).

En parallèle, un atelier a été mené avec l'ensemble de l'équipe sur la dématérialisation et l'impact de cette dernière sur nos pratiques, nos façons de faire, qui a permis à chacun de s'exprimer et de participer plus globalement, à la conduite du changement.



***Eulalie Leclerc**, cheffe du service Droit des sols de la DDA,*
***Jean-Philippe Trapes**, apprenti puis contractuel à la Mission pilotage.*

Selon vous, quelle a été la plus-value de l'intervention de la Mission pilotage dans ce cadre ?

La réelle plus-value de l'intervention de la Mission pilotage est la neutralité induite par leur positionnement, une posture extérieure, un regard nouveau et non orienté, objectif sur les problématiques rencontrées ou les situations professionnelles. La Mission pilotage a également beaucoup apporté en termes d'outils et de méthode (création d'indicateurs, de tableau de suivi des compétences…). Et un enthousiasme sans faille et fédérateur qui donne un souffle nouveau lors des ateliers notamment !

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

4. L'opération d'Intérêt Métropolitain (OIM) Arc Rive Droite

Marqueur fort de la mandature 2020-2026, la création de l'OIM Arc Rive Droite traduit l'ambition de **développer une identité et une attractivité pour la rive droite**, grâce à la valorisation et la consolidation des filières économiques de la transition écologique et le soutien de projets innovants.

L'OIM Arc Rive Droite a été **décidée au printemps 2021** et faisait suite à un diagnostic de territoire mettant en évidence le **dynamisme démographique et urbain** de la rive droite, comparativement à la **timide évolution de son activité économique et de son nombre d'emplois**.

Les élus métropolitains ont souhaité que le **périmètre de l'opération s'étende sur les 11 communes de la rive droite** (Ambarès-et-Lagrave, Ambès, Artigues-près-Bordeaux, Bassens, Bouliac, Carbon-Blanc, Cenon, Floirac, Lormont, Saint-Louis-de-Montferrand, Saint-Vincent-de-Paul) afin que chacune des communes puisse bénéficier de l'effet d'entrainement et de la dynamique de projet.

Sur ce mandat, le **Président** a souhaité également que **l'ambition de l'OIM Arc Rive Droite** porte sur **l'économie de la transition** afin de **faire de la rive droite, un territoire en transition écologique.**

Alexandre Rubio, maire de Bassens, a été désigné par le Conseil de Métropole : **conseil métropolitain délégué à l'OIM Arc Rive Droite.**

Chaque OIM a sa propre identité. L'OIM Arc Rive Droite est avant tout une opération de développement économique et territorial plutôt qu'une grande opération d'aménagement.

Les axes de développement stratégiques l'OIM Arc Rive Droite sont de :

- Se démarquer en tant que **territoire en transition** : écologique, sociale et sociétale ;
- **Rééquilibrer le ratio emplois/urbanisation**, notamment vis-à-vis de la rive gauche, dans une économie de transition ;
- Accélérer **la dynamique des projets d'entreprises** locales et de l'économie de transition ;
- **Coopérer** (et non être en compétition) avec les territoires et communes voisines.



Zone portuaire de Bassens

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

5 questions à Laurence Chappert, directrice de l'OIM Arc Rive Droite

A qui s'adresse l'OIM Arc Rive Droite ?



L'OIM Arc Rive Droite s'adresse à tous et pas seulement à ses partenaires ou aux entreprises.
Par son ambition de faire de la rive droite un territoire en transition écologique, l'OIM veut créer ou conforter des conditions favorables pour :

- **Développer un territoire en transition** (ambitions écologiques, sociales ou d'évolution du tissu urbain, économique ou industriel)
- Répondre aux **attentes des habitants de vivre, étudier et travailler sur place,** de se déplacer de façon plus fluide
- **Renforcer le sentiment d'appartenance, du vivre ensemble** au sein des communes

L'OIM Arc Rive Droite s'adresse également à tous ses **contributeurs internes à la Métropole :** chefs de projets, chargés de missions et référents, qui **concourent par leurs actions et le pilotage de leurs projets, à la mise en œuvre concrète** de l'Opération d'Intérêt Métropolitain sur la rive droite.

Comment travailler avec des partenaires aussi différents ?

La diversité des acteurs est avant tout une richesse pour le territoire et l'OIM Arc Rive Droite par l'ambition portée par l'économie de la transition, entend faciliter et promouvoir les actions de tous les acteurs, en faveur de la transition écologique.
Les **entreprises** sont les **partenaires privilégiés** par l'OIM Arc Rive Droite et la **Mission d'Animation Economique et Emploi** (MAE) du PTRD leur assure un **contact direct pour un traitement spécifique, adapté et individualisé de leurs demandes.**
Nouvelle venue sur la rive droite, la technopole **Bordeaux Technowest vient prêter main forte à l'opération sur le volet innovation** et dans l'objectif d'ouvrir un centre de ressources dédié à la création d'entreprises innovantes dans les métiers de la transition écologique.
Avec le Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB), la Métropole entend **s'engager avec Technowest et les industriels de la zone industrialo-portuaire, une démarche dénommée ZIRI** (Zone d'Intégration des Réseaux Intelligents)**, d'écologie industrielle** dont les différents objectifs sont : économies des flux, valorisation des déchets, mutualisation de certains services externalisés, réduction des couts de fonctionnement.

Enfin, l'OIM Arc Rive Droite joint ses efforts à ceux de **Hauts de Garonne développement pour rouvrir une pépinière** (centre de ressources pour la création d'entreprises) **dans le domaine de l'écoconstruction** et soutient **l'économie circulaire portée notamment par le GIP-GPV en étudiant l'implantation d'une plateforme de réemploi** des matériaux de construction répondant aux besoins des projets de renouvellement urbain.



Entreprise Hermès – Saint-Vincent-de-Paul

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Quelles actions ont marqué l'OIM Arc Rive Droite en 2021 ?

L'OIM Arc rive droite a été décidée au printemps 2021 et l'équipe a été mise en place à la rentrée de septembre avec une chargée d'études en apprentissage et une directrice.
La 5ème génération de contrats de co-développement 2021-2023 a été adoptée en septembre 2021 avec près de **70 projets labélisés OIM Arc Rive Droite** et portés par les directions de Bordeaux Métropole qui **investit plus de 12 M€ sur 3 ans sur le territoire.** Il s'agit de projets économiques ou structurants autour de la mobilité, du renouvellement urbain, de la nature ou de la valorisation des déchets et l'OIM Arc Rive Droite entend **poursuivre et accélérer la mise en œuvre des engagements pris par la métropole**, au travers de ses contrats de co-développement avec les communes.
Enfin, le Conseil de Métropole a voté, le 25 novembre 2021, son **schéma directeur de développement économique métropolitain**. Bordeaux Métropole se dote ainsi d'une feuille de route pour développer l'économie et l'emploi dans une économie de transition, et l'OIM Arc Rive Droite y contribuera de façon opérationnelle au plus près du territoire et de ses acteurs.

Quels sont les atouts de l'OIM Arc Rive Droite ?

Le territoire de l'OIM Arc Rive Droite possède, par ailleurs, **des atouts naturels et paysagers à préserve**r avec ses **30 km de présence au fleuve et 5000 ha d'espaces naturels protégés,** qui contribuent à l'attractivité de ce territoire.
La démographie de la rive droite est particulièrement dynamique avec une population plus jeune que sur le reste de la métropole, ce qui constitue un réservoir de talents notamment pour des métiers émergents.
Du point de vue économique, **la rive droite se caractérise par une forte activité industrielle et productive (un port et deux zones industrielles) et une forte dynamique de l'activité artisanale** (en proportion, il y a deux fois plus d'entreprises artisanales sur la rive droite que sur l'ensemble de la métropole).

Quelles sont les priorités pour l'année 2022 ?

L'OIM Arc Rive Droite entend se déployer selon ces deux composantes fortes :

- **Soutenir les projets d'entreprises** qui s'engagent dans une démarche de transition écologique et notamment dans **la décarbonation des activités industrielles, productives et portuaires** (ex : projets innovants, nouvelles énergies, nouveaux process de production, …)
- **Conforter la dynamique et l'essor de l'artisanat,** en particulier **dans le secteur de l'écoconstruction** (ex : écoconception, matériaux biosourcés, économies d'énergie, bâtiments intelligents, bâtiments aménagés pour recevoir un public fragile ou âgé, …).

Dans cette optique, l'équipe de l'OIM Arc Rive Droite est engagée pour contribuer à la **création de centres de ressources pour l'accompagnement à la création d'entreprises** d'une part et **pour l'économie circulaire** d'autre part.
Auprès de la Direction du Développement Economique et la Mission Animation Economique et Emploi du pôle, l'OIM Arc Rive Droite est mobilisée pour **l'acquisition de fonciers économiques** stratégiques pour **l'accueil de projets d'entreprises** dans le domaine de **l'ESS, de l'économie de la transition et de l'innovation.**
L'OIM Arc Rive Droite est également engagée pour **conforter l'action de la métropole avec ses partenaires** et notamment, le Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB), l'agence Hauts de Garonne Développement (HdG), le groupement d'intérêt public Grand Projet de ville (GIP-GPV) et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.
Enfin, dans la cadre de la mise en œuvre de la feuille de route économique métropolitaine, l'OIM Arc Rive Droite **définira son plan marketing territorial pour assurer de la visibilité à l'action en matière d'économie de la transition et renforcer l'attractivité du territoire.**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

5. Un pôle en lien étroit avec les Directions Centrales

À la suite des différentes phases de déconcentration, mutualisation et régularisation, le PTRD, les Directions Centrales et les Services centraux de la DGT travaillent dans une collaboration de plus en plus étroites. Leur collaboration renforcée nécessitent une coordination dynamique, comme le rappellent nos contributeurs.

Mission contractualisation

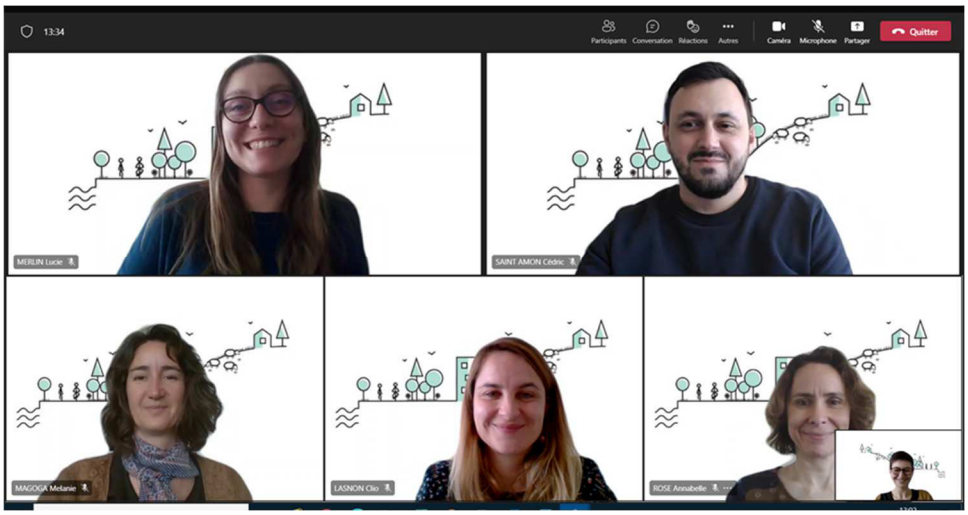
Annabelle Rose, Clio Lasnon, Mélanie Magoga, Lisa Passavant-Guion, Lucie Merlin, Cédric Saint-Amon.

La mission contractualisation collabore de manière rapprochée avec les pôles territoriaux sur deux sujets : les contrats de co-développement et la mutualisation. L'année 2021 a été intense en échanges sur ces deux volets avec le Pôle territorial Rive Droite.

En effet, 2021 a été marquée par la préparation de la nouvelle génération de contrats de co-développement (2021-23) qui déclinent sur trois ans les politiques métropolitaines dans les communes. Concrètement, chaque commune a, en pôle territorial, un référent qui est la porte d'entrée pour ses demandes. Dans le cadre des négociations, les référents ont recueilli les besoins des communes, transmis les propositions d'actions de la métropole, relayé les arbitrages… Notre rôle à la mission contractualisation a été, entre autres, d'accompagner nos collègues référents ainsi que les DDA et les chefs des SAU des pôles dans cette démarche. Nous avons travaillé main dans la main avec les services du PTRD pour aboutir à la signature des 11 contrats de co-développement de la rive droite.

Par ailleurs, en 2021, la ville de Cenon a décidé de rejoindre la mutualisation. La mission contractualisation, en lien notamment avec la direction de la gestion de l'espace public du PTRD, a travaillé avec la commune sur les modalités de mise en place de la mutualisation de ses services de voirie, propreté et espaces verts, désormais gérés par la DGEP depuis le 1er janvier 2022.

Une année 2021 forte en travail collaboratif avec nos collègues du PTRD !



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

François Durquety, Responsable du projet « Plantons 1 million d'arbres »

« Les hivers se suivent mais ne se ressemblent pas tout à fait car les plantations se multiplient depuis le lancement du programme « plantons 1 million d'arbres » en 2020.

DDA et DGEP s'y sont employées activement et avec passion selon les axes développés dans le cadre de la mission transversale « 1 million d'arbres », pilotée au niveau de la Direction générale de Bordeaux Métropole.

Pour les opérations en maîtrise d'ouvrage directe, l'analyse des potentiels fonciers a été réalisée et les équipes ont contribué aux études de l'agence d'urbanisme. Dans le même temps, de nombreuses plantations ont été réalisées sans attendre, que ce soit dans les opérations d'aménagement ou dans des actions de végétalisation dédiées.

Pour l'entretien, la DGEP a engagé le recensement du patrimoine métropolitain via l'application de gestion Dryade et développe des techniques de soin aux arbres particulièrement vertueuses.

Le PT a aussi accompagné les communes, notamment en expérimentant la mécanique du règlement d'intervention tout juste voté en 2021.

Enfin, pour mobiliser la société civile, les équipes ont contribué au nouveau budget participatif en proposant 3 sites et ont pleinement participé à l'organisation de la semaine de l'arbre en fête, qui a été un joli succès. »



***François Durquety**, Responsable du projet « Plantons 1 million d'arbres »,*
***Pascale Wertheimer**, cheffe du centre Réseaux et Paysages (DDA),*
***Aurélien Rottier**, responsable Mission Transition écologique (DGEP).*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Lydia Lawson et Lionel Cenet, Consultants en organisation

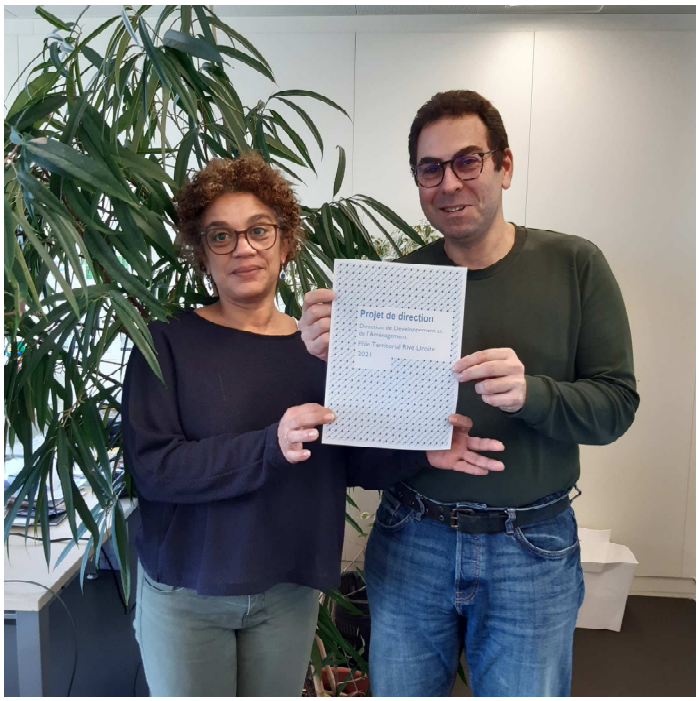
Service Conseil et accompagnement au changement – Direction Conseil et Organisation - DG des Ressources Humaines et Administration Générale

« Le service Conseil et Accompagnement au Changement de la Direction Conseil et Organisation (DCO) intervient auprès des collectifs de travail de Bordeaux Métropole, de la ville de Bordeaux et du CCAS.

Isabelle Thomas, directrice de la DDA, a sollicité ce service pour accompagner la démarche d'actualisation du projet de direction. Dans ce cadre, deux consultants de la DCO, Lydia Lawson et Lionel Cenet, en interaction avec les deux apprentis de la Mission pilotage du pôle, Jean-Philippe Trapes et Jérémie Agricole, ont réalisé un état des lieux sur la base d'entretiens individuels et collectifs et d'un questionnaire adressé à tous les agents de la direction et des agents de la DAF du pôle. A l'issue, les agents et cadres volontaires ont participé à des ateliers thématiques issus des propositions des agents, validés par les cadres de la direction. La rédaction du projet de direction a ensuite été finalisée début 2022.

Malgré les contraintes liées à la situation sanitaire, la collaboration des consultants avec les cadres et les acteurs du pôle a vraiment été fluide, basée sur de multiples interactions et sur la confiance. Ce projet a bien été conduit car il a regroupé 3 conditions nécessaires :

- le professionnalisme et l'investissement des agents à la fois dans leurs métiers et leurs périmètres d'intervention,
- le foisonnement des idées et propositions lors des ateliers,
- un partage fort par les membres du CODIR. »



***Lydia Lawson**, Cheffe du Service Conseil et accompagnement au changement*
***Lionel Cenet**, Consultant en organisation*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

La Direction de la Gestion de l'Espace Public…



154
Agents

1 100
Arbres répertoriés et diagnostiqués

2 328
Prescription d'autorisation d'exécution de travaux sur le domaine public routier délivrées

577
Kilomètres de voiries entretenus

69
Astreintes

… en 2021

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

1. Présentation de la Direction de la Gestion de l'Espace Public (DGEP)

La **Direction de la Gestion de l'Espace Public** (DGEP) comporte **154 agents**, répartis au sein de **2 services territoriaux** et d'un **service d'appui technico-administratif**.

Le **Service Territorial n°1** (ST1), situé à Ambarès-et-Lagrave, exerce pour le compte des communes d'Ambarès-et-Lagrave, d'Ambès, de Bassens, de Carbon-Blanc, de Saint-Louis-de-Montferrand et de Saint-Vincent-de-Paul.
Le **Service Territorial n°2** (ST2), quant à lui localisé à Artigues-près-Bordeaux, agit pour le compte des communes d'Artigues-près-Bordeaux, de Bouliac, de Cenon, de Floirac et de Lormont.

La DGEP est chargée de la maintenance de la voirie métropolitaine sur les 11 communes du pôle, de l'entretien des espaces verts situés sur le domaine public métropolitain (et sur les domaines communaux pour les communes ayant mutualisé) et de la propreté sur Voirie.

Au titre de la compétence **Voirie**, les unités maintiennent dans un parfait état de sécurité et de conservation le domaine public routier métropolitain, ce qui inclut : l'exercice d'une veille sur l'ensemble des espaces publics, la délivrance d'autorisation d'exécution des travaux et la surveillance des chantiers, le déploiement d'un programme annuel d'entretien des voies, la réalisation de travaux et d'interventions urgentes sur l'espace public, ainsi que des astreintes de sécurité du domaine public. A la suite de la mutualisation, la DGEP gère également le **mobilier urbain** pour les communes d'Ambarès-et-Lagrave, de Saint-Louis-de-Montferrand (ST1), de Floirac et de Lormont (ST2).



Campagne de curage de fossés : rue d'Ambarès à Bassens





Réalisation d'un accès pour personnes à mobilité réduite avec dalles podotactiles à Floirac (unité voirie)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE



Rénovation d'un trottoir rue Marcel Pagnol à Lormont

Au titre de la compétence **Propreté**, un ensemble de missions sont également prises en charge par les unités : désherbage des trottoirs, balayage mécanique, ramassage des détritus sur la voie publique, vidage des corbeilles, ramassage des feuilles, enlèvement des encombrants et dépôts sauvages. Les communes ayant transféré cette activité sont Ambarès-et-Lagrave, Ambès, Bassens, Saint-Louis-de-Montferrand, Saint-Vincent-de-Paul (ST1), Floirac et Lormont (ST2).

Au titre de la compétence **Espaces verts**, la DGEP gère l'entretien des espaces verts situés sur le domaine public métropolitain pour les communes ayant régularisé la compétence (Ambarès-et-Lagrave, Bassens, Saint-Louis-de-Montferrand – ST1 – Floirac et Lormont – ST2), et sur le domaine public communal pour les communes ayant mutualisé (Ambarès-et-Lagrave, et partiellement Bassens ainsi que Saint-Louis-de-Montferrand).
Les deux services territoriaux organisent également l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie en réalisant les travaux de jardinage nécessaires à leur pérennité. Enfin, les unités assurent le suivi des interventions d'entretien de prestataires privés.



Plantation de la 1ère micro-forêt sur la rive droite : rue du courant à Lormont (unité espace vert du ST2)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Une **Mission Transition Ecologique** intervient également pour proposer des solutions permettant de répondre aux enjeux environnementaux et de territoire : en participant au recensement du patrimoine arboré, en développant des pratiques alternatives pour le traitement des arbres malades, en concevant des plans de gestion pour les unités espaces verts (puis en assurant leur suivi et leur mise à jour) … Elle a, par ailleurs, été spécifiquement missionnée pour porter le projet « Plantons 1 million d'arbres, en lien avec les équipes espaces verts des services territoriaux et la DDA.



Référencement du patrimoine arboré DRYAD : autour de l'Arena à Floirac

Au titre de la compétence **Logistique**, le ST1 intervient pour le compte de la commune d'Ambarès-et-Lagrave sur des activités de manutention (transport de denrées alimentaires pour les « Restos du cœur », installation de barrières, demande de déménagement, apport en déchetterie de matériel mairie…) et de gestion de matériel en lien avec le service Vie Locale Associative (VLA) de la commune. En 2021, les équipes se sont mobilisés pour conduire le bus « Covid'mobile » dans les communes de la Métropole, afin d'offrir une solution de dépistage gratuite au plus près des habitants.



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Au titre de la compétence **Transport de proximité**, toujours pour la commune d'Ambarès-et-Lagrave, le ST1 assure le transport d'élèves dans le cadre d'activités scolaires, de personnes âgées, d'assistantes maternelles, et intervient également dans le cadre de manifestations exceptionnelles.

Au titre de la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations **(GEMAPI)**, les équipes du ST1 assurent des missions opérationnelles sur le territoire de la presqu'île d'Ambès, à savoir l'entretien d'ouvrages hydrauliques, de la végétation, le curage des jalles, ainsi que la surveillance des digues et des jalles. Le ST2 gère quant à lui l'entretien de jalles sur la plaine de Bouliac (jalles de Bœuf et de Buhan), le ruisseau de la Jacotte sur Floirac, et une partie du Guâ sur Lormont. C'est au total un linéaire de **50 km de jalles** gérées, auquel s'ajoutent **53,5 km de digues** à débroussailler et faucher.



Embâcle sur jalle

En termes de **gestion de la relation à l'usager**, les ST utilisent l'outil **GDU** (Gestion des demandes des usagers) permettant d'assurer un traitement optimisé des demandes, en assurant leur traçabilité, en facilitant la réponse des services, et également en renforçant les outils de pilotage disponibles.



Balayage de la voirie de Lormont

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Enfin, les services territoriaux assurent **les astreintes organisées par l'UGORA**, à savoir les astreintes de sécurité du domaine public routier métropolitain, mises en place en dehors des heures ouvrées ou dans le cadre de la viabilité hivernale, mais également lors de l'organisation de cellules de crise pour gérer notamment les inondations.



Plantation de la 1ère micro-forêt sur la rive droite : rue du courant à Lormont (unité espace vert du ST2)

Le budget de la DGEP

Sur 2021, en accompagnement des actions réalisées par les différentes régies, les dépenses en fonctionnements ont été de **4 650 622 €**, dont :

travaux de maintenance et réparation de voirie	986 172 €
travaux de taille, d'élagage ou d'abattage d'arbres	155 525 €
prestations d'entretien d'espaces verts	664 751 €
prestations d'entretien des jalles	249 865 €
prestations de balayage mécanique et de propreté	600 707 €
fournitures de matériaux et de végétaux	113 498 €
prestations de transport scolaire	1 435 736 € (+351 115€ d'avenant)

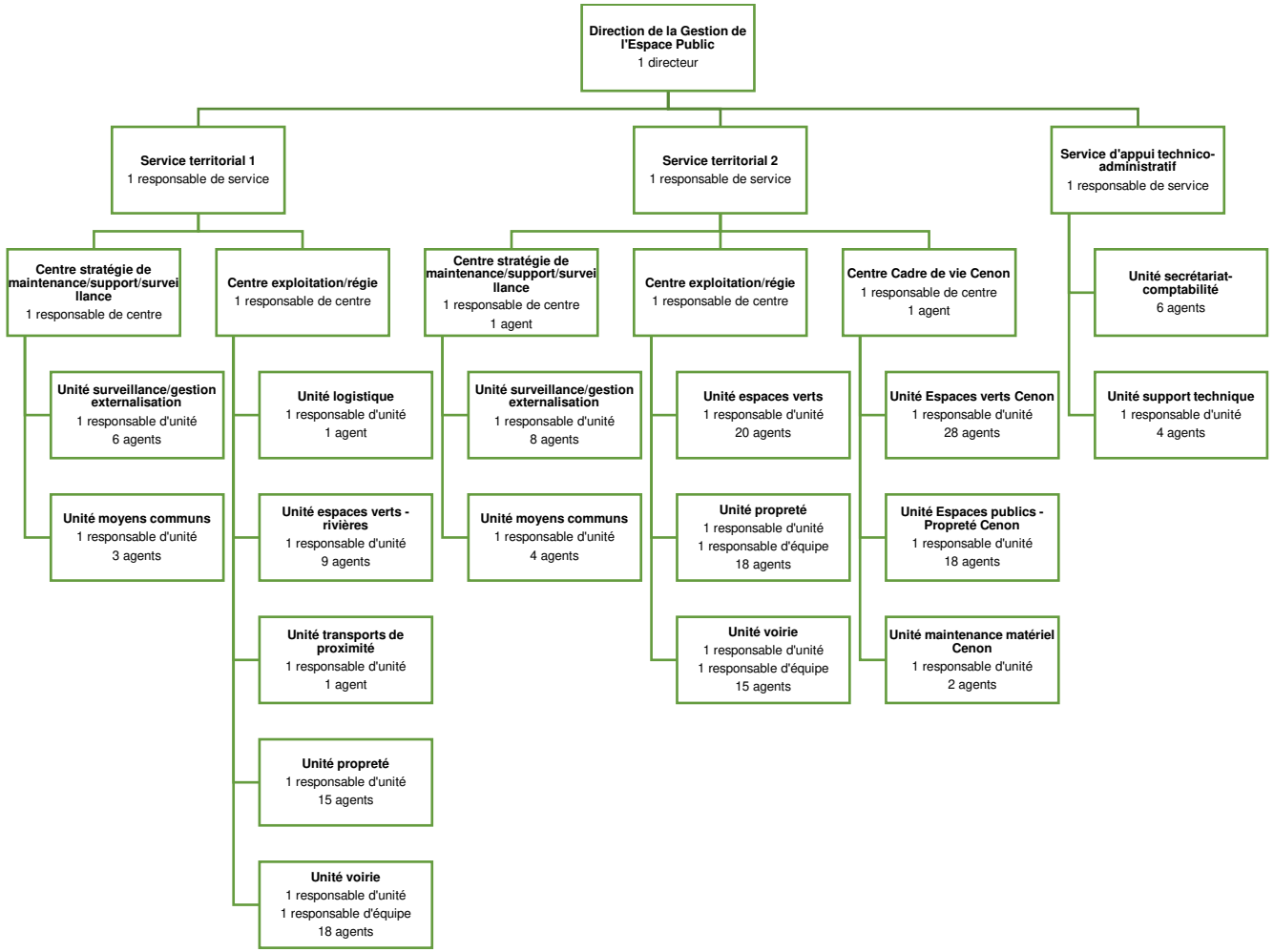
Les dépenses d'investissement ont été de **1 030 649 €**

Travaux sur ouvrages de soutènement	43 601 €
Travaux voirie d'accès riverains depuis le domaine public	401 134 €
Travaux de couches de roulement de voiries	471 273 €
Travaux de mobilier urbain	62 527 €
Travaux d'aménagement d'espaces verts	52 114 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Organigramme

(au 1er janvier 2022, intégrant les 53 agents mutualisés de Cenon)



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

4 questions à Sébastien Lespinasse, Directeur de la Gestion des Espaces publics

Quels ont été les principaux faits marquants pour la DGEP en 2021 ?



La crise sanitaire a marqué cette année encore les activités de proximité, avec une forte mobilisation des équipes dans un contexte de travail contraignant. La continuité du service a pu être assurée, y compris lors d'un cluster au sein du ST2, avec l'appui des équipes du ST1 et du ST9 pour garantir la propreté urbaine des villes de Lormont et Floirac.

Le projet 1 million d'arbres a également gagné en maturité avec un travail collaboratif avec la DDA pour l'identification des parcelles à planter et la coordination des projets, et côté DGEP un pilotage des agents de la mission transition écologique créée en 2021.

Côté ressources humaines, il est à noter **un renouvellement de 10% des effectifs** durant l'année, avec de nombreux départs en retraite et des mutations.

Vous avez pris vos fonctions de directeur au mois de mai 2021. Comment avez-vous vécu votre arrivée au PTRD ?

Tout d'abord, j'ai pu constater qu'on sait accueillir sur la rive droite, car même en période sanitaire complexe, je me suis senti très rapidement intégré tant par les agents de ma direction que par les autres collègues du Pôle. Parallèlement, une prise de contact avec les DGS des différentes communes m'a permis de mieux **cerner leurs attentes** et d'avoir leur retour globalement positif sur la collaboration avec les services territoriaux ainsi que leur niveau d'attente.

J'ai pu également constater que le service rendu par la DGEP toute entière, que ce soit en propreté, espaces verts ou voirie, était très **qualitatif** notamment grâce à **une grande technicité des agents composant les services territoriaux 1 et 2.**

Enfin, la préparation de la mutualisation avec la commune de Cenon sur la propreté urbaine, les espaces verts, le mobilier urbain, l'entretien des terrains sportifs et le parc matériel a été une forte occupation au 2nd semestre 2021 afin d'anticiper au mieux le transfert des agents et des activités au 1/01/2022.

Quelle a été la contribution des services de la DGEP du PTRD au projet « *Plantons 1 million d'arbres* » ?

Nous nous sommes lancés en mode projet avec la DDA, avec un relais spécifique de la **Mission Transition Ecologique** qui assure l'interface avec les services territoriaux. Identification des parcelles à planter, plantations, recensement et diagnostic du patrimoine existant, protection, soin aux arbres et interventions curatives pour donner suite au diagnostic (taux d'intervention de 40%) sont autant d'actions à mener dans ce cadre.

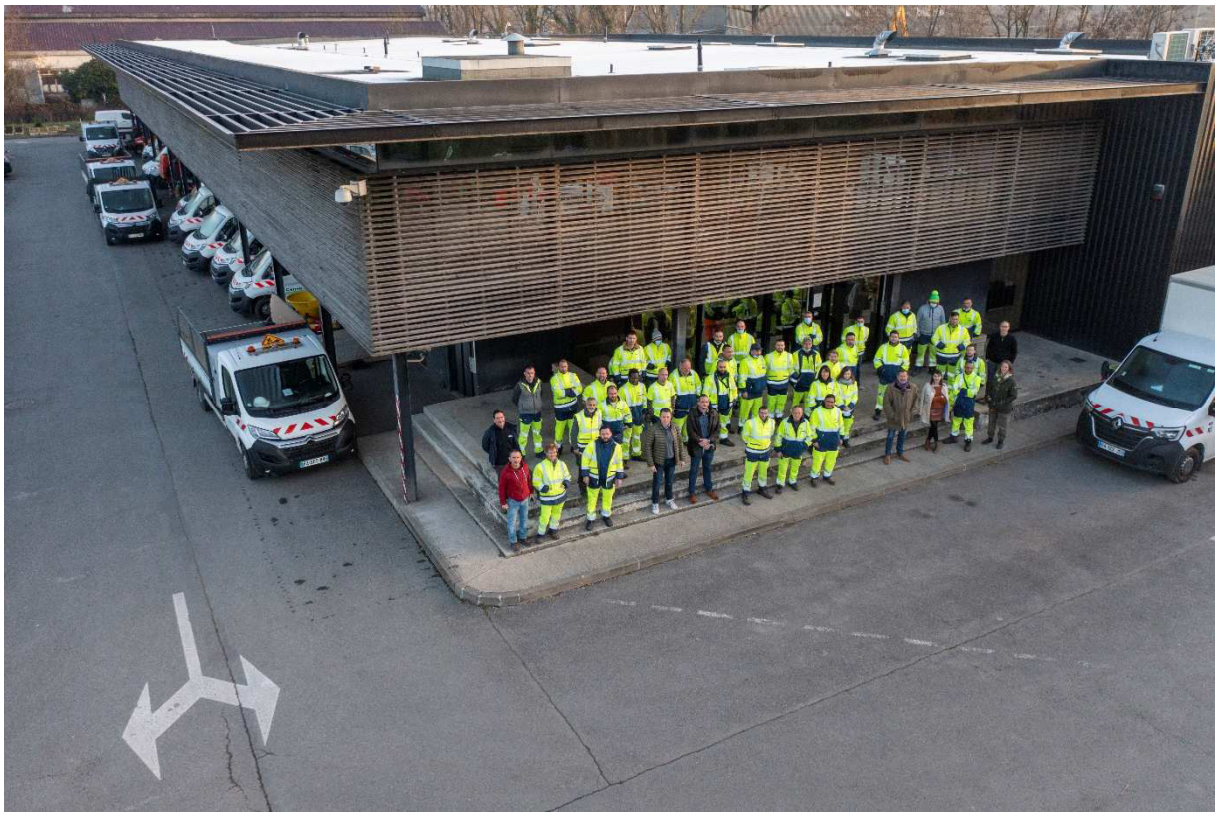
Sur cette année 2021, **1 100 arbres** ont été diagnostiqués, géolocalisés, et intégrés dans une base de données, et **900 arbres** ont été plantés par les services territoriaux 1 et 2.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Quelles sont les enjeux de la DGEP pour l'année 2022 ?

L'exercice des compétences sur la commune de Cenon et **l'intégration des 53 agents** et de ces activités au niveau de la direction est bien entendu l'un des enjeux prioritaires. Cela interroge les modes de faire existants et l'organisation de la DGEP tout entière.

Outre le projet « 1 million d'arbres », l'exercice de la **compétence GEMAPI** fait également partie des priorités dans les axes de développement de la direction. Un travail indispensable sur les plans de gestion de la presqu'île d'Ambès et de la plaine de Bouliac doit permettre d'affiner nos modes de gestion sur ces sites de jalles dont la préservation de la biodiversité est essentielle.



Les équipes du Centre technique municipal de Cenon

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

2. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021

La mutualisation avec Cenon

La commune a souhaité régulariser l'exercice de la compétence voirie sur le domaine public métropolitain (espaces verts, propreté, mobilier urbain) qu'elle exerçait jusqu'alors pour le compte de Bordeaux Métropole, mutualiser ces mêmes compétences sur le domaine public communal ainsi que l'entretien des terrains sportifs ou encore la gestion du parc matériel.

Des réunions préparatoires ont donc eu lieu à partir de mai 2021 entre services communaux et métropolitains, sous le pilotage de la mission contractualisation, afin de définir les périmètres, le niveau de service attendu et préparer l'organisation cible pour l'accueil des 53 nouveaux agents en charge de ces activités.

Fonctionnement, lieu de travail, matériel, horaires, marchés, budget… tous les éléments doivent être analysés afin d'anticiper au mieux la reprise d'activité au 1er janvier 2022.

Des rencontres avec l'ensemble des agents ont également été organisées afin d'expliquer les changements à venir, comprendre les spécificités communales et essayer de répondre au mieux aux interrogations. Un relais important a également été assuré par les encadrants de proximité afin de remonter les éventuelles difficultés et apporter les premiers éléments de réponse aux agents.

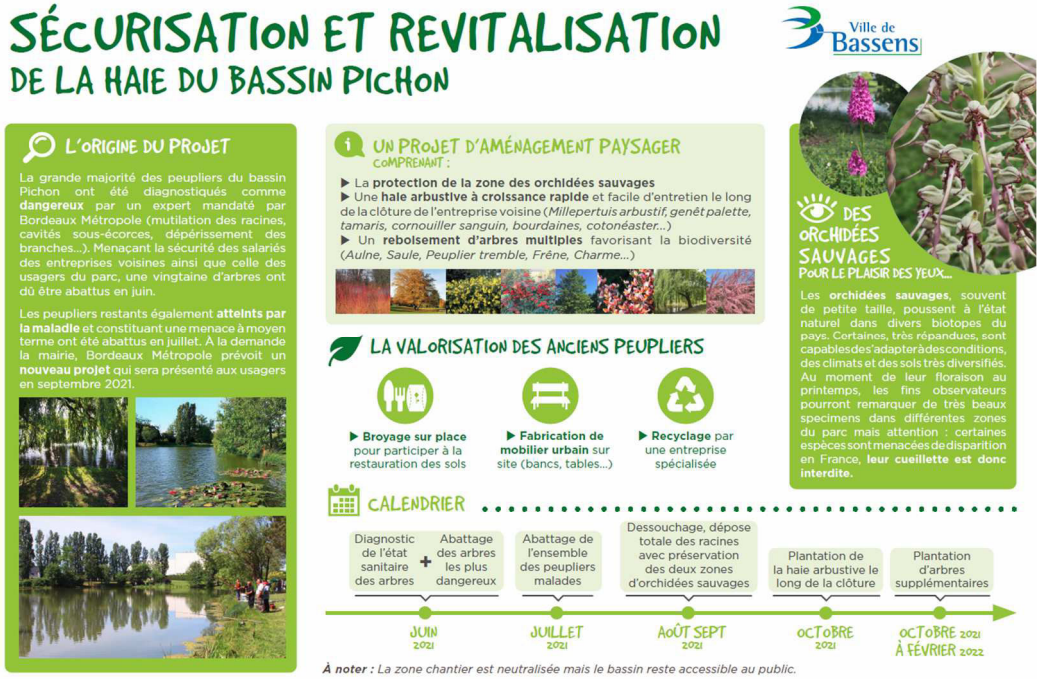


Parc Palmer de Cenon

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Un projet résilient emblématique : l'aménagement paysager sur le Bassin Pichon à Bassens suite à l'abattage d'un alignement de peupliers malades

Ce projet est né d'un constat difficile : l'abattage nécessaire de 65 peupliers malades et devenus dangereux.



En accord avec la commune, il a alors été décidé de réaliser un aménagement de « végétalisation et reboisement », global et cohérent sur le site, sous pilotage de la Mission Transition Ecologique et de l'unité espaces verts rivières du ST1.

Une haie arbustive composée d'une soixantaine de sujets a été créée, en accompagnement d'une trentaine d'arbres plantés en ilots.



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Deux zones identifiées avec présence d'orchidées sauvages ont également été protégées et mises en valeur.



Abatage des peupliers

Des zones de détentes ont enfin été créées avec des bancs et tables réalisés avec le bois des peupliers coupés, et diverses niches écologiques ont été positionnées sur le site.

La valorisation des anciens peupliers



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Objectifs 2022 de la DGEP

Organisation de la direction :

- Assurer l'intégration des activités régularisées et mutualisées de Cenonau sein du ST2 et de la DGEP:
  - Accueillir le personnel mutualisé au sein de Bordeaux Métropole : accompagnement des agents dans les nouveaux fonctionnements, échanges de pratiques, immersion
  - S'approprier le territoire de Cenon ainsi que les nouvelles thématiques (entretien des sites sportifs, ateliers) jusqu'alors non gérées par la DGEP
  - Assurer un niveau de service identique à celui pratiqué par la commune avant la mutualisation, en étudiant les opportunités de redéfinition des périmètres d'action par les équipes
- Proposer une évolution de l'organisation de la DGEP en phase avec les nouveaux périmètres d'action (commune de Cenon, développement de la mission transition écologique…) et l'augmentation des effectifs
- Décider de l'organisation de la maintenance des véhicules et des matériels sur la rive droite via le garage du Centre technique municipal, en lien avec la Direction du parc matériel et la Direction des espaces verts, en vue d'une meilleure prise en charge globale tout en assurant le service mutualisé pour la ville de Cenon

Montée en puissance de la mission transition écologique :

- Géoréférencement et diagnostic du patrimoine arboré
- Création d'un plan de gestion arbres
- Participation au projet « 1 million d'arbres » en démarche intégrée avec DDA
- Travailler de manière collaborative avec la DDA sur l'établissement des plans de gestion différenciée des berges de jalles dans le cadre de la GEMAPI.

En lien avec la Direction des bâtiments et la Direction d'appui aux territoires, préparer **les travaux de rénovation/agrandissement des sites d'Ambarès et d'Artigues**, en étudiant particulièrement le fonctionnement en site occupé en phase travaux (installations provisoires, circulations…)

Nouveaux espaces urbanisés :

- Poursuivre la rédaction d'un cahier de prescriptions-type à prendre en compte par les MOA lors de nouveaux projets
- Poursuivre le recensement des nouveaux espaces publics afin de calibrer les ressources en conséquence, avec suivi des ratios en quantité d'espaces gérés/agent

Poursuivre le travail engagé sur l'archivage : **finalisation de l'archivage sur le ST2 et enclenchement de l'action sur le ST1**

Encourager **les actions innovantes** : expérimenter, soutenir, valoriser les initiatives

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

La Direction Administrative et Financière …

26 agents

15
Budgets traités

9
Communes gérées par le même logiciel financier

43
Sinistres gérés

410
Tableaux de suivi financier

4 230
Demandes GDA traitées

3 864 €
Titres

62
Avenants instruits

105
Marchés rédigés



13 313
Mandats

30
Régies municipales

… en 2021

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

1. Présentation de la Direction Administrative et Financière (DAF)

La **Direction Administrative et Financière** (DAF) comporte **26 agents**, répartis au sein de **2 services**. Les agents travaillent pour le compte des communes d'Ambarès-et-Lagrave, Artigues-près-Bordeaux, Carbon-Blanc et Floirac.



Séminaire DAF

Le **service Commande publique et juridique** veille à la qualité des pratiques d'achat pour les communes mutualisées et les services, dans les domaines des travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles.
Ainsi, il appuie les services pour la détermination des besoins, la programmation des achats et l'élaboration des dossiers de consultation des entreprises.
Il centralise les procédures de marchés publics et de contrats complexes pour les communes mutualisées et pour le pôle (pour les procédures non formalisées).
Il assure l'interface entre les directions pilotes de la Métropole et les communes pour les groupements de commande.
Il conseille les services gestionnaires et les élus des communes sur le cadre règlementaire de la Commande publique.
Enfin, il gère les sinistres et contrats d'assurance pour les communes mutualisées, ainsi que les ventes mobilières.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE



Séminaire DAF

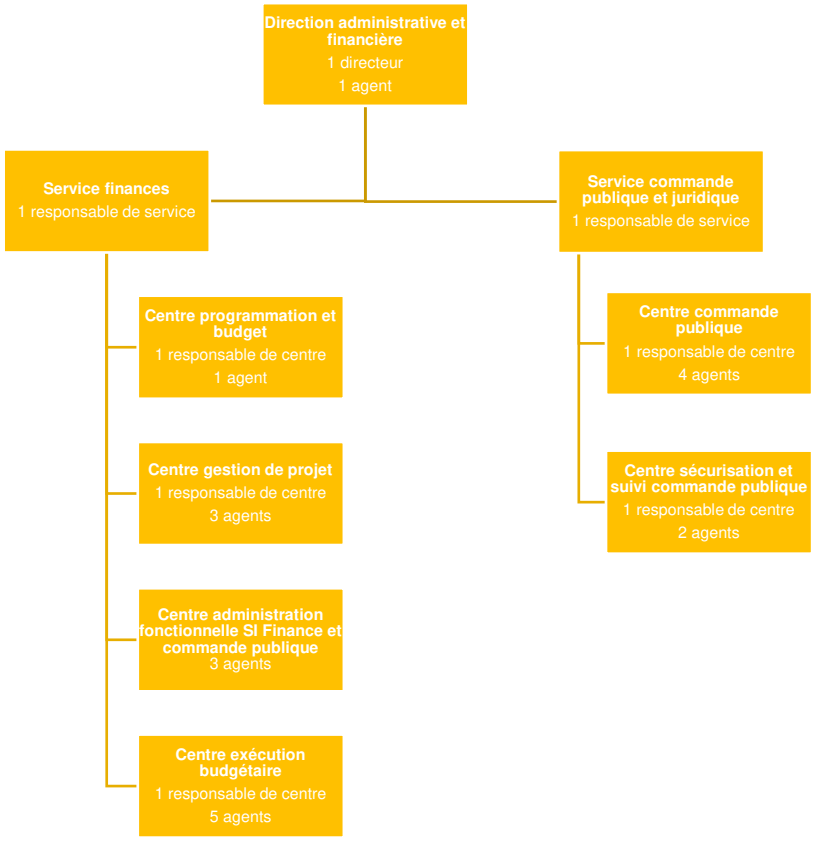
Le **service Finances** prépare les budgets des communes d'Ambarès-et-Lagrave et Floirac, exécute ces budgets ainsi que ceux du PTRD, et intègre une cellule en charge du système d'information financier dans le cadre du projet de convergence des services communs.
Il assure le respect des grands principes de la comptabilité publique, et notamment de l'équilibre budgétaire. Il conseille les services opérationnels lors de la réalisation de leurs missions, et administre le logiciel financier (Grand Angle) pour les neuf communes mutualisées sur la compétence Finances (au sein du pôle et hors pôle).
En outre, il prépare et diffuse l'information financière et archive les pièces comptables. Il organise les réunions liées au projet, met en forme les courriers et comptes-rendus correspondants, assure le secrétariat et suit les délibérations.
De manière générale, le service Finances s'attache à proposer une ingénierie financière aux communes, en lien avec les services centraux de la Métropole.

Séminaire DAF



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Organigramme





Les équipes du Service Finances autour de ***Claire Bouchareinc***

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

La DAF en chiffres pour 2021

Commande publique

Commune	Marchés rédigés	Avenants
Ambarès-et-Lagrave	7	4
Artigues	11	10
Carbon-Blanc	8	12
Floirac	7	27
PTRD	6	6
Total	**39**	**59**

Finances :

Centres préparation et exécution budgétaires

	Mandats	Titres	Nb de budgets	Nb de régies	Nb de tableaux de suivi	Nb tableaux prospective financière
FLOIRAC	6 913	2 024	5	20	169	24
AMBARES	4 009	1 716	5	10	241	7
TOTAL	**10 922**	**3 740**	**10**	**30**	**410**	**31**

Cellule d'administration fonctionnelle

	Utilisateurs	Demandes traitées	Nombre de communes administrées
Grand Angle communal	1 300	4 230	9

Centre projet

	2021
Nombre de budget	6
Nombre d'engagements	1 230
Nombre de mandats	2 391
Nombre de titres	124
Montant des crédits propres mandatés	**13 103 545 €**
Montant des crédits délégués mandatés	**1 773 436 €**
Notes-courriers	110
Comptes-rendus	10
Délibérations rédigées	18
Montage réunions	40

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

4 questions à Hervé Meyer, Directeur administratif et financier



Quels ont été les principaux faits marquants pour la DAF en 2021 ?

D'abord du point de vue humain, la poursuite de la crise sanitaire avec une forme d'habitude à laquelle on ne s'habitue pas !

Deux nouvelles cheffes de service ont pris leur fonction au cours de l'année ce qui appelle des adaptations mais qui a généré aussi un élan bénéfique ; d'autres remplacements ont été effectués et le bon accueil réservé aux arrivants montre une maturité des équipes.

Depuis 2016, selon vous, comment a évolué la coopération de la DAF avec les différentes communes ?

Depuis 2016, trois phases se sont succédé. Les premières années ont été celles de la prise en main et de la continuité des missions. Une phase pionnière qui a suscité beaucoup d'échanges, qui a nécessité beaucoup de souplesse et généré un peu de stress aussi.

Assez rapidement sont venus les années de consolidation avec **la mise en œuvre d'outils communs** (logiciels métiers identiques, procédure partagées, …), la réorganisation des équipes. Les missions se sont stabilisées.
Les équipes communales elles aussi ont fait du chemin, peut-être à un rythme et selon des modalités différentes.

Nous connaissons maintenant une phase d'approfondissement où la réponse apportée aux communes est de plus en plus adaptée et pointue. Les collectifs sont en place et **génèrent des réponses plus pertinentes.**

Le changement de mandature, effectué pendant la crise sanitaire, a constitué une épreuve du feu… dont les équipes sont sorties plutôt gagnantes.

Quels ont été les points saillants du projet de basculement des communes vers le référentiel budgétaire et comptable M57 ?

La M57 est déployée petit à petit et pôle par pôle au sein de la métropole. Avec l'appui de la cellule d'administration fonctionnelle du PTRD, le pôle Ouest est le premier en la matière et les autres bénéficieront de son expérience et de son expertise. Le Pôle territorial Rive Droite appliquera **la M57 dès 2023**, le projet de bascule se déroulera sur l'année 2022.

Mais au-delà de cette instruction, il est important de souligner que les collectivités territoriales se dirigent vers la véritable nouveauté que constituera la certification des comptes.

Quelles sont les enjeux de la DAF pour l'année 2022 ?

Pour les services de la DAF, le premier enjeu est toujours le même et il est important de le rappeler : **mettre les ressources au service des projets** dans les meilleures conditions d'efficience et de sécurité juridique. Le reste en découle et une année réussie est une année où les services opérationnels, s'appuyant sur les services ressources, ont pu mettre en œuvre les projets que leur ont confié les élus.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

2. Point d'étape sur le projet de direction

Un point d'étape du projet de direction défini par la DAF en 2017 montre le chemin parcouru et quelque fois aussi les sujets moins aboutis !

Le projet de direction défini en 2017				
Thématique	*Enjeux*	*Actions*	*Partenaires sollicités*	***Point d'étape à fin 2021***
Relations aux Communes :	- *Préciser la nature du lien fonctionnel*	- *Faire un bilan partagé avec les Communes des réussites et des échecs de la mutualisation des services ressources. Quelles sont les demandes non satisfaites ?*	*Les responsables de service et les DGS*	*Le diagnostic a été établi conjointement avec la Ville de Floirac. Plan d'action à mettre en oeuvre* *Pas de bilan formalisé avec les Villes d'Ambares, d'Artigues et de Carbon Blanc* *Des réunions thématiques régulières permettent de faire vivre ce lien fonctionnel et de réguler les situations au fil de l'eau.*
- *Avec les services*	- *Conforter la relation de confiance*	- *Systématiser les comptes rendus d'activités et tableaux de bord*	*Les agents du pôle et les agents communaux*	*De nombreux outils de suivi ont été mis en place* *Réunions ponctuelles en cas de besoin* *Peu d'échanges institutionnalisés avec les services communaux*
- *Avec les directeurs*	- *Faciliter l'échange des informations*	- *Rencontrer les services plus régulièrement autour de thématiques précises*		*Outre les revues de contrat d'engagement mensuelle et la participation au CODIR sur invitation, de nombreux points sont faits avec les services (DGSTU, direction des bâtiments,...)* *L'échange dans les deux sens se fait de manière fluide, en tant que de besoin.* *Vigilance sur le maintien du lien de proximité, éloignement renforcé avec le télétravail en temps de Covid.*
- *Avec les élus*				*Les échanges avec les élus se font de manière régulière via les réunions thématiques, et ponctuelles en tant que de besoin de manière fluide.*
Relations aux autres directions du pôle	- *Comprendre les attentes des autres directions*	- *Faciliter les moments d'échanges*	*La DDA*	*Participation à des réunions interservice* *Besoin de renforcer ces échanges et de trouver une place plus adaptée aux besoins de la DDA du Pôle, notamment dans le cadre des évolutions de compétences récentes.*
	- *Faire comprendre les besoins de la DAF*	- *Prouver que le temps passé avec la DAF n'est pas du temps perdu*		*La construction et le suivi budgétaire reste à améliorer pour la DDA et pour la DGEP* *Les collègues sollicitent la DAF naturellement en cas de questionnement juridique, financier ou sur un marché.*
		- *Adapter les outils de communication*	*Le ST*	*Relation à améliorer (pas de mauvaise relation, mais plutôt absence d'une réelle relation)*
			La DRH dans la relation avec les Communes	*Partage des tableaux de bord d'exécution du chapitre 012 avec les DRH (FLO et AEL) : amélioration de la transversalité.* *Besoin de repartager certains process sur le volet communal (Floirac en particulier)*
Cohérence interne de la direction	- *Faire partager une culture commune autour des valeurs partagées et de la technicité spécifique de la DAF*	- *Valoriser les initiatives individuelles*	*L'ensemble des agents*	*Sentiment d'appartenance à la DAF existe.*
	- *Fluidifier le continuum commande publique exécution budgétaire*	- *Associer l'ensemble des collègues à la vie de la direction*		*Procédure d'échange entre le service finances et le service commande publique mis en place et fonctionne bien sur le côté communes.* *En cours de construction sur le volet BM.*
		- *Partager des moments de convivialité*	*La DRH pour la formation*	*Difficulté d'organiser ces temps là sur les deux dernières années. Mais, certains moments ont pu être organisés malgré le contexte.*
Assurer les missions fondamentales	- *Respecter le cadre légal*	- *Renforcer les procédures*	*Les encadrants*	*Ecriture de procédures*
		- *Améliorer les contrôles pour améliorer la qualité*		*A développer*
		- *Automatiser le récurrent*		A développer

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021

Le projet de bascule de « Grand Angle » (GDA) vers la version V360

En 2021, la cellule d'administration fonctionnelle a co-piloté avec la DGNSI le projet de bascule de GDA dans sa dernière version, la V360.

Une équipe projet pour mettre en place ce projet a été montée et pilotée par le Comité d'administration fonctionnelle (composé des 3 DAF des 3 Pôles concernés et animé par l'administration fonctionnelle). Au-delà du travail technique à réaliser sur l'évolution de l'outil afin de s'assurer que la nouvelle version allait fonctionner correctement, un plan d'accompagnement au changement a permis d'accompagner les services utilisateurs vers cette nouvelle version de l'outil GDA. Ce projet a donc impacté les services finances mutualisés : ils ont dû à la fois s'approprier l'outil, et aussi se positionner en relais et médiateurs auprès des utilisateurs communaux, qui avaient plus de difficultés dans la prise en main de l'outil.

Une formation innovante a été déployée, basée sur des e-learning. Chacun devait suivre ces modules de formation en ligne, et des ateliers de prise en main ont été mis en place en aval de cela pour répondre aux problèmes concrets des utilisateurs.

Le service des finances mutualisé a également mis en place des ateliers pour permettre aux collègues en commune de se réapproprier les démarches. Le service a actualisé à cette occasion tous les modes opératoires de GDA.

Cette expérience d'une partie du service va pouvoir être capitalisée au bénéfice du Centre projets et des agents du PTRD car le passage à la V360 de GDA va concerner Bordeaux Métropole sur l'année 2023. Les échanges entre collègues sur les écueils à éviter et les astuces à mettre en œuvre sur la nouvelle version vont permettre une appropriation plus rapide et adaptée de l'outil. Les bénéfices de la mutualisation se font ressentir aussi dans les projets de déploiement informatique !



Mathieu Caralp** et **Bruno Bouchet

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Rencontre de la commande publique rive droite le 7 décembre 2021 à Carbon-Blanc

Cette deuxième rencontre de la commande publique a réuni une soixantaine de participants, représentant les communes de la rive droite ainsi que les pôles territoriaux, la direction appui aux territoires, la direction des achats et de la commande publique et les partenaires extérieurs du Pôle.

La matinée s'est organisée autour de la thématique de l'Achat Responsable ainsi que la présentation opérationnelle de la Centrale d'Achats de Bordeaux Métropole par la Direction des achats et de la commande publique.

Lors de l'ouverture du séminaire, **Mme Josiane Zambon**, Maire de Saint-Louis-de-Montferrand, **M. Patrick Labesse**, Maire de Carbon-Blanc, et **M. Thibault Rufas**, Directeur du Pôle territorial, ont rappelé que ces temps collectifs sont fondamentaux pour faciliter les échanges entre acteurs de la commande publique, mieux comprendre l'ensemble des procédures et outils disponibles, appréhender les bonnes pratiques et aider à approprier la dimension organisationnelle du Pôle territorial et son interface entre Bordeaux Métropole et les communes.



Présentation du SPASER avec l'intervention de :

***Mme Sylvie Lunven Geay**, Directrice générale adjointe de Bordeaux Métropole en charge des réseaux métiers et territorialisation*

***M. Nicolas Cros**, Directeur des achats et de la commande publique de Bordeaux Métropole*

***M. Mustapha Elouajidi**, Directeur adjoint et Responsable du service achats de Bordeaux Métropole*

La politique achat public responsable de Bordeaux Métropole et de la Ville de Bordeaux est retranscrite depuis 2016 dans un schéma métropolitain de promotion des achats socialement et économiquement responsables (aussi, appelé SPASER). Il détermine les objectifs de la politique d'achat comme l'accroissement de la mise en œuvre des clauses sociales, la lutte contre le réchauffement climatique, le respect des ressources naturelles, la promotion de l'économie circulaire et la lutte contre les inégalités hommes/femmes.

Voté en mai 2021, le nouveau schéma 2021-2026, commun à Bordeaux Métropole et à la ville de Bordeaux, pousse plus loin les objectifs fixés dans le premier SPASER 2016-2020. Ses axes majeurs sont notamment le bilan carbone, l'insertion sociale dans les marchés publics et surtout, le suivi des indicateurs.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le nouveau SPASER prévoit également une gouvernance plus large et partagée avec les partenaires extérieurs ainsi que la volonté de communiquer sur les engagements, les progrès et les résultats.

La stratégie portée par le SPASER se décline dans les différents pôles territoriaux. Toutes les Directions sont concernées puisque l'achat durable est une approche globale qui ne concerne pas que l'aspect juridique mais prend en compte également la définition des besoins et les conditions d'exécution, ou bien encore les spécificités techniques d'un projet.

Le SPASER porte différentes dimensions :

- Managériale avec les équipes
- Pédagogiques vers les équipes communales
- Relationnelles avec les partenaires et les directions centrales
- « Marketing » vers la Communauté des acheteurs de la rive droite



***Hervé Meyer**, Directeur administratif et financier*

***Floraine Lemonnier**, Cheffe du service commande publique et juridique*

Service Commun Commande Publique et Juridique : l'Achat socialement et écologiquement responsables dans les marchés communaux

Dans le cadre du service commun, les communes sont systématiquement conseillées en faveur d'une prise en compte environnementale et sociale dans leurs marchés. Nous souhaitons également travailler sur les aspects performanciels comme les marchés innovants ou les marchés globaux de performance afin de pousser les curseurs de l'innovation et de la qualité.

Cette rencontre a été l'occasion de dresser un premier bilan quantitatif et qualitatif de la prise en compte de ces enjeux.

Quelques chiffres clefs, sur la période 2019-2021 :

- 37% des contrats communaux intègrent des spécifications techniques (normes, labels, …) liées à l'achat durable.
- 28% des consultations ont utilisé des critères d'attribution environnementaux.
- 12% des contrats ont intégré des clauses d'insertion. Ces contrats ont ensuite fait l'objet d'un accompagnement par le PLIE des Hauts de Garonne.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Les perspectives du Service :

- Continuer à travailler sur l'achat durable dès la programmation des marchés et l'identification du besoin.
- Poursuivre le travail en réseau
  - Groupe de travail organisé par la DACP sur l'intégration de l'aspect environnemental dans les cahiers de charges) ;
  - Actions de sensibilisation auprès des TPE/PME en lien avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat : participation au 1er Webinaire organisé le 21 octobre 2021.
- Développer la formation des acheteurs (réseau 3AR, formation interne, CNFPT, …)
- Sensibiliser les services communaux sur les évolutions réglementaires et relayer les bonnes pratiques, outils et méthodologies.
- Disposer pour chaque commune d'une stratégie globale partagée intégrant l'achat durable.
- Créer des indicateurs spécifiques de suivi et de contrôle.

La partie consacrée à l'Achat Responsable s'est ensuite achevée avec la présentation de l'action du **PLIE des Hauts de Garonne** par Adeline Coissac, Référente clause d'insertion pour la Rive Droite et l'intervention de M. Frédéric Bazille, Responsable Projets « Achats Responsables », **3AR Association Nouvelle Aquitaine des Achats Publics Responsables.**

Ces deux partenaires accompagnent les collectivités adhérentes :

- Le PLIE des Hauts de Garonne comme facilitateur de la mise en œuvre du dispositif des clauses sociales. Le PLIE agit comme intermédiaire entre les collectivités, le public cible, les structures de l'insertion par l'activité économique et les entreprises attributaires d'un contrat public.
- Le Réseau 3AR comme réseau régional au côté des collectivités afin de faciliter l'intégration de l'Achat Durable dans les procédures de la commande publique.

Le réseau dispose d'un véritable centre de ressources avec un accompagnement personnalité à la demande et des formations régulièrement proposées.

Enfin, la fin de matinée a été consacrée au volet opérationnel de la Centrale d'Achats de Bordeaux Métropole. L'objectif étant d'apporter les renseignements nécessaires une bonne utilisation de ce nouvel outil plébiscité par les différentes communes de la Rive Droite.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Objectifs 2022 de la DAF

- Finaliser le **bilan du projet de direction** défini en 2017 pour arrêter collectivement de nouvelles orientations pour les années à venir.
- Construire le **nouveau projet de direction** avec l'intention de susciter et de recueillir les suggestions de l'ensemble des collègues pour améliorer la qualité de notre travail
- Poursuivre les processus de **dématérialisation** des process, des documents, des signatures
- Améliorer la **qualité de l'achat** en particulier vers un achat responsable
- **Approfondir notre proposition** tant vers les communes que vers les directions du pôle : amélioration des suivis, approfondissement des analyses, conception d'outil d'aide à la décision, accompagnement des agents dans l'utilisation des outils et des procédures.



L'équipe du Centre projet (de gauche à droite) :

Anita Billeres, *Cheffe de centre****, Fouzia Bouajaj,*** *assistante de projet****, Emilie Raso,*** *assistante de projet****, Josiane Fauriaux,*** *assistante de projet*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

La Direction des Ressources Humaines.....

BORDEAUX MÉTROPOLE

Missions RH déconcentrées
Temps de travail et accidents 146 agents du siège du PTRD

Ambarès & Lagrave

Gestion des carrières et de la paie 300 agents

19 postes de travail aménagés
Budget prévention

Réunions thématiques RH
CHSCT - Document Unique

Dossiers de retraite
Avancement de grade, promotion interne

Ormont

VILLE DE FLOIRAC

Dotation des agents en EPI
7 sessions de sensibilisation aux risques liés au travail sur écran

491 inscriptions en formation

Plan de prévention des TMS

Insertion - Apprentissage
32 contrats

Accompagnement des agents
820 arrêts de travail
46 situations de maladies complexes

Gestion des carrières et de la paie 550 agents

Gestion du temps de travail
420 agents

Production d'indicateurs RH

Mobilité et recrutement 39 jurys

Pilotage de la masse salariale
Suivi budgétaire mensuel

Dossiers de retraite
Avancement de grade, promotion interne

… en 2021

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

1. Présentation de la Direction des Ressources Humaines (DRH)

La **Direction des Ressources Humaines** (DRH) se compose de **18 agents**, répartis au sein de **2 services**. Les agents interviennent pour le compte de la commune de Floirac (qui a mutualisé le bloc RH complet), d'Ambarès-et-Lagrave (mutualisation partielle des blocs de gestion administrative et de santé et de qualité de vie au travail) et de Lormont (de la seule partie prévention). La direction accompagne en outre les services du PTRD pour leurs demandes de ressources et le suivi de leurs effectifs.

Le **service Gestion Administrative et Statutaire** gère la carrière et la paie de l'ensemble des agents pour les communes d'Ambarès-et-Lagrave et de Floirac. Il met en œuvre, coordonne et contrôle l'ensemble des procédures de gestion administrative du personnel dans ce cadre, en accord avec les règles statutaires. Il prépare également les avancements de carrière et la campagne de promotion interne.
Pour la commune de Floirac, il pilote la masse salariale et l'élaboration du budget prévisionnel des RH par agent et par service. Il gère les recrutements sur emplois permanents et non permanents. Il coordonne la campagne des entretiens professionnels et contribue à l'accompagnement des directeurs dans le pilotage RH de leur direction.
Une gestionnaire suit l'enveloppe du PTRD pour le recrutement des CDD, ainsi que les stagiaires non gratifiés et les apprentis.

Le **service Santé et Qualité de vie au Travail** assure la prévention des risques professionnels, ainsi que l'animation du dialogue social (incluant l'organisation des Comités Techniques et des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) pour les communes d'Ambarès-et-Lagrave, Floirac et Lormont.
Pour la commune de Floirac, il assure également la gestion de dossiers transverses (déclaration des données sociales, dossier d'adhésion au comité national d'action sociale…). Il intervient dans le suivi des emplois aidés et des apprentis, dans la gestion des accidents médicaux et des longues maladies, ainsi que dans la gestion des formations et du temps de travail.
Une gestionnaire déconcentrée suit également le temps de travail pour une partie des agents métropolitains du PTRD.



Les équipes du Service Santé et Qualité de Vie au Travail

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Organigramme

Direction des Ressources Humaines
1 directrice

Service Gestion Administrative et Statutaire
1 responsable de service

Service Santé et Qualité de Vie au Travail
1 responsable de service

Centre territoire Ambarès-et-Lagrave
1 responsable de centre
2 agents

Centre territoire Floirac
1 responsable de centre
4 agents

Centre temps de travail, santé, développement des compétences
1 responsable de centre
3 agents

Centre prévention des risques professionnels
1 responsable de centre
2 agents



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

4 questions à Caroline Lafage, Directrice des Ressources Humaines



Quels ont été les principaux faits marquants pour la DRH en 2021 ?

L'année 2021 a été marquée par le contexte de crise sanitaire, auquel nous avons su nous adapter. Avec 2 à 3 jours de télétravail pendant toute la période, nous avons poursuivi nos échanges en visioconférence, mail et téléphone avant le retour de rencontres en présentiel.

Durant cette période, nous avons, en priorité :

- répondu aux urgences des recrutements et exigences des collectivités mutualisées, dans un contexte financier contraint
- assuré le déroulement de carrière des agents des collectivités mutualisées et les départs à la retraite
- produit la paie des agents des collectivités mutualisées
- coordonné la circulation des actes présentés à la signature de l'autorité territoriale
- assuré la bonne réception des flux et des pièces justificatives auprès du Trésor public, notre comptable, dans le respect des délais impartis.

Vous avez pris vos fonctions de directrice au mois de décembre 2021. Comment avez-vous vécu votre arrivée au PTRD ?

J'ai été très bien accueillie par les directeurs du Pôle et par les agents de la DRH. Les communes qui ont mutualisé leur fonction RH m'ont rapidement informé de leurs attentes et ambitions. J'ai peu à peu rencontré les managers et j'ai pris connaissance de leurs préoccupations.

Comment appréhendez-vous l'exercice des différentes fonctions RH dans un contexte de mutualisation avec les communes ?

Le principal objectif de notre Direction est de poursuivre les enjeux de la mutualisation. Nous voulons amplifier notre mission de proximité, notre fiabilité et nous positionner comme force de proposition dans la résolution de situations rencontrées par les services et les agents. Je souhaite que mes équipes travaillent en proximité avec les managers mais aussi avec les agents des communes et les élus. Il me tient à cœur de maintenir un lien direct avec les agents, de savoir que pour la résolution de leurs problèmes, ils trouveront un interlocuteur direct au PTRD. En 2022, nous avons l'échéance des élections professionnelles, moment important pour la représentation des agents dans nos instances au cours des 4 prochaines années.

Quelles sont les enjeux de la DRH pour l'année 2022 ?

Je suis arrivée en décembre 2021, soit juste à temps pour envisager les projets 2022 :

- Avoir un regard sur l'historique des **collaborations** avec les communes et l'évolution de nos prestations (recrutements, paies, arrêtés, analyse des accidents de travail.
- Améliorer, poursuivre et renforcer la **proximité** avec les communes d'Ambarès-et-Lagrave, Floirac et Lormont - animer le projet et les objectifs de direction /Contacts directs avec les managers et les agents.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

- Mener une démarche de **sécurisation et de fiabilisation** des process RH à initier et /ou à conforter, notamment les indicateurs RH /Compiler tous les indicateurs existants et en créer de nouveaux
- Développer les **pratiques innovantes** (réseau des correspondants RH, animer des réunions thématiques) / Porter la fonction RH au plus près des services et des agents en multipliant les moments de rencontre
- Donner aux agents des communes la **lisibilité** sur les activités des centres et amplifier leur travail en **transversalité**
- Maintenir et amplifier **la qualité de nos prestations** et renforcer le contact direct avec les agents, les managers, les représentants du personnel (RV individuels /appels téléphoniques)
- Valoriser nos actions auprès des communes : **nous avons du savoir-faire, nous devons le faire savoir**

Des perspectives pour 2022

DRH :
- Développement des actions de proximité de la DRH : rencontres des services, réunions thématiques RH ouvertes à tous les agents
- Etablissement d'indicateurs d'activité RH
- Travail avec les représentants du personnel pour les élections professionnelles

FLOIRAC :
- Projet de convergence SIRH pour une gestion dématérialisée et efficace du temps de travail sur eTemptation
- Accompagnement des Aides à domicile pour l'amélioration de leurs conditions de travail
- Pilotage du GT CHSCT de prévention des TMS des aides à domicile
- Renforcement des réseaux de correspondants RH - assistants de prévention et de leur animation-formation
- Démarche prévention finalisée à la DSTU

AMBARES :
- Sensibilisation des agents aux risques incendie
- Sensibilisation des agents aux risques liés au travail sur écran
- Démarche prévention au Centre socio-culturel et au Pôle Evasion

LORMONT :
- Etablissement du plan de dotation des agents du service des Sports en EPI et de sensibilisation à leur port
- Travail sur le marché de renouvellement des produits d'entretien pour limiter le risque chimique
- Démarche prévention pour les sites de la DEJS

BM PTRD :
- Finalisation de la convergence SIRH eTemptation pour la gestion des temps d'activité des agents du pôle

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

2. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021

La DRH de la commune de Floirac

Création d'indicateurs RH et diffusion trimestrielle aux responsables de service, à la direction générale et à l'élu en charge de la délégation RH pour la collectivité de Floirac :

- Suivi des effectifs, des mouvements (entrants, sortants), du prévisionnel retraite
- Suivi de l'absentéisme et de l'accidentologie avec des informations précises sur certaines situations individuelles
- Suivi des emplois en insertion et apprentissage
- Suivi de la formation des agents de la direction
- suivi du consommé de la masse salariale par service, avec synthèse des écarts m m-1

Professionnalisation et sécurisation du recrutement à Floirac :

- Création de **formulaires de prise** en charge avec circuit de validation, dans l'objectif d'anticiper les demandes de ressources, responsabiliser les managers au niveau budgétaire, les sensibiliser au process RH et surtout sécuriser les recrutements
- Ensemble des recrutements concernés : titulaires, non titulaires de droit public et privé (contrats aidés)

Mise en place du télétravail à Floirac :

- Souhait du Maire de favoriser la qualité de vie au travail des agents, de lutter contre les émissions à effet de serre et de développer l'attractivité de la collectivité
- Dispositif élaboré en concertation avec les représentants du personnel, aboutissant à **une charte du télétravail**, des outils pratiques destinés aux télétravailleurs et à leurs encadrants
- Activité de télétravail intégrée au **Document unique d'évaluation des risques professionnels**
- Lancé par la DGS, dispositif piloté par la DRH qui gère son développement prévu en 2022 (augmentation des agents et des jours « télétravaillables », mise en place d'un nouveau logiciel RH, nouvelle indemnité…)
- Expérimentation en 2021 et pérennisation prévue en 2022,
- **Bilan quantitatif et qualitatif du télétravail** basé sur un questionnaire d'agents et d'encadrants est globalement positif en termes de QVT et efficacité des agents, de fonctionnement de service ; des propositions ont été émises par les télétravailleurs et leurs encadrants pour élargir le dispositif ; le bilan il a été présenté au CHSCT qui s'est exprimé en sa faveur
- **56 télétravailleurs et d'autres agents** ont manifesté leur intérêt pour ce dispositif et sont en attente de la campagne télétravail 2022

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Pilotage d'un groupe de travail CHSCT de prévention des TMS

- **nouveauté 2021 Floirac** : en avril 2021, décision du CHSCT de créer un groupe de travail (GT) dédié à la prévention des troubles musculosquelettiques (TMS) en augmentation dans la collectivité, à la suite du bilan annuel des accidents et des maladies professionnelles de la DRH et au rapport annuel de la médecine préventive
- Décision de commencer par étudier la **situation des agents du Centre technique municipal** (CTM)
- GT constitué de 2 représentants de la collectivité, 2 représentants du personnel, 2 assistants de prévention, et l'encadrement du CTM – GT piloté par le conseiller de prévention (CP)
- **Démarche simple et pragmatique :**
    1. diagnostic partagé à partir d'indicateurs RH, rapports de visites de terrain, analyse des activités du CTM concernées par les TMS avec une méthodologie d'identification des facteurs de risques apportée par le CP
    2. revue des actions menées contre les TMS dans la collectivité et retours d'expériences dans les secteurs public et privé, benchmarking, rencontre avec un fournisseur d'équipements innovants luttant contre les TMS
    3. Etablissement d'un plan d'action conjuguant mesures techniques, organisationnelles et humaines (formations)
- **GT CHSCT TMS** a suscité beaucoup d'intérêt et d'implication de la part des élus, représentants du personnel et du service concerné
- **Sa proposition de plan d'action de prévention des TMS** a été validée en réunion du CHSCT et certaines actions d'investissement et de formation déjà programmées.



Sandra Thammavong *et l'équipe du Centre prévention des risques professionnels :*
De gauche à droite : ***Arnaud Montauban*** *(chef de centre),* ***Carole Gil*** *et* ***Guillaume Charron*** *(conseillers de prévention)*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

L'activité du service gestion administrative et statutaire

- Mise en place de réunions thématiques et de suivi des actions entre équipe et responsables des collectivités
- Création d'indicateurs RH et diffusion aux responsables de service pour la collectivité de Floirac
- Professionnalisation du recrutement à Floirac : création de formulaires de prise en charge avec circuit de validation

Quelques chiffres sur l'activité recrutement et déroulement de carrière et paie

	FLOIRAC	AMBARES ET LAGRAVE
Nb bulletins de paie mois/an	550/6512	300/3250
Entrants	245	176
Sortants	320	136
Décisions sur logiciel métier	1232	674
Agents présentés à la PI	3	8
Avancement de grade	16	17
Retraite	10	8
Médailles	10	7
Annonces offres d'emploi	39	
Jurys	28	
Passage en conseil de discipline	2	
Allocataire retour emploi	2	1



Les équipes du Service Gestion Administrative et Statutaire

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Objectifs 2022 de la DRH

Calendrier des missions récurrentes pour la commune de Floirac

- Gestion des recrutements : annonces offre d'emploi, organisation des jurys, choix et gestion de l'arrivée des nouveaux agents
- Préparation de la campagne des avancements de grade à la promotion interne
- Carrière et paie pour **550 agents**
- Déploiement d'indicateurs RH à destination des directions avec suivi des effectifs, des mouvements, de l'exécution de paie (fréquence trimestrielle)
- Cycle des nominations à l'avancement de grade et promotion interne en septembre
- Gestion des médailles
- Préparation du budget prévisionnel de la masse salariale 2022 pour les deux entités
- Missions liées à la comptabilité et au schéma organisationnel du logiciel GDA (saisie des engagements, certification des factures, liquidation de la paie)
- Organisation et lancement de la campagne d'évaluation des agents.
- Elaboration d'un nouveau document annuel **« Rapport social unique »** :
  - Collecte, restitution des données à améliorer
  - Outil de synthèse du Centre de Gestion à stabiliser pour 2022

Calendrier des missions récurrentes pour la commune d'Ambarès-et Lagrave

- Préparation de la campagne des avancements de grade à la promotion interne
- Carrière et paie pour **300 agents**
- Déploiement d'indicateurs RH à destination des directions avec suivi des effectifs, des mouvements, de l'exécution de paie (fréquence trimestrielle).
- Cycle des nominations à l'avancement de grade et promotion interne.
- Gestion des médailles
- Missions liées à la comptabilité et au schéma organisationnel du logiciel GDA (saisie des engagements, certification des factures, liquidation de la paie)
- Production d'un tableau de suivi des échéances mensuelles pour pilotage des activités par la collectivité
- Etude annuelle du versement de l'indemnité de déplacement forfaitaire
- Suivi du versement du Complément indemnitaire annuel
- Suivi des arrêtés de travail, des accidents de travail, des maladies professionnelles
- Suivi des visites médicales

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

La Direction du Développement et de l'Aménagement...

2 976
Autorisations d'Occupation des sols traitées

87
Entreprises accompagnées

30
Suivis et exécutions chantiers

38
Etudes préliminaires

45
Acquisitions foncières

... en 2021

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

1. Présentation de la Direction du Développement et de l'Aménagement (DDA)

La **Direction du Développement et de l'Aménagement** (DDA) comporte **72 agents**, répartis au sein de **4 services** et **2 missions**. Les agents de la DDA sont également accompagnés par de nombreux collègues d'autres directions : assistantes de projets, assistants comptables, gestionnaires de marchés…

Le service **Aménagement Urbain** joue un rôle de maître d'ouvrage au sein du Pôle territorial, réalisant ainsi l'aménagement d'espaces publics, les opérations de voirie et de réseaux au travers des projets du FIC et du CODEV.
Plus encore, il intervient dans la réalisation de projets urbains, à l'image d'opérations d'aménagement (ZAC, PAE) et de renouvellement urbain.
Les chefs de projets du service sont également référents communaux pour 7 des 11 communes de la rive droite.
Enfin, dans le cadre de la mutualisation, le service est chargé de missions pour le compte de la commune de Floirac.



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le service **des études et de la Maîtrise d'œuvre** assure la maîtrise d'œuvre complète des opérations qui lui sont confiées (études préliminaires, avant-projets, dossiers de consultation, suivi de l'exécution des chantiers).
Il prend également en charge les prestations de dessin commandées par les autres services du pôle, ainsi que le suivi des effacements de réseaux publics.
Il intervient par ailleurs au niveau des espaces verts, pour les communes ayant mutualisé cette compétence.

Le service **Foncier**, créé à la suite de la déconcentration du foncier dans les pôles territoriaux, agit principalement dans la gestion juridique du domaine public (alignement, classement et déclassement de voies, transfert de gestion ou de propriété).
Il organise les acquisitions et cessions foncières nécessaires à la réalisation des projets des services du pôle, ainsi que la gestion patrimoniale des biens acquis dans ce cadre.
Au titre des missions mutualisées pour la commune de Floirac, il accompagne le suivi des dossiers fonciers, gère les avis sur les déclarations d'intention d'aliéner, et participe à l'élaboration et au suivi de la stratégie foncière.

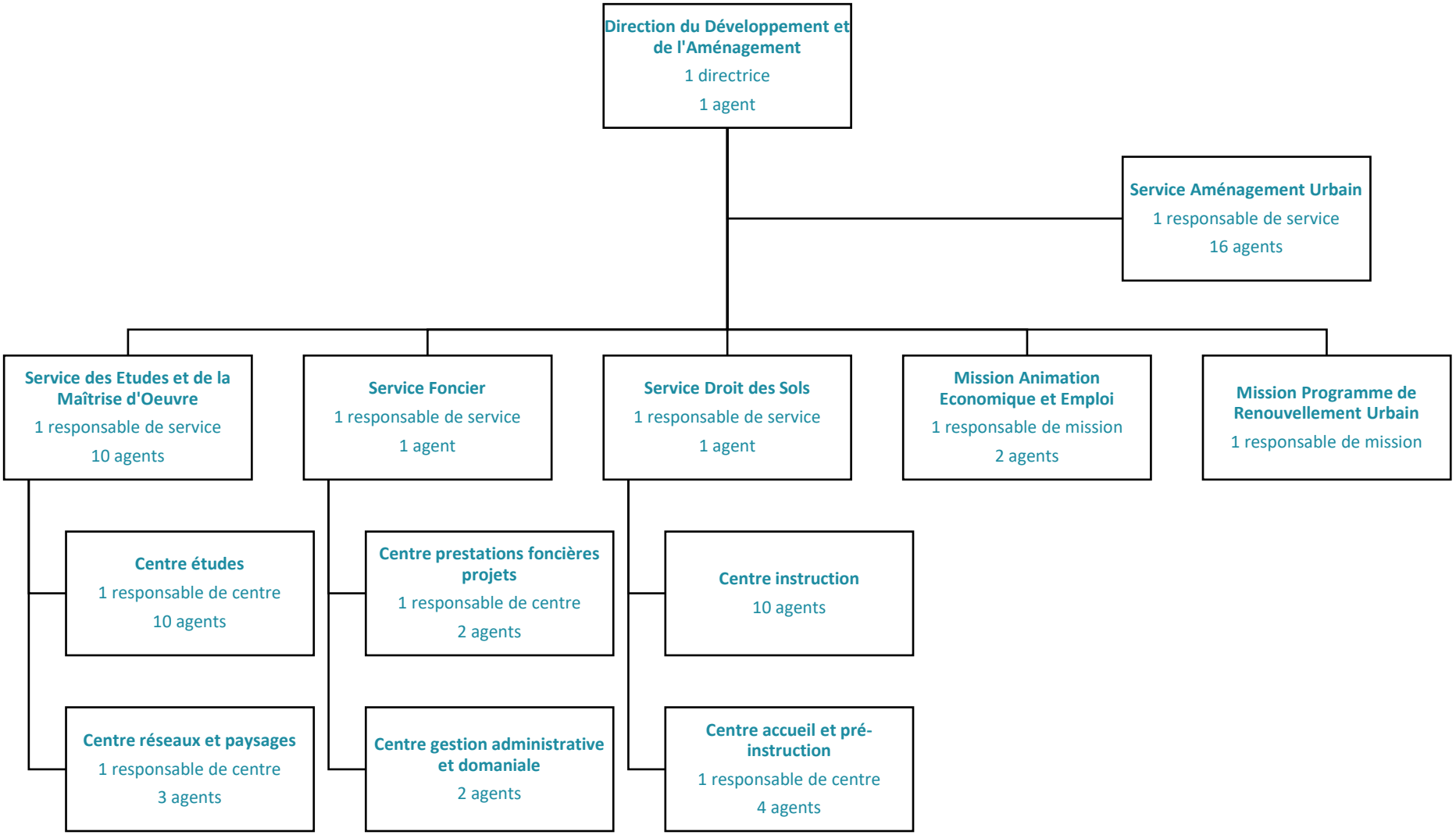
Le service **Droit des sols** réalise l'instruction des différentes Autorisations d'Occupation des Sols (AOS) pour le compte des communes de la rive droite, à l'exception de Cenon et Lormont qui ne bénéficient que d'un avis métropolitain.
Il assure également l'instruction des demandes d'arrêtés d'alignement, ainsi que la vérification de la mise en œuvre des prescriptions de voirie.

La mission **Animation Economique et Emploi** a pour vocation de faciliter l'implantation, le développement des entreprises et des emplois sur le territoire de la rive droite. Elle est donc une porte d'entrée métropolitaine pour les différents porteurs de projets économiques.
A ce titre, elle contribue à améliorer l'offre locale en foncier et immobilier économique en adéquation avec les besoins des entreprises.
En outre, elle construit avec les entreprises et acteurs du territoire un projet partenarial, visant à favoriser l'adéquation entre les emplois proposés et les demandeurs d'emplois sur le territoire de la rive droite.

La mission **Programme de Renouvellement Urbain (PRU)** pilote la réalisation opérationnelle des espaces publics des 5 PRU dans les calendriers globaux établis par la Direction de Projet (DH). Elle suit et gère les cinq mandats de maîtrise d'ouvrage (technique, administratif, financier). Elle veille à la cohérence des interfaces entre les projets (y compris hors PRU). Elle Assure la coordination du PTRD avec la Direction de projet (Direction de l'Habitat). Elle anime, participe et contribue aux instances de gouvernance transversale inter-PRU et par PRU.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Organigramme



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

4 questions Isabelle Thomas, Directrice de la DDA



Quels ont été les principaux faits marquants pour la DDA en 2021 ?

L'année 2021 a été marquée par **l'aboutissement du projet de direction**, démarche initiée début 2020, juste avant le début de la crise sanitaire. Dans ce contexte très contrarié, l'élaboration du projet de direction a été, en soi, un véritable défi relevé par toute la direction.

Elle a été aussi celle de **la préparation, de la négociation puis de la signature des contrats de CODEV 5** qui a fortement mobilisé les référents territoriaux. Les contrats de CODEV constituent une grande partie de la feuille de route de la DDA pour les prochaines années, à laquelle s'ajoute la programmation du FIC.

Enfin, l'année 2021 aura vu le démarrage de **2 projets très différents mais extrêmement impactants** pour les équipes : le lancement de la dématérialisation des autorisations d'urbanisme et des premiers projets de plantations dans le cadre du programme « 1 million d'arbres ».

En 2021, la DDA a engagé, avec la DCO, une démarche de mise à jour de son projet de direction. Quels en sont les principaux enjeux ?

L'élaboration du projet de direction vise à définir pour tous les agents **un cadre de travail fédérateur**, un référentiel de valeurs partagées et un outil de mobilisation. La crise sanitaire a renforcé la dimension managériale du projet en mettant en avant :

- La nécessité d'un accompagnement des changements dans les modes de communication issus de la généralisation du travail à distance
- L'optimisation de la circulation de l'information
- La volonté de développer la transversalité entre les services composant la direction et plus largement avec les directions centrales.

Quels sont, selon vous, les projets d'aménagement de l'espace public particulièrement marquants pour l'année 2021 ?

Au moins trois :

- Les travaux de création d'une voie verte sur l'avenue Carnot à Cenon (ou Côte des 4 pavillons) se sont achevés en octobre 2021. La réouverture de cette piste, décidée en plein confinement dans le cadre du Plan d'Urgence Vélo a fortement mobilisé les agents de la direction pour un résultat très satisfaisant au bénéfice des vélos et des piétons (montant global de 1,5 M€ TTC).
- Le réaménagement du chemin de la Matte à Bouliac est aussi emblématique de la capacité des équipes à concevoir et mettre en œuvre des projets en faveur des circulations piétonnes malgré des contraintes fortes (emprises limitées imposant de nombreuses acquisitions foncières et contraintes hydrauliques). Ce chantier de 750 k€ s'est achevé en décembre 2021.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

- Le réaménagement complet de la rue Jean Prat à Ambarès qui s'est achevé en novembre 2021 (montant global de 1,5 M€ TTC) portait également des ambitions fortes de sécurisation des circulations piétonnes et cyclistes, de réduction de la vitesse, de végétalisation de la voie et d'organisation du stationnement.

Quelles sont les enjeux de la DDA pour l'année 2022 ?

Comme chaque année, la DDA est attendue sur sa capacité à faire aboutir les projets souhaités par la population et les élus. C'est notre priorité et elle mobilise chacun des agents de la Direction à son niveau, qu'il appartienne à un service support ou opérationnel.

2022 devrait être l'année de la montée en puissance du **renouvellement urbain dans les 5 quartiers de la rive droite** pour lesquels Bordeaux Métropole porte des projets très ambitieux : la DDA pilote le volet espaces publics de ces projets et consacre beaucoup d'énergie pour concevoir puis mettre en œuvre des aménagements de qualité qui permettront de porter un regard nouveau sur ces quartiers.

Enfin, par son positionnement en proximité, sa polyvalence et sa capacité opérationnelle, la DDA continuera en 2022 à jouer un rôle majeur au service de la transition écologique et énergétique du territoire, en :

- contribuant à développer les modes de déplacement actifs (marche, vélo),
- prenant en compte le développement durable dans la conception et la réalisation des aménagements d'espaces publics (végétalisation, désimperméabilisation, choix des matériaux etc..),
- veillant au respect de la nouvelle Réglementation Environnementale 2020 (RE 2020) et à la qualité paysagère et architecturale des autorisations d'urbanisme,
- soutenant l'économie de la transition, axe stratégique de l'OIM Arc Rive Droite.



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

2. Point d'étape sur le projet de direction

Le diagnostic réalisé a permis de définir 5 lignes directrices :

- Favoriser une meilleure coopération
- Faciliter le partage et la communication
- Garantir un accueil et une intégration de qualité
- Optimiser l'action de la DDA grâce à ses services supports
- Consolider la coopération avec les directions centrales

Les temps d'échanges ont permis d'identifier un grand nombre d'objectifs et d'actions qui ne pouvaient tous intégrer le projet de direction tant leur mise en œuvre aurait pu s'avérer complexe et chronophage. Un travail de hiérarchisation, de priorisation des actions et d'analyse de la complexité de leur mise en œuvre, réalisé en CODIR élargi, a abouti à la définition de 13 actions prioritaires dont la plupart ont été aujourd'hui lancées avec des premiers résultats concrets comme la mise en place de nouveaux outils (kits d'accueil de nouveaux agents déclinés par service, déploiement de GEOPOLE) ou de nouvelles pratiques (participations croisées en réunions de service, immersion).



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3. Zoom sur les projets emblématiques de l'année 2021

Le Service Droit des Sols – Le projet Urba Smart

Témoignage d'Edouard Charrey



« Le projet UrbaSmart a été déployé afin de répondre à l'obligation légale de dématérialisation des AOS à compter du 1er janvier 2022.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole a fait le choix ambitieux du « tout numérique » (les dossiers encore déposés papier seront tous numérisés) évitant ainsi un « double-flux » et optant donc résolument pour un processus d'instruction unifié et cohérent.

Conséquence notable : la disparition de nombreuses tâches, pour la plupart fastidieuses, a permis de reconvertir 3 agents du service, passés d'appuis-instructeurs à 1 contrôleur et 2 instructeurs faisabilité. De nouvelles fonctions tournées donc vers le cœur du métier soit un gain très concret pour l'efficacité du service.

Mon intérêt pour le projet a conduit ma responsable à m'inclure au groupe de travail Urba Smart et participer ainsi aux réflexions menées en amont, être membre du comité de projet, et apporter un regard pleinement opérationnel sur les décisions prises. S'est ainsi structuré un dialogue permettant de faire le lien entre les lignes directrices du projet et la situation telle qu'elle était vécue par les agents sur le terrain. Cela a nécessité un fort investissement tout au long du projet.

La particularité du SDS du PTRD a donc été de construire la démarche autour d'un binôme entre le chef de service et un instructeur ; offrant ainsi un double regard sur tous les questionnements et incidences « sur le terrain » des multiples facettes de la démarche. »

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

La Mission PRU

Dans le cadre des 5 Projets de Renouvellement Urbain (PRU) de la rive droite, Bordeaux Métropole est garante de la qualité des aménagements des espaces publics qui vont modifier les quartiers dans les dix années à venir. Dans ce cadre, la Mission PRU du PTRD a entamé un travail visant à **favoriser la conception et la réalisation d'espaces publics appropriés** par les habitants et ancrés dans leur contexte territorial car coconstruits, connectés aux dynamiques locales et soucieux de l'identité du quartier. En effet, les espaces publics des Projets de Renouvellement Urbain représentent des terrains idéaux d'expérimentation pour **fabriquer la ville autrement**.

Cette démarche est portée par Loélia Castaings, stagiaire à mi-temps au sein de la Mission PRU depuis mars 2021 et étudiante en Master 2 « Projet, Stratégie et Maîtrise d'Ouvrage » à l'Institut d'Aménagement, de Tourisme et d'Urbanisme (Pessac).

L'objectif est de compléter le « Guide de conception des espaces publics métropolitains » par un **« Guide des espaces publics appropriés des PRU »**, s'appuyant sur une approche sensible et socio-culturelle des espaces publics. La mission s'est articulée autour d'un premier temps de recherches et de rencontres avec les acteurs (d'avril à juin 2021), puis d'un second temps d'élaboration de préconisations et de partenariats et de définition de sites d'expérimentation (septembre à décembre 2021), avant une formalisation d'une grille d'évaluation et du guide courant 2022.



*De gauche à droite : **Aurélie Dulaurent**, chargée d'opérations PRU, **Loélia Castaings**, stagiaire à la Mission PRU, **Violaine Pauline-Lempereur**, responsable de la Mission PRU*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le Service des Etudes et de la Maîtrise d'œuvre

Témoignage de Guy Darmusey

Rétrospective 2021



Une année de grand changement pour le service Maitrise d'œuvre avec plusieurs départs du service qui amorcent un grand renouvellement dans les équipes. Dans l'ordre, des départs de Sophie Maugat, Luc Dutruch, Richard Niéto et Florence Youbi que je remercie pour leurs années d'implication dans les projets et dans la vie du service. Une année riche pour les réussites personnelles, Sabrina Delsaux pour le concours et la nomination Agent de Maitrise, Jason Delaunay pour le concours de technicien et la nomination (sur le poste de Sophie), Léa Moreau (qui nous quittera en 2022) et Guillaume Sinsou pour le concours d'ingénieur.

L'année 2021 a aussi été consacrée à la réflexion et à la proposition d'une nouvelle organisation du service, actée en CT en fin d'année, avec une articulation sur 3 centres au lieu de 2 actuellement et bien évidemment la création d'un poste de responsable de centre.

L'année 2021 voit aussi la validation de la création d'un poste de Chargé de projet Paysage issu du transfert de compétence et de la mutualisation des services de la ville de Cenon.

L'arrivée du projet 1 million d'arbres a bien bouleversé le centre Réseaux et Paysages avec des séries de réunions, la recherche de parcelles et la réalisation de cartographies par commune, la réalisation des premières études de plantation Ce projet a créé une forte tension sur le plan de charge du centre.

Perspectives 2022

Dans la continuité de l'année précédente, cette année sera consacrée à la mise en place de la nouvelle organisation du service, et aux recrutements permettant de pourvoir aux remplacements des départs enregistrés l'année précédente ainsi qu'au remplacement de Léa et à celui de Guillaume nommé sur le poste de chef de centre. Je salue déjà l'arrivée de Margaux Courtial, de Bruno Langlois et d'Anastasia Lopez Amoros.

Il faut maintenant que nous reprenions tous ensembles nos marques afin que le service maitrise d'œuvre conserve sa pertinence et son efficacité.

La nouvelle organisation doit nous permettre de repenser nos relations avec les chefs de projets et chargés d'opération mais aussi avec les gestionnaires.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le Service des Etudes et de la Maîtrise d'œuvre – Le métier de chargée de projet paysage



Témoignage de Marjorie Carvel

« Après la création de la Métropole et la mise en place de la mutualisation au 1er janvier 2016, la compétence espaces verts et paysages est entrée dans les pôles territoriaux et a permis une acculturation progressive avec les domaines de la voirie et des mobilités– cela a vu apparaître le métier de chargé de projet paysage, que j'exerce moi-même au PTRD.

En quelques mots, nous contribuons notamment à trouver des solutions pour améliorer le cadre de vie, rendre les villes plus attractives et agréables à vivre.

Le postulat de départ est que le végétal participe à adoucir l'espace urbain, permet de créer des rapports d'échelle entre l'aire piétonne et le bâti ou l'espace routier, nous rattache au temps qui passe avec ses changements saisonniers.

Dans la mesure des contraintes de projet, nous cherchons donc à concilier aménagement urbain, respect du végétal, et développement de la nature en ville.

En termes d'organisation, la démarche projet est désormais structurée pour inclure tous les intervenants autour de celui-ci : un binôme de chargés de projets voirie/paysage, un chargé de projet réseaux et un projeteur afin de répondre pleinement au programme formulé en amont. Ainsi, au démarrage des études, nous réalisons ensemble la visite de terrain pour identifier la totalité des champs d'aménagement de l'espace public et trouver les meilleurs compromis. Désormais, nous nous attachons à intégrer les éléments remarquables du paysage existant, à rationaliser la place et la dimension des espaces en pleine terre – dans la mesure du possible, la volonté est de verdir au maximum l'espace public, de créer des ilots de fraîcheur, et ce, dans le respect des contraintes de gestion.

Avec le temps, et notamment la stratégie « 1 million d'arbres », la dimension paysagère des projets d'aménagement est devenue beaucoup plus prégnante. En tant que chargée de projet, c'est une vraie source de satisfaction et de motivation. »



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

La Mission Animation Economique et Emploi – L'étude pré-opérationnelle d'aménagement sur les parcs d'activités Feydeau/la Blancherie

En 2021, Bordeaux Métropole a conduit, en coordination avec la Ville d'Artigues-près-Bordeaux, une étude pré-opérationnelle d'aménagement sur les secteurs à vocation économique de la Blancherie et de la ZACOM Feydeau. L'objectif était d'organiser le développement simultané et articulé de ces deux zones mitoyennes en y intégrant notamment des programmes d'équipement publics. L'étude s'appuiera pour ce faire sur l'élaboration d'un « plan guide » formulé sur la base des projets suivants :

- dans le secteur de la Blancherie : un projet de développement économique potentiellement thématisé (artisanat et petite production, économie sociale et solidaire, économie circulaire, transition écologique…) associant un équipement public d'intérêt métropolitain.

- dans le secteur Feydeau : des projets de développement commerciaux intégrant notamment des équipements publics et privés autour des thématiques du sport et des loisirs.

En plus de proposer des scénarii d'aménagements témoignant d'une qualité urbaine, paysagère et environnementale, le « plan guide » a vocation à traduire un travail sur les mobilités douces et les déplacements apaisés au sein de la zone concernée. À noter que les parcs d'activités Feydeau/Blancherie ont par ailleurs intégré, en tant que secteurs opérationnels, l'Opération d'Intérêt Métropolitain (OIM) Arc Rive Droite.

Réalisé par une équipe pluridisciplinaire, le « plan guide » des parcs d'activités Feydeau/Blancherie sera présenté à la Ville au 1er trimestre 2022.



Site de la Blancherie à Artigues-près-Bordeaux

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le Service Foncier – Bilan de 2 années d'activité

Après deux ans d'existence, le service foncier du Pôle territorial a trouvé sa place au sein de la Direction du Développement et de l'Aménagement. Nous avons pu fluidifier et améliorer nos process pour gagner en cohérence et en efficacité.



Annabelle Galman
Responsable du service foncier

Fonctionnement en mode projet

Le service foncier a mis l'année 2021 à profit pour mieux développer ses échanges avec les autres services de la direction et s'intégrer durablement aux équipes projets.

Les problématiques foncières soulevées dans le cadre des projets font régulièrement apparaître des corrélations avec des dossiers suivis par le centre gestion administrative et domaniale.

Ainsi, les agents des deux centres du service foncier participent activement au développement des projets d'espaces publics et sont associés aux équipes projets, le foncier étant un élément indispensable à leur aboutissement.

Evolutions des effectifs

La stabilisation de nos procédures a confirmé des besoins qui avaient été pressentis en 2020. Ils se sont traduits par la création d'un poste de technicien topographe permettant au service foncier de monter en compétences sur les notions topographiques ; ainsi que celle d'un poste de chargé d'opérations domaniales afin de répondre aux questions foncières liées à la phase pré-opérationnelle des projets d'espaces publics dans les programmes de renouvellement urbain.

Cette recherche d'efficience va se poursuivre en 2022 par une réflexion organisationnelle et l'élaboration d'un projet de service qui permettra notamment de consolider la cohésion et la collaboration entre les agents.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le Service Aménagement Urbain

L'année 2021 a été consacrée aux négociations du CODEV 5 qui ont fortement mobilisé les 7 référents territoriaux du service ainsi que leur encadrement pour arriver à contractualiser avec les communes des engagements compatibles avec la capacité à faire des équipes. 2021 a été également l'année de lancement de GEOPOLE, l'outil de gestion du portefeuille des projets de la direction. Paramétré par une équipe projet constitué du SAU et du SMOE, conformément à nos attentes et nos manières de travailler, cet outil commence à être utilisé en routine par le service. Enfin comme chaque année, 2021 a connu son lot de départs et d'arrivées avec le départ en retraite de Frédéric Sanz de Galdeano et les arrivées de Mathieu Bernard et de Richard Niéto.

8 projets incluant des modes actifs (voies vertes, pistes cyclables…) ont abouti en 2021

Commune	Projet	Chef de projet
Bouliac	Chemin de la matte	Dominique RAFFAILLAC
Bassens	Rue Yves Montand	Magalie CUESTA
Ambarès-et-Lagrave	Rue de Formont	Gaëtan DUMAS
Lormont	Chemin Itey	Janic REDUREAU
Artigues-près-Bordeaux	Voie verte	Mélanie DUMAREAU-CREPU
Floirac	Chemin des plateaux	Marie SEREIN
Floirac	Voie Eymet	Marie SEREIN
Cenon	Avenue Carnot	Philippe PINARD

L'année 2022 verra avancer de nombreux projets à forts enjeux : les PEM de Bassens et Ambarès-et-Lagrave, la création de l'aire de grand passage d'Artigues-près-Bordeaux, le réaménagement des Boulevards Joliot Curie et Entre 2 mers notamment. D'autres qui ont bien occupé les équipes pendant de longues années s'achèveront enfin (fin des travaux de la dernière phase du Pont du Lyonnais par exemple). Les projets de renouvellement urbain de la rive droite continueront à monter en charge progressivement (Dravemont et Bassens Avenir) alors que le chantier de la 4ème phase des équipements publics de la ZAC des quais (voie Eymet) démarrera en début d'année.

La conduite de projets d'aménagement d'espaces publics, du démarrage des études jusqu'à la remise en gestion, restera comme chaque année un défi à relever pour les équipes du SAU qui voient les calendriers opérationnels s'allonger régulièrement en raison de préalables de plus en plus nombreux et complexes (autorisations environnementales, préalables fonciers, interventions des concessionnaires), de phases désormais incontournables de concertation de la population, et de procédures internes qui se complexifient (marchés publics, délégation de crédits par les directions centrales).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le Service Aménagement Urbain et la démarche participative dans l'aménagement du centre-ville d'Ambarès-et-Lagrave

Le réaménagement du centre-ville d'Ambarès-et-Lagrave a été l'objet d'une concertation citoyenne à l'issue de laquelle le développeur REALITES et sa proposition d'habitat écologique ont été sélectionnés. A l'origine de ce projet, trois institutions partenaires collaborent dans le processus de pilotage : la Ville d'Ambarès-et-Lagrave, l'aménageur Aquitanis et Bordeaux Métropole.
Stéphane Caillaud, Chef de projet urbanisme, représente depuis 2016 Bordeaux Métropole dans cette mise en place opérationnelle. « Je m'assure du respect des composantes politiques qui concernent la métropole, telles que les déplacements, l'aménagement des espaces publics, la production de logements sociaux, etc. Je vais ainsi donner mon point de vue sur la manière de procéder, alerter sur ce qui peut et ne peut pas être fait par l'aménageur. » Responsable du volet financier et programmatique des opérations, il est accompagné par sa collègue, Amandine Lataste sur la partie foncier et technique.

Un projet au cœur des attentes des Ambarésiens

A la demande du nouveau Maire, Nordine Guendez, il a fallu orienter le projet vers une démarche participative, avec pour enjeu de faire adhérer la population à cette dernière phase opérationnelle.
C'est l'agence COMM1POSSIBLE qui a été mandatée pour mener plus de 200 entretiens visant à recueillir les attentes des ambarésiens. Cette consultation a notamment permis de faire remonter la volonté de lier le centre de la ville et le Parc du Gua en contrebas. Pour intégrer le parc au projet d'aménagement, Stéphane collabore avec d'autres collègues dont ceux du Centre réseaux et paysages, Marjorie Carvel et Léa Moreau. En concertation avec la ville, elles dessinent les contours d'un futur parc aménagé dans le respect de la protection environnementale.

Une initiative primée

Cette démarche collaborative se conclut sur une notre positive puisqu'elle a reçu en décembre 2021 le trophée de la participation & de la concertation. « C'est une reconnaissance appréciée pour le travail fourni et surtout l'implication des Ambarésiens. » nous confie Stéphane Caillaud.



Nordine Guendez, *maire d'Ambarès-et-Lagrave (à gauche),* ***Stéphane Caillaud*** *(3ème position) et les partenaires présents reçoivent le Trophée de la participation et de la concertation.*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Objectifs 2022 de la DDA

Service droit des sols

- Mettre en œuvre le projet de dématérialisation Urba Smart
- Réaliser les actions du projet de direction
- Participer à la préparation de la 11ème modification du PLU

Mission Animation économique

- Finaliser le plan guide et valider le projet d'aménagement d'ensemble
- Acquérir le site TDF
- Démarrer les études « commerces » à Floirac et Ambarès-et-Lagrave
- Ouvrir les premières conciergeries à Floirac et Saint-Vincent-de-Paul

Service Maîtrise d'œuvre

- Mettre en œuvre la nouvelle organisation du service
- Pourvoir au remplacement des départs des agents
- Accueillir les nouveaux agents dans des conditions optimales
- Maintenir la pertinence et l'efficacité du service
- Repenser nos relations avec les chefs de projets, les chargés d'opération et les gestionnaires

Service Aménagement urbain

- Conduire les projets d'aménagement d'espaces publics (du démarrage jusqu'à la remise en gestion) dans les délais impartis malgré l'allongement des calendriers opérationnels, la complexification des procédures internes et la concertation avec la population.
- Poursuivre de nombreux projets à fort enjeux (le PEM de Bassens et Ambarès, la création de l'aire de grand passage d'Artigues, le réaménagement des boulevards Joliot Curie et Entre-deux-mers
- Achever la dernière phase du pont du Lyonnais
- Démarrer la 4ème phase des équipements publics de la ZAC des quais
- Monter en charge progressive des PRU de Bassens et Floirac

Mission PRU

- Publier le guide des espaces publics appropriés et partager sa grille d'évaluation
- Engager des démarches participatives innovantes sur les espaces publics et des opérations d'urbanisme temporaire en lien avec l'A'Urba
- Conduire les premières études et les premiers travaux d'espaces publics des PRU à Floirac (Dravemont)

Service foncier

- Renforcer et renouveler les équipes du service
- Mettre en œuvre les protocoles fonciers des PRU
- Prendre la DUP foncière sur le projet de la route de Latresne à Bouliac

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

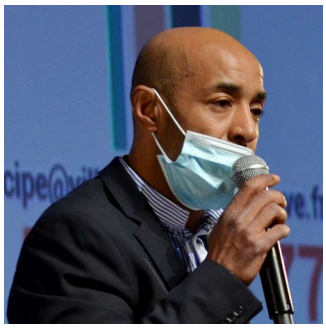
Bilan par commune

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Ambarès-et-Lagrave

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux

En 2021, quelles actions menées avec le pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?
J'ai pu constater l'investissement des agents du Pôle territorial Rive Droite sur toutes les questions concernant l'environnement et la nature. Si Bordeaux Métropole et la Ville ont clairement défini des enjeux et des priorités, dans le cadre du projet « 1 million d'arbres », je salue le travail des équipes qui mettent en œuvre au quotidien des projets valorisant la nature et le territoire ambarésien.



Nordine Guendez - Maire

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?
L'année 2021 a été le signe de la solidarité entre le Pôle territorial Rive Droite et la commune. J'ai vu dans chaque service, sur chaque projet commun, des liens opérationnels se créer. Du soutien, des ambitions partagées, une dynamique de travail sont engagés et commencent à porter leurs fruits. Je crois que nous constatons tous la naissance de cette culture commune qui nous permettra, à terme, de mieux répondre aux besoins des habitants. C'est cette priorité que nous devons renforcer.

Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?
Je fais pleinement confiance aux agents du PTRD pour atteindre cet objectif. Je suis particulièrement attentif à la réactivité des services, car c'est ce que les habitants attendent quand ils nous sollicitent pour des sujets qui concernent leur quotidien. Peu importe que la réponse soit apportée par des agents de la Ville ou par ceux de BM. Nous devons continuer à développer cela et travailler à créer de la proximité au service des Ambarésiens. Je serai vigilant à ce que nous puissions quantifier les résultats pour mesurer notre efficience.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Benoît Videau, référent communal



En quoi consiste le rôle du référent communal de la commune d'Ambarès-et-Lagrave ?
Être référent, c'est avant tout être la porte d'entrée de Bordeaux Métropole pour la commune, élus ou fonctionnaires. L'inverse est vrai, c'est également être le relais des agents métropolitains cherchant un interlocuteur en commune. Ma mission principale est d'animer les réunions de suivi du contrat de co-développement. A ce titre, je suis en relation avec les chefs de projets, la mission contractualisation et la commune.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune d'Ambarès-et-Lagrave ?
J'ai la particularité d'être également chef du service territorial 1 qui est service commun sur 5 thématiques différentes, notamment les thématiques espaces publics. Je suis par conséquent en contact très régulier avec la commune sur de nombreux sujets : aussi bien les sujets du quotidien – entretien des espaces verts, propreté – que les projets structurants financés sur les enveloppes FIC ou CODEV.

En 2021, quelle action menée pour la commune d'Ambarès-et-Lagrave vous a le plus marqué ?
En vue de résoudre des problèmes d'inondations dans plusieurs quartiers, des études hydrauliques ont été lancées ce qui a abouti à la mise en place d'un plan d'actions. Le réseau d'hydrographie de surface étant complexe (interconnexions réseau public / privé, peu de pente, manque d'entretien de nombreuses zones…), des opérations de curage de fossés publics et privés se sont avérées nécessaires. Bordeaux Métropole a lancé des campagnes de curage sur son patrimoine. La ville a mis en demeure de nombreux administrés. Ce travail reste à poursuivre pour que les actions menées soient efficaces.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**13**
Montant du FIC	**680 497,42 €**
Nombre de permis de construire délivrés	**199**
Nombre de négociations foncières	**25**
Nombre de chantiers	**5**
Nombre d'entreprises accompagnées	**7**
Nombre d'achats de parcelles	**19**
Nombre de voies classées	**0**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Aménagement de la rue Jean Prat
AMBARES-ET-LAGRAVE –
FIC

Chef de projet : Amandine LATASTE
Chargé d'opération : Amandine LATASTE
Chargés de projet : Malika GRISET, Luc DUTRUCH, Marjorie CARVEL
Projeteur : Jason DELAUNAY
Surveillant : Sébastien HINEUX
Assistante de projet : Céline MAIRE

Les objectifs du projet d'aménagement de la rue Jean Prat étaient de :

- Libérer un trottoir accessible côté EST
- Libérer une voie verte côté OUEST.
- Organiser le stationnement sur chaussée.
- Ralentir la circulation.
- Créer des zones d'aménagement particulier permettant de ralentir les vitesses de circulation.
- Apporter une touche végétale malgré l'emprise contrainte.

L'aménagement a été réalisé en 2 phases : un 1er tronçon de l'avenue Jules Ferry à la rue de la lande puis un 2ème tronçon de la rue de la lande jusqu'à la rue du Broustey.



AVANT



PENDANT



APRES

Coût du projet : 1,5 M €

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Ambès

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux



Kévin Subrenat - Maire

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?
L'année 2021, bien que marquée par la poursuite de cette crise sanitaire sans nom, a tout de même permis l'émergence de beaux projets mêlant enjeux métropolitains et communaux. Ainsi, en ce qui concerne la commune d'Ambès et le Pôle territorial Rive Droite, l'action la plus importante fut la mise à l'eau du nouveau ponton à embarquement. Equipement flambant neuf, d'un coût avoisinant les 500 000 euros, il met incontestablement en valeur les berges de la Dordogne et participe à la valorisation du patrimoine touristique fluvial.

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?
La relation Pôle territorial – commune est primordiale. Il est important d'avoir une communication accrue et d'entretenir des liens au quotidien. Nos services doivent être complémentaires et travailler en parfaite harmonie. Ainsi, nous travaillons en étroite collaboration sur l'ensemble des sujets. Tout cela induit forcément une plus-value dans le travail réalisé par les services du PTRD. J'aspire, demain à un partenariat toujours plus spontané et poussé pour des résultats encore meilleurs !

Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?
Forcément de grandes et belles attentes ! Le projet phare pour cette nouvelle année sera bien entendu la création de l'Opération d'intérêt Métropolitain (OIM) Arc Rive Droite. Ce projet structurant, ayant pour vocation de rapprocher les territoires, est très attendu sur la rive droite. Outil fédérateur, impulsant un développement économique d'un nouveau genre nous fondons beaucoup d'espoir dans ce dispositif. Créatrice d'emplois, nul ne doute que cette OIM permettra de dynamiser et donner de l'attractivité à notre territoire.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Mathieu Bernard, référent communal



En quoi consiste le rôle du référent communal de la commune d'Ambès?
J'assure un rôle de proximité et de « porte d'entrée » pour la commune au sein de la grande maison de Bordeaux Métropole. Au-delà du suivi des projets d'espaces publics en lien avec le FIC, je m'efforce d'être disponible concernant l'ensemble des sujets qui impactent la ville. Les communes sont très sollicitées, sur des sujets très divers car les compétences de Bordeaux Métropole sont très diverses, et cela n'a fait que s'accroitre avec la mutualisation. Je ne suis référent que depuis quelques mois mais j'ai une longue expérience en commune, me permettant de me mettre à la place des équipes techniques d'Ambès quant à leur rapport à notre établissement public.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune d'Ambès ?
En raison de ma prise de poste récente, je tache de me montrer disponible pour la ville et d'être présent sur le territoire, y compris sur des sujets en dehors de notre compétence espace public. Je tâche de créer des liens de confiance avec mes confrères par des temps d'échanges régulier. Je ne connaissais pas la commune avant d'en être le référent, je m'efforce d'avoir un regard neuf sur les problématiques qui la concernent.

En 2021, quelle action menée pour la commune d'Ambès vous a le plus marqué ?
Ici encore, je manque de recul pour répondre avec une grande pertinence. Je dirais que le lancement des travaux du centre bourg a été un fait marquant. J'ai assisté à la réunion publique préalable au lancement des travaux, où la population a pu se rendre compte de la réalité de ce qui sera une transformation très intéressante de leur environnement.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**6**
Montant du FIC	**45 263,36 €**
Nombre de permis de construire délivrés	**1**
Nombre de négociations foncières	**4**
Nombre de chantiers	**2**
Nombre d'entreprises accompagnées	**2**
Nombre d'achats de parcelles	**2**
Nombre de voies classées	**1**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Création d'une voie verte entre le bourg et le Parc de Cantefrêne

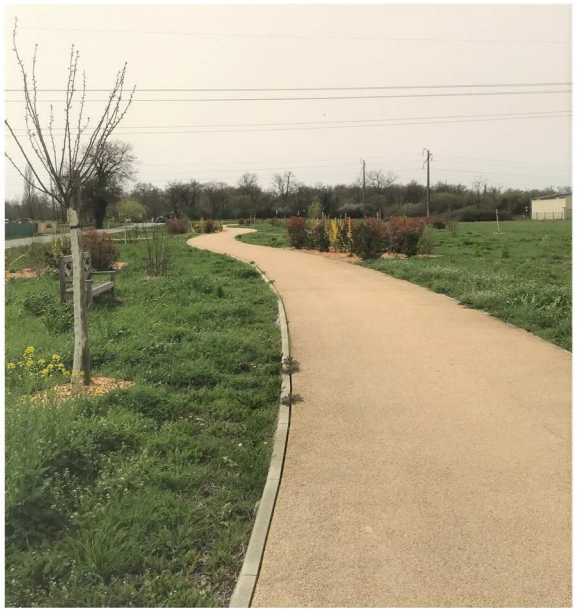
AMBES - FIC

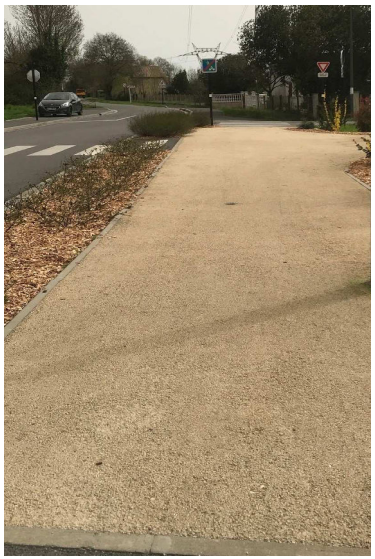
Chef de projet : Mélanie DUMAREAU – CREPU
Chargé d'opération : Françoise DARSAULT
Assistante de projet : Josiane FAURIAUX

La voie verte se trouve le long de la rue des frères Devès et permet de relier, d'Est en Ouest, le bourg au Parc de Cantefrêne. Situé à proximité immédiate d'une polarité de logement et des équipements publics scolaire, il permet un accès sécurisé et confortable vers le parc.

L'attractivité et l'accessibilité de ce parc de près de 60 hectares ont été améliorées par des travaux importants ces dernières années, notamment par la création d'un site de stationnement pour les activités de loisirs et de pêche.

La voie verte propose en outre des bancs et des espaces paysager et plantés favorisant la pause et la promenade.







Coût des études et travaux : 40 000 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux

En 2021, quelles actions menées avec le pôle territorial rive droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?
Nous pouvons citer la procédure de jury de l'école Feydeau, l'accompagnement sur les sujets de voiries, la réalisation de voies vertes avenue du Périgord, l'écriture du contrat de CODEV 5, le plan guide de la Blancherie Feydeau.



Alain Garnier - Maire

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du pôle territorial rive droite ?
Oui. D'une manière générale, les relations sont satisfaisantes avec le PTRD.
La ville a pu relever que la communication reste un élément important, y compris entre les services du PTRD.

Quelles sont vos attentes à l'égard du pôle territorial rive droite pour 2022 ?
Nous souhaitons conserver une bonne transversalité entre les services communaux et e PTRD pour la réussite des projets communaux (la cession de l'ilot Bel Air, la halle de marché, l'école Feydeau…).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Magalie Cuesta, référente communale



En quoi consiste le rôle de la référente communale de la commune d'Artigues-près-Bordeaux ?
Le rôle de référent consiste à être l'interlocuteur privilégié de la commune sur toutes les thématiques qui relèvent de la métropole, afin de simplifier son rapport à notre organisation qui comportent de multiples acteurs. Je me fais donc le relais de toutes leurs questions et j'essaye de leur apporter un soutien technique dans le domaine de l'aménagement.
J'ai également la charge de l'ensemble des projets alloués au FIC.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune d'Artigues-près-Bordeaux ?
Nous sommes en étroite collaboration avec la directrice d'aménagement, et une vraie relation de confiance s'est construite. Je suis référente depuis maintenant presque 4 ans.

En 2021, quelle action menée pour la commune d'Artigues-près-Bordeaux vous a le plus marqué ?
Le changement de mandature en 2020, avec un changement d'une partie de l'équipe technique a nécessité un accompagnement tout au long de l'année sur différentes thématiques.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**11**
Montant du FIC	**380 445,26 €**
Nombre de permis de construire	**73**
Nombre de négociations foncières	**23**
Nombre de chantiers	**2 FIC / 1 CODEV**
Nombre d'entreprises accompagnées	**21**
Nombre d'achats de parcelles	**0**
Nombre de voies classées	**0**

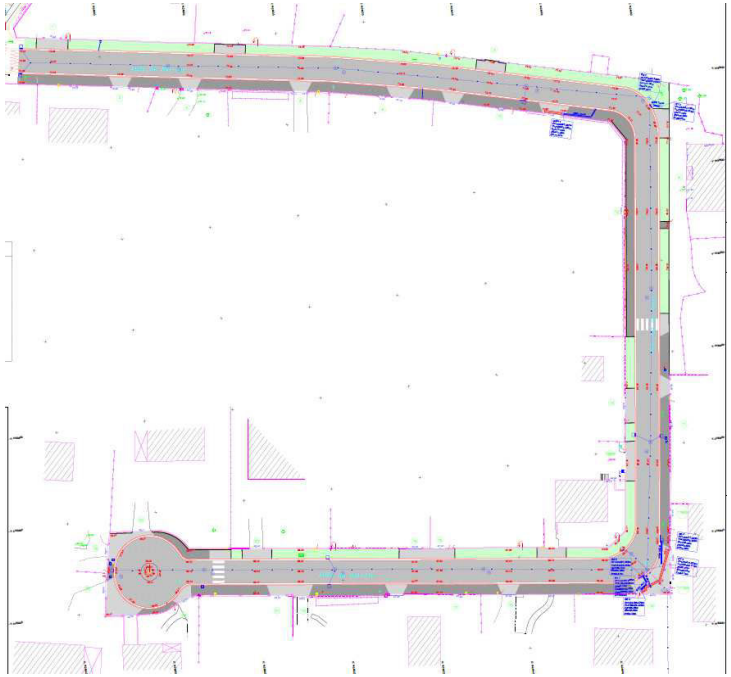
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Allée de Bel Air
Phase étude : 2020
Exécution : 16/11/2020 au 19/02/2021
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX - FIC

Chef de projet : Magali CUESTA
Chargé d'opération : Philippe PINARD
Chargé de projet : Guillaume SINSOU
Projeteur : Sabrina DELSAUX
Surveillant : Franck NOUTS
Assistante de projet : Josiane FAURIAUX

L'étude de l'Allée Bel Air consiste en un réaménagement général de la voie, voie métropolitaine de catégorie 4, l'objectif de l'étude est de proposer :

- Un cheminement piétonnier sur l'ensemble de la voie libre de tout obstacle
- La création de place de stationnement sur chaussée pour éviter le stationnement sauvage sur trottoir
- L'aménagement d'un trottoir végétalisé





Avant



Après

Coût du projet : 300 000€

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?
Le PTRD a participé activement au réaménagement de la commune en cours et à venir. Les travaux des rues Pomme d'Or et Saint James s'intègrent dans le développement du nord de la commune. De nombreuses études menées en 2021 permettront de donner un nouveau visage à la ville : le réaménagement de la rue Fénelon permettra de sécuriser l'accès aux écoles, le projet de giratoire de l'avenue Manon Cormier fluidifiera le trafic. Les mobilités alternatives à la voiture ne sont pas oubliées avec la transformation de la gare en Pôle d'échanges multimodal et l'aménagement de pistes cyclables le long des quais. L'aménagement du site Prévôt permettra également le développement des activités artisanales.


Alexandre Rubio - Maire

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?
Le Pôle territorial Rive Droite est un partenaire privilégié de la commune. Les compétences de la Ville et de la Métropole sont complémentaires pour assurer le bien-être au quotidien et favoriser le développement apaisé de Bassens. Nos actions, issues d'une réflexion concertée, sont donc naturellement complémentaires.
Le rôle du référent communal est essentiel pour faire la synthèse du FIC, du CODEV et des opérations de maintenance et signalisation diverses.
Qu'il s'agisse notamment du portage de projet de l'OIM Arc Rive Droite ou des pré-instructions de permis de construire, les équipes du PTRD accompagnement au quotidien les services communaux.

Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?
Les services techniques de la commune voient leur organisation évoluer. Le fonctionnement entre la Métropole et la commune s'en verra légèrement impacté. Le suivi des opérations – partenariales notamment – doit se renforcer au quotidien.
Après de nombreuses études, l'année 2022 verra le démarrage de nombreux projets qui visent à sécuriser les déplacements en voiture mais aussi à pied et à vélo. Le renouvellement urbain poursuivra également son cours. Les études des voiries internes et externes du quartier permettront d'acter la métamorphose du quartier de l'avenir.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Gaëtan Dumas, référent communal



En quoi consiste le rôle du référent communal de la commune de Bassens ?
Le référent communal de Bassens est la porte d'entrée des différents services en lien avec les politiques métropolitaines. C'est le premier guichet, l'interlocuteur privilégié entre la ville et la métropole, il en charge d'aider, d'accompagner et de communiquer sur les enjeux des deux collectivités.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Bassens ?
Les revues de contrat de développement, CODEV, permettent 2 fois par an de faire un point d'avancement à Monsieur le Maire des différentes fiches actions suivies par les services de la métropole. Des réunions ont lieu régulièrement avec les services techniques afin de valider les différentes étapes des projets. C'est un travail de collaboration entre la métropole et la ville.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Bassens vous a le plus marqué ?
Le PRU du Quartier de l'Avenir et le développement des Lisières Nord sont étroitement liés, cela a nécessité de nombreuses réunions de travail afin de mener à bien l'ensemble des opérations. Ces projets demandent un important investissement dans le cadre d'une conduite d'opération complexe afin de proposer, dans les années à venir, un nouveau cadre de vie aux nouveaux habitants.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**17**
Montant du FIC	**347 482,14 €**
Nombre de permis de construire	**50**
Nombre de négociations foncières	**17**
Nombre de chantiers	**2**
Nombre d'entreprises accompagnées	**2**
Nombre d'achats de parcelles	**2**
Nombre de voies classées	**0**

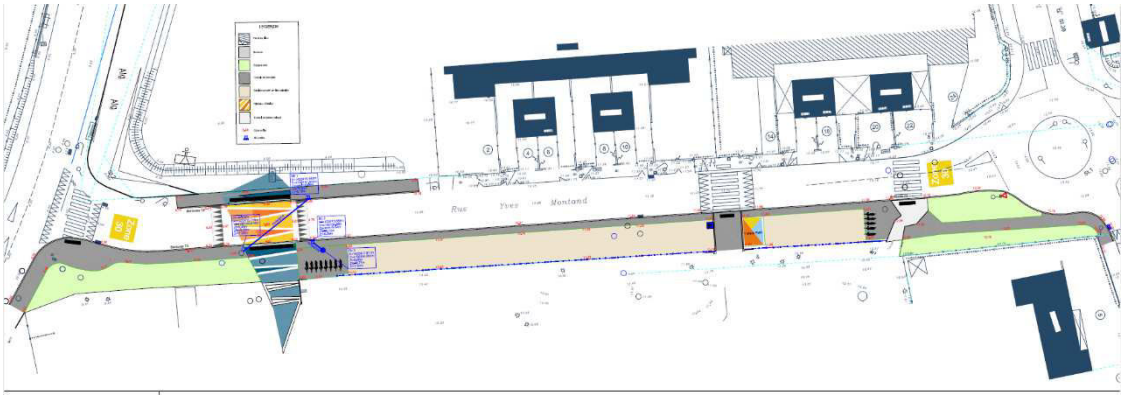
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Rue Yves Montant – accompagnement équipement du Pôle d'animation de Lien Social (PALS)

Phase étude : 01/01/2020 au 31/05/2020
Exécution : 01/05/2021 au 21/05/2021
BASSENS - CODEV

Chef de projet : Magali CUESTA
Chargé d'opération : Béatrice ASO
Chargé de projet : Bruno MOUNISSENS
Projeteur : Karen LAFON
Surveillant : Patrice CARBONNIER
Assistante de projet : Céline MAIRE

L'objectif de ce projet est de réaliser des travaux d'accompagnement de cet équipement en contribuant à la sécurisation de la circulation piétonne et cyclable, tout en conservant le stationnement.
Une zone 30 et un plateau animé ont été créés entre le PALS et le city stade.
Des espaces verts ont été créés et seront plantés dans le cadre des travaux du parvis du groupe scolaire Rosa Bonheur et Frédéric Chopin.



Avant



Après



Coût du projet : 275 000 € - Financement CODEV et 5% FIC

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?



Dominique Alcala - Maire

L'année 2021 a une nouvelle fois fait l'objet d'importants travaux de voirie menés par les services du Pôle territorial Rive Droite de Bordeaux Métropole.

Les principales réalisations ont été :

- Le réaménagement complet du chemin de la Matte avec notamment la création de trottoirs, d'un réseau d'assainissement d'eaux pluviales, d'adduction d'eau, d'espaces verts ainsi que la couche de roulement refaite à neuf. En parallèle, la municipalité a enfoui l'ensemble des réseaux aériens existants et posé de nouveaux candélabres d'éclairage public. Tous ces aménagements permettent une sécurisation de la voie pour les riverains qui s'en trouvent pleinement satisfaits. Cette opération est exemplaire et mérite les félicitations à la maîtrise d'œuvre et aux entreprises.
- Dans le cadre de la future construction des commerces de proximité en centre bourg, les travaux de requalification de la Place Vettiner ont commencé avec la création d'une nouvelle voie et d'espaces dédiés aux piétons et à la circulation douce. Les travaux continuent sur 2022 au niveau du chemin de Malus et de la rue du Bourg. Les matériaux mis en œuvre, de grande qualité, valorisent le centre historique de la commune inclus dans le périmètre de protection des bâtiments de France.
- La fin de l'année 2021 a été marquée par le réaménagement de la Côte de Bouliac entre l'avenue du Domaine de Vialle et l'avenue de la Belle Etoile. Les cheminements piétonniers ont été élargis et les arrêts de bus repositionnés de sorte à être plus accessibles aux usagers. Là aussi, les réseaux d'électricité, de téléphonie et d'éclairage public ont été enfouis sur l'ensemble du tronçon concerné.

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?

Je suis, avec l'ensemble des élus municipaux et personnel municipal, très satisfait du travail réalisé par les services du Pôle Territorial de la Rive Droite de Bordeaux Métropole tant au niveau des travaux que des conseils et analyses des autres services métropolitains (urbanisme, référent communal, chefs de projets,) sous l'autorité de Thibault RUFAS, Directeur.

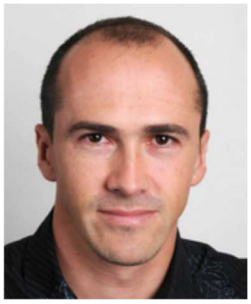
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?
L'année 2022 verra la fin des travaux d'aménagement voirie du centre bourg ainsi que le démarrage de deux importants programmes prévus au CODEV / FIC à savoir : la sécurisation de la Côte du Piquet et le recalibrage du dernier tronçon de l'avenue de la Belle Etoile.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**6 fiches (+ 1 sur la RD113) sur le CODEV5** **1 fiche sur l'avenant du CODEV4**
Montant du FIC	**1 608 751,70 €**
Nombre de permis de construire délivrés	**62**
Nombre de négociations foncières	**50**
Nombre de chantiers	**2 sur le FIC : chemin de la Matte (terminé) et place Vettiner (en cours)** **1 sur le Codev : Cote de Bouliac (en cours)**
Nombre d'entreprises accompagnées	**1**
Nombre d'achats de parcelles	**13**
Nombre de voies classées	**0**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Dominique Raffaillac, référent communal



En quoi consiste le rôle du référent communal de la commune de Bouliac ?
Le rôle du référent consiste à être l'interlocuteur privilégié de la commune sur toutes les thématiques qui relèvent de la Métropole, afin de proposer à la ville une « porte d'entrée » unique et de simplifier son rapport à notre organisation.
Il veille aux bonnes relations avec la commune, en étant réactif vis-à-vis des demandes des élus et s'assure du suivi de ces demandes auprès des différents acteurs.
Le référent est aussi garant de la négociation des contrats de co-développement, de leur suivi et de leur bonne mise en œuvre, ainsi que de la programmation des FIC et de leur bon niveau de réalisation.
Le référent est également chef de projet de tous les projets inscrits au FIC, et assure de ce fait la définition des besoins, le pilotage des études et des travaux, et le suivi financier de chacune des opérations.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Bouliac ?
Nous avons très couramment des contacts téléphoniques ou des échanges par mail sur tous les sujets de compétence métropolitaine qui préoccupent les élus et les services. Nous tenons aussi des réunions régulières plus formelles pour le suivi du FIC, l'avancement des projets et mise à jour de la programmation. Depuis 4 ans que je suis référent, les relations sont toujours très cordiales, basées sur la confiance réciproque.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Bouliac vous a le plus marqué ?
Sans hésitation, le chantier de requalification du chemin de la Matte. D'abord parce que c'est une opération phare sur le FIC en termes de montant d'investissement. Ensuite c'est une opération limitrophe avec une commune non métropolitaine qui a nécessité une convention de délégation de maitrise d'ouvrage avec la commune de Latresne et enfin parce qu'elle a connu quelques difficultés et rebondissements majeurs : négociation infructueuse d'une acquisition foncière stratégique pour le fonctionnement hydraulique du projet après 6 mois de tractations qui a entrainé la refonte du projet hydraulique, arrêt des travaux d'enfouissement avec le confinement sanitaire de 2020, aléas de chantier divers avec à la clé des plus-values qui ont largement dépassé l'enveloppe prévisionnelle et bouleversé le reste de la programmation du FIC. Finalement, le chantier s'est bien terminé, l'opération est une réussite pour les riverains et les élus et la programmation du FIC a retrouvé un nouvel équilibre.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Chemin de la Matte (entre Route de Latresne et ancienne voie Eymet)
Etudes : février 2019 à mars 2020,
Travaux réseaux : mai 2020 à mars 2021
Travaux voirie : avril 2021 à décembre 2021
FIC 2015 – 2020 et 2021 – 2026

Chef de projet : Dominique RAFFAILLAC
Chargé d'opération : Béatrice ASO
Chargé de projet : Malika GRISET
Projeteur : David BILLARD
Surveillant : Sébastien HINEUX
Assistante de projet : Josiane FAURIAUX

Le chemin de la Matte relie la route de Latresne en pied de coteau à la RD113 et constitue la limite communale avec Latresne. Elle est bordée de part et d'autre par deux accotements enherbés et des fossés. Elle est en partie concernée par le risque inondation de la Garonne et longe une zone humide.
L'aménagement prévu entre le giratoire de la route de Latresne, au niveau du giratoire des Quatre Murs, et l'ancienne voie ferroviaire de Eymet, voire au-delà jusqu'au dernières maisons bouliacaises soit 750m, a pour objectif premier d'**assurer la sécurité des piétons,** dont quelques enfants qui prennent le bus scolaire, qui n'ont qu'un petit accotement pour cheminer. L'aménagement doit permettre aussi de **réguler la vitesse et le trafic** sur cette voie qui est utilisée comme shunt lorsque la rocade est saturée. Enfin cet aménagement doit **tenir compte des contraintes environnementales** et notamment hydrauliques de la plaine de Bouliac.
Le projet prévoit une réduction de la largeur de chaussée au profit d'un trottoir, la création d'un assainissement pluvial avec régulation des eaux de ruissellement par des bassins de rétention enterrés, et l'apaisement de la circulation par l'implantation de quatre écluses routières.
Le projet comprend aussi l'enfouissement des réseaux et la rénovation de l'éclairage public.
Les quelques surlargeurs d'emprises disponibles sont végétalisées pour maintenir un faible niveau d'imperméabilisation du sol.

Coût du projet : 1,575 M€ hors régularisations foncières





Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Carbon-Blanc

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?



Patrick Labesse - Maire

L'année 2021 est surtout marquée par la mise au point et la négociation du contrat de CODEV 5. le PTRD a été déterminant pour aider la commune dans l'expression de ses besoins et la traduction dans le contrat.
Il faut noter également un travail soutenu autour du FIC pour améliorer les voiries mais aussi dans l'aide apportée pour passer la ville à 30 km/h.
Enfin, le soutien dans un dossier d'aménagement urbain sur un quartier de la ville (les Roches) a été très important aussi.
A signaler enfin, les relations constantes et fluides entre les services de la commune et les services « instruction du droit des sols » et « de la commande publique ».

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?
Nous sommes satisfaits du niveau de services et du soutien en compétences sur certains sujets (foncier – développement éco …) et des bonnes relations humaines entre les agents de la commune et ceux du PTRD.
Comme toutes les communes, nous pourrions souhaiter que les procédures soient plus rapides et que les délais de réalisation soient plus courts.
Nous avons appris à travailler ensemble et nous avons conscience que chacun essaie dans son domaine de compétences d'être le plus possible à l'écoute de l'autre et de trouver les meilleurs moyens pour faire avancer les dossiers.

Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?
Je dirais que cela continue aussi bien, voire en trouvant encore des marges d'amélioration pour satisfaire au mieux les besoins de nos concitoyens.
Carbon-Blanc est une ville qui a engagé des programmes lourds (écoles, installations sportives, voiries) pour accueillir dans de bonnes conditions les nouveaux habitants. Nous attendons donc un soutien actif du PTRD pour nous permettre de mener à bien l'ensemble de ces projets.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Stéphane Caillaud, référent communal



En quoi consiste le rôle du référent communal de la commune de Carbon-Blanc ?

Le rôle de référent consiste à être l'interlocuteur privilégié de la commune sur les thématiques métropolitaines, notamment à travers les diverses revues du contrat de Co-développement. Ce rôle d'interface auprès des directions centrales et de conseils apportés auprès du pouvoir décisionnel de la commune positionne le référent comme une « porte d'entrée » généralisée qui simplifie les relations au regard de la multiplicité des acteurs métropolitains et simplifie la relation de la commune avec notre organisation. Je me considère comme une « personne pivot » au service de leur développement territorial.

J'ai également la charge de l'ensemble des projets alloués au FIC et du projet de l'aménagement de la rue de la Mouline - axe structurant intercommunal (Ambarès-et-Lagrave, Bassens, Carbon Blanc) dans le cadre du CODEV 5.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Carbon-Blanc ?

Nous sommes en lien permanent, et avons instauré un rythme de travail collégial qui nous place dans une relation de confiance construite au fil des mois avec l'arrivée des nouveaux édiles en 2020.

Lors de la mutualisation des services de 2015, à mon arrivée à Bordeaux Métropole, j'ai rejoint la rive Droite. Et depuis plus de 6 ans, je joue ce rôle auprès de la commune de Carbon-Blanc.

Son besoin en ingénierie fait que la Métropole devient un appui incontournable, même si la difficulté peut résider aujourd'hui sur les compétences récupérées par la ville (espaces verts, mobiliers urbains) avec la coordination et la co-activité rendues nécessaires tout au long des projets.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Carbon-Blanc vous a le plus marqué ?

La ville 30 km/h. C'est une volonté municipale qui a été rapidement affichée dès leur arrivée. Cette volonté forte impulse une nouvelle dynamique orientée vers plus de modes actifs. Même si cette première phase de travaux est essentiellement de la signalisation horizontale et verticale, elle impulse une nouvelle approche de l'aménagement des espaces publics.

L'année 2021 a permis ainsi d'affiner une programmation FIC en cohérence, et notamment amorcer des négociations pour un PUP qui doit permettre la réalisation d'une opération qui n'aurait autrement pas vu le jour.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**10**
Montant du FIC	**38 274,16 €**
Nombre de permis de construire	**78**
Nombre de négociations foncières	**8**
Nombre de chantiers	**1**
Nombre d'entreprises accompagnées	**3**
Nombre d'achats de parcelles	**6**
Nombre de voies classées	**0**



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

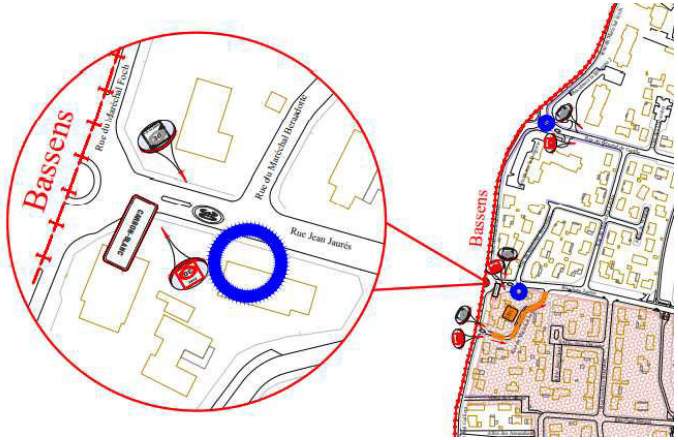
Ville 30 km/h – Cadrage et aménagement des secteurs

Phase exécution : 08/11/2021 au 29/11/2021
CARBON BLANC – FIC et Signalisation

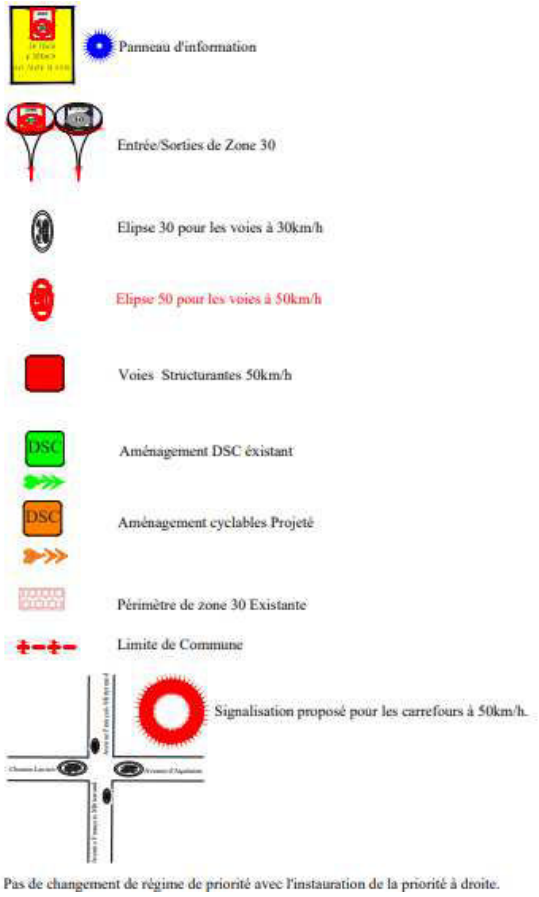
Chef de projet (Signa-SAU) : Laurent ROUSSET - Stéphane CAILLAUD
Chargé d'opération : Marie-Angèle DE CAMPOS
Surveillant (Signa) : César ROBALO
Assistante de projet : Céline MAIRE

A l'été 2021, la commune a rencontré les Carbon-Blanais pour échanger autour de la mobilité dans la ville, et d'un éventuel passage de l'ensemble du territoire en zone 30 à l'automne 2021. Ce passage généralisé (à l'exception de quelques axes structurants) de Carbon-Blanc en Ville 30 permet de poursuivre différents objectifs :

- l'apaisement de la circulation dans la ville,
- un meilleur partage des voies entre les différents utilisateurs et dissuader les applications GPS de proposer la ville comme « itinéraire bis »
- une plus grande sécurité pour un temps de trajet pratiquement similaire tout en réduisant les nuisances liées au bruit et à la pollution de l'air.







Il a été matérialisé sur l'ensemble du territoire 102 ellipses. 31 panneaux d'informations ont été posés en entrée de commune sur les principales voies d'accès pour participer à la communication sur la mise en place de la zone 30.

Coût du projet évalué à 60 000 € (FIC + Signa)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux

En 2021, quelles actions menées avec le pôle territorial rive droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?



Jean-François Egron - Maire

Dans la continuité de l'année 2020, je souligne à nouveau le soutien logistique et technique des équipes du PTRD pour le maintien de la propreté de la ville pendant les quelques semaines de confinement. Je souligne également l'investissement du PTRD dans la réalisation du projet de la voie verte, de la sécurisation de la traversée de l'avenue Carnot ainsi que du passage entre le pôle intermodal la Buttinière et le Rocher de Palmer. Ces aménagements étaient très attendus.

Enfin, je veux mettre l'accent sur la régularisation de la compétence Espaces verts, propreté et mobilier urbain sur la voirie communautaire et la mutualisation de ces mêmes compétences sur l'espace public communal : le pilotage remarquable de ce dossier, dans une parfaite collaboration, dans un calendrier contraint, a permis de d'atteindre l'objectif fixé, celui de la signature de la convention cadre, à la fin de l'année 2021.

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du pôle territorial rive droite ?

Je suis satisfait du travail réalisé et de la méthodologie mise en place : des référents et interlocuteurs tant pour la Ville que Bordeaux Métropole identifiés, des temps d'échanges réguliers organisés, ce qui facilite grandement la fluidité dans les relations. Ces temps d'échanges permettent l'expression des avis de chacun, d'éviter les points de blocage et tout retard dans le déroulement des opérations.

Quelles sont vos attentes à l'égard du pôle territorial rive droite pour 2022 ?

Nos attentes portent sur l'accompagnement des services du PTRD, dans les grandes opérations d'aménagement et du développement du territoire, sur leur réactivité afin que les délais de réalisation des projets sur la ville restent les mêmes. Je pense aux opérations de renouvellement urbain, à l'Opération d'Intérêt Métropolitain Arc Rive Droite, dont font partie, les projets d'aménagement des zones d'activités économiques de Lissandre et Jean Zay ; à la question des mobilités : les transports en commun et la traversée de la Garonne. Des enjeux majeurs se croisent ici. Enfin, nous avons également des attentes quant au fonctionnement, à la suite de la régularisation et la mutualisation des compétences espaces verts, propreté et mobilier urbain. Nous souhaitons en effet, pour les cenonnais, la poursuite du haut niveau de service effectué préalablement par les agents de la ville. C'est un objectif très fortement rappelé, lors de nos échanges, auquel je suis très attaché.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Mélanie Dumareau-Crépu, référente communale



En quoi consiste le rôle de la référente communale de la commune de Cenon ?
Le rôle de référent consiste à être l'interlocuteur privilégié de la commune sur toutes les thématiques qui relèvent de la Métropole, afin de proposer à la ville une « porte d'entrée » unique et de simplifier son rapport à notre organisation, et ses multiples acteurs. Je me fais donc le relais de toutes leurs questions.
J'ai également la charge de l'ensemble des projets alloués au FIC, et en charge du projet de l'étude de programmation économique et urbaine sur le secteur de l'ex PAE de Pelletan.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Cenon ?
Je suis référente territoriale depuis peu de temps pour cette commune mais référente pour le FIC depuis plus de 2 ans. La relation de confiance est en train de se construire car il y a eu aussi beaucoup de mouvements de personnel du côté de la ville de Cenon. La commune de Cenon a beaucoup de projets en cours, et s'appuie beaucoup sur la métropole.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Cenon vous a le plus marquée ?
La réalisation de la voie verte avenue Carnot côté Cenon ainsi que le lancement des études sur le projet du Loret.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**14**
Montant du FIC	**488 033,08 €**
Nombre de permis de construire	**60**
Nombre de négociations foncières	**1**
Nombre de chantiers	**5**
Nombre d'entreprises accompagnées	**0**
Nombre d'achats de parcelles	**0**
Nombre de voies classées	**0**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Avenue Vincent Auriol
Phase exécution (date) :
CENON - FIC

Chartier piloté par le ST2
Responsable unité : Mario Miguel
Surveillant : Thierry Laqueche

Les travaux de la réfection des couches de roulements de l'Avenue Vincent Auriol se sont réalisés en 2 phases :

- La première phase a été de reprendre le « droit à l'erreur » du giratoire Auriol/Triolet/Aristide Briand. Les travaux de maçonnerie ont été réalisés en journée. Cependant, le rabotage et la réfection de la couche de roulement ont été réalisés de nuit.
- La deuxième phase a consisté, après que la ville de Cenon a repris le réseau d'éclairage public, à refaire la couche de roulement de l'avenue Vincent Auriol dont la surface correspond à 3 200 m² pour un montant de 54 000 €. L'opération a été réalisée de jour avec une mise en place de déviation, car le secteur est très emprunté par les automobiles.

Coût de l'opération : 90 000 €



Avant



Après

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?

De nombreux projets ont été menés ou engagés en 2021 avec les services du PTRD. Je souhaite en retenir 4 qui me paraissent refléter la bonne collaboration entre le PTRD et la ville de Floirac :

- Le réaménagement de la liaison douce le long de la voie Eymet notamment entre la mairie et l'école Pasteur sur lequel la direction du développement et de l'aménagement s'est fortement mobilisée,
- Le réaménagement du Chemin des Plateaux avec à terme la mise en place d'un chaussidou,
- La poursuite de l'expérimentation du télétravail avec la contribution importante de la DRH,
- Le séminaire des Finances à destination de la majorité municipale avec la participation active de la DAF.



Jean-Jacques Puyobrau
Maire

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?

La ville de Floirac entretient de bonnes relations de travail avec le PTRD basées sur le dialogue et l'écoute réciproque. La distance géographique entre les services du PTRD et la commune implique d'ailleurs une attention particulière et nécessite des rencontres régulières.

Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?

Dans la continuité de la démarche d'amélioration continue lancée en partenariat avec le PTRD, je souhaite toujours plus de proximité entre les services de la commune et du PTRD afin de gagner en réactivité, une présence accrue des cadres de Bordeaux Métropole au sein des services.

.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Marie Serein, référente communale



En quoi consiste le rôle de la référente communale de la commune de Floirac ?
Le référent communal est l'interlocuteur principal de la commune. C'est vers lui, ou elle, que la commune se tourne quand elle ne sait pas à quel service de Bordeaux-Métropole s'adresser. C'est alors au référent de la conseiller, l'orienter voire la mettre en contact.
C'est également le référent qui est en lien étroit avec la commune pour la préparation et pour le suivi des contrats de codéveloppement.
Enfin, c'est généralement le référent communal qui prépare avec la commune la programmation des projets d'aménagement relevant du FIC (fonds d'intervention communal), en assure la maîtrise d'ouvrage et en rend compte à la commune.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Floirac ?
Formels ou informels, les échanges avec la commune, élus ou services, sont très réguliers, voire quotidiens. Ils se font en confiance. Agent mutualisé, je connais bien le territoire, ses projets et ses acteurs et cela m'aide beaucoup.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Floirac vous a le plus marquée ?
Il y en a 2, impossible à départager tant elles étaient préparées et attendues depuis longtemps. Il s'agit du lancement des travaux sur la séquence 2 de la voie Eymet (action CODEV) et celui des travaux sur le chemin des plateaux (action FIC).

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**25**
Montant du FIC	**768 687,95 €**
Nombre de permis de construire délivrés	**79**
Nombre de négociations foncières	**8**
Nombre de chantiers	**5**
Nombre d'entreprises accompagnées	**30**
Nombre d'achats de parcelles	**2**
Nombre de voies classées	**0**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Chemin des Plateaux
2021 - 2022
FLOIRAC - FIC

Chef de projet : Marie SEREIN
Chargé d'opération : Béatrice ASO
Assistante de projet : Marie MOUCHON
Chargé de projet : Malika Griset
Projeteur : Eric ALLETRU
Surveillant : Mickaël GENDRON

Calendrier : Démarrage des travaux le 7 juin 2021 - Fin programmée début juin 2022 (hors plantations) (durée globale : 11 mois)

Objectifs poursuivis par le projet :

- **Assurer la continuité, la sécurité et le confort des circulations piétonnes** en élargissant les trottoirs,
- **Favoriser la continuité cyclable**, en créant une zone 30 et un chaussidoux pour un meilleur partage de la chaussée
- **Apaiser la circulation automobile** et rythmer le parcours, en réduisant la chaussée et implantant des plateaux ralentisseurs
- **Maintenir les continuités végétales** et les masses boisées en prévoyant des plantations partout où c'est possible
- **Renforcer, préserver et mettre en valeur la qualité paysagère et architecturale du site**, véritables vecteurs de l'identité du chemin des Plateaux,
- **Préserver les arbres remarquables**
- **Enfouir les réseaux** existants.

Faits marquants :

- Des travaux en partie financés par des PUP
- Un chaussidoux ou CVCB (chaussée à voie centrale banalisée), solution de partage de la voie encore peu développée sur la métropole.





Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Lormont

Le pôle, c’est le maire qui en parle le mieux



Jean Touzeau - Maire

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?
Comme pour tous les projets longs à se concrétiser, nous avons eu la satisfaction de réceptionner l'aménagement de la voie verte des quais ainsi qu'une station Vcub à la sortie du BatCub, équipement qui était très attendu pour venir compléter l'offre de mobilité sur la Ville.

Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?
Nous avons mis en place des méthodes de travail pour chaque thématique afin que les relations soient les plus cordiales et efficaces possibles : foncier, voirie, circulation, espaces verts, instruction du droit des sols... La question de la propreté de la ville reste un sujet très lourd et impactant pour les équipes du service technique 2 qui restent malgré tout à l'écoute et réactives.

Quelles sont vos attentes à l’égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?
Que les projets d'aménagements puissent se concrétiser pour le réaménagement de la rue Jean Moulin, l'aménagement de la placette d'entrée du fil Vert sur la rue du Général de Gaulle et le démarrage des travaux de la nouvelle voie d’accès des cascades. Beaucoup d'études sont également attendues pour préparer les réalisations des prochaines années sur des quartiers en pleine mutation comme à la Ramade ou pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de Carriet. Et bien sûr que le travail collaboratif entre les équipes municipales, y compris les élus, et les équipes du PTRD puissent continuer à se conforter.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Janic Redureau, référent communal



En quoi consiste le rôle du référent communal de la commune de Lormont ?
Mon rôle de référent consiste principalement à assurer un lien entre la commune et le pôle territorial dans le cadre du FIC et du CODEV.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Lormont ?
Je travaille essentiellement avec les interlocuteurs de la Direction des Services Techniques et d'Urbanisme avec qui je mène des échanges réguliers sur les projets. J'interviens également pour d'autres demandes ponctuelles.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Lormont vous a le plus marqué ?
La préparation du contrat de co-développement 5ème génération a représenté l'un des évènements principaux.
La commune de Lormont et Bordeaux Métropole ont également réalisé des projets très attendus, tels que l'aménagement d'une voie verte REVE sur les berges de Garonne, l'implantation d'une nouvelle station Vcub aux abords de la station Bat cub ainsi que l'instauration d'une ville apaisée 30km/h. Les études engagées dans le cadre du PRU Carriet, ainsi que celle concernant la faisabilité du transport par câble, représentent aussi des actions marquantes menées au cours de l'année 2021.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**16**
Montant du FIC	**479 331,55€**
Nombre de permis de construire délivrés	**50**
Nombre de négociations foncières	**3**
Nombre de chantiers	**24**
Nombre d'entreprises accompagnées	**4**
Nombre d'achats de parcelles	**0**
Nombre de voies classées	**2**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Voie verte le long des berges de Garonne – Itinéraire REVE
Avril 2021
LORMONT CODEV– FIC

Chef de projet : Janic Redureau
Chargé d'opération : Bernadette Vrit Arribillaga
Chargé de projet : Frédéric Lenne
Surveillant : Michaël Gendron
Assistante de projet : Marie Mouchon

Dans le cadre du contrat de co-développement 2018-2020, Bordeaux Métropole s'est engagée à réaliser une voie verte piétons / vélos sur la berge de Garonne entre la place Aristide Briand et le parc de l'Ermitage, le long des quais Numa Sensine et Elisabeth Dupeyron.

Le projet a consisté à requalifier la piste existante par une voie verte piétons / vélos de 1000 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur, offrant ainsi un espace confortable et sécurisé répondant avec souplesse à la multiplicité des usages.

La création d'aires de pique-nique, le confortement de l'alignement végétal et des zones de stationnement sont venus compléter l'aménagement.

COUT DU PROJET : 650 000€ TTC

Avant



Après



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Saint-Louis-de-Montferrand

Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux



Josiane Zambon - Maire

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?

L'année 2021 a été marquée par la revue de contrat CODEV et la négociation du nouveau contrat avec l'appui très apprécié de notre référente territoriale.

Du côté des travaux, une opération majeure a débuté : la tranche 3 de l'aménagement qualitatif du bourg en centre-ville et la fin de la réalisation de la piste cyclable rue Roger Espagnet.

Sur la poursuite du projet d'aménagement des parenthèses : le démarrage de la parcelle « mémoires de crues » et l'amorce des projets Grand Angle et passerelle sur l'Estey.

A noter aussi la définition de l'itinéraire doux de la commune.

S'agissant des AOS : poursuite de l'instruction des AOS et du soutien technique du pôle pour les récolements avec préparation à la dématérialisation (Urba Smart).

En collaboration avec les services centraux de Bordeaux Métropole, la réalisation d'Ateliers de sensibilisation au risque inondation pour le grand public.

Etes-vous satisfaite du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?

Nous sommes très satisfaits du travail réalisé par les services du PTRD et de la relation établie, basée sur la confiance. Notre référente du pôle sur la commune connait très bien nos problématiques.

Tous les services rattachés au PTRD font le maximum pour apporter des réponses réactives à nos demandes.

C'est un appui précieux pour une petite commune comme la nôtre.

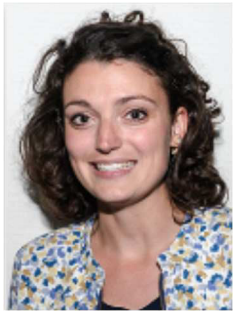
Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?

Nos attentes sont le maintien de cette collaboration pour la mise en œuvre du CODEV et pour les aménagements identifiés dans le cadre du FIC avec notamment la poursuite de l'aménagement des Parenthèses.

Nous souhaitons conserver cet accompagnement dans le quotidien et dans les moments de vigilance lors des alertes crues ou autres évènements sensibles.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Eulalie Leclerc, référente communale



En quoi consiste le rôle de la référente communale de la commune de Saint-Louis-de-Montferrand ?
Le rôle de référent consiste à être l'interlocuteur privilégié de la commune sur toutes les thématiques qui relèvent de la Métropole, afin de proposer à la ville une « porte d'entrée » unique et de simplifier son rapport à notre organisation et ses multiples acteurs. Je me fais donc le relais de toutes leurs questions.
J'ai également la charge de l'ensemble des projets alloués au FIC, et en charge du projet des Parenthèses dans le cadre du CODEV 5.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Saint-Louis-de-Montferrand ?
Nous sommes en lien très étroit, et une vraie relation de confiance s'est construite. Je suis référente depuis maintenant presque 10 ans ! La commune de Saint-Louis-de-Montferrand a besoin d'ingénierie, et s'appuie beaucoup sur la Métropole.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Saint-Louis-de-Montferrand vous a le plus marquée ?
Le top départ du projet de passerelle au-dessus de l'Estey et du promontoire sur la parcelle Grand angle. Les projets n'en sont qu'aux esquisses et des études environnementales sont en cours, mais les amorcer était déjà très grisant !

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**3**
Montant du FIC	**63 594,38 €**
Nombre de permis de construire délivrés	**10**
Nombre de négociations foncières	**3**
Nombre de chantiers	**2**
Nombre d'entreprises accompagnées	**0**
Nombre d'achats de parcelles	**0**
Nombre de voies classées	**0**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Aménagement qualitatif du bourg (Tranche 3)
rue et impasse de la Paix, rue Lagardère
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND – FIC

Chef de projet : Eulalie Leclerc
Chargé d'opération : Philippe Pinard / Richard Nieto
Chargé de projet : Frédéric Lenne
Projeteur : Paul-Antoine Ricart
Surveillant : Stéphane Petit

Calendrier : Démarrage des travaux au 1er septembre 2021 - Fin des travaux prévisionnelle le 11 mars 2022 (durée globale : 7 mois).

Objectifs poursuivis par le projet :
- **Renforcer le centre et son attractivité** en prolongeant le centre-bourg vers l'arrière, à savoir la rue Lagardère, qui relie la bibliothèque et le centre de loisirs avec la salle des fêtes, l'église et la mairie ;
- **Reprendre des éléments existants de la place de la mairie** (structurantes pour rappel de l'avenue de la Garonne, palette végétale adaptée au contexte actuel, pergola en rappel de celle existante avenue de la Garonne…) afin d'assurer un lien avec la place actuelle et une cohérence dans les aménagements ;
- **Dynamiser le recours aux modes doux** (rendre plus agréable l'espace public et valoriser les piétons, traiter l'impasse de la Paix en espace partagé afin de donner la priorité aux modes doux…).

Faits marquants :
- 3 changements d'équipe au niveau de l'entreprise sur le projet qui a rendu indispensable une continuité du suivi renforcé ;
- 1 dévoiement de réseau d'assainissement sous vide non détecté lors des investigations ;
- Des négociations foncières non abouties qui ont engendré un report des travaux sur une partie du programme initial.





Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Saint-Vincent-de-Paul



Le pôle, c'est le maire qui en parle le mieux



Max Colès - Maire

En 2021, quelles actions menées avec le Pôle territorial Rive Droite ont été les plus remarquables pour votre commune ?
La commune est en attente de la réalisation de plusieurs projets, notamment les cheminements doux indispensables à la sécurité des habitants qui se déplacent à pied ou à vélo.

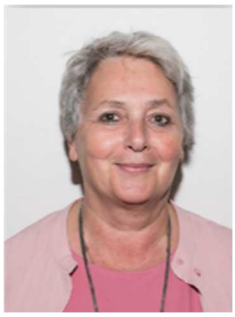
Etes-vous satisfait du travail réalisé par les services du Pôle territorial Rive Droite ?
Bien sûr. Pour notre commune, le Pôle est le relais indispensable pour travailler sereinement avec la Métropole. Nous sommes impatients de voir la réalisation de nos projets et souhaitons toujours plus de réactivité. Seul le Pôle peut l'assurer.

Quelles sont vos attentes à l'égard du Pôle territorial Rive Droite pour 2022 ?
Resserrer nos liens pour tendre vers plus de proximité, plus d'accompagnement. Nous souhaitons des échanges plus réguliers pour une collaboration plus étroite.

Les chiffres clés de la commune en 2021	
Nombre de fiches CODEV pilotées par le PTRD	**7**
Montant du FIC	**274, 50 €**
Nombre de permis de construire délivrés	**12**
Nombre de négociations foncières	**4**
Nombre de chantiers	**2**
Nombre d'entreprises accompagnées	**1**
Nombre d'achats de parcelles	**1**
Nombre de voies classées	**0**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

3 questions à Pascale Wertheimer, référente communale



En quoi consiste le rôle de la référente communale de la commune de Saint-Vincent-de-Paul ?

Le rôle de référent consiste à être l'interlocuteur privilégié de la commune sur toutes les thématiques qui relèvent de la Métropole, afin de proposer à la ville une « porte d'entrée » unique et de simplifier son rapport à notre organisation, multiples acteurs. Je me fais donc le relais de toutes leurs questions et fait l'interface avec les chef.fes de projets notamment pour les thématiques du CODEV lorsque la commune manifeste un intérêt pour un sujet particulier lors des revues de contrat.

Le référent a également la charge de l'ensemble des projets alloués au FIC. Pour ma part, je porte également la fiche « Valorisation végétale et découverte de la commune et des abords du lac » du CODEV 5 pour aider la commune à définir son projet et la guider dans l'élaboration de celui-ci.

Comment travaillez-vous avec les services de la commune de Saint-Vincent-de-Paul ?

Nous nous contactons assez régulièrement. Je leur fais part des avancements des dossiers FIC et j'essaye d'être présente lors des présentations sur les sujets essentiels de la commune afin de comprendre les liens à faire sur différents dossiers et les aider au mieux lorsque des questions émergent. La commune de Saint-Vincent-de-Paul a besoin d'ingénierie, et s'appuie beaucoup sur la métropole.

En 2021, quelle action menée pour la commune de Saint-Vincent-de-Paul vous a le plus marquée ?

L'avancée des études sur les itinéraires doux, la commune étant très en attente de ce projet pour permettre aux habitants de pouvoir se déplacer en sécurité à pied ou en vélos sur cet axe très circulé, ainsi que les études préliminaires en cours sur la place du Port qui permettront à terme d'offrir un aménagement valorisant sur le plan du cadre de vie et du paysage sur Saint-Vincent-de-Paul, en prenant en compte le projet d'assainissement en cours sur ce secteur, et l'éventualité de la mise en place d'un ponton pour de futures activités fluviales de loisirs.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Régularisation des remblais - Hermes 1 – Raccordement de la jalles des toureilles au fossé Hermes

Phase étude : 2017-2021
Travaux assainissement eaux pluviales : 2021
SAINT VINCENT-DE-PAUL

Pôle territorial Rive droite
Chef de projet : Mathieu Bernard
Chargé d'opération : Olivier FRUA
MOE externe : Cabinet Merlin
Assistante de projet : Josiane FAURIAUX

Régularisation des remblais et raccordement de la jalles des Toureilles

Le pôle territorial, maître d'ouvrage du projet a travaillé avec le Cabinet Merlin en tant que maître d'œuvre, pour étudier et réaliser les travaux.

Ce dossier a été élaboré pour permettre une régularisation des remblais du terrain Hermès édifiés en zone définie comme inondables par les eaux débordées. Les travaux ont consisté en la pose de collecteurs se raccordant à un ouvrage et de têtes de pont équipée de protections anti-intrusion et de garde-corps ainsi que la création d'enrochement sur une berge.

La régularisation des remblais comporte une autre mesure compensatoire, qui consiste au recalibrage du fossé exutoire en Garonne, un peu plus au Nord et dont la mise en œuvre se réalisera ultérieurement

Le Pôle est en cours de procédure dossier CNPN (Conseil National de la Protection de la Nature) sur cette partie, pour une réalisation envisagée en 2023/2024.

Coût de l'opération : 103 000 €



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_105_1-DE

Direction générale RH et administration générale
Moyens techniques et immobilier

BORDEAUX
MÉTROPOLE

Esplanade Charles-de-Gaulle
33045 Bordeaux cedex
Tél. 05 56 99 84 84
Fax 05 56 96 19 40
bordeaux-metropole.fr

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_106_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n°2022 / 106 -

Ouvertures dominicales des commerces pour 2023

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron » ;

VU le Code du Travail, notamment pris en ses articles L. 3132-26 et suivants ;

Par exception à la règle du repos dominical, l'article L. 3132-26 du Code du travail permet aux maires de donner par arrêté municipal aux commerces de détail (sauf

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_106_1-DE

dérogation de plein droit ou exceptionnelles), l'autorisation d'ouvrir jusqu'à 5 dimanche par an ;

Pour rappel, plusieurs types de commerces disposent d'une dérogation de plein droit leur permettant d'ouvrir tous les dimanches : jardinage/bricolage/ameublement ; fabrication de produits alimentaires pour la consommation immédiate ; tabac.

Les surfaces alimentaires, quant à elles, ont la possibilité d'ouvrir tous les dimanches jusqu'à 13 heures.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron », tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, a modifié cet article en portant à 12 le nombre maximal de dérogations qu'un Maire peut donner à cette règle et a renforcé les mesures de compensations en faveur des salariés volontaires.

Ainsi, chaque salarié privé du repos pour les jours susvisés doit bénéficier d'un repos compensateur d'une durée équivalente, sans préjudice du repos hebdomadaire obligatoire d'une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives et du repos quotidien habituel d'une durée minimale de onze heures consécutives.
Ce repos compensateur sera accordé par roulement à l'ensemble du personnel dans les quinze jours qui suivent le dimanche travaillé auquel il se rapporte.

La mise en œuvre de la dérogation ainsi instituée doit respecter les dispositions suivantes :

- il revient au Maire de prendre, avant le 31 décembre 2022 pour l'année 2023, un arrêté municipal précisant le nombre et le calendrier de ces ouvertures exceptionnelles. L'arrêté doit préciser les mesures compensatoires envisagées pour les salariés ;
- le Maire doit préalablement recueillir l'avis simple du Conseil Municipal quel que soit le nombre de dimanches envisagés. Si le nombre de ces dimanches est supérieur à 5, il doit également recueillir l'avis conforme de l'EPCI de rattachement. Il doit également, conformément à l'article R. 3132-21 du Code du travail, qui n'a pas été modifié par la « loi Macron », consulter les organisations professionnelles et de salariés intéressées.

CONSIDERANT qu'au regard du nombre de dérogations envisagées et portées à la connaissance du Président de Bordeaux Métropole par courrier en date du 23 septembre 2022, il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis conforme de l'organe délibérant de cet EPCI ;

CONSIDERANT d'autre part que, conformément aux prescriptions légales, les organisations professionnelles et de salariés intéressées ont été préalablement consultées ;

CONSIDERANT que Monsieur le Maire peut autoriser l'ouverture des commerces, par branches d'activités, dans la limite de douze dimanches par an ;

CONSIDERANT que l'avis conforme de l'organe délibérant de Bordeaux Métropole n'est obligatoire que lorsque le nombre de dérogations autorisées est supérieur à cinq, par branches d'activités ;

CONSIDERANT qu'il convient d'obtenir l'avis du Conseil Municipal sur les ouvertures dominicales pour l'année 2023 ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_106_1-DE

La Commission Urbanisme, Développement économique, emploi, commerce, artisanat entendue le 29 novembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

De donner un avis favorable à l'ouverture des commerces de détail du territoire au titre de l'année 2023 pour 5 dimanches, dont les dates sont :

- 15 janvier 2023
- 3, 10, 17 et 24 décembre 2023

De préciser que les dates seront fixées par arrêté municipal pris avant le 31 décembre 2022

De charger Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération et à signer tout document afférent à ce sujet

Adoptée à la majorité

POUR : 27 voix

CONTRE : 2 voix
(M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE)

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_107_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 107 -

Désignation des membres des jury de sélection d'un artiste en résidence Projet PRISMES

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Locales ;

CONSIDERANT la participation de la commune au projet artistique métropolitain PRISMES qui a pour objectif d'accueillir durant une année un artiste plasticien en résidence sur la commune ;

Le projet PRISMES est porté par le collectif BAM PROJECTS et financé par Bordeaux Métropole dans le cadre du plan de relance et de soutien à culture.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_107_1-DE

Le collectif BAM PROJECT et Bordeaux Métropole prennent en charge le financement de la résidence et des actions de médiation sur la durée de la résidence.

La commune s'engage à mettre à disposition deux lieux de résidence pour une durée d'un an (février 2023 à février 2024).

CONSIDERANT que dans le cadre de ce dispositif, BAM PROJECTS proposera trois artistes qui correspondent aux critères préalablement définis par la commune (lieux de résidence et commande artistique).

Un jury communal doit être constitué pour choisir l'artiste qui sera accueilli en résidence.

Le jury sera convoqué pour rencontrer les artistes et délibérer sur le choix de l'artiste retenu, le VENDREDI 6 JANVIER 2023.

La commission culture et transition écologique entendue le 6 décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver la constitution du jury communal chargé du choix de l'artiste accueilli en résidence comme suit :

- Deux élus
- Deux agents municipaux
- Un membre de l'association On Sort
- Un élève adulte de l'école municipale d'arts
- Un artiste plasticien
- Un agent de Bordeaux Métropole

De charger Monsieur le Maire de prendre un arrêté désignant les membres de ce jury

De charger à titre subsidiaire Monsieur le Maire de prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_108_1-DE

Département de la Gironde
Ville d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 108 -

Signature d'une convention de partenariatProjet Concert de Cordes et master Class

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT que la section musique de l'école municipale d'arts Cours Feydeau coorganise depuis plusieurs années un projet d'orchestre à cordes avec les écoles de musique de Carbon-Blanc, d'Ambarès-et-Lagrave et de Sainte-Eulalie ; que ce projet est porté chaque année par l'une des structures.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_108_1-DE

Pour l'année 2022-2023, il revient l'école municipale d'arts Cours Feydeau d'en assurer la gestion. A cette occasion, la section musique a souhaité faire évoluer le projet en proposant, en plus du concert de l'orchestre à cordes, une journée de master class avec des artistes invités.

CONSIDERANT que pour financer le volet artistique (cachets artistiques, frais de déplacement…), les quatre partenaires du projet s'engagent à en financer une partie ; que dans le cadre du montage budgétaire, une demande de subvention a été faite par la Commune d'Artigues-près-Bordeaux auprès de la CMF Gironde pour un montant de 900 euros.

CONSIDERANT qu'une convention a été établie en vue de déterminer les obligations de chaque parties et les modalités de mise en commun des moyens nécessaires à la réalisation du projet ; qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ;

La Commission Culture et transition écologique entendue le 6 décembre 2022

Le Conseil d'Exploitation entendu le 2 décembre 2022

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser le Maire à signer la convention de partenariat

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_108_1-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention est établie :

ENTRE :

La ville d'Artigues-près-Bordeaux
N° Siret : 213 300 130 00019
N° licence entrepreneur de spectacles : L-R-20-007168 / L-R-20-007169
Adresse : Avenue Desclaux – 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
Tel. : 05 56 38 50 50 - Fax : 05 56 38 50 68 - Courriel : mairie@artigues-pres-bordeaux.fr
Représentée par : Monsieur Alain Garnier, agissant en qualité de Maire

ci-après dénommée « L'organisateur » D'une part

ET :

L'Association Ambarésienne de Loisirs et Culture
N° Siret : 78174942900010
Adresse : Hôtel de Ville 18 Place de la Victoire – 33440 Ambarès & Lagrave
Tel. : 05 56 77 36 18 Courriel : ecolemusaalc@orange.fr
Représentée par : Madame Claudine Martin, agissant en qualité de Présidente

ci-après dénommée « les villes partenaires » D'autre part

ET :

L'Association ASCJB
N° SIRET 32346980900012
Adresse : Centre culturel Favol 33350 Carbon-Blanc
Tel : 05 56 38 17 21 – Courriel : ascjb1@gmail.com
Représentée par : Madame Laurence Moreau, agissant en qualité de Présidente

Ci-après dénommée « les villes partenaires » D'autre part

ET :

La ville de Sainte-Eulalie
N° SIRET :
Adresse : 1 place Charles de Gaulle 33560 Sainte-Eulalie
Tel : 05 56 06 05 59 - Courriel : contact@mairie-ste-eulalie.fr
Représenté par Hubert Laporte, agissant en qualité de Maire

Ci-après dénommée « les villes partenaires » D'autre part

Il a été préalablement exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Les écoles de musique d'Artigues-près-Bordeaux, Ambarès-et-Lagrave, Carbon-Blanc et Sainte-Eulalie, sont engagées depuis plusieurs années dans un projet d'orchestre à cordes, qui regroupe les élèves et professeurs des classes de cordes des quatre

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_108_1-DE

écoles partenaires. Le projet a pour objectif de faire rencontrer les élèves des structures partenaires et de leur faire [illegible] concert annuel.

Le projet est organisé chaque année par une commune partenaire. Pour l'année 2022-2023, c'est l'école de musique de la ville d'Artigues-près-Bordeaux qui a été désignée. Afin de faire évoluer la formule, l'organisateur a proposé aux structures partenaires d'associer des artistes invités pour proposer, en plus du concert, des masters class aux élèves engagés dans le projet.

La présente convention a pour but de définir les modalités de ce projet.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Cette convention a pour objet de définir les termes de la mise en commun, entre les parties sus désignées, des moyens nécessaires à la réalisation de ses projets et des rencontres associées.

ARTICLE 2 : Calendrier

Les élèves des écoles de musique des quatre partenaires se produiront sur le plateau du Cuvier de Feydeau (Artigues-près-Bordeaux) le SAMEDI 28 JANVIER 2023.

Ils se retrouveront la journée du SAMEDI 28 JANVIER 2023 pour des master class avec les artistes invités et répétitions avant concert.

ARTICLE 3 : Conditions techniques

La ville d'Artigues-près-Bordeaux s'engage à fournir les lieux sus désignés en ordre de marche en le mettant à disposition des utilisateurs et elle en garant la conformité avec les règles de sécurité, de salubrité et de préservation de l'environnement.
Les lieux sont entièrement mis à disposition avec l'équipement son et lumière.

ARTICLE 4 : Déplacement et encadrement des participants

Les participants seront invités à venir sur les lieux de rencontre par leurs propres moyens. Les villes ne prendront pas en charge ces déplacements. Les participants mineurs seront sous la responsabilité des professeurs des structures partenaires.

ARTICLE 5 : Moyens financiers

Les villes partenaires s'engagent à participer à hauteur de :

Ambarès-et-Lagrave : 200 € (deux cents euros)

Carbon-Blanc : 200 € (deux cents euros)

Sainte – Eulalie : 200 € (deux cents euros)

Que l'organisateur s'engage à financer le projet à hauteur de : 650 € (six cent cinquante euros)

Qu'une demande d'aide a été réalisée auprès de la CMF Gironde, dans le cadre d'un appel à projet « Soutien aux projets artistiques territoriaux » pour un montant de 900 €.

La participation des artistes associés se fera à la condition de l'obtention de tout ou partie de la subvention demandée à la CMF Gironde. Qu'en l'absence de subvention allouée, le projet de concert de cordes sera maintenu mais sans la participation des artistes associés.

ARTICLE 8 : Modalité de règlement

L'organisateur fait l'avance de l'ensemble des dépenses engagées dans le cadre du projet. La ville d'Artigues-près-Bordeaux procèdera à l'émission des titres d'un montant de 200 € à l'endroit de chaque partenaire dans le courant du premier trimestre 2023, en vue du remboursement des sommes avancées.

Le cas échéant, la subvention de la CMF Gironde sera intégralement versée au bénéfice de l'organisateur.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_108_1-DE

ARTICLE 7 : Communication

Les photos et prises de vues éventuellement faites par le service communication de la ville d'Artigues-près-Bordeaux au cours de ce travail seront exclusivement et uniquement destinées à la communication dudit projet.

ARTICLE 9 : Assurances

La ville d'Artigues-près-Bordeaux a assuré ses locaux. Elle s'est également assurée pour tous les risques liés à l'accueil du public.

Les utilisateurs s'engagent à respecter toutes les normes de sécurité en vigueur concernant tous les équipements, décors, installations, etc. et plus généralement les dispositions applicables en matière de sécurité. Il s'interdit de créer un risque en matière de sécurité et de porter toute atteinte aux dispositifs de sécurité en place.

ARTICLE 10 : Respect de la législation

Les partenaires et la ville d'Artigues-près-Bordeaux s'engagent à travailler dans le respect du droit et des personnes, notamment à respecter la législation relative à la protection des œuvres de l'esprit, aux droits d'auteurs et la propriété intellectuelle et artistique.

ARTICLE 11 : Litige

Les parties conviennent de régler prioritairement tout litige lié à l'interprétation de tout ou partie de la présente convention à l'amiable (conciliation, arbitrage etc.) avant de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Bordeaux.

Fait à Artigues-près-Bordeaux, en quatre (4) exemplaires originaux, le

Le Maire
Artigues-près-Bordeaux

Le Maire
Sainte-Eulalie

M. Alain Garnier

M. Hubert Laporte

La présidente
Association Ambarésienne de Loisirs et culture

La présidente
Association DO RE MI FAVOL

Mme Claudine Martin

Mme Laurence Moreau

(*) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »
Nombre de mots rayés nuls :
Nota : chaque page de la présente convention doit être paraphée par les quatre parties.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_108_1-DE

Paraphes :

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_109_1-DE

Département de la Gironde
Ville d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 109 -

Autorisation de demande de subvention et signature de la conventionCMF Gironde « aide aux projets artistiques territoriaux »

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que l'école municipale d'arts Cours Feydeau organise un projet de concert de cordes en partenariat avec les écoles de musique de Sainte-Eulalie, d'Ambarès-et-Lagrave et de Carbon-Blanc depuis plusieurs années ; que pour l'année 2023, l'école municipale d'arts Cours Feydeau souhaite faire évoluer le projet en y associant des artistes invités, et en proposant une journée de stage suivi d'un concert ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_109_1-DE

CONSIDERANT que la Confédération Musicale de France Bordeaux (CMF Bordeaux) a lancé un appel à projet pour le soutien aux projets artistiques territoriaux au mois de novembre 2022 ; que la subvention allouée permettrait de prendre en charge une partie des frais artistiques et des frais de déplacement des artistes invités ;

La commission Culture et transition écologique entendue le 6 décembre 2022 ;

Le Conseil d'Exploitation entendu le 2 décembre 2022

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser le Maire à réaliser une demande de subvention d'un montant de 900 euros auprès de la Confédération Musicale de France Bordeaux

Sous réserve d'une réponse favorable de la CMF Bordeaux, d'autoriser le Maire à signer la convention d'aide aux projets artistiques territoriaux avec la CMF Gironde

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n°2022 / 110 -

Délibération relative à la programmation des expositions prêtées par la Maison Ecocitoyenne de Bordeaux Métropole à la Ville d'Artigues-près-Bordeaux

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

La Maison Ecocitoyenne de Bordeaux Métropole met à disposition des collectivités des expositions en prêt gratuit.

L'occasion pour la commune d'Artigues-près-Bordeaux de relayer les informations relatives à la politique de développement durable portée par Bordeaux Métropole et ainsi sensibiliser ses habitants aux enjeux en matière d'écologie, de biodiversité et d'écocitoyenneté.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

Parmi les thématiques proposées par le catalogue de prêt, différentes expositions ont été retenues :

- « OIKOS », une exposition sur la réduction des consommations d'énergies dans notre habitation ;
- « J'ai rien à me mettre », une exposition sur la mode écoresponsable ;
- « Cherchez la p'tite bête », une exposition sur le monde des insectes ;
- « Dans la famille écomobile », une exposition sur les modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle ;
- Et « Génération ZZ », une exposition pour montrer différentes démarche pour tendre vers le Zéro Déchets.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

CONSIDÉRANT que la ville d'Artigues-près-Bordeaux à travers le développement de la programmation de sa Maison ECO souhaite accentuer la sensibilisation à la transition écologique ;

CONSIDÉRANT que la Maison Ecocitoyenne de Bordeaux Métropole souhaite pouvoir faire bénéficier à d'autres organismes la possibilité d'exposer au sein de leur structure des expositions, communiquant à leur public toute l'information sur les thématiques portées par la politique de développement durable de Bordeaux Métropole, contribuant ainsi pleinement à son information et sa culture, mais aussi à sa sensibilisation ;

CONSIDÉRANT que les différentes expositions présentées en préambule pourront être accueillies sur les périodes suivantes :

- « OIKOS », du 2 janvier au 23 janvier 2023
- « J'ai rien à me mettre », du 6 au 24 mars 2023
- « Cherchez la p'tite bête », du 8 au 26 mai 2023
- « Dans la famille écomobile », du 4 au 22 septembre 2023
- Et « Génération ZZ » du 1er au 24 novembre 2023

CONSIDÉRANT que pour bénéficier de ces expositions sur les périodes susmentionnées, il convient de réaliser une convention de prêt temporaire entre la Maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole et la Ville d'Artigues-près-Bordeaux.

La commission Transition écologique, Culture, mobilité entendue le 6 décembre 2022,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer les différentes conventions ci-annexées.

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

CONVENTION DE PRET D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES
Entre LA MAISON ECOCITOYENNE DE BORDEAUX METROPOLE
et
La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Bordeaux Métropole, représentée par son président, Monsieur Alain Anziani, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Bordeaux Métropole du 18 mars 2021 et reçue à la préfecture de la Gironde le 25 mars 2021
Désignée dans tout ce qui suit par "le Prêteur"

D'une part,

ET

La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

Désigné dans tout ce qui suit par "L'Emprunteur"

D'autre part,

EXPOSE

Considérant l'intérêt de pouvoir faire bénéficier à d'autres organismes la possibilité d'exposer au sein de leur structure des expositions initiées par la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole, communiquant à leur public toute l'information sur les thématiques portées par la politique de développement durable de Bordeaux Métropole, contribuant ainsi pleinement à son information et sa culture, mais aussi à sa sensibilisation,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Bordeaux Métropole met à la disposition de la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

L'exposition : Oïkos

La valeur d'assurance globale de cette exposition est de **2000 euros TTC.**
L'exposition sera exposée du 02 janvier 2023 au 23 janvier 2023

(*Ces dates comprenant les délais de transport aller et retour*)

Les transports aller et retour de l'exposition sont à la charge de l'emprunteur.

Son installation sera assumée par l'emprunteur sur un support adapté au matériel prêté selon une scénographie décidée préalablement en accord avec les deux parties en veillant au respect des règles de sécurité en vigueur dans sa mise en place, afin de garantir au public une déambulation sans risque.

Dans le cas où l'emprunteur choisirait de dupliquer une partie ou l'ensemble des contenus d'exposition à partir des fichiers numériques fournis par le prêteur pour les éditer sur ses propres supports, il devra également veiller à la cohérence de la scénographie en accord avec les deux parties ; il s'engagera à respecter la durée d'exposition notée ci-dessus et à ne pas diffuser ces fichiers, propriété intellectuelle de Bordeaux Métropole. Chaque nouvelle utilisation des supports fera l'objet d'une nouvelle convention entre le Prêteur et l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que la présente.

La mise à disposition du matériel emprunté s'effectuera selon les modalités suivantes :

Bordeaux Métropole sera seul juge de la durée de l'emprunt et pourra en cas de nécessité majeure, raccourcir cette durée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

Bien entendu, elle s'engage en contrepartie, à prévenir à l'avance l'Emp[illegible] fax ou e-mail de son intention éventuelle de raccourcir la période d'emprunt.

L'emprunteur s'engage à mentionner la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole sur tous les outils de communication produits en rapport avec le prêt de l'exposition mentionnée avec apposition du logo de la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole en tant que partenaire.

L'emprunteur s'engage à transmettre à l'issue du prêt le nombre de visiteurs ayant été sensibilisés par l'exposition, ainsi que le type de visiteurs (scolaires, grand public, agents, autres catégories de public que vous seriez définir).

L'Emprunteur s'engage à souscrire pour la durée du prêt ou de la location, transport compris, des polices d'assurance couvrant le matériel contre tout risque de détérioration ou de vol et le garantissant contre tous dommages matériels ou corporels pouvant survenir à ses biens, à son personnel ou à des tiers du fait de l'utilisation du matériel.

Il adressera à cet effet **un justificatif du contrat d'assurance souscrit.**

Les frais d'assurance sont à la charge de l'Emprunteur.

En cas de détérioration, l'Emprunteur s'engage à prendre en charge les frais de remise en état, étant entendu que les réparations ne pourront être entreprises que par une société désignée par Bordeaux Métropole.

Fait à Bordeaux, le 27/11/2022

Pour l'Emprunteur, **Pour le Prêteur,**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

CONVENTION DE PRET D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES
Entre LA MAISON ECOCITOYENNE DE BORDEAUX METROPOLE
et
La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Bordeaux Métropole, représentée par son président, Monsieur Alain Anziani, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Bordeaux Métropole du 18 mars 2021 et reçue à la préfecture de la Gironde le 25 mars 2021
Désignée dans tout ce qui suit par "le Prêteur"

D'une part,

ET

La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

Désigné dans tout ce qui suit par "L'Emprunteur"

D'autre part,

EXPOSE

Considérant l'intérêt de pouvoir faire bénéficier à d'autres organismes la possibilité d'exposer au sein de leur structure des expositions initiées par la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole, communiquant à leur public toute l'information sur les thématiques portées par la politique de développement durable de Bordeaux Métropole, contribuant ainsi pleinement à son information et sa culture, mais aussi à sa sensibilisation,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Bordeaux Métropole met à la disposition de la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

L'exposition : J'ai rien à m'mettre

La valeur d'assurance globale de cette exposition est de **2000 euros TTC.**
L'exposition sera exposée du 06 mars 2023 au 24 mars 2023

(*Ces dates comprenant les délais de transport aller et retour*)

Les transports aller et retour de l'exposition sont à la charge de l'emprunteur.

Son installation sera assumée par l'emprunteur sur un support adapté au matériel prêté selon une scénographie décidée préalablement en accord avec les deux parties en veillant au respect des règles de sécurité en vigueur dans sa mise en place, afin de garantir au public une déambulation sans risque.

Dans le cas où l'emprunteur choisirait de dupliquer une partie ou l'ensemble des contenus d'exposition à partir des fichiers numériques fournis par le prêteur pour les éditer sur ses propres supports, il devra également veiller à la cohérence de la scénographie en accord avec les deux parties ; il s'engagera à respecter la durée d'exposition notée ci-dessus et à ne pas diffuser ces fichiers, propriété intellectuelle de Bordeaux Métropole. Chaque nouvelle utilisation des supports fera l'objet d'une nouvelle convention entre le Prêteur et l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que la présente.

La mise à disposition du matériel emprunté s'effectuera selon les modalités suivantes :

Bordeaux Métropole sera seul juge de la durée de l'emprunt et pourra en cas de nécessité majeure, raccourcir cette durée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

Bien entendu, elle s'engage en contrepartie, à prévenir à l'avance l'Emp[illegible] fax ou e-mail de son intention éventuelle de raccourcir la période d'emprunt.

L'emprunteur s'engage à mentionner la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole sur tous les outils de communication produits en rapport avec le prêt de l'exposition mentionnée avec apposition du logo de la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole en tant que partenaire.

L'emprunteur s'engage à transmettre à l'issue du prêt le nombre de visiteurs ayant été sensibilisés par l'exposition, ainsi que le type de visiteurs (scolaires, grand public, agents, autres catégories de public que vous seriez définir).

L'Emprunteur s'engage à souscrire pour la durée du prêt ou de la location, transport compris, des polices d'assurance couvrant le matériel contre tout risque de détérioration ou de vol et le garantissant contre tous dommages matériels ou corporels pouvant survenir à ses biens, à son personnel ou à des tiers du fait de l'utilisation du matériel.

Il adressera à cet effet **un justificatif du contrat d'assurance souscrit.**

Les frais d'assurance sont à la charge de l'Emprunteur.

En cas de détérioration, l'Emprunteur s'engage à prendre en charge les frais de remise en état, étant entendu que les réparations ne pourront être entreprises que par une société désignée par Bordeaux Métropole.

Fait à Bordeaux, le 27/11/2022

Pour l'Emprunteur, **Pour le Prêteur,**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

CONVENTION DE PRET D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES
Entre LA MAISON ECOCITOYENNE DE BORDEAUX METROPOLE
et
La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Bordeaux Métropole, représentée par son président, Monsieur Alain Anziani, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Bordeaux Métropole du 18 mars 2021 et reçue à la préfecture de la Gironde le 25 mars 2021
Désignée dans tout ce qui suit par "le Prêteur"

D'une part,

ET

La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

Désigné dans tout ce qui suit par "L'Emprunteur"

D'autre part,

EXPOSE

Considérant l'intérêt de pouvoir faire bénéficier à d'autres organismes la possibilité d'exposer au sein de leur structure des expositions initiées par la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole, communiquant à leur public toute l'information sur les thématiques portées par la politique de développement durable de Bordeaux Métropole, contribuant ainsi pleinement à son information et sa culture, mais aussi à sa sensibilisation,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Bordeaux Métropole met à la disposition de la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

L'exposition : Cherchez la p'tite bête

La valeur d'assurance globale de cette exposition est de **2000 euros TTC.**
L'exposition sera exposée du 08 mai 2023 au 26 mai 2023

(*Ces dates comprenant les délais de transport aller et retour*)

Les transports aller et retour de l'exposition sont à la charge de l'emprunteur.

Son installation sera assumée par l'emprunteur sur un support adapté au matériel prêté selon une scénographie décidée préalablement en accord avec les deux parties en veillant au respect des règles de sécurité en vigueur dans sa mise en place, afin de garantir au public une déambulation sans risque.

Dans le cas où l'emprunteur choisirait de dupliquer une partie ou l'ensemble des contenus d'exposition à partir des fichiers numériques fournis par le prêteur pour les éditer sur ses propres supports, il devra également veiller à la cohérence de la scénographie en accord avec les deux parties ; il s'engagera à respecter la durée d'exposition notée ci-dessus et à ne pas diffuser ces fichiers, propriété intellectuelle de Bordeaux Métropole. Chaque nouvelle utilisation des supports fera l'objet d'une nouvelle convention entre le Prêteur et l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que la présente.

La mise à disposition du matériel emprunté s'effectuera selon les modalités suivantes :

Bordeaux Métropole sera seul juge de la durée de l'emprunt et pourra en cas de nécessité majeure, raccourcir cette durée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

Bien entendu, elle s'engage en contrepartie, à prévenir à l'avance l'Emp[illegible] fax ou e-mail de son intention éventuelle de raccourcir la période d'emprunt.

L'emprunteur s'engage à mentionner la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole sur tous les outils de communication produits en rapport avec le prêt de l'exposition mentionnée avec apposition du logo de la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole en tant que partenaire.

L'emprunteur s'engage à transmettre à l'issue du prêt le nombre de visiteurs ayant été sensibilisés par l'exposition, ainsi que le type de visiteurs (scolaires, grand public, agents, autres catégories de public que vous seriez définir).

L'Emprunteur s'engage à souscrire pour la durée du prêt ou de la location, transport compris, des polices d'assurance couvrant le matériel contre tout risque de détérioration ou de vol et le garantissant contre tous dommages matériels ou corporels pouvant survenir à ses biens, à son personnel ou à des tiers du fait de l'utilisation du matériel.

Il adressera à cet effet **un justificatif du contrat d'assurance souscrit.**

Les frais d'assurance sont à la charge de l'Emprunteur.

En cas de détérioration, l'Emprunteur s'engage à prendre en charge les frais de remise en état, étant entendu que les réparations ne pourront être entreprises que par une société désignée par Bordeaux Métropole.

Fait à Bordeaux, le 27/11/2022

Pour l'Emprunteur, **Pour le Prêteur,**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

CONVENTION DE PRET D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES
Entre LA MAISON ECOCITOYENNE DE BORDEAUX METROPOLE
et
La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Bordeaux Métropole, représentée par son président, Monsieur Alain Anziani, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Bordeaux Métropole du 18 mars 2021 et reçue à la préfecture de la Gironde le 25 mars 2021
Désignée dans tout ce qui suit par "le Prêteur"

D'une part,

ET

La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

Désigné dans tout ce qui suit par "L'Emprunteur"

D'autre part,

EXPOSE

Considérant l'intérêt de pouvoir faire bénéficier à d'autres organismes la possibilité d'exposer au sein de leur structure des expositions initiées par la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole, communiquant à leur public toute l'information sur les thématiques portées par la politique de développement durable de Bordeaux Métropole, contribuant ainsi pleinement à son information et sa culture, mais aussi à sa sensibilisation,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Bordeaux Métropole met à la disposition de la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

L'exposition : Dans la famille ecomobile

La valeur d'assurance globale de cette exposition est de **2000 euros TTC.**
L'exposition sera exposée du 04 septembre 2023 au 22 septembre 2023

(*Ces dates comprenant les délais de transport aller et retour*)

Les transports aller et retour de l'exposition sont à la charge de l'emprunteur.

Son installation sera assumée par l'emprunteur sur un support adapté au matériel prêté selon une scénographie décidée préalablement en accord avec les deux parties en veillant au respect des règles de sécurité en vigueur dans sa mise en place, afin de garantir au public une déambulation sans risque.

Dans le cas où l'emprunteur choisirait de dupliquer une partie ou l'ensemble des contenus d'exposition à partir des fichiers numériques fournis par le prêteur pour les éditer sur ses propres supports, il devra également veiller à la cohérence de la scénographie en accord avec les deux parties ; il s'engagera à respecter la durée d'exposition notée ci-dessus et à ne pas diffuser ces fichiers, propriété intellectuelle de Bordeaux Métropole. Chaque nouvelle utilisation des supports fera l'objet d'une nouvelle convention entre le Prêteur et l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que la présente.

La mise à disposition du matériel emprunté s'effectuera selon les modalités suivantes :

Bordeaux Métropole sera seul juge de la durée de l'emprunt et pourra en cas de nécessité majeure, raccourcir cette durée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

Bien entendu, elle s'engage en contrepartie, à prévenir à l'avance l'Emp[illegible] fax ou e-mail de son intention éventuelle de raccourcir la période d'emprunt.

L'emprunteur s'engage à mentionner la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole sur tous les outils de communication produits en rapport avec le prêt de l'exposition mentionnée avec apposition du logo de la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole en tant que partenaire.

L'emprunteur s'engage à transmettre à l'issue du prêt le nombre de visiteurs ayant été sensibilisés par l'exposition, ainsi que le type de visiteurs (scolaires, grand public, agents, autres catégories de public que vous seriez définir).

L'Emprunteur s'engage à souscrire pour la durée du prêt ou de la location, transport compris, des polices d'assurance couvrant le matériel contre tout risque de détérioration ou de vol et le garantissant contre tous dommages matériels ou corporels pouvant survenir à ses biens, à son personnel ou à des tiers du fait de l'utilisation du matériel.

Il adressera à cet effet **un justificatif du contrat d'assurance souscrit.**

Les frais d'assurance sont à la charge de l'Emprunteur.

En cas de détérioration, l'Emprunteur s'engage à prendre en charge les frais de remise en état, étant entendu que les réparations ne pourront être entreprises que par une société désignée par Bordeaux Métropole.

Fait à Bordeaux, le 27/11/2022

Pour l'Emprunteur, **Pour le Prêteur,**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

CONVENTION DE PRET D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES
Entre LA MAISON ECOCITOYENNE DE BORDEAUX METROPOLE
et
La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Bordeaux Métropole, représentée par son président, Monsieur Alain Anziani, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Bordeaux Métropole du 18 mars 2021 et reçue à la préfecture de la Gironde le 25 mars 2021
Désignée dans tout ce qui suit par "le Prêteur"

D'une part,

ET

La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

Désigné dans tout ce qui suit par "L'Emprunteur"

D'autre part,

EXPOSE

Considérant l'intérêt de pouvoir faire bénéficier à d'autres organismes la possibilité d'exposer au sein de leur structure des expositions initiées par la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole, communiquant à leur public toute l'information sur les thématiques portées par la politique de développement durable de Bordeaux Métropole, contribuant ainsi pleinement à son information et sa culture, mais aussi à sa sensibilisation,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Bordeaux Métropole met à la disposition de la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux

L'exposition : Génération ZZ

La valeur d'assurance globale de cette exposition est de **2000 euros TTC.**
L'exposition sera exposée du 01 novembre 2023 au 24 novembre 2023

(*Ces dates comprenant les délais de transport aller et retour*)

Les transports aller et retour de l'exposition sont à la charge de l'emprunteur.

Son installation sera assumée par l'emprunteur sur un support adapté au matériel prêté selon une scénographie décidée préalablement en accord avec les deux parties en veillant au respect des règles de sécurité en vigueur dans sa mise en place, afin de garantir au public une déambulation sans risque.

Dans le cas où l'emprunteur choisirait de dupliquer une partie ou l'ensemble des contenus d'exposition à partir des fichiers numériques fournis par le prêteur pour les éditer sur ses propres supports, il devra également veiller à la cohérence de la scénographie en accord avec les deux parties ; il s'engagera à respecter la durée d'exposition notée ci-dessus et à ne pas diffuser ces fichiers, propriété intellectuelle de Bordeaux Métropole. Chaque nouvelle utilisation des supports fera l'objet d'une nouvelle convention entre le Prêteur et l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que la présente.

La mise à disposition du matériel emprunté s'effectuera selon les modalités suivantes :

Bordeaux Métropole sera seul juge de la durée de l'emprunt et pourra en cas de nécessité majeure, raccourcir cette durée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_110_1-DE

Bien entendu, elle s'engage en contrepartie, à prévenir à l'avance l'Emp[illegible] fax ou e-mail de son intention éventuelle de raccourcir la période d'emprunt.

L'emprunteur s'engage à mentionner la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole sur tous les outils de communication produits en rapport avec le prêt de l'exposition mentionnée avec apposition du logo de la Maison Écocitoyenne de Bordeaux Métropole en tant que partenaire.

L'emprunteur s'engage à transmettre à l'issue du prêt le nombre de visiteurs ayant été sensibilisés par l'exposition, ainsi que le type de visiteurs (scolaires, grand public, agents, autres catégories de public que vous seriez définir).

L'Emprunteur s'engage à souscrire pour la durée du prêt ou de la location, transport compris, des polices d'assurance couvrant le matériel contre tout risque de détérioration ou de vol et le garantissant contre tous dommages matériels ou corporels pouvant survenir à ses biens, à son personnel ou à des tiers du fait de l'utilisation du matériel.

Il adressera à cet effet **un justificatif du contrat d'assurance souscrit.**

Les frais d'assurance sont à la charge de l'Emprunteur.

En cas de détérioration, l'Emprunteur s'engage à prendre en charge les frais de remise en état, étant entendu que les réparations ne pourront être entreprises que par une société désignée par Bordeaux Métropole.

Fait à Bordeaux, le 27/11/2022

Pour l'Emprunteur, **Pour le Prêteur,**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 111 -

Délibération relative à l'approbation et la signature de la Convention Territoriale Globale avec la CAF de la Gironde

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

VU la Convention d'objectif et de gestion (COG° 2018-2021)

VU la circulaire 2020 – déploiement des Conventions territoriales globales (CTG) et des nouvelles modalités de financement en remplacement des Contrats enfance-jeunesse (CEJ)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

CONSIDERANT le partenariat établi entre la CAF de la [illegible] près-Bordeaux et les dispositifs contractuels qui se sont succédés depuis de nombreuses années.

CONSIDERANT que la Convention Territoriale Globale (CTG) privilégie une démarche transversale et vise à faire émerger, à l'aide d'un diagnostic partagé, un projet de politique sociale concerté à l'échelle du territoire, qui maintienne et développe les services aux familles.

CONSIDERANT que la démarche de la CTG vise à prendre en compte l'ensemble des domaines d'intervention de la CAF et leur déploiement sur la commune, de manière progressive et dans un esprit de co-construction et de co-portage.

CONSIDERANT que les domaines d'intervention de la CAF concernent principalement la parentalité, la petite-enfance, l'enfance, la jeunesse, le logement, le handicap, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits et l'inclusion numérique.

CONSIDERANT que les thématiques de la petite-enfance, de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité constituent un socle minimum de la démarche CTG, la collectivité devra prévoir un élargissement progressif à d'autres champs d'intervention de la CAF.

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal n° 2022/74 du 3 octobre 2022 qui approuve le principe de conventionnement et de signature d'une CTG et qui autorise Monsieur le Maire à mener toute démarche nécessaire à la définition du document de la CTG

CONSIDERANT que la Convention Territoriale Globale (CTG) a été élaborée à partir de :

- la réalisation d'un diagnostic social du territoire en 2021
- la concertation avec l'ensemble des partenaires autour d'un diagnostic partagé en 2021 et 2022
- l'identification de 3 axes stratégiques qui sont :
  - « Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits »
  - « Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement »
  - « Créer et entretenir le lien entre tous les acteurs du territoire qui interviennent en faveur des habitants et des familles »
- la conception d'un plan d'actions pluriannuel composé de 3 axes, 11 objectifs et 23 actions
- la coordination du projet territorial animée par un.e chargé.e de coopération en lien direct avec les élus concernés par les actions retenues et un comité de pilotage composé d'élus, de directeurs des services municipaux et de partenaires

CONSIDERANT que la CAF souhaite rendre plus lisibles les financements qu'elle apporte à ses partenaires et les accompagner dans une logique plus globale, la Convention Territoriale Globale (CTG) se substitue au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) qui a pris fin le 31/12/2021.

A cet effet, les prestations de services seront complétées de Bonus Territoire ainsi que de Bonus handicap et mixité.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

CONSIDERANT que la durée choisie pour le conventionnement est de 2022 à 2027.

Les Commissions « Education, Temps de l'enfant, Jeunesse » et « Solidarité, petite-enfance et inclusion numérique » entendues le 6 décembre2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

APPROUVE le conventionnement et la signature de la Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la Convention Territoriale Globale 2022-2027.

Adoptée à la majorité

POUR : 27 voix

ABSTENTIONS : 2 voix
(M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE)

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- **La Caisse des Allocations familiales de la Gironde** représentée par la Présidente de son conseil d'administration, Nathalie GAILLARD-BIENFAIT et par sa Directrice, Christine MANSIET, dûment autorisées à signer la présente convention ;

  Ci-après dénommée « la Caf » ;

Et

- La commune d'Artigues Près Bordeaux, représentée par son maire, Alain G ARNIER, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

  Ci-après dénommé « la commune d'ARTIGUES PRES BORDEAUX » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de la Gironde en date du 6 juillet 2020 concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu la délibération du conseil municipal du 03/10/2022 figurant en annexe 6 de la présente convention.

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté…

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

- **Les caractéristiques territoriales suivantes :** (en rouge < métropole, en vert > métropole)

Données Caf de la Gironde, sources Caf Allstat Fr6 déc.2021, RP INSEE, DGCL Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2021	**Gironde**	**Bordeaux Métropole**	**Artigues-près-Bordeaux**
Public allocataire (Caf, déc.2021)			
Nombre d'allocataires noyau dur déc.2021	356 523	216 065	1 581
Personnes couvertes par la Caf déc.2021	800 524	436 782	4 185
Evolution du nombre d'allocataires déc.2017-déc.2021	8,9%	8,3%	7,1%
Approximation couverture population par la Caf en janvier 2019	47,7%	51,8%	47,6%
Approximation couverture population moins de 65 ans par la Caf en janvier 2019	57,6%	60,4%	57,6%
Nombre d'allocataires étudiants	34 015	32 932	10
% d'allocataires étudiants	9,5%	15,2%	0,6%
% d'allocataires en couple avec enfant(s)	32,0%	25,2%	41,5%
% d'allocataires en couple sans enfant	4,7%	5,0%	3,5%
% d'allocataires en situation de monoparentalité	14,0%	12,4%	20,5%
% d'allocataires personnes seules	49,3%	57,4%	34,5%

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Données Caf de la Gironde, sources Caf Allstat Fr6 déc.2021, RP INSEE, DGCL
Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2021

	Gironde	Bordeaux Métropole	Artigues-près-Bordeaux
	21	21	21
% d'allocataires MSA dans le total Caf+MSA (déc.2020)	3,3%	0,9%	1,1%
% de personnes couvertes par la MSA dans le total Caf+MSA (déc.2020)	3,6%	1,0%	1,1%
Prestations perçues (Caf, déc.2021)			
Bénéficiaires de prestations d'entretien (AF, CF, ARS, ASF, AEEH)	38,9%	31,5%	52,8%
Bénéficiaires de prestations de garde (PAJE, Prepare)	12,3%	10,4%	17,1%
Bénéficiaires de prestations logement (APL, ALF, ALS)	43,4%	52,9%	35,4%
Bénéficiaires de la PPA	32,3%	31,3%	37,3%
Bénéficiaires du RSA	11,2%	10,8%	13,1%
Bénéficiaires de l'AAH	7,9%	7,3%	8,1%
Bénéficiaires du RSA et minima sociaux, déc.2021			
Bénéficiaires du RSA	40 054	23 270	207
% de familles bénéficiaires du RSA	9,9%	10,9%	10,0%
Nb de personnes couvertes par le RSA	78 396	44 156	442
Estimation part de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA (Caf/Insee)	6,0%	6,5%	6,2%
Evolution RSA socle déc.2017-déc.2021	-1,5%	-4,5%	5,1%
Nombre de bénéficiaires de la prime d'activité	115 259	67 625	589
% de familles bénéficiaires de la prime d'activité	24,0%	24,6%	27,8%
Nb de personnes couvertes par la prime d'activité	206 787	114 859	1 196
Estimation part de la population de moins de 65 ans couverte par la prime d'activité (Caf/Insee)	15,8%	16,9%	16,9%
Nombre de bénéficiaires du RSA MAJI	3 965	2 207	22
Part des bénéficiaires du RSA percevant le RSA MAJI	9,9%	9,5%	10,6%
Part des familles monoparentale (ou enceintes) bénéficiant du RSA MAJI	7,8%	8,1%	6,8%
Evolution RSA MAJI déc.2017-déc.2021	-6,5%	-4,5%	-21,4%
Bénéficiaires de l'AAH	28 273	15 807	128
Part des allocataires AAH, hors étudiants et personnes âgées	9,3%	9,2%	8,4%
Evolution AAH déc.2017-déc.2021	5,4%	4,5%	37,6%
Familles allocataires et monoparentales, déc.2021			
Nombre de familles allocataires	164 187	81 256	980
Part de familles parmi les allocataires	46,1%	37,6%	62,0%
Familles monoparentales	49 922	26 751	324
Part de familles monoparentales	30,4%	32,9%	33,1%
Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2017-déc.2021	1,8%	1,6%	0,2%
Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2017-déc.2021	4,7%	2,7%	5,9%

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Données Caf de la Gironde, sources Caf Allstat Fr6 déc.2021, RP INSEE, DGCL
Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2021

	Gironde	Bordeaux Métropole	Artigues-près-Bordeaux
Précarité économique des allocataires, déc.2020 (hors étudiants et personnes âgées)			
Proportion des allocataires à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	34,0%	35,8%	33,2%
Nb d'allocataires dépendants de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources (estimation)	70 587	42 479	352
Part de allocataires dépendants de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	23,0%	24,3%	22,5%
Précarité économique des familles allocataires, déc.2020			
Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	44 719	23 974	282
Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	27,3%	29,5%	28,6%
Proportion de familles monoparentales à bas revenus	51,7%	51,1%	44,8%
Nb de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources (estimation)	25 301	14 227	164
Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	15,4%	17,5%	16,6%
Médiane RUC des familles (la moitié des familles ont un RUC inférieur)	1 552 €	1 512 €	1 455 €
1er quartile RUC des familles (le quart des familles ont un RUC inférieur)	1 098 €	1 054 €	1 092 €
Familles bénéficiaires d'action sociale, déc.2021			
Nombre de bénéficiaires potentiels d'action sociale	162 413	80 194	964
Nombre de bénéficiaires d'AFI	2 703	1 604	23
dont nombre de bénéficiaires de subventions AFI	*956*	*473*	*5*
dont nombre de bénéficiaires de prêts AFI	*1 815*	*1 157*	*18*
Taux de familles bénéficiaires d'AFI	1,7%	2,0%	2,4%
Nombre de bénéficiaires potentiels d'ATL (QF<600€)	37 349	20 436	231
Nombre de bénéficiaires d'ATL	2 310	1 404	13
Taux de familles bénéficiaires d'ATL	6,2%	6,9%	5,6%
Nombre de bénéficiaires d'aide aux Vacances Enfant (AVE)	827	453	1
Nombre de bénéficiaires d'aide aux Vacances Famille (AVF)	1 483	951	12
Estimation du nombre de séparations de couples avec enfant de moins de 20 ans déclarées à la Caf en 2021 (enfants à charge des PF)	4 926	2 188	28
Estimation du taux de séparations en 2021 de couples avec enfant de moins de 20 ans	4,3%	4,0%	4,3%

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Données Caf de la Gironde, sources Caf Allstat Fr6 déc.2021, RP INSEE, DGCL
Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2021

Enfants à charge d'allocataires, déc.2021

	Gironde	Bordeaux Métropole	Artigues-près-Bordeaux
Nombre d'enfants à charge de 0-17 ans révolus	288 901	142 632	1 736
enfants 0-17 ans dans famille monoparentale	24,6%	26,4%	26,7%
part des enfants de 0-17 ans dans une famille à bas revenus, déc.2020	26,4%	28,8%	29,1%
Evolution nb enfants 0-17 ans révolus déc.2017-déc.2021	1,7%	2,6%	4,3%
Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	46 346	24 379	283
enfants 0-2 ans dans famille monoparentale	13,4%	14,9%	13,4%
part des enfants de 0-2 ans dans famille à bas revenus, déc.2020	23,4%	26,3%	23,3%
Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2017-déc.2021	-3,3%	-4,2%	-12,4%
Nombre d'enfants à charge de 3-5 ans révolus	44 520	22 851	312
enfants 3-5 ans dans famille monoparentale	19,6%	20,9%	25,3%
part des enfants de 3-5 ans dans famille à bas revenus, déc.2020	26,4%	29,2%	36,2%
Evolution nb enfants 3-5 ans révolus déc.2017-déc.2021	-3,4%	-1,9%	-0,6%
Nombre d'enfants à charge de 6-11 ans révolus	102 634	49 871	636
enfants 6-11 ans dans famille monoparentale	25,0%	27,1%	26,6%
part des enfants de 6-11 ans dans famille à bas revenus, déc.2020	24,8%	27,2%	27,3%
Evolution nb enfants 6-11 ans révolus déc.2017-déc.2021	1,5%	2,8%	18,7%
Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	95 401	45 531	505
enfants 12-17 ans dans famille monoparentale	32,1%	34,7%	35,2%
part des enfants de 12-17 ans dans famille à bas revenus, déc.2020	29,7%	31,8%	30,7%
Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2017-déc.2021	7,2%	9,1%	2,6%
Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	24 609	12 998	157
enfants 18-24 ans dans famille monoparentale	41,5%	45,0%	45,9%
part des enfants de 18-24 ans dans famille à bas revenus, déc.2020	41,5%	43,5%	41,8%
Evolution nb enfants 18-24 ans révolus déc.2017-déc.2021	3,3%	3,1%	10,6%
Approximation du taux d'activité des femmes avec enfant de 0-2 ans révolus	77,9%	75,8%	77,2%
Taux des enfants de 0-2 ans révolus ayant des parents en activité (parent seul ou deux parents en activité ou recherche d'emploi)	70,2%	67,5%	68,2%

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Données Caf de la Gironde, sources Caf Allstat Fr6 déc.2021, RP INSEE, DGCL
Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2021

	Gironde	Bordeaux Métropole	Artigues-près-Bordeaux
Familles bénéficiaires de l'AEEH			
Familles bénéficiaires de l'AEEH (avec au moins un enfant de moins de 20 ans)	8 809	4 330	65
Taux de familles avec un enfants de moins de 20 ans, bénéficiaires de l'AEEH	5,4%	5,4%	6,7%
Taux de familles monoparentales parmi les bénéficiaires de l'AEEH	35%	39%	38%
Taux de familles dépendantes de la Caf pour au moins 50% de leurs revenus, parmi les bénéficiaires de l'AEEH	30%	35%	18%
QF médian des familles avec enfant de moins de 20 ans	981 €	937 €	874 €
QF médian des familles avec enfant de moins de 20 ans bénéficiaires de l'AEEH	717 €	671 €	719 €
Familles bénéficiaires d'aides au logement, déc.2021			
Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	154 628	114 340	560
dont % avec statut d'étudiant	22,7%	29,8%	1,3%
Evoution du nombre d'allocataires bénéficiaires d'une aide au logement déc.2017-déc.2021	-9,6%	-6,5%	-9,1%
Evoution du nombre de familles bénéficiaires d'une aide au logement déc.2017-déc.2021	-19,4%	-15,5%	-8,1%
Evoution du nombre d'étudiants bénéficiaires d'une aide au logement déc.2017-déc.2021	-10,8%	-11,6%	-25,0%
Familles bénéficiaires d'une aide au logement	44 525	26 245	340
% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	27,1%	32,3%	34,7%
dont % de familles locataires dans le parc privé non conventionné	*32,5%*	*19,8%*	*18,8%*
dont % de familles locataires dans le parc public	*58,7%*	*75,1%*	*73,2%*
dont % de familles en accession aidée	*6,6%*	*3,0%*	*4,4%*
% de familles avec PL locataires dans le parc public, à bas revenus	59,2%	59,2%	49,6%
% de familles avec PL locataires dans le parc public, avec minimum social (RSA socle ou AAH)	18,6%	8,7%	8,8%
% de familles avec PL locataires dans le parc privé, à bas revenus	54,7%	55,7%	58,1%
% de familles avec PL locataires dans le parc privé, avec minimum social	31,4%	30,4%	31,3%
% de familles avec PL locataires dans le parc privé, avec taux d'effort >33% (déc.2020)	12,1%	16,5%	19,8%
% d'allocataires avec PL locataires dans le parc privé, avec taux d'effort >33% (déc.2020)	24,1%	27,8%	19,1%
Familles en accession aidée	2 926	797	15
Part des familles en accession aidée avec prêt non conventionné	68,2%	69,5%	73,3%
Part des familles en accession aidée à bas revenus (déc.2020)	44,2%	46,5%	66,7%

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Données Caf de la Gironde, sources Caf Allstat Fr6 déc.2021, RP INSEE, DGCL
Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2021

Données complémentaires (2022)

	Gironde	Bordeaux Métropole	Artigues-près-Bordeaux
Population active de 15 à 64 ans	1 037 029	548 699	5 460
dont % d'actifs occupés	65,2%	63,3%	69,7%
dont % de chomeurs	9,5%	9,8%	8,2%
dont % d'étudiants	12,1%	15,4%	9,5%
dont % de retraités	5,9%	4,3%	6,6%
dont % d'autres inactifs	7,4%	7,1%	6,0%
Nombre de ménages (donnée RP complémentaire)	752 886	399 951	3 698
dont % de personnes seules	38,2%	44,8%	27,5%
dont % autres sans famille	2,4%	3,1%	1,1%
dont % couples sans enfant	25,8%	21,6%	30,8%
dont % couples avec enfant	24,2%	20,8%	29,5%
dont % familles monoparentales	9,5%	9,7%	11,1%
Part de allocataires (tous) dépendants de la Caf pour 100% de leurs ressources	10%	11%	10%
Part de familles allocataires dépendants de la Caf pour 100% de leurs ressources	6%	7%	5%

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

- Les objectifs communs de développement et de coordination des actions concernent : l'accès aux droits et aux services, l'accueil des jeunes enfants, la jeunesse, le cadre de vie, l'accès et le maintien dans le logement, l'aide à domicile des familles, la médiation familiale, la lutte contre l'exclusion, l'accompagnement des familles en difficulté,

- Les degrés d'intervention de chaque partenaire sur les champs d'intervention communs sont :

  La commune assure la gestion ou la délégation, des services aux familles développés sur ce territoire,

  La Caf de la Gironde mobilise son expertise, son ingénierie et ses dispositifs de droits communs pour soutenir le maintien et le développement des services aux familles.

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de la Gironde et la commune d'Artigues-près-Bordeaux souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la commune (figurant en **Annexe 1** de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (**Annexe 2**) ;
- De développer des actions permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (**Annexe 3**).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la commune d'Artigues près Bordeaux concernent…

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;

TYPE DE STRUCTURE / ACTION
Multi-accueil « Les jeunes pousses »
Multi-accueil « Les rêves bleus »
RELAIS PETITE ENFANCE (RPE)
Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH Périscolaire mairie)
Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH Extrascolaire mairie)

- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;

TYPE DE STRUCTURE / ACTION
Actions Réseau d'écoute et d'Appui à la Parentalité (REAAP)
ESPACE FAMILLE Caf situé sur Floirac
Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) Accueil Adolescents mairie

- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;

TYPE DE STRUCTURE / ACTION
Interventions du travailleur social Caf auprès des allocataires
Intervention du Chargé de Conseil et d'Accès aux Droits (CCAD)

- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement

TYPE DE STRUCTURE / ACTION
Interventions du travailleur social Caf auprès des allocataires
Intervention du Chargé de Conseil et d'Accès aux Droits (CCAD)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNE

La commune d'Artigues près Bordeaux met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés sur de multiples domaines.

Celles-ci concernent des compétences relevant de la clause générale de compétences attribuée aux communes dont Artigues près Bordeaux se saisit :

- « obligatoires » : état civil, élections, police (ordre public), urbanisme, action sociale, inscriptions et bâtiments scolaires,
- « optionnelles » : restauration collective, petite enfance, enfance, jeunesse, sport, loisirs, culture, patrimoine, vie associative, numérique, solidarité, handicap, mobilités, logement, politique de la ville, prévention de la délinquance, environnement, emploi, insertion professionnelle, développement économique, renouvellement urbain.

Les orientations politiques du projet de territoire s'articulent principalement autour de **2 objectifs thématiques …**

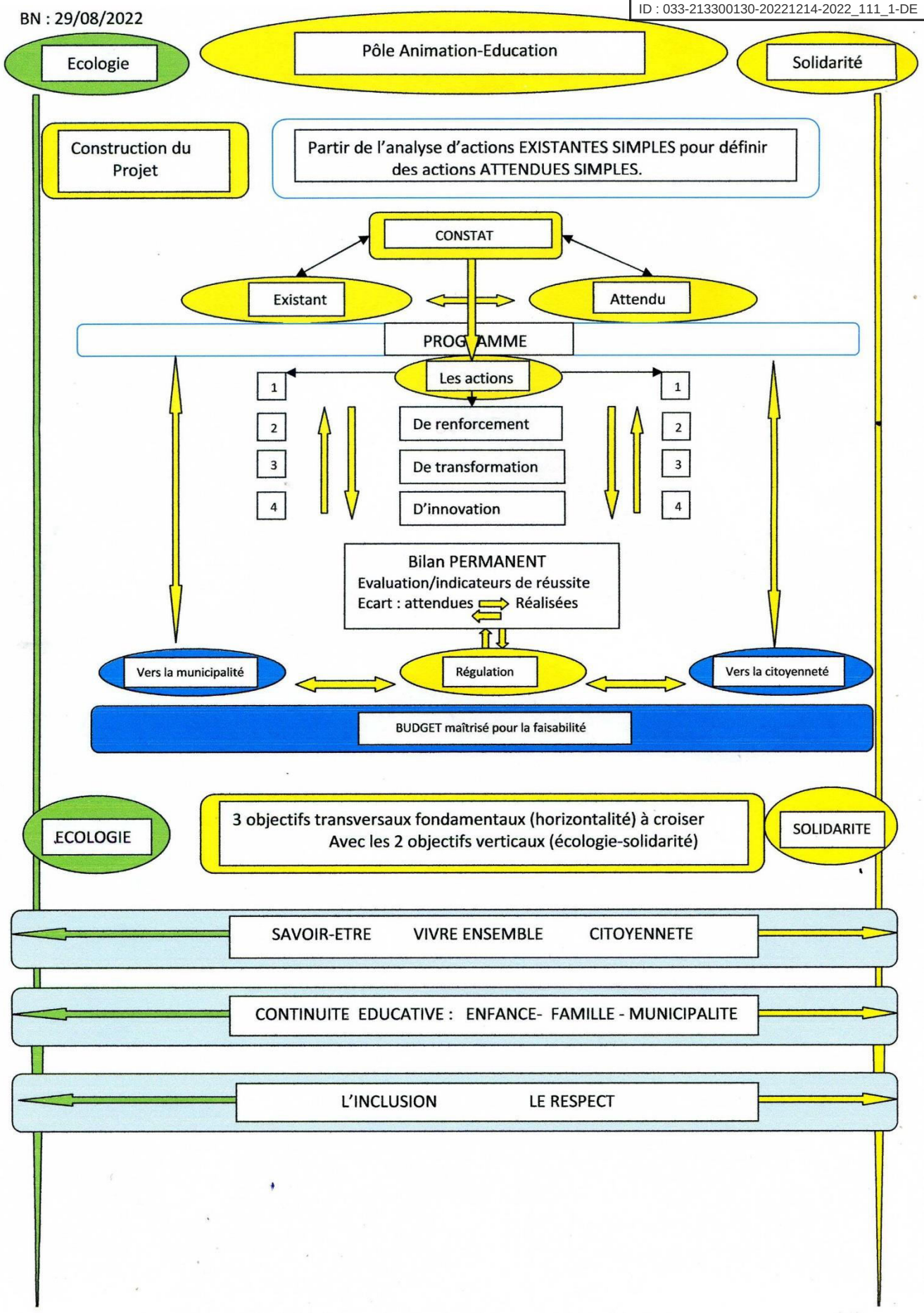
- L'écologie
- La Solidarité

…et **3 objectifs transversaux ;**

- Savoir-être / Vivre ensemble / Citoyenneté
- Continuité éducative : Enfance – Famille – Municipalité
- L'inclusion et le respect

Le schéma ci-après explicite le projet politique de la ville d'Artigues près Bordeaux.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les champs d'intervention conjoints sont :

- **Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale :**

  - Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction de la petite enfance ;
  - Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction des enfants.

- **Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes :**
  - Compenser les charges familiales et accompagner les parents dans leur rôle ;
  - Contribuer à l'égalité des chances en matière de réussite scolaire et renforcer le lien entre les familles et l'école ;
  - Faciliter l'autonomie des jeunes, élément de passage à l'âge adulte.

- **Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement :**
  - Favoriser, pour les familles, des conditions de logement et un cadre de vie de qualité ;
  - Faciliter l'intégration des familles dans la vie collective et citoyenne ;

- **Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle :**

  - Soutenir les personnes et les familles confrontées au handicap ;
  - Aider les familles confrontées à des événements ou des difficultés fragilisant la vie familiale ;
  - Accompagner le parcours d'insertion et le retour (et maintien) dans l'emploi des personnes et des familles en situation de pauvreté.

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé sont :

- Une démarche éco-citoyenne et solidaire pour soutenir un territoire socialement mixte avec une population en forte augmentation et un niveau de vie qui tend à se dégrader

- Une équité d'accès aux droits et aux services avec une adaptation des services pour répondre aux besoins de l'ensemble des habitants

- Une cohésion sociale à renforcer et une densification du maillage partenarial afin de lutter contre les exclusions et l'isolement

- Un soutien à la parentalité pour accompagner les problématiques qui vont de la petite-enfance à l'adolescence

Les Annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La Caf de et la commune d'Artigues-près-Bordeaux s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue du Contrat enfance et jeunesse passé avec la collectivité signataire, la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1[1] à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

La collectivité s'engage à mettre tout en œuvre pour la mise en conformité des missions des chargés de coopérations (notamment le professionnel missionné pour la mise en place, l'animation et le suivi de la CTG) avec le référentiel de chargé de coopération figurant en annexe 4 de la présente convention, dans un délai maximum de deux ans après la signature de la convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé de représentants de la Caf et de la ville d'Artigues-près Bordeaux, ***a minima*** :

Pour la commune :

Alain Garnier – Maire
Bertrand Naud – élu référent de la CTG
Claire Winter – élue référente de la CTG
Joël Combes - DGS

[1] Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Aurélie Lacombe – Chargée de coopération CTG
Magalie Toustou - Directrice enfance-jeunesse
Véronique Hubert - Directrice petite enfance
Gérard Boissieras – Directeur CCAS

Pour la Caf :

Christine Mansiet – Directrice de la Caf ou sa représentante
Nadège Cantel – Responsable de l'Unité Territoriale Métropole Est
Sonia Oudin – Conseillère territoriale

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf et la commune ;

Le secrétariat permanent est assuré par la collectivité.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique (comité technique/groupe de travail), ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en **annexe 4** de la présente convention.

ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le RGPD, la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

ARTICLE 9 - EVALUATION

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 5 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'**Annexe 5**.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026.

La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ARTICLE 12 : LA FIN DE LA CONVENTION

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13 : LES RECOURS

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits,

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Bordeaux, le 5 décembre 2022.
En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde		**La ville d'Artigues-près-Bordeaux**
La Présidente du C.A Nathalie GAILLARD-BIENFAIT	La Directrice Christine MANSIET	Le Maire Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

CONTEXTE GÉNÉRAL : L'INSCRIPTION TERRITORIALE ET ADMINISTRATIVE D'ARTIGUES-PRÈS-BORDEAUX.



La commune d'Artigues-près-Bordeaux se situe à l'extrémité est de l'agglomération bordelaise, à une dizaine de kilomètre du centre de Bordeaux. Selon la classification de l'Insee, des « Aires d'Attraction des Villes » (AAV), elle fait partie des 507 communes « appartenant à un pôle de 700 000 habitants ou plus ».
Avec une densité de 1188 habitants au kilomètre carré, pour une superficie de 7.3 km2, elle fait partie des 774 communes françaises classées comme « espace densément peuplé » par l'Insee. [Nota : l'Insee définit quatre types d'espaces communaux : densément peuplés (2 % des communes), de catégorie intermédiaire (10%), peu denses (54%), très peu denses (34%).]
D'un point de vue administratif, elle est l'une des 28 communes de Bordeaux Métropole.



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

1. Une population en forte augmentation

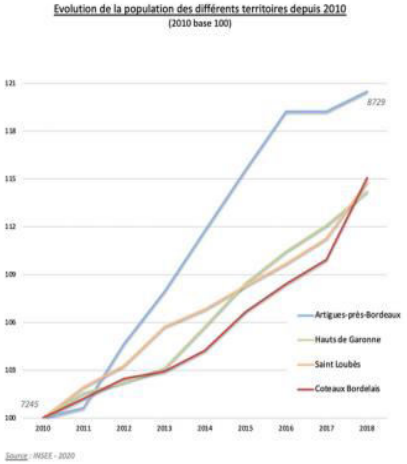
Structure et évolution démographique

Une population en forte augmentation

La population augmente de 20 % en 8 ans

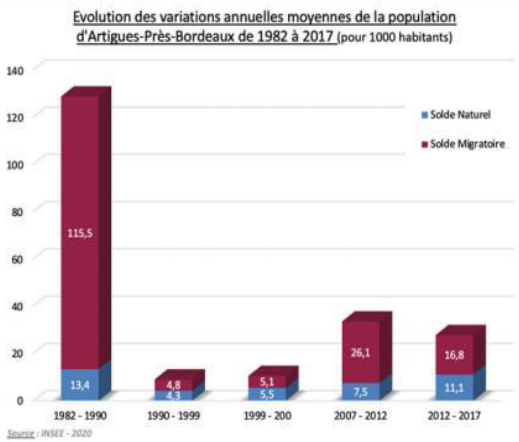
Après une très forte augmentation entre 2011 et 2016, un léger plateau entre 2016 et 2017, la population semble repartir à la hausse

Le taux de croissance se révèle nettement supérieur à celui des trois territoires de référence

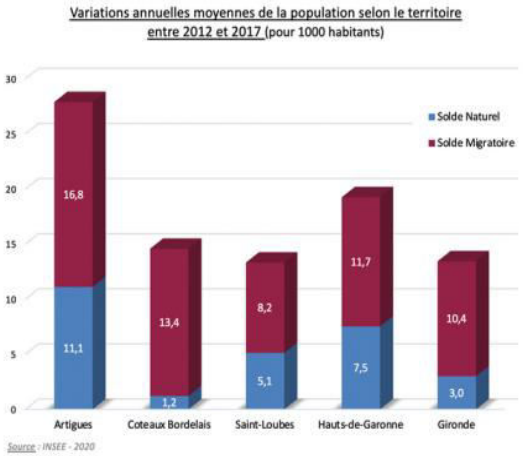


Une croissance essentiellement due à l'arrivée de nouveaux habitants (solde migratoire)

Bien que très inférieur à la période des années 1980, le solde migratoire repart à la hausse depuis le milieu des années 2000



Artigues connaît le solde migratoire le plus élevé de tous les territoires... mais aussi le solde naturel le plus important

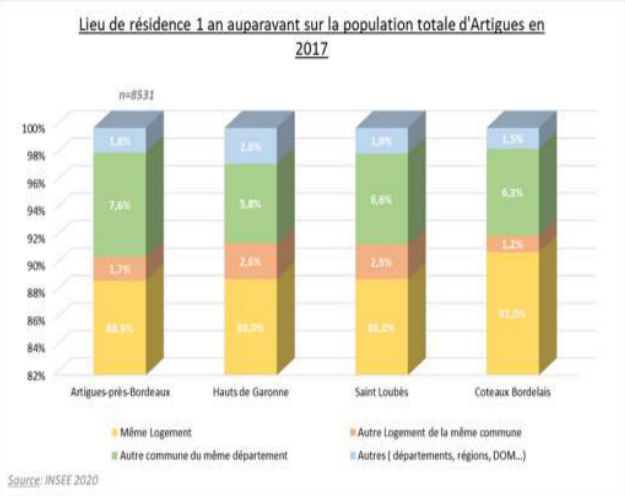


Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

1. Une population en forte augmentation

Structure et évolution démographique

Les nouveaux habitants (9.4 %) proviennent essentiellement, et un peu plus que sur les trois autres territoires, du département de la Gironde



Au total, la croissance démographique d'Artigues-près-Bordeaux amène à porter l'attention sur un point.

- Une population en forte expansion essentiellement due à l'arrivée de nouveaux habitants

A partir de ce constat et considérations, on peut définir trois grands enjeux liés à l'évolution démographique

- Enjeu 1 : Maîtriser les éventuelles transformations sociales de la population
- Enjeu 2 : Identifier les besoins sociaux, voire l'émergence de nouvelles demandes, liés à ces transformations
- Enjeu 3 : Mettre la commune en veille par rapport à une croissance démographique dont rien ne laisse supposer qu'elle s'arrêtera

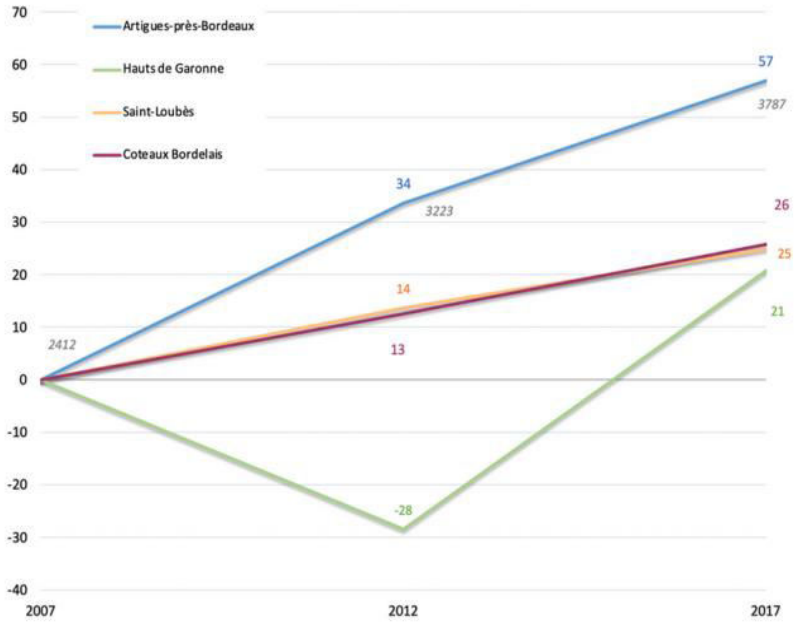
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

2. L'arrivée des locataires et la préoccupation du logement

Structure et évolution de l'habitat

Le nombre de logements est le plus orienté à la hausse de tous les territoires de référence entre 2007 et 2017 : + 57 %

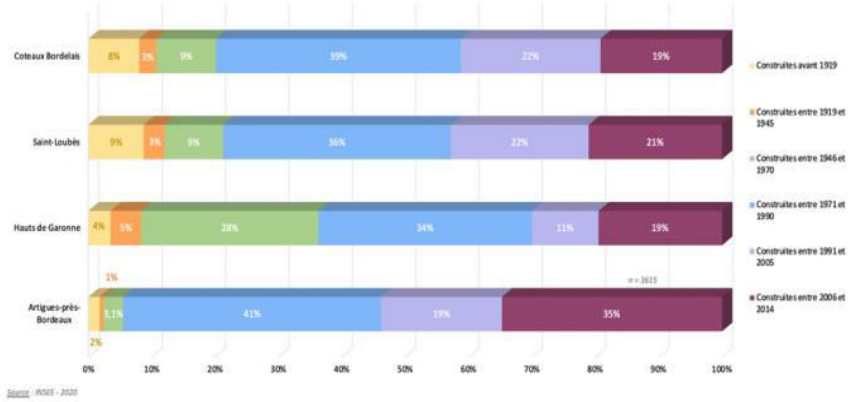
Evolution du nombre de logement sur la base de 2007 selon le territoire en 2017



Source : INSEE - 2020 n = 3787

Artigues a connu deux grandes périodes de construction des résidences principales : entre 1971 et 1990 (41 %, des maisons individuelles) et plus récemment entre 2006 et 2014 (35 %, du logement collectif). Les constructions les plus récentes sont nettement plus nombreuses que sur les autres territoires (entre 19 % et 21 %)

Résidences principales en fonction de leur période de construction par territoire en 2015

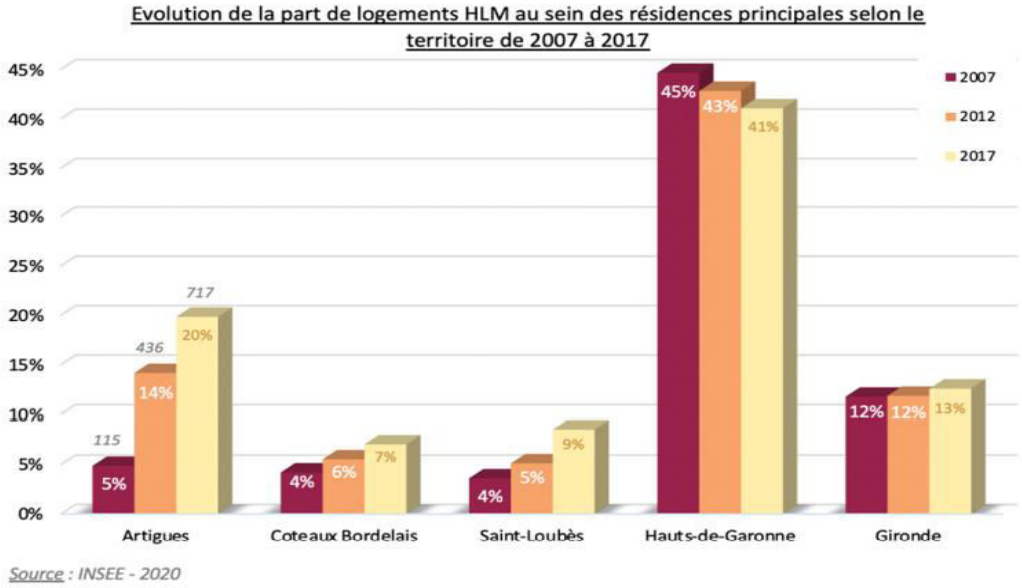


Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

2. L'arrivée des locataires et la préoccupation du logement

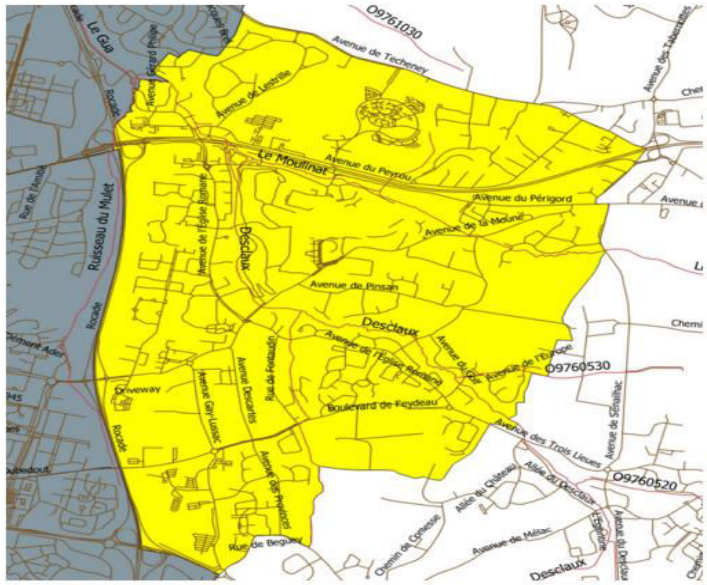
Structure et évolution de l'habitat

Cette évolution majeure se traduit par une multiplication par quatre du nombre de logements sociaux entre 2007 et 2017 : de 5 % à 20 %...



Source : INSEE - 2020

Les deux quartiers Artigues nord et sud
Les avenues Virecourt, Desclaux et De La Moune comme frontières



A titre de synthèse, on peut définir deux grands constats et trois enjeux liés à l'évolution de l'habitat.

Une population de locataires, en particulier des locataires sociaux, vient résider sur un territoire historique de propriétaires

Néanmoins, on n'observe pas de processus de ségrégation socio-spatiale

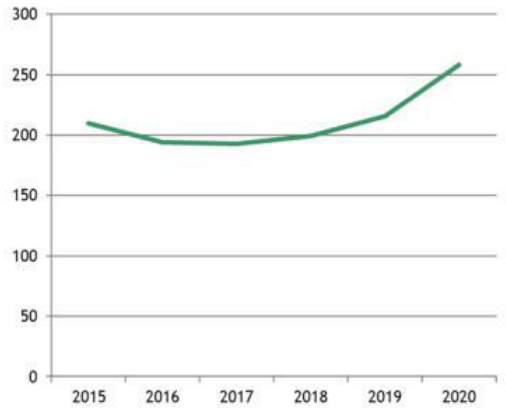
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

3. Un territoire socialement mixte et des habitants avec un niveau de vie qui tend à se dégrader

Structure et évolutions sociales

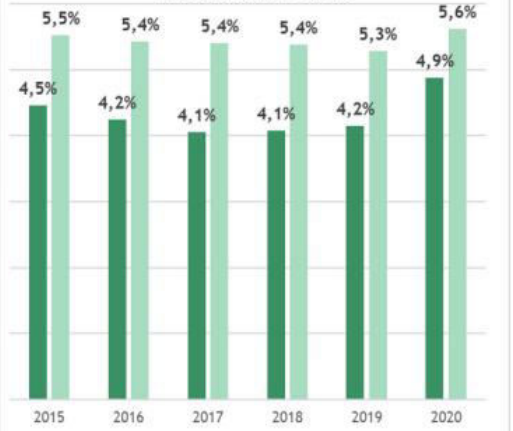
... Et cette augmentation se poursuit plus fortement en 2020 : elle est plus forte pour Artigues-près-Bordeaux que pour l'ensemble du département...

Effectifs des bénéficiaires droit ouvert RSA soumis droits et devoirs au 31/12 de l'année



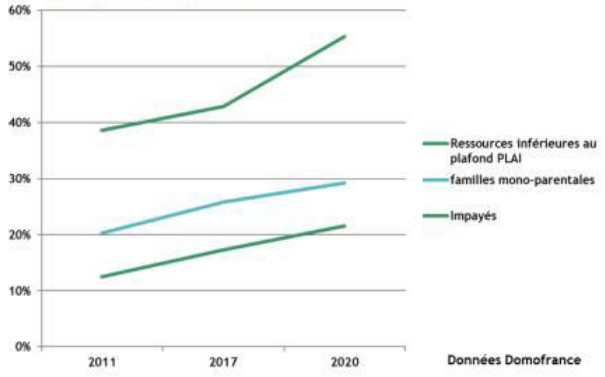
Source : MDSI Hauts-de-Garonne

% de bénéficiaires droit ouvert RSA soumis droits et devoirs de 25 à 64 ans au 31/12 dans la population 25-64 ans

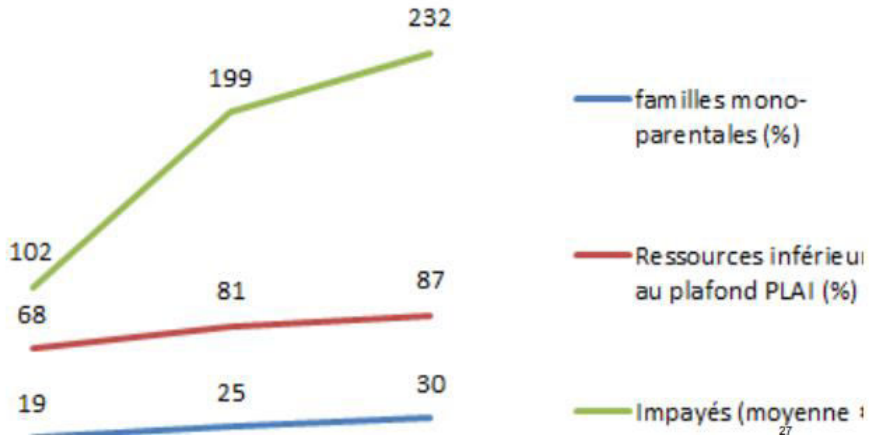


Sources : MDSI Hauts-de-Garonne

... On constate entre 2011 et 2020 une forte augmentation des situations de précarité dans les logements de Domofrance (graphique du haut) et de Gironde Habitat (graphique du bas)



Données Domofrance

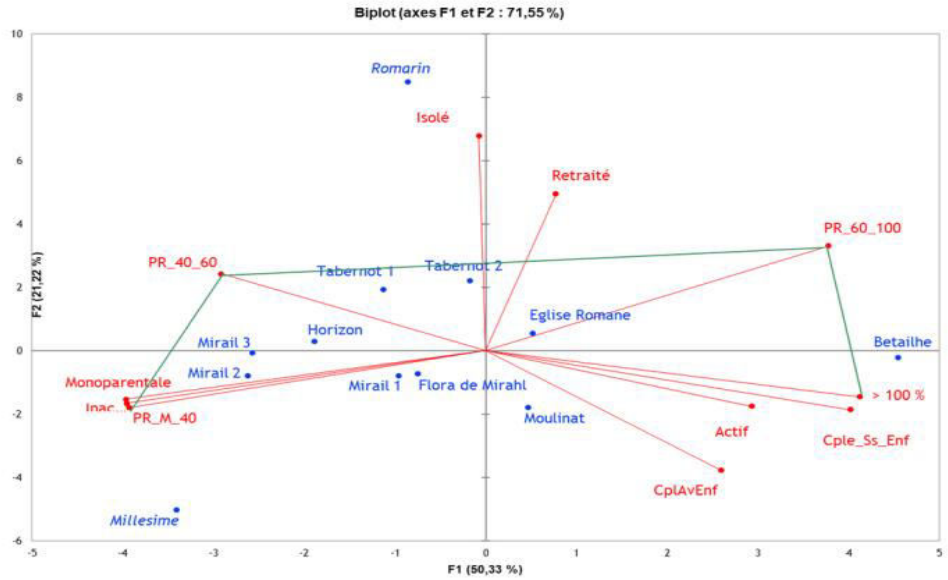


Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

3. Un territoire socialement mixte et des habitants avec un niveau de vie qui tend à se dégrader

Structure et évolutions sociales

Les familles monoparentales et les inactifs avec de faibles ressources sont sur-représentés au Mirail 2 et 3
Les actifs et couples sans enfant disposant de ressources élevées sont sur-représentés à Betailhe
Il y a plus de mixité sociale ailleurs (Romarin et Millesime = effectifs trop faibles)



On peut définir deux grands constats et trois enjeux liés à la structure sociale et à l'évolution des revenus

Constats :

- L'arrivée des locataires engendre une dégradation des indicateurs de niveaux de vie
- Le poids des familles à bas revenus progresse et une certaine paupérisation des habitants est observable dans le parc de logements de Domofrance

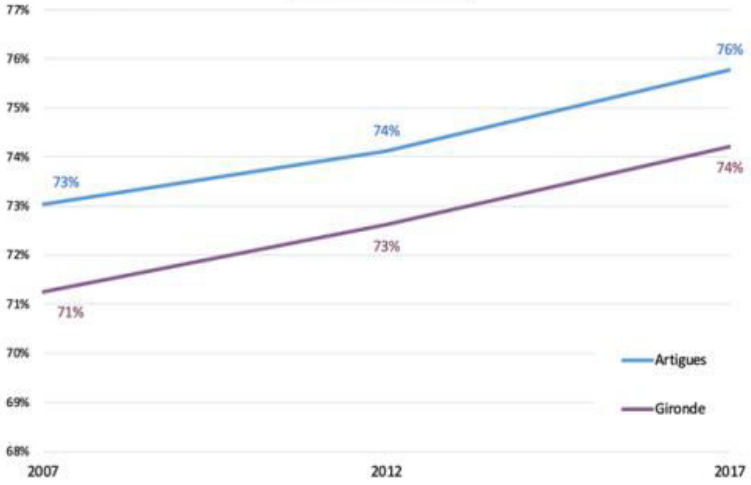
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

4. Des indicateurs économiques "au vert" avec une légère dégradation pour les femmes et les jeunes

Evolution de l'activité économique

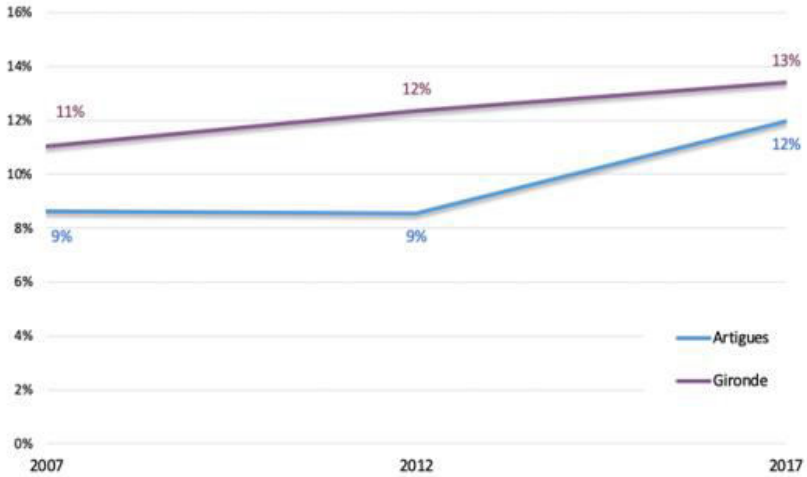
Le taux d'activité augmente mais aussi le taux de chômage, avec une forte progression entre 2012 et 2017. Mais le dynamisme du marché de l'emploi reste supérieur à celui de la Gironde

Evolution des taux d'activité de la population d'Artigues-Près-Bordeaux et de Gironde de 2007 à 2017



Source : INSEE - 2020

Evolution des taux de chômage de la population d'Artigues-Près-Bordeaux et de Gironde de 2007 à 2017



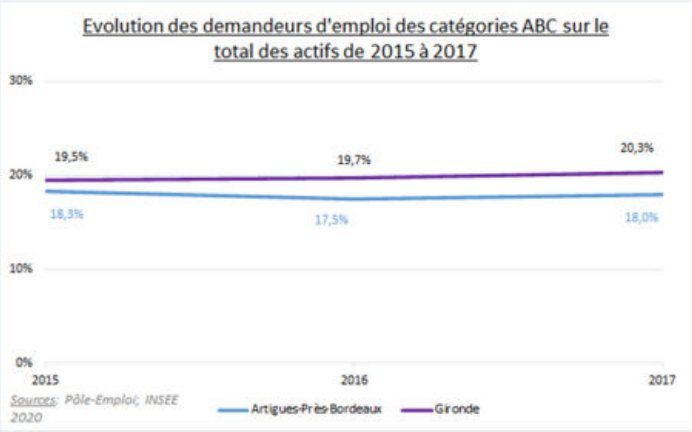
Source : INSEE - 2020

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

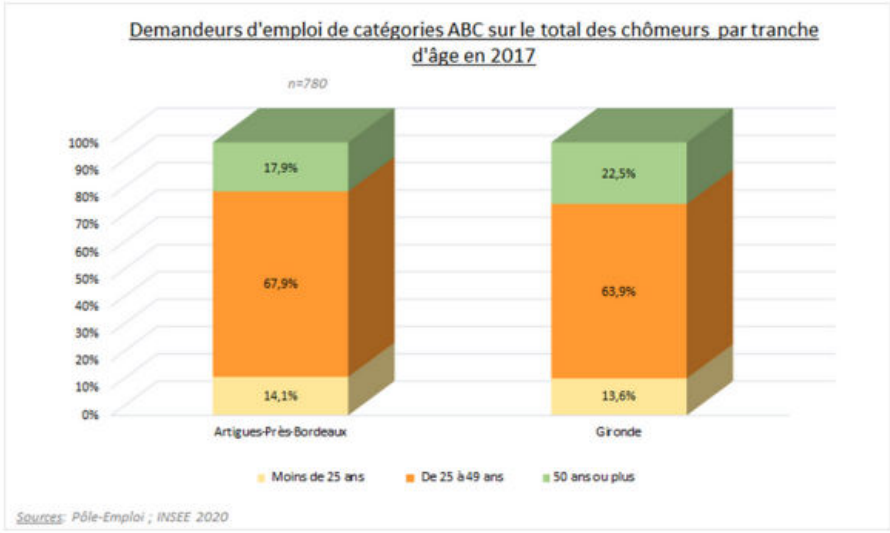
4. Des indicateurs économiques "au vert" avec une légère dégradation pour les femmes et les jeunes

Evolution de l'activité économique

Dans une approche plus extensive du chômage, cet indicateur reste inférieur à celui de la Gironde



Mais les proportions de chômeurs âgés de moins de 25 ans et de moins de 49 ans sont plus fortes que celles de la Gironde



On peut définir deux grands constats et deux enjeux liés à l'activité économique.

Les indicateurs relatifs à l'emploi et au travail sont globalement « au vert »

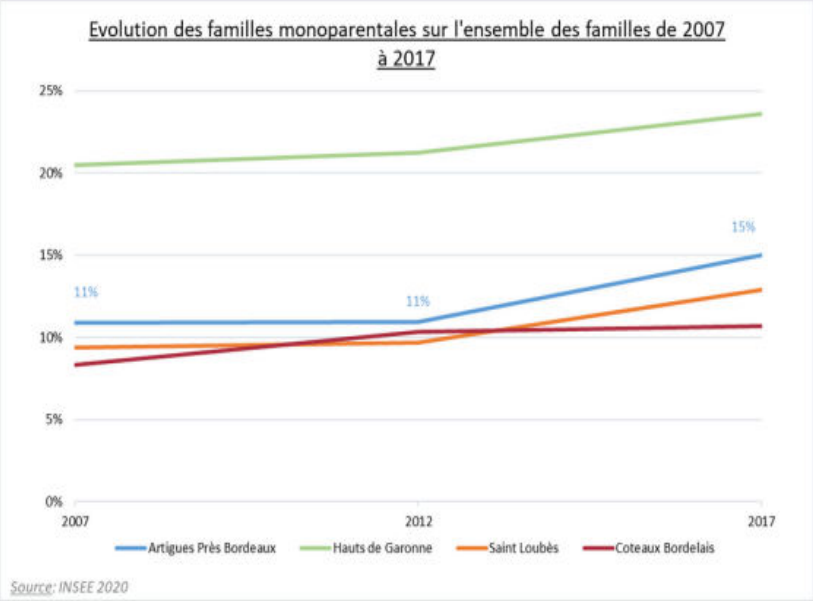
En revanche, on perçoit une légère dégradation pour certaines populations, notamment les femmes et les jeunes

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

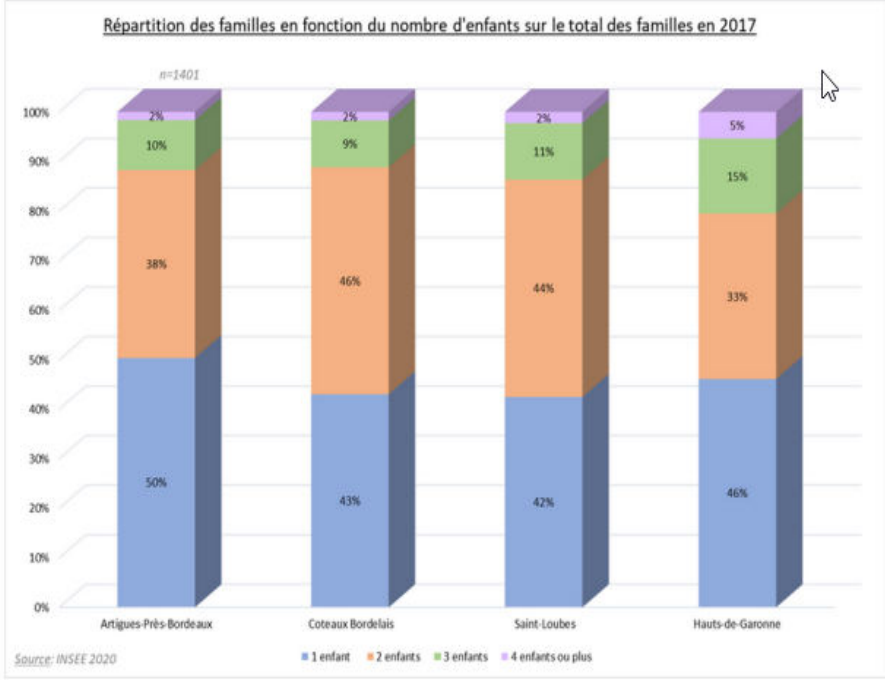
5. Des familles de un ou deux enfants avec une augmentation sensible des familles monoparentales

a. Structures et évolutions par âges et des ménages

... Mais était plus faible en 2007 : en 10 ans, la part des familles monoparentales augmente sensiblement de 11 % à 15%. C'est une transformation notable, liée à l'arrivée de nouveaux habitants



La plupart des familles ont un ou deux enfants et la part des familles nombreuses s'avère faible et légèrement inférieure à la moyenne girondine

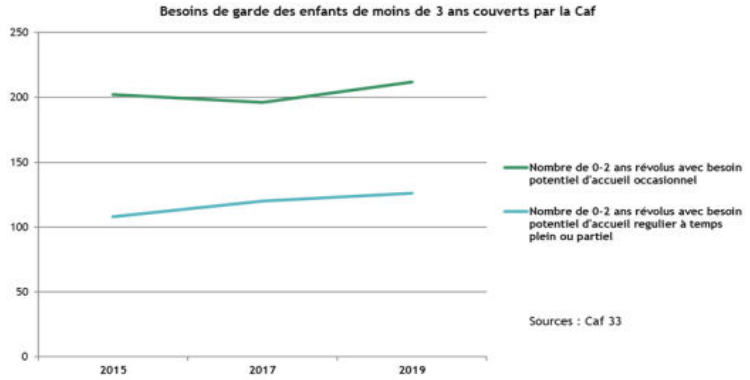


Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

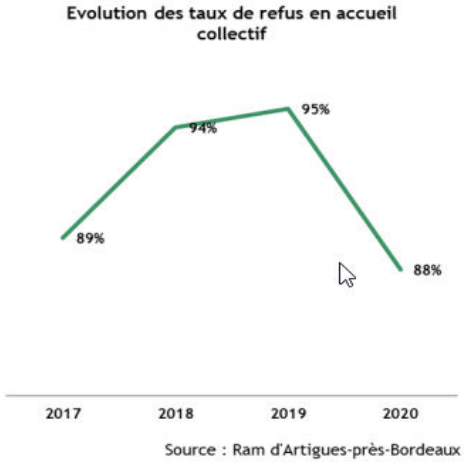
5. Des familles de un ou deux enfants avec une augmentation sensible des familles monoparentales

b. Zoom 0-17 ans

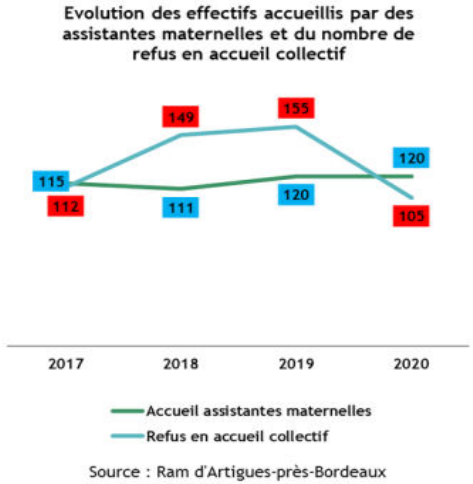
Une légère croissance des besoins de garde d'enfants, en particulier pour l'accueil régulier



Des taux de refus très importants pour l'accueil collectif



Source : Ram d'Artigues-près-Bordeaux



Source : Ram d'Artigues-près-Bordeaux

Multi accueil municipal = 17 places + crèche People&Baby's (délégation service public) = 24 places (21 tout public et 3 entreprises du territoire) = 41 places

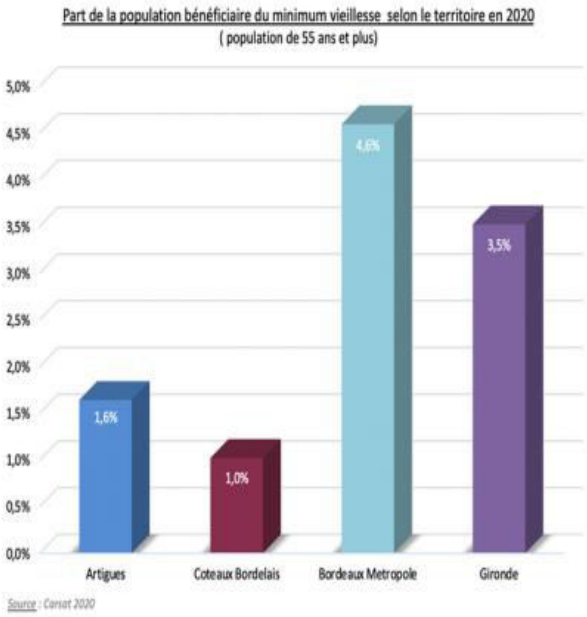
On peut définir deux grands constats et trois enjeux liés à l'évolution des familles

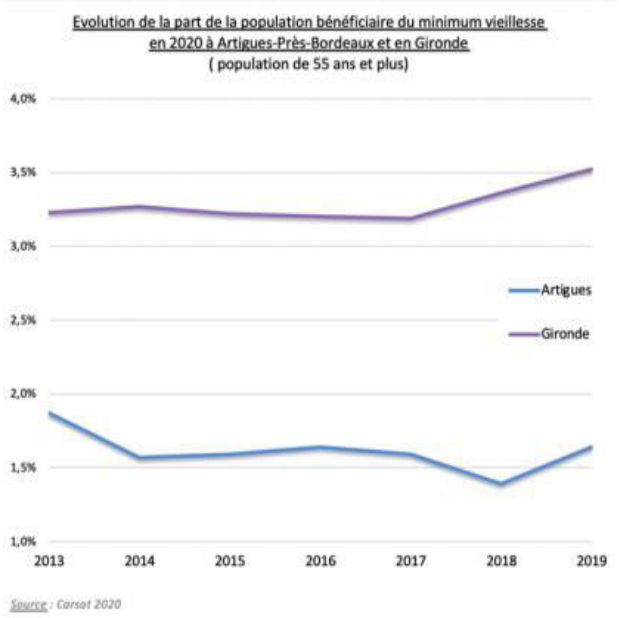
- Le nombre de ménages augmente...
- et le nombre d'enfants et d'adolescents également

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

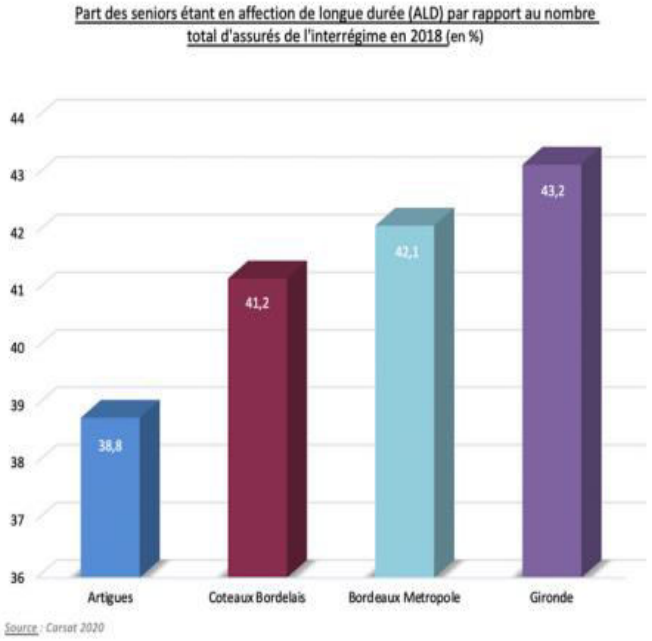
6. Des seniors avec des ressources financières… mais aussi des besoins sociaux

Artigues appartient aux territoires dans lesquels la population des 55 ans et plus perçoit le moins le minimum vieillesse. Entre 2013 et 2019, on n'observe que de faibles oscillations erratiques





Les Artiguais de 55 ans et plus sont en meilleure santé que leurs homologues des autres territoires à l'aune de la prévalence des affections de longue durée (ALD)

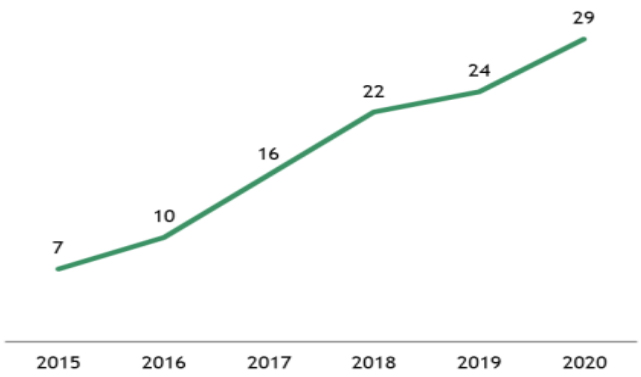


Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

6. Des seniors avec des ressources financières… mais aussi des besoins sociaux

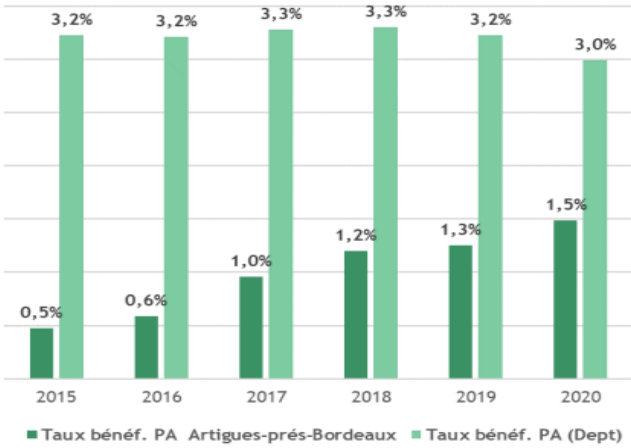
… Et attention : le nombre de bénéficiaires APA « établissement » est très orienté à la hausse et multiplié par trois en valeurs relatives…

Effectifs des bénéficiaires droit ouvert APA établissement au 31/12 de l'année



Source : MDSI Hauts-de-Garonne

% Bénéficiaires droit ouvert APA établissement au 31/12 dans la population de 60 ans et plus



Source : MDSI Hauts-de-Garonne

A titre de synthèse, on peut définir deux grands constats et quatre enjeux lié à l'évolution de la structure par âge.

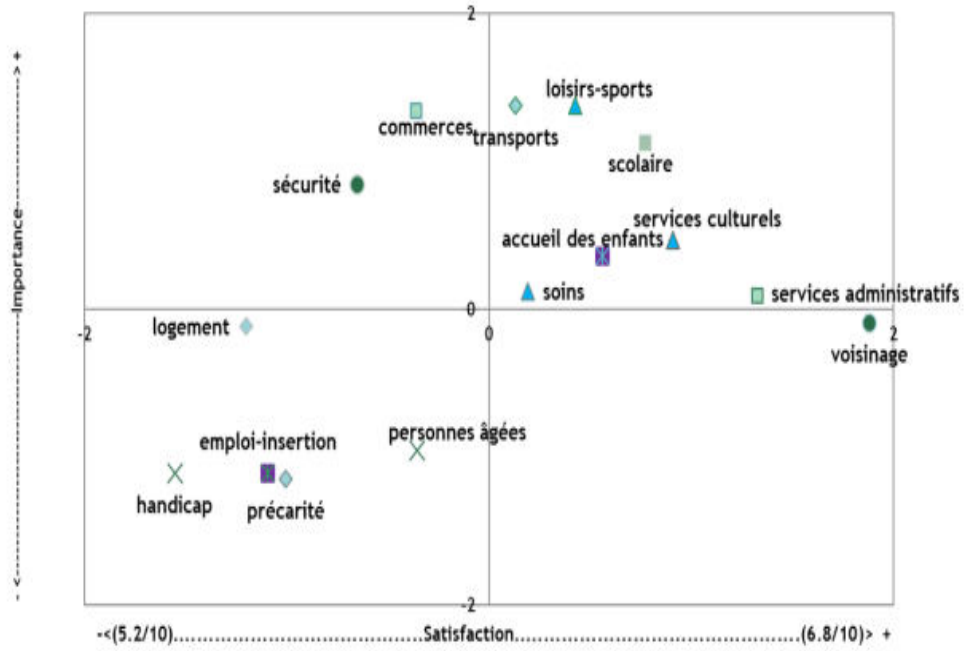
Le faible poids numérique des personnes âgées aujourd'hui ne doit pas masquer un enjeu central qui réside dans les possibilités d'isolement

Les 55-69 ans d'aujourd'hui vont peut-être vieillir sur le territoire…

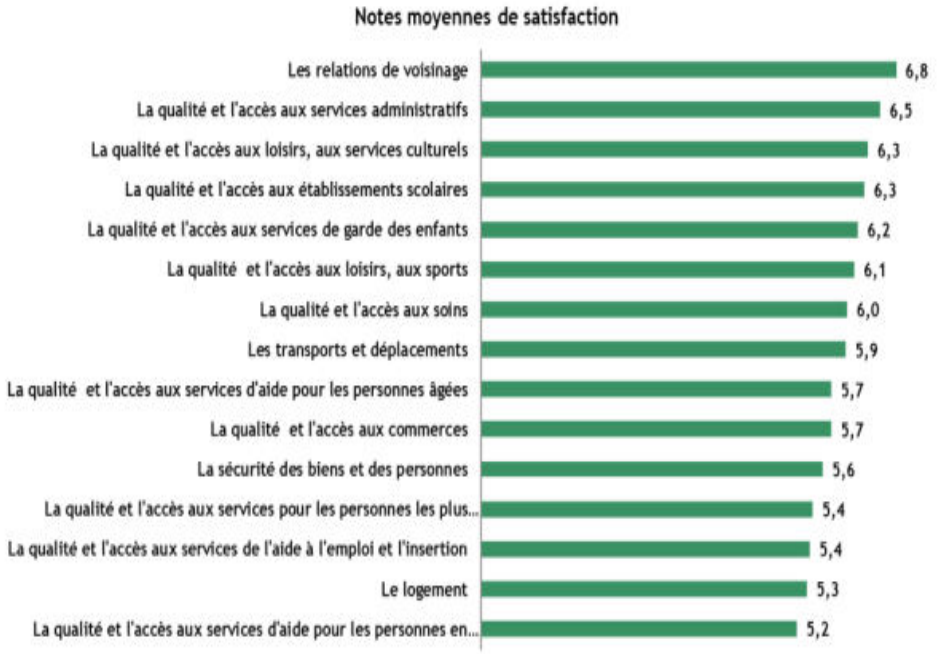
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

8. Services plutôt satisfaisants

Les services plutôt satisfaisants (Matrice importance-satisfaction)



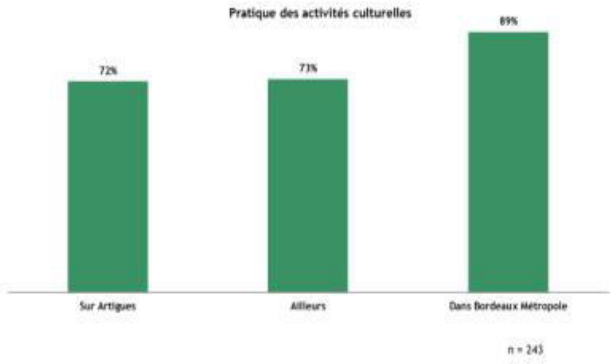
Tous les services obtiennent "la moyenne" ...
(Pour chacun des sujets suivants, indiquez votre niveau de satisfaction : note de 0 à 10)



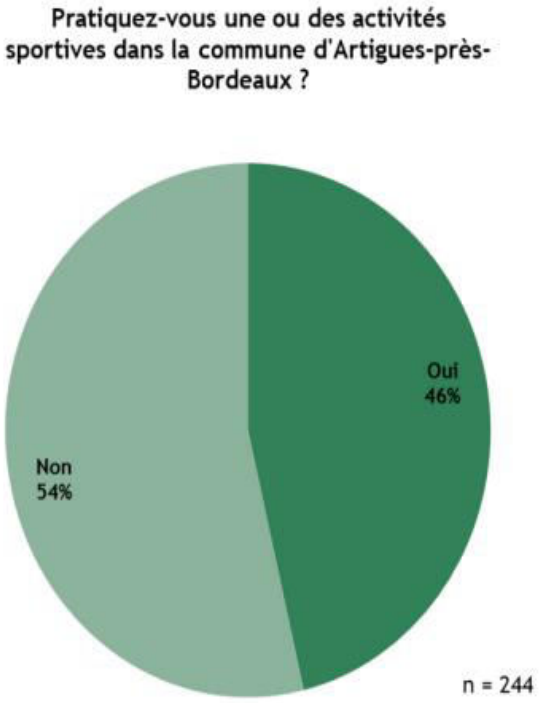
Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

8. Services plutôt satisfaisants

Les trois-quarts des habitants pratiquent des activités culturelles sur la commune... mais aussi ailleurs



La moitié des habitants pratiquent une activité sportive sur la commune





Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

EN RESUME …

Les principales caractéristiques territoriales

➢ Une population en forte augmentation

La demande de logements croît fortement. Une population de locataires, en particulier des locataires sociaux, vient résider sur un territoire historique de propriétaires.
Il n'est pas observé de processus de ségrégation socio-spatiale

Enjeux :

- Identifier les besoins de cette nouvelle population de résidents
- Créer du lien et maintenir la mixité sociale
- Définir et accompagner une politique d'offre de logements

➢ Un territoire socialement mixte et des habitants avec un niveau de vie qui tend à se dégrader

L'arrivée des locataires engendre une dégradation des indicateurs de niveaux de vie.

Le poids des familles à bas revenus progresse et une certaine paupérisation des habitants est observable dans le parc de logements gérés par les bailleurs sociaux.

Enjeux :

- Identifier les besoins de ces nouveaux habitants pour mieux les accompagner

➢ Des indicateurs économiques (emploi, taux d'activité, taux de chômage) "au vert" avec toutefois une légère dégradation pour les femmes et les jeunes

La situation des jeunes inscrits à la Mission Locale se dégrade fortement, aussi bien pour l'accès à l'emploi et l'alternance, que l'accès à une formation.
La progression des *neet* (« ni étudiants, ni employés, ni stagiaires ») est continue et supérieure à celle des territoires environnants.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

***Enjeux* :**

- Mettre le territoire en veille sur la précarisation des conditions d'emploi et de travail qui peut s'accompagner d'une dégradation des conditions de vie
- Accompagner l'insertion professionnelle, notamment des jeunes

➢ Des familles majoritairement composées d'un ou deux enfants avec une augmentation sensible des familles monoparentales

On remarque une forte croissance du nombre des enfants dans toutes les classes d'âges (0 à 2 ans ; 3–5 ans ; 6-11 ans ; 12-17 ans).
En outre, on observe une hausse notable du nombre d'enfants signalés à l'ASE (informations préoccupantes).

Enjeux :

- Ajuster, voir augmenter, les capacités d'accueil collectif dès la toute petite-enfance
- Maintenir une veille sur les problématiques liées à la parentalité, aux incivilités, à l'occupation du domaine public…
- Rendre plus visibles les espaces dédiés aux jeunes (PIJ, Espace-jeunes…)

➢ Des seniors en faible nombre et avec des ressources financières relativement confortables

Les seniors sont cependant amenés à vieillir sur la commune et certains ont aussi des besoins sociaux.
Le nombre de demandes d'APA établissement est en forte augmentation.

Enjeux :

- Recréer du lien avec les séniors éloignés des services lors de la période Covid
- Renforcer les services de maintien à domicile et enrichir l'offre de manifestations
- Soutenir et accompagner les aidants
- Réfléchir à un lieu de vie pour les personnes âgées dépendantes

➢ Un territoire proche de la Métropole et de la ville centre Bordeaux mais où les déplacements restent problématiques, notamment pour les habitants les plus précaires et les jeunes

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles : identifier les besoins prioritaires sur la commune

- L'augmentation de la population, notamment des plus jeunes, dont résulte une croissance des besoins de garde d'enfants, en particulier pour l'accueil régulier.

  Atouts : 2 crèches (41 places dont 38 pour les artiguais, 1 Relais Petite-Enfance avec 84 assistantes maternelles agrées et 2 MAM)
  Faiblesses : taux de refus assez importants pour l'accueil collectif

- Les ALSH maternels et élémentaires sont connus, fréquentés et les parents en sont satisfaits.
  Mais ils sont appelés à connaître un accroissement de leurs effectifs.

  Atouts : 1 accueil de loisirs maternels, 1 accueil de loisirs élémentaire et 1 accueil de loisirs jeunes ,
  3 écoles dont 1 école élémentaire de 20 classes, 2 écoles maternelles de 6 classes et 7 classes
  Faiblesses : des locaux scolaires mutualisés pour l'ALSH avec des contraintes de cohabitation et des locaux exigus

- La Médiathèque, l'Ecole d'arts et le tissu associatif sont très largement connus, fréquentés et jugés positivement
  Atouts : une large offre culturelle, sportive et associative
  Faiblesses : des structures pas toujours fréquentées par les familles en difficulté ou isolées

- Une offre de structures spécifiques à destination des jeunes est assez diversifiée - existence d'un Point Information Jeunesse et d'un Espace Jeunes

  Atouts : un espace dédié et des moyens humains et matériels
  Faiblesses : structures encore trop peu identifiées par les jeunes

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

➢ Interrogés sur ce qu'il manque dans la commune pour les enfants et les jeunes, les Artiguais ayant répondu au questionnaire citent spontanément des établissements d'accueil (crèche, école, collège) et des structures informelles de loisirs (aires et parc de jeux, pistes de skate).

Atouts : une offre de service plutôt étendue et diversifiée
Faiblesses : une capacité d'accueil limitée avec des besoins croissants

➢ Les problématiques liées aux nouveaux arrivants ne sont pas uniquement de nature quantitative, mais aussi qualitative : des processus de différenciation sociale sont à l'œuvre et de nouveaux problèmes sociaux apparaissent.

Atouts : une police municipale engagée dans des actions de prévention
Faiblesses : un réseau de partenaires à renforcer

➢ La diversification sociale et culturelle des familles se traduit par une hausse des difficultés dans l'exercice de la parentalité, de la petite enfance à l'adolescence

Atouts : des actions de soutien à la parentalité déjà engagées et d'autres en cours d'engagement
Faiblesses : des familles pas toujours faciles à capter et mobiliser

➢ Les besoins des seniors s'expriment surtout aujourd'hui dans les domaines de l'animation, des loisirs, du portage des repas et des accompagnements médicaux. Un besoin croissant d'accueil collectif se fait aussi sentir pour les plus dépendants

Atouts : un CCAS avec un agent référent pour les séniors et des propositions d'activités et d'animations
Faiblesses : pas de maison de retraite ou Ephad sur le territoire

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Les champs d'intervention prioritaires au regard de l'écart offre/besoin

- L'accueil de la petite enfance

Réfléchir autour des capacités de l'accueil collectif, tant régulier qu'occasionnel et qu'atypique.
Il existe en effet un désajustement entre l'offre et la demande des modes de garde de la petite enfance.

- L'accueil de l'enfance

Adapter et prévoir des infrastructures susceptibles d'évolution compte tenu des changements quantitatifs (progression des effectifs) et qualitatifs (impératifs d'inclusion).

Mettre en cohérence les différents temps de la vie quotidienne de l'enfant – scolaire/périscolaire/vacances - par un partenariat plus affirmé entre les acteurs qui les animent.

- La politique jeunesse

Augmenter les capacités collectives d'accueil des jeunes ; rendre plus visibles le PIJ et l'Espace Jeunes ; articuler davantage les différentes structures accompagnant les jeunes - Espace Jeunes, PIJ, Mission Locale, MDSI, Club des Entreprises.

- Les nouveaux arrivants

Accompagner l'arrivée des nouveaux habitants : les accueillir, leur faire connaitre les services du territoire et les mobiliser pour les intégrer à la vie locale.

- La parentalité

Soutenir la parentalité et se mettre en veille pour identifier et accompagner les nouvelles problématiques de la petite-enfance à l'adolescence.
Contribuer à lutter contre l'isolement de certaines familles

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Les Seniors

Affirmer une politique senior qui permette le maintien à domicile et la lutte contre l'isolement, soutenir et accompagner les aidants familiaux

Intégrer davantage les seniors dans l'animation de la vie locale.

Prévoir une structure d'accueil collectif, intergénérationnelle

- Les mobilités et transports

Mener une réflexion sur la densification et l'amélioration du réseau de transport en commun (accroître les amplitudes horaires, la cadence des bus, revoir les tracés, *etc*.) et développer les liaisons douces.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

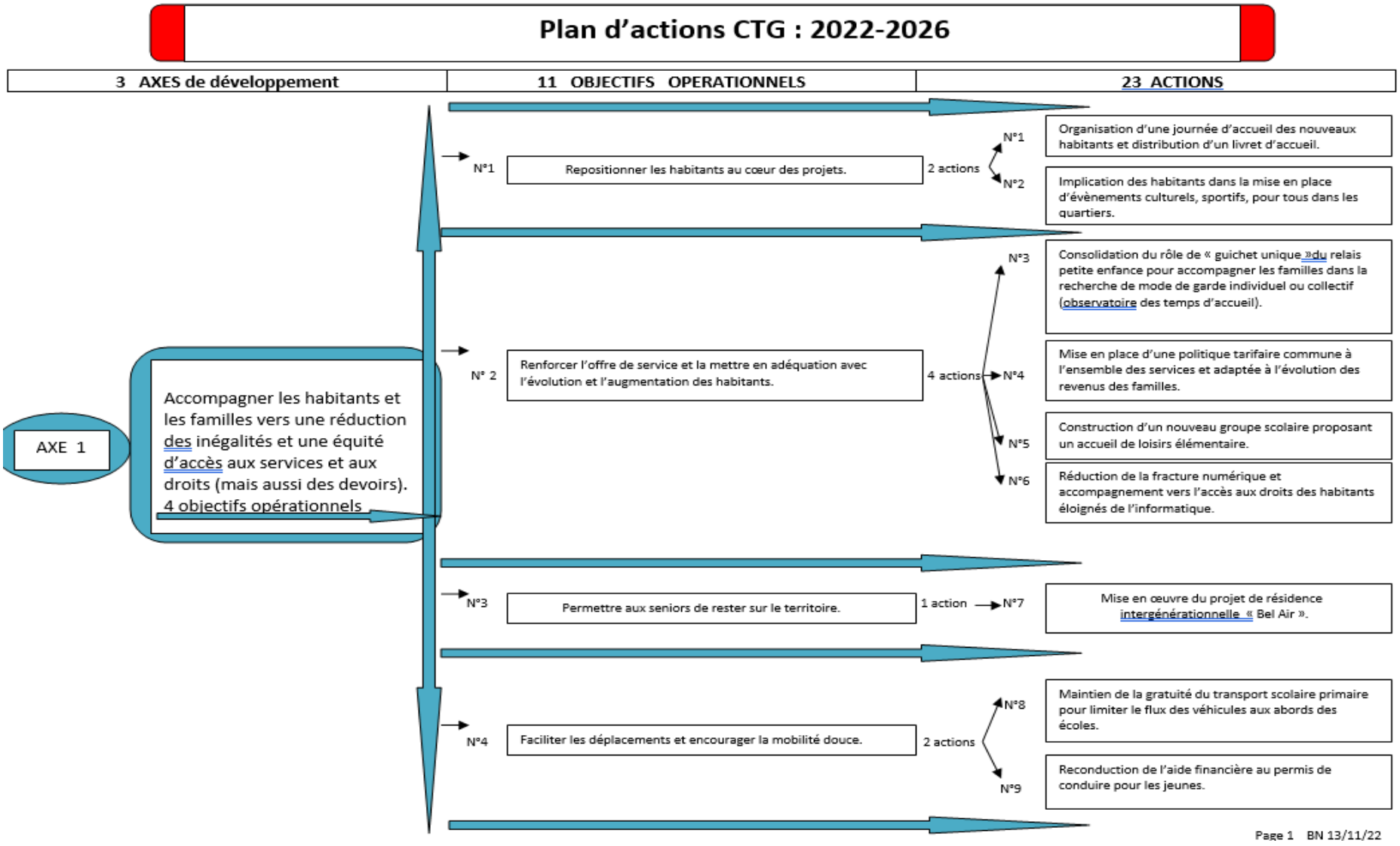
NOM DE LA COLLECTIVITE LOCALE SIGNATAIRE : ARTIGUES (prév. 2021)		
TYPE DE STRUCTURE / ACTION	**ADRESSE DE LA STRUCTURE**	**OFFRE / heures d'accueil**
PETITE ENFANCE		
Multiaccueil « Les jeunes pousses »	Allée du parc	17 places
Multiaccueil « Les rêves bleus	Avenue Desclaux	21 places
Relais Petite Enfance (RPE)	Château Bétailhe – Av. de l'église romane	1 ETP en 2021
PARENTALITE		
Actions financées dans l'appel à projets Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement de la Parentalité	Château Bétailhe – Av. de l'église romane	1 action en 2021 (café des parents)
ALSH		
Périscolaire mairie	Allée du Parc	179 861 h d'accueil en 2021
Extrascolaire mairie	Allée du Parc + Château Lestrille (allée de Diane)	57 000 h d'accueil en 2021
Accueil Ados mairie	Château Lestrille (allée de Diane)	7 264 h d'accueil en 2021
PILOTAGE		
BAFA		2 séances / stagiaires/an
COORDINATION		1 ETP en 2022
DIAGNOSTIC CTG		2021-2022

Mobilisation des co-financements : budget global Collectivité(s) /Caf/autres partenaires

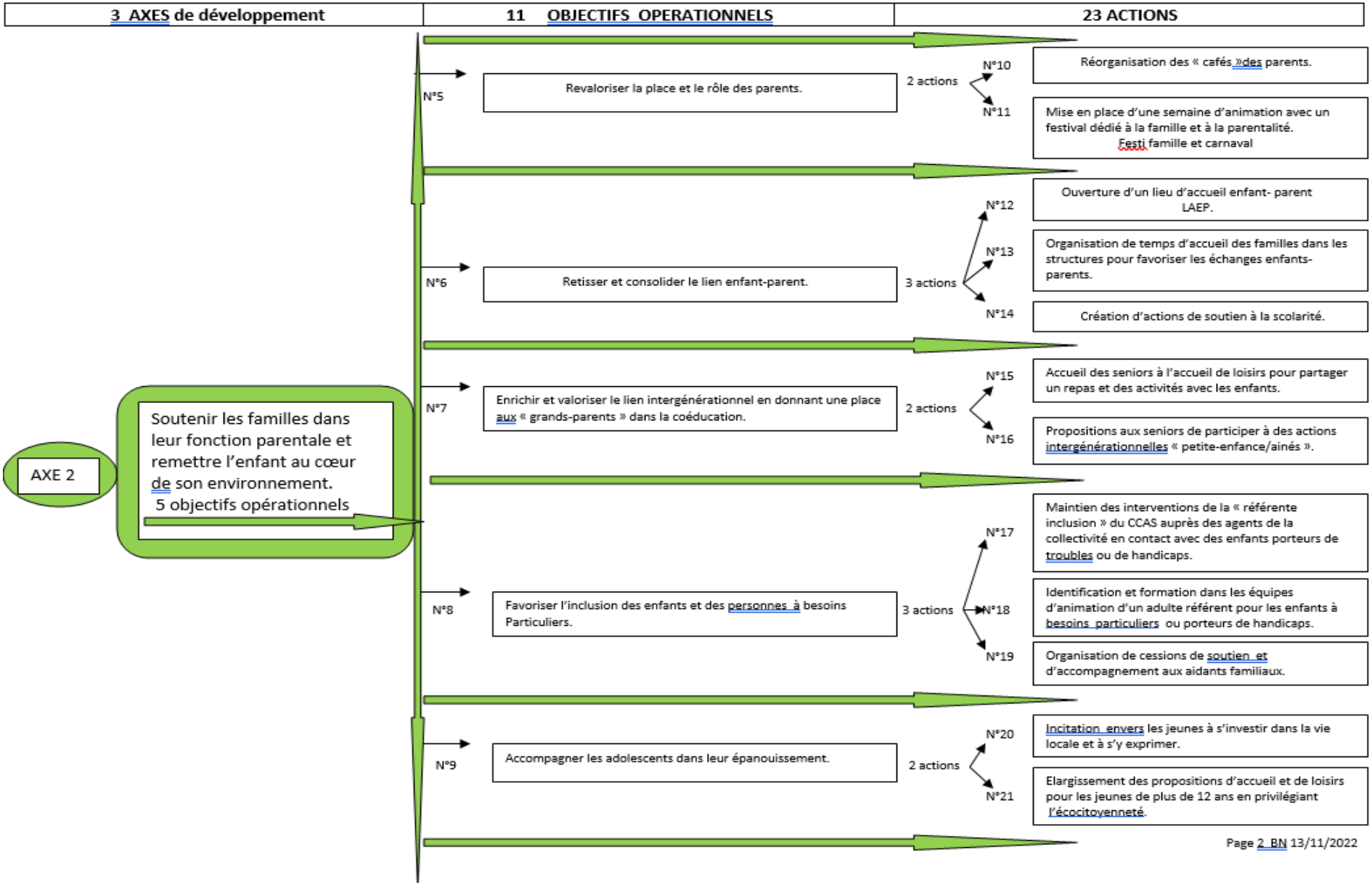
Non disponible actuellement

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

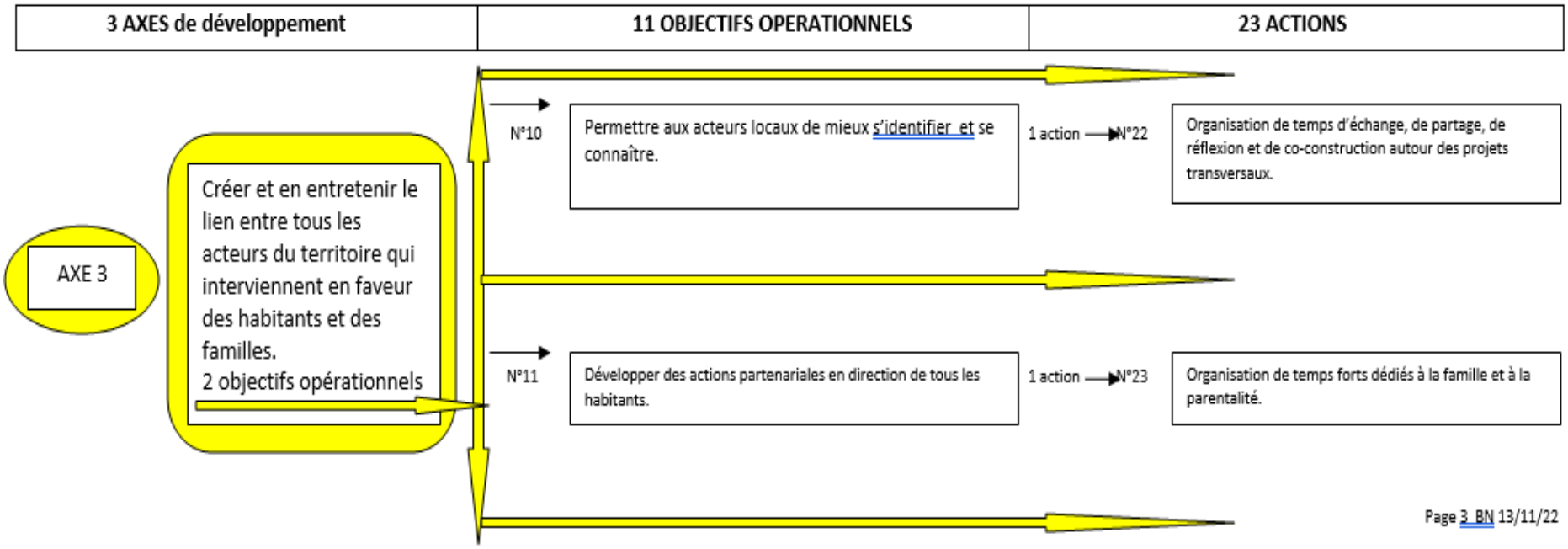
ANNEXE 3 – Plan d'actions 2022--2026



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE



Page 3 BN 13/11/22

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 1

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Repositionner les habitants au cœur des projets

ACTION : Organisation d'une journée d'accueil des nouveaux habitants et distribution d'un livret d'accueil

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation du nombre de foyers. Un accroissement du nombre de nouveaux arrivants. Une mixité socio-professionnelle en plein essor. Une diversité plus importante de l'habitat avec une augmentation du logement locatif.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Accueillir et renseigner au mieux les nouveaux arrivants. Permettre l'identification des différents services proposés (municipaux et associatifs) sur le territoire. Permettre aux nouveaux arrivants de passer du statut d'occupant à celui d'habitant.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une meilleure information des nouveaux habitants pour un meilleur accès aux services et aux droits. Le développement des liens sociaux entre les habitants. Une meilleure appréhension et appropriation du territoire.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Un accueil couplé avec un autre évènement : vœux du Maire, ouverture de la saison culturelle…. Un temps spécifique dédié, suivi d'une manifestation municipale. Projection d'un film de présentation de la commune, distribution d'un livret d'accueil. Mot d'accueil du Maire et présentation des élus afin d'être identifiés.
PUBLICS CIBLES	Les nouveaux arrivants, propriétaires et locataires.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : *2023*
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Les élus, le directeur de cabinet, le service communication Un film, un livret Les services municipaux, les associations, les commerçants et artisans
REFERENT DE L'ACTION	Nicolas PERRE, directeur de cabinet
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Le nombre de participants. Le nombre de livrets distribués. La satisfaction des participants.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 2

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Repositionner les habitants au cœur des projets

ACTION : Implication des habitants dans la mise en place d'évènements culturels et sportifs, pour tous, dans les quartiers

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation du nombre d'habitants. Une mixité plus importante entre les propriétaires et les locataires, entre les anciens et les nouveaux habitants. Un délitement des liens sociaux. Un isolement de certaines familles. Une participation inégale des habitants aux manifestations collectives.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Contribuer à créer le lien social entre les habitants d'un même quartier. Impliquer les habitants du territoire dans ce qui leur est proposé au niveau municipal comme associatif. Aller à la rencontre de la population. Délocaliser des évènements et les amener au cœur des quartiers. Rendre plus accessibles les pratiques culturelles et sportives. Favoriser l'accès à la culture des publics éloignés en privilégiant l'itinérance et les actions « hors les murs » et hors des équipements culturels. Valoriser les espaces de la commune.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une meilleure intégration sociale des habitants. Une plus grande sociabilité. La connaissance de l'environnement proche de chacun : voisins, services, activités, loisirs… Un sentiment d'appartenance au territoire plus affirmé. Une envie de participer, de s'impliquer dans la vie locale. Un art accessible qui met en valeur la relation avec le spectateur. La mise en lumière d'une discipline artistique différente chaque année.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Organisation d'évènements culturels et sportifs délocalisés dans les quartiers. Animation au plus près de la vie locale en associant les habitants aux évènements qui les concernent : consultation, participation citoyenne… Collaboration entre les services municipaux, les associations extérieures, les bailleurs sociaux et autres partenaires. Une culture participative avec de sensibilisations via des temps de médiation culturelle dans les quartiers mais aussi sur les temps péri et extra scolaires.
PUBLICS CIBLES	Tous les habitants de la commune, à l'échelle des différents quartiers.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2021 Année prévue de démarrage de l'action : 2022

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Les directions : culture, école d'arts, sport et vie associative, communication, urbanisme et développement durable, services techniques Associations, bailleurs sociaux, artistes, prestataires extérieurs, élus
REFERENT DE L'ACTION	Directions Culture et Sport/vie associative
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'évènements organisés. Nombre de participants. Diversité des évènements. Satisfaction des participants. Nombre de familles. Nombre de quartiers concernés.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 3

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Renforcer l'offre de services et la mettre en adéquation avec l'évolution et l'augmentation des habitants

ACTION : Consolidation du rôle de « guichet unique » du Relais Petite Enfance RPE pour accompagner les familles dans la recherche de mode de garde individuel ou collectif

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation de la population accompagnée d'une diversification des besoins des familles, notamment en mode de garde pour leurs enfants de moins de 3 ans. Une diversité de modes d'accueil (deux crèches, une soixantaine d'assistantes maternelles dont deux MAM) et un lieu de référence pour les renseignements et les démarches d'inscription, le Relais Petite Enfance RPE.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Mettre en place un accueil plus personnalisé pour chaque famille à la recherche d'informations et/ou d'un mode de garde. Développer l'information concernant le RPE et ses missions en tant que « guichet unique ». Promouvoir l'accueil individuel et la profession d'assistante maternelle.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Un accueil et un niveau d'information équivalents pour chaque famille qui sera accueillie au RPE. Une quantification plus juste des besoins des familles en termes de mode de garde pour un réajustement entre l'offre et la demande. Une réduction des réticences des parents à l'égard de l'accueil individuel. Un choix d'accueil mieux ciblé qui répond davantage aux besoins réels de la famille et de l'enfant.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Orientation des familles vers le RPE à l'aide des différents circuits d'informations mis à la disposition de la population (site de la mairie, accueil en mairie et dans les services, réseaux sociaux, magazine municipal). Mise à jour régulière du site « monenfant.fr » par les structures municipales sur le nombre de places disponibles en accueil collectif. Accompagnement des assistantes maternelles pour qu'elles tiennent aussi à jour leur disponibilités.
PUBLICS CIBLES	Les familles avec des enfants de moins de 3 ans qui sont à la recherche d'un mode de garde.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet, ouverture du RPE : 1998 Année prévue de démarrage de l'action : 2022, mission renforcée de « guichet unique » dans la cadre du renouvellement du projet de fonctionnement du RPE.
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Une animatrice du Relais Petite Enfance Un lieu d'accueil, un bureau équipé d'un téléphone, un ordinateur avec accès à internet, une imprimante Co-financement ville et CAF Le réseau des RPE, la Caf de la Gironde
REFERENTS DE L'ACTION	Véronique HUBERT, Directrice Petite-enfance Céline BARADAT, animatrice RPE
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de familles ayant participé à un entretien au RPE et /ou ayant été renseignées. Evolution de la répartition des enfants en accueils collectifs et individuels. Evolution du taux de refus en accueil collectif (ajustement de l'offre et de la demande). Satisfaction des parents quant aux informations reçues et au mode de garde mis en place.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 4

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Renforcer l'offre de services et la mettre en adéquation avec l'évolution et l'augmentation des habitants

ACTION : Mise en place d'une politique tarifaire commune à l'ensemble des services et adaptée à l'évolution des revenus des familles

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Arrivée sur la commune de nouveaux habitants avec des revenus plus modestes. Augmentation du nombre de locataires et de logements sociaux. Augmentation du nombre de familles monoparentales. Un plus grand écart de revenus entre les habitants. Actuellement, les tarifs des différents services municipaux sont calculés de manières différentes : par tranche de Quotient Familial / au taux d'effort / selon l'avis d'imposition / au tarif unique.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Revisiter l'ensemble de la politique tarifaire de la commune : proposer un mode de tarification identique et égalitaire pour tous les services municipaux qui prenne en compte la composition et les revenus des familles.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une facturation ajustée et au plus proche de la situation socio-économique des familles. Un mode de tarification plus solidaire et plus juste. Un meilleur accès aux services pour les familles les plus modestes. Une réduction des inégalités sociales.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Mise en place d'un groupe de travail à la demande de la commission de restauration scolaire car le prix du repas est actuellement un prix unique, le même pour tous, sans prise en compte des ressources des familles. Organisations de différents temps d'échange et de concertation (réunion de concertation, Cotech et Copil afin de mettre en synergie toutes les directions concernées. Recueil des QF des familles pour établir des tranches avec un point de vigilance sur les effets de seuil.
PUBLICS CIBLES	Toutes les familles du territoire qui fréquentent les services municipaux : restauration scolaire, accueil périscolaire, accueil de loisirs, école d'arts, espace jeunes…
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : septembre 2023
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Les différentes directions de la ville, les élus, les représentants des parents d'élèves. Simulation tarifaire en fonction des revenus des familles et du coût des services. CAF, AIPE (parents élèves)
REFERENT(S) DE L'ACTION	Magalie TOUSTOU Olivier DULAURENT
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de familles par tranche de QF. Equilibre de la composition des tranches QF. Augmentation éventuelle de la fréquentation de certains services. Meilleure accessibilité des services. Equilibre financier des services. Baisse des incidents et retards de paiement.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

	Nombre de demande d'aide des familles auprès du CCAS.

FICHE ACTION – N° 5

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Renforcer l'offre de services et la mettre en adéquation avec l'évolution et l'augmentation des habitants

ACTION : Construction d'un nouveau groupe scolaire proposant un accueil de loisirs élémentaire

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation du nombre des familles et donc une augmentation du nombre d'enfants scolarisés. Un groupe scolaire actuel saturé : 1 école élémentaire de 20 classes et 2 écoles maternelles. Une circulation automobile importante autour du groupe scolaire actuel. Une exiguïté des locaux scolaires qui sont partagés avec l'accueil périscolaire et l'accueil de loisirs (mercredi et vacances). Une offre de loisirs dans des locaux devenus inadaptés. Une capacité d'accueil de l'accueil de loisirs insuffisante.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Permettre aux familles du quartier de disposer d'une école de secteur. Proposer une école de proximité avec des effectifs plus restreints. Redonner un lieu d'accueil de loisirs élémentaire identifié et adapté pour les mercredis et les vacances scolaires à tous les enfants de plus de 6 ans. Adapter la capacité d'accueil et redynamiser l'offre de loisirs.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une meilleure accessibilité de l'école nouvelle pour des familles qui pourront s'y rendre à pied ou à vélo. Le désengorgement des abords du groupe scolaire actuel. Une amélioration des conditions d'accès et d'accueil pour les enfants et les familles qui fréquentent l'accueil de loisirs élémentaire. (l'accueil de loisirs maternel reste sur l'école maternelle de la plaine) Des locaux mieux adaptés qui permettront une offre de loisirs plus qualitative.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Un projet de construction du groupe scolaire porté par la ville en collaboration avec Bordeaux Métropole. Réunions publiques, concertation de la population, présentation des maquettes des différents projets. Cotech et Copil pour définir les usages, utilisations et aménagements des espaces intérieurs et extérieurs.
PUBLICS CIBLES	Les enfants, et les familles, qui seront scolarisés sur le nouveau groupe scolaire en fonction de la carte scolaire : 1 école maternelle et 1 école élémentaire. Les enfants de plus de 6 ans, et les familles de toute la commune, qui fréquentent l'accueil de loisirs. Les équipes enseignantes, les équipes d'animation.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2021 Année prévue de démarrage de l'action : septembre 2024
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Les directions : éducation-enfance, petite-enfance, entretien des locaux, restauration scolaire, urbanisme, services techniques. L'association des parents d'élèves. Le porteur de projet, l'architecte, toute la maitrise d'ouvrage. Demandes de subventions auprès des partenaires Bordeaux Métropole, Education Nationale, CAF, Département
REFERENT DE L'ACTION	Magalie TOUSTOU, directrice Education- enfance-jeunesse Sandra VALLEE, directrice urbanisme-développement durable

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Fréquentation de l'accueil de loisirs. Satisfaction des utilisateurs : enfants, familles et équipes éducatives. Diversification de l'offre de loisirs.

FICHE ACTION – N° 6

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Renforcer l'offre de services et la mettre en adéquation avec l'évolution et l'augmentation des habitants

ACTION : Réduction de la fracture numérique et accompagnement vers l'accès aux droits des habitants éloignés de l'informatique

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Dans le cadre de la programmation qui vise la dématérialisation des services publics afin d'améliorer l'accès au droit, le défenseur aux droits alerte sur le risque de fracture numérique pour certain publics, facteur d'inégalités pour l'accès au droit et aux soins. Engagement politique fort, la collectivité souhaite réduire cette fracture en proposant et en accompagnant tous les publics dans cette transition. La crise sanitaire a également accentué ces inégalités avec les mesures de confinement et le numérique s'impose alors comme un outil indispensable pour maintenir le lien social et familial. Augmentation des démarches dématérialisées.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Réduire l'illectronisme. Permettre un meilleur accès aux services. Diminuer le non-recours aux droits. Créer des permanences numériques sur la commune. Développer des actions transversales sur tous les services afin de toucher tous les publics (seniors, précaires, jeunes, demandeurs d'asile, réfugiés…).
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Organisation de sessions collectives d'accès au numérique. Création de 3 permanences d'accueil numérique sur rendez-vous en individuel. Sessions de formation de base en informatique. Accompagnement au numérique à domicile pour le public en perte d'autonomie. Equiper 25 foyers seniors modestes de kits numériques.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Une conseillère numérique ayant été préalablement formée. Une permanence sur 3 sites municipaux. Un accompagnement au domicile.
PUBLICS CIBLES	Publics en situation de précarité. Tout public non équipé et ne maitrisant pas le numérique. Publics seniors.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : septembre 2021 Année prévue de démarrage de l'action : janvier 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers**	Un agent conseiller numérique à temps complet Lieux d'accueil, tablettes et poste informatique. Une communication dédiée. Ville, Conférence des financeurs, CARSAT, Bx Métropole, Etat

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

➢ **Partenaires**	
REFERENT DE L'ACTION	Ikram EL BASRI, conseillère numérique Gérard BOISSIERAS, Directeur du CCAS
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Diversité des actions concrètes mises en œuvre. Tenue quotidienne d'un état quantitatif, évolution du nombre de personnes accompagnées. Statistiques sociologiques des publics et de leur usage du numérique. Questionnaires de satisfaction. Nombre de demandes non satisfaites ou de démarches non abouties.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 7

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Permettre aux seniors de rester sur le territoire

ACTION : Mise en œuvre de la résidence intergénérationnelle « Bel Air »

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Le vieillissement est un enjeu majeur pour la commune avec une augmentation de + de 277% des + de 65 ans entre 1990 et 2012 et une part importante de « jeunes retraités » qui « reviennent » ou s'installent sur le territoire. Le CCAS repère des situations d'isolement des seniors de plus de 80 ans et de perte d'autonomie importante nécessitant un environnement adapté. L'absence de résidence pour personnes âgées sur le territoire peut nécessiter souvent un déménagement contraint et lointain. Réalisation d'une résidence intergénérationnelle de 43 logements adaptés aux PMR dont 14 sociaux située dans le centre bourg. Projet qui s'insère dans une démarche de réaménagement global et de revitalisation du centre-bourg.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Faciliter le maintien des personnes âgées sur la ville et l'accès aux services de proximité. Encourager l'animation de la vie sociale en créant des partenariats entre le bailleur et les associations locales. Délocaliser des actions de préventions du CCAS dans la nouvelle résidence afin d'instaurer une animation pérenne in-situ et les services de la collectivité.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Un élargissement de l'offre de résidence pour les seniors Une meilleure intégration sociale des seniors au sein de la commune. Le renforcement du lien intergénérationnel et associatif. Un meilleur accès aux services pour des personnes isolées ou sans moyen de déplacement.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Atelier du projet avec tous les partenaires (promoteur, bailleur social, collectivité…) dont la chargée de coopération, le directeur du CCAS et les associations locales pour faire le lien avec la démarche CTG. Consultation citoyenne pour connaitre les attentes de la population envers une telle résidence.
PUBLICS CIBLES	Les seniors qui vivent sur le territoire et souhaitent y rester. Les familles ou toute personne pouvant faire une demande de logement
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2021 Année prévue de démarrage de l'action : 2025

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Une association en charge de l'animation et financée par le bailleur : « Chers voisins » pendant les deux premières années, à raison de 2.5 jours ETP par semaine. Le CCAS dans le cadre d'ateliers de prévention et de services (transports, portage de repas, animations festives, accompagnement numérique…) La labélisation HS2 (Haute Sécurité et Santé) pour 100% des logements. Un local commun dédié à l'animation. La proximité de la halle et de la place commerçante du centre-bourg. La proximité de l'association d'économie solidaire et sociale « Pépites ». Les associations du territoire. Le CLIC Le CCAS
REFERENT DE L'ACTION	Sandra VALLEE, directrice du service Urbanisme et Aménagement durable Gérard BOISSIERAS, directeur du CCAS
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Critères d'attribution des logements. Nombre de logements attribués aux seniors. Nombre de logements attribués aux non-seniors. Quantité et qualité des animations proposées. Fréquentation des seniors aux animations.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 8

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Faciliter les déplacements et encourager la mobilité douce

ACTION : Maintien de la gratuité du transport scolaire pour limiter le flux des véhicules autour des écoles

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Un groupe scolaire comprenant 1 école élémentaire de 20 classes et 2 écoles maternelles. Une augmentation du nombre de familles. Un nombre important de familles qui amènent leurs enfants en voiture. Une circulation difficile aux abords du groupe scolaire. Depuis septembre 2022, le transport scolaire est proposé en gratuité à l'ensemble des familles de la commune.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Proposer une alternative au déplacement en voiture pour se rendre aux écoles. Fluidifier le trafic des véhicules autour des écoles. Mettre en place une cinquième ligne de bus pour la rentrée de septembre 2023. Rendre le service du transport scolaire accessible à toutes les familles, sans condition de revenu.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Réduction du flux des voitures aux abords du groupe scolaire. Meilleure sécurisation autour des écoles. Accessibilité du service à tous.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	En partenariat avec Bordeaux Métropole, la ville a mis en place 4 lignes de ramassage pour le transport scolaire. Le transport est assuré, via un marché, par la société Transcom. L'accompagnement des enfants dans le bus est assuré par des membres de l'équipe d'animation.
PUBLICS CIBLES	Toutes les familles qui ont des enfants scolarisés sur la commune.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	La direction éducation-enfance, les équipes d'animation, la direction du patrimoine, les élus 4 bus pour 4 lignes et 4 accompagnateurs Bordeaux Métropole, société Transcom,
REFERENT DE L'ACTION	Magalie TOUSTOU, directrice éducation-enfance et jeunesse
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'enfants transportés. Fréquence d'utilisation du service par les familles. Mesure du trafic routier autour des écoles. Satisfaction des usagers.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 9

AXE : Accompagner les habitants et les familles vers une réduction des inégalités et une équité d'accès aux services et aux droits

OBJECTIF : Faciliter les déplacements et encourager la mobilité douce

ACTION : Reconduction de l'aide financière au permis de conduire pour les jeunes

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Des transports en commun pas toujours adaptés aux besoins des jeunes adultes (circuits et horaires). Des difficultés de mobilité pour l'accession à la formation ou à l'emploi. Une action non suivie en 2022 pour cause de fermeture fréquente du PIJ.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Favoriser l'accès à la formation et/ou à l'emploi des jeunes de la commune. Valoriser l'implication citoyenne. Contribuer à l'acquisition de l'autonomie des jeunes. Réduire l'impact financier de la formation au permis de conduire pour les jeunes ou leurs familles.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Un meilleur accès des jeunes à la formation, à l'emploi, aux loisirs… Un engagement citoyen en contrepartie de l'aide financière.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Une délibération prise le 28/09/2020. Les jeunes peuvent déposer un dossier de candidature accompagné d'une lettre de motivation justifiant d'un projet professionnel ou d'une démarche d'insertion. Les dossiers sont examinés lors d'un comité de suivi composé d'élus et de professionnels. En contrepartie de l'aide financière, le jeune s'engage à effectuer une mission citoyenne d'intérêt générale au sein des services municipaux. Un fonctionnement discontinu du Point Information Jeunesse PIJ n'a pas permis au comité de suivi de se réunir en 2022. L'action est à relancer dès 2023.
PUBLICS CIBLES	Les jeunes de la commune ayant entre 17 et 25 ans et résidant depuis plus d'un an sur la commune.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2020 Année prévue de démarrage de l'action : *2023*
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Animateur du PIJ, direction enfance-jeunesse, élus Un dossier d'inscription et un comité de suivi 200€ pour le code de la route, 300€ pour le permis de conduire, versés directement à l'auto-école choisie par le jeune PIJ, Mission locale des Hauts de Garonne, auto-écoles
REFERENT DE L'ACTION	Magalie TOUSTOU, directrice enfance-jeunesse Animateur du PIJ
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de dossiers déposés. Nombre de jeunes ayant réussi leur examen de code ou de conduite. Nombre de missions citoyennes effectuées.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 10

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Revaloriser la place et le rôle des parents

ACTION : Réorganisation de l'action « café des parents »

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation du nombre de familles qui évoquent : - leurs difficultés dans l'exercice de leur rôle de parent - leur sentiment d'épuisement, d'impuissance dans le lien enfant-parent - leur isolement et leur solitude Une augmentation du nombre de familles monoparentales. Une diminution du nombre de participants. L'annulation de quelques séances faute de participants.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Redynamiser l'action de soutien à la parentalité (café des parents) en changeant la forme et le nom (le temps des parents). Permettre aux parents de se rencontrer, d'échanger et de partager leur expérience et leurs difficultés. Rompre l'isolement parental et social. Valoriser et soutenir la parentalité de la petite-enfance à l'adolescence. Toucher davantage de parents en s'adaptant aux disponibilités de ceux-ci.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Un mieux-être des parents. Un réseau, des temps et un lieu-ressource identifiés. La création de liens entre parents et une diminution de l'isolement. Une augmentation de la fréquentation des ateliers.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Mise en place de temps d'échanges une fois par mois sous deux formes différentes et co-animés par une psychologue et un intervenant extérieur (socio-esthéticienne, nutritionniste…) : - Des ateliers thématiques (le matin, ou le soir) - Des soirées-débats sur un thème en lien avec les ateliers (le soir) Les horaires et les lieux sont différents afin de pouvoir concerner un plus grand nombre de personnes.
PUBLICS CIBLES	Toutes les familles, les parents ayant besoin d'échanger, de se rencontrer, de trouver du soutien parental, quelques soient l'âge de leur(s) enfants(s) et leur situation socio-professionnelle.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2020 Année prévue de démarrage de l'action : 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Une psychologue et un.e intervenant.e extérieur.e. Une personne qui reçoit les inscriptions (téléphone et mail). Une salle et du matériel pour les ateliers. Du thé/café pour la convivialité. Une communication numérique régulière. Co-financement Ville et CAF Caf de la Gironde, action REAAP

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Véronique HUBERT, Directrice Petite-enfance et référente parentalité
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de participants aux ateliers et soirées-débats. Satisfaction des participants sur les thèmes proposés. Régularité de fréquentation des parents. Demande de thèmes nouveaux de la part des parents. Nombre d'ateliers et de soirées-débats organisés et/ou annulés. Pérennisation des ateliers.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 11

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Revaloriser la place et le rôle des parents

ACTION : Mise en place d'une semaine d'animations, un festival dédié à la famille et à la parentalité

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Augmentation du nombre de foyers avec des enfants. Augmentation du nombre de familles monoparentales. Présence de familles éprouvant des difficultés dans l'exercice de la parentalité.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Proposer des temps de loisirs, de rencontre, de partage qui permettent les échanges intra et interfamiliaux. Permettre aux familles de découvrir et mieux appréhender leur environnement proche. Mettre en valeur les structures petite-enfance, enfance et jeunesse ainsi que le tissu associatif local et favoriser leur accessibilité. Encourager la collaboration entre les partenaires locaux.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	L'opportunité de partager un moment de convivialité en famille. La rencontre avec d'autres familles. La découverte de ce qui est proposé au sein des structures municipales et des associations. La possibilité de pouvoir exprimer et partager les problématiques liées à la parentalité.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Evènement annuel organisé sur une semaine complète : en journée, en soirée et le week-end. Organisation transversale avec toutes les directions, les associations et les partenaires qui souhaitent y participer. Mutualisation des moyens humains et matériels. Chacun cale sur cette semaine-là une action qui fait déjà partie de sa planification annuelle. Les structures d'accueil, les écoles et les associations proposent des « portes-ouvertes » pour permettre aux enfants et aux parents de vivre des moments d'échanges et de partage sur des temps et des espaces différents et/ou nouveaux. Projet qui fait l'objet d'une demande d'aide au fonctionnement dans le cadre des actions REAAP.
PUBLICS CIBLES	Toutes les familles du territoire. Les intervenants éducatifs et associatifs.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Les directions : petite-enfance, enfance-jeunesse, CCAS, culture, école d'arts, communication, développement durable, médiathèque, services techniques. Intervenants extérieurs, associations, partenaires. Animations, spectacles, expositions, communication sur tous les supports de la ville Demande d'aide au fonctionnement REAAP/ CAF Budget propre à chaque direction dans le cadre de sa programmation annuelle Les associations locales, la CAF, le RPE (Relais Petite Enfance) et les assistantes maternelles, les équipes enseignantes

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Aurélie LACOMBE, chargée de coopération territoriale
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de partenaires mobilisés et impliqués. Nombre de familles présentes. Satisfaction des participants. Diversité des actions et des thématiques proposées. Impact sur la fréquentation des structures municipales et associatives. Pérennité de la manifestation.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 12

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Retisser et consolider le lien enfant-parent

ACTION : Ouverture d'un Lieu d'Accueil Enfant Parent LAEP

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Augmentation et arrivée de nouvelles familles sur le territoire. Accroissement de la mixité sociale (familles monoparentales, multiculturelles…) Difficultés rencontrées par des parents sur l'exercice de leur parentalité et leur posture parentale. Isolement de certaines familles. Absence de lieu repère et ressource pour les familles. Faible participation des familles aux activités collectives.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Créer un lieu neutre et anonyme d'accueil des enfants et de leurs parents. Le doter d'une équipe de personnes dans une démarche d'accueil, de bienveillance et d'écoute. Permettre aux familles d'échanger entre elles, aux enfants de jouer entre eux et de se sociabiliser et aux enfants de jouer et passer un moment privilégié avec leurs parents.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une meilleure prise en compte des modalités d'exercice de la parentalité. Un renforcement des actions de soutien à la parentalité. L'identification d'un lieu-ressource pour les enfants et les parents, même avant la naissance de l'enfant. Le développement d'actions collaboratives, participatives, conviviales et co-construites avec les parents. Une meilleure intégration des parents au projet social de la ville. Une contribution au développement de l'autonomie et de la socialisation de l'enfant.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Utilisation et aménagement des locaux du Relais Petite Enfance RPE pour l'accueil des enfants et des parents. Installations de divers espaces de jeux et d'ateliers en libre-accès. Une équipe pluridisciplinaire de cinq accueillantes (professionnelles et bénévoles) qui se relaient en binôme selon un planning établi à l'avance. Des heures d'analyse de pratique menées par une psychologue. Des instances de suivi et de pilotage (réunions de service et copil)
PUBLICS CIBLES	Tous les enfants depuis leur naissance et jusqu'à 6 ans. Tous les parents depuis le début de la grossesse et jusqu'aux 6 ans de l'enfant.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : 2023
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	5 accueillantes : 2 professionnelles dont 1 référente et 3 bénévoles Un lieu identifié, celui du RPE mis à disposition sur les créneaux d'ouverture Des jeux, des jouets et du mobilier adaptés aux enfants et aux parents Co-financement de la CAF et de la Ville. Département CAF de la Gironde, Département

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Céline BARADAT, référente du LAEP Véronique HUBERT, Directrice Petite-enfance et parentalité
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'enfants et de parents qui fréquentent le lieu. Régularité de fréquentation. Assiduité des bénévoles. Posture des accueillants. Satisfaction des participants. Identification du lieu.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 13

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Retisser et consolider le lien enfant-parent

ACTION : Organisation de temps d'accueil des familles dans les structures pour favoriser les échanges enfants-parents

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation du nombre de familles, y compris monoparentales, avec des enfants. La présence de familles éprouvant des difficultés dans l'exercice de leur parentalité. Le manque de temps des parents pour découvrir et partager la vie de leurs enfants dans les structures d'accueil. La nécessité de se retrouver dans un lieu extérieur au domicile pour échanger. Des structures qui n'étaient plus accessibles aux familles depuis 2020 du fait de la crise sanitaire et dans lesquelles les animations n'étaient plus proposées aux parents. Le besoin pour tous de se retrouver et de renouer le lien enfants-parents-acteurs éducatifs.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Ouvrir les lieux d'accueil, petite-enfance et enfance, aux familles sur les temps de fonctionnement des structures. Proposer des temps d'accueil spécifiques, dédiés à la rencontre avec les familles et qui permettent la découverte du lieu et le partage de temps de convivialité. Permettre aux enfants et à leurs parents de vivre des moments privilégiés d'échange et de partage au cœur des lieux de socialisation des enfants.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Des temps de rencontre et de dialogue entre les parents et les professionnels des structures d'accueil. L'amélioration des relations entre les parents et leurs enfants et entre parents et professionnels.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Mise en place de temps forts sur les structures petite-enfance (multi-accueil, crèche, Relais Petite Enfance) et enfance (accueil périscolaire et centre de loisirs). Organisation de : petit-déjeuner des familles, expo-photos, temps de jeux partagés, goûters festifs, atelier animé par un parent, portes ouvertes… Proposer un échange direct avec les équipes de direction lors des inscriptions sur les lieux d'accueil. Préparer et participer aux manifestations collectives pour impliquer les enfants et leurs parents, les rendre acteurs dans les projets de la ville.
PUBLICS CIBLES	Les familles, les enfants et les acteurs éducatifs.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : *2022*
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Les équipes d'accueil et les intervenants extérieurs. Locaux et matériel à disposition sur les structures. Matériel des prestataires (ludothèque, artistes…) Budget de fonctionnement de chaque structure préparé en relation avec leurs projets éducatifs et pédagogiques. Co-financement Ville et CAF. Caf, services municipaux, associations, intervenants extérieurs

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Véronique HUBERT, Directrice Petite-enfance Sandrine CAUBET, responsable du service enfance
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation** **(points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de parents participants aux évènements. Nombre de temps forts organisés. Diversité des thématiques. Satisfaction des participants et des organisateurs. Adaptation de ces actions à des moments opportuns favorisant la participation de familles.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 14

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Retisser et consolider le lien enfant-parent

ACTION : Création d'actions de soutien à la scolarité

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation du nombre de familles et du nombre d'enfants scolarisés. Une mixité sociale et culturelle plus importante. Un accroissement de la distance avec la culture scolaire pour certaines familles fragilisées Des difficultés grandissantes pour des parents à soutenir leurs enfants dans leur scolarité.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Accompagner les parents dans l'éducation de leurs enfants. Consolider le rapport à l'école quand il est inexistant ou fragilisé. Contribuer à l'épanouissement des enfants et à leur réussite à l'école. Associer les parents aux actions afin de les aider à s'impliquer davantage dans la scolarité de leurs enfants. Créer des conditions favorables au développement de l'enfant dans les univers scolaires et familiaux en positivant et renforçant les liens parents-enfants.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une plus grande implication des parents dans la scolarité et la vie d'élève de leurs enfants. Une meilleure continuité de l'action éducative avec des parents acteurs aux côtés des intervenants éducatifs. Des actions en faveur des enfants mais aussi de leurs parents. Des familles avec une meilleure connaissance du milieu scolaire. L'occasion pour les parents et leurs enfants de découvrir ensemble les ressources du territoire. Une place pour les parents au cœur du projet d'accompagnement de leurs enfants.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	La mise en place de dispositif type CLAS Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité. Un travail partenarial avec les familles, les équipes enseignantes, les équipes d'animation…tous les intervenants éducatifs du territoire et les enfants. Une coordination entre tous les dispositifs éducatifs (PEDT, CTG, projet d'école…) et les partenaires afin de faciliter l'accès et l'appropriation des différentes actions par les familles et les enfants. Des actions collectives portées par la collectivité, en dehors du temps scolaire mais en lien direct avec les équipes enseignantes. Des projets adaptés au plus près des besoins du territoire.
PUBLICS CIBLES	Les enfants scolarisés à partir de 6 ans et leurs familles.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2023 Année prévue de démarrage de l'action : septembre 2024

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	 Des animateurs, un comité de suivi/coordination, des intervenants extérieurs Des activités, sorties, ateliers Demande de subventions auprès des partenaires Education Nationale, CAF, Département, élus, association des parents d'élèves
REFERENT DE L'ACTION	Magalie TOUSTOU, directrice éducation, enfance, jeunesse Aurélie LACOMBE, chargée de coopération territoriale
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'enfants identifiés par les équipes enseignantes. Nombre de familles qui donnent leur accord pour l'orientation de leurs enfants sur les actions de soutien à la scolarité. Nombre d'enfants et de familles qui participent aux actions. Evolution des relations : - enfant-école parent-école - parent-enfant

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 15

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Enrichir et valoriser le lien intergénérationnel en donnant une place aux « grands-parents » dans la co-éducation

ACTION : Accueil des seniors au centre de loisirs pour partager un repas et des activités avec les enfants

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Un isolement de certains aînés et une distance générationnelle. Une envie croissante des seniors de s'investir dans la grand-parentalité. Une difficulté à trouver les espaces de transmission de compétences et de savoir-faire des aînés vers les plus jeunes. Depuis plusieurs années, le CCAS propose aux seniors de la ville, une offre large d'ateliers de prévention afin de préserver le lien social et ce dans un objectif de maintien à domicile. Les « grands-parents » ayant des petits-enfants jeunes sont souvent sollicités par les parents, cependant de plus en plus de « grands-parents » dont les « petits -enfants » ont grandi perdent ce lien régulier et souhaitent partager avec d'autres enfants leur expérience lors de moments particuliers. La crise sanitaire de 2020 et 2021 a résolument modifié les rapports enfants/grands-parents et il convient de repenser ces temps de rencontres.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Créer des espaces de rencontres et de moments privilégiés entre les enfants accueillis sur les centres de loisirs et les seniors de la commune Apporter une dynamique intergénérationnelle par des temps réguliers : repas pris en commun au restaurant scolaire le mercredi et/ou pendant les vacances scolaires. Organiser des temps d'échanges lors d'activités festives et manuelles afin de porter un projet annuel de coopération.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Création du lien intergénérationnel. Rupture de l'isolement des certaines personnes âgées. Changement de regard des plus jeune sur la vieillesse.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Mise en place d'un programme d'activités intergénérationnelles les mercredis après-midi, une fois par mois. Repas pris en commun les mercredis à midi au restaurant scolaire, une fois par mois. Travail de concertation en amont entre l'équipe animation enfance/jeunesse et la référente du CCAS. Participation des associations du 3° âge ou des aînés isolés.
PUBLICS CIBLES	Enfants accueillis dans les accueils de loisirs élémentaire. Séniors participants aux ateliers du CCAS. Séniors adhérents de l'association « le club des amis du 3° âge ».
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : *2023*
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Equipe animation enfance/jeunesse et référente séniors CCAS / adhérents du club des aînés Matériel d'animation Matériel pédagogique CCAS/Commune/CAF/Association

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Marie-Caroline VINCENT, référente seniors CCAS Sandrine CAUBET, responsable du service Enfance
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation** **(points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'enfants et de seniors à chaque atelier. Nombre d'ateliers organisés. Nombre de repas facturés aux seniors. Satisfaction des participants. Poursuite de l'action.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 16

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Enrichir et valoriser le lien intergénérationnel en donnant une place aux « grands-parents » dans la co-éducation

ACTION : Proposition aux seniors de participer à des actions intergénérationnelles « petite-enfance/ainés »

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Augmentation du nombre de familles monoparentales ou isolées de leurs familles. Accroissement des difficultés de certains parents à définir et maintenir leur rôle. Souhait des seniors de participer à la co-éducation en s'impliquant dans la « grand-parentalité » Le CCAS et le Relais Petite-Enfance RPE développent depuis quelques années des rencontres enfants/seniors : « petits moments intergénérationnels ». Ces rencontres se sont interrompues depuis la crise sanitaire. Le multi-accueil avait coutume d'organiser des balades mensuelles avec les adhérents du club des aînés. Il convient de relancer une dynamique intergénérationnelle sur le territoire en associant plus largement le centre de loisir maternel et les Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant EAJE.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Organiser des temps de rencontres enfants/seniors intégrant des activités manuelles, d'expression, de contes, de plein air, jardinage…. Permettre à deux générations de se rencontrer et de partager des moments conviviaux. Permettre aux seniors du CCAS de retrouver des liens privilégiés avec de jeunes enfants et leur donner une place dans le développement éducatif des enfants.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Renforcement du lien intergénérationnel. Organisation d'échanges entre les jeunes enfants des structures d'accueil de la petite-enfance et les seniors (CCAS ou club des aînés). Participation des seniors à des moments festifs de la vie des structures d'accueil petite-enfance.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Mise en place d'une programmation annuelle sur des temps de rencontres et d'activités avec une fréquence mensuelle. Mise en place de promenades jeunes enfants-seniors. Mobilisation des équipe petite-enfance et CCAS Création d'un groupe technique de suivi CCAS, RPE, centre de loisirs afin d'assurer la transversalité de l'action
PUBLICS CIBLES	Les enfants de 0 à 6 ans accueillis en centre de loisirs maternel, en Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant EAJE et par les assistantes maternelles du Relais Petite Enfance RPE Les séniors participants aux activités du CCAS et adhérents de l'association « le club des amis du 3° âge »
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2023 Année prévue de démarrage de l'action : *2023*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Référente seniors du CCAS et équipes animation des structures d'accueil petite-enfance. Seniors du CCAS et du club des aînés. Matériel pédagogique petite enfance, médiathèque CAF, CCAS, Commune, Club des amis du 3° âge, Conférence des financeurs
REFERENT DE L'ACTION	Marie Caroline VINCENT, référente seniors pour le CCAS Véronique HUBERT, directrice petite-enfance
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation** **(points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'enfants accompagnés et nombre de séniors participants à l'action. Nombre et régularité des ateliers organisés chaque année. Satisfaction des participants et des encadrants.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 17

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Favoriser l'inclusion des enfants et des personnes à besoins particuliers

ACTION : Maintien des interventions de la « référente inclusion » du CCAS auprès des agents de la collectivité en contact avec des enfants en situation particulière

. ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Il est constaté une augmentation du nombre d'enfants porteurs de troubles ou d'handicaps dans les structures petite-enfance, enfance et jeunesse. Les agents en contact avec ces enfants n'ont pas reçu de formation adaptée. Les ATSEM, les animateurs se sentent souvent isolés et confrontés à des situations douloureuses et / ou particulières, et ce vis-à-vis des familles ou des enfants scolarisés. Ces professionnels demandent un espace de parole spécifique où ils puissent être écoutés, entendus, soutenus et accompagnés.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Recevoir, entendre la parole des adultes qui sont au quotidien avec les enfants en situation particulière et leur famille Encourager la prise de parole. Développer des connaissances sur les enfants en situation particulière par l'intervention d'une professionnelle. Accompagner les agents du service sur toutes les situations liées à des besoins particuliers.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	La capacité d'adaptation de sa pratique professionnelle pour accueillir l'enfant avec des besoins spécifiques et sa famille au sein de l'école. Une meilleure compréhension de la situation pour pouvoir inclure l'enfant particulier au sein du groupe. Une légitimité pour échanger avec l'équipe enseignante, afin de proposer des prises en charges particulières. La participation aux réunions d'Equipe de Suivi de Scolarisation ESS. La reconnaissance de sa pratique professionnelle dans le cadre de cette thématique.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Animation de groupes de parole par la référente inclusion pour les Atsems des 2 écoles maternelles à raison d'1h30 par groupe toutes les 6 semaines. Echanges entre les participants. Supports visuels et théoriques. Ateliers alliant théorie et pratique. Intervention de la référente inclusion, ponctuellement, lors de réunions des équipes d'animation pour les accompagner dans les échanges de pratiques. Présence sur les temps d'accueil de loisirs, ponctuellement, pour venir en renfort à l'équipe d'animation lors de la présence en même temps d'enfants porteurs de troubles.
PUBLICS CIBLES	Atsems des 2 écoles maternelles de la commune d'Artigues-près-Bordeaux. Familles, enfants et acteurs éducatifs.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : début 2021 Année prévue de démarrage de l'action : septembre 2021

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains**	Une référente inclusion, éducatrice spécialisée de formation
➢ **Matériels**	Une salle de réunion, un ordinateur, un vidéo projecteur, un paperboard.
➢ **Financiers**	Financiers : 1500 €/an intervenante référente inclusion ; temps passé des ATSEM et animateurs
➢ **Partenaires**	Les différents partenaires institutionnels : ITEP, PMI, CAF, MDS, Récréamix, à mobiliser selon les besoins
REFERENT DE L'ACTION	Christèle VILLEJOUBERT, référente inclusion auprès du CCAS Véronique HUBERT, directrice petite-enfance
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'interventions. Ressenti et implication des participants. Questionnaire de satisfaction. Suivi des fiches individuelles et personnalisées pour les enfants à besoin particuliers.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 18

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Favoriser l'inclusion des enfants et des personnes à besoins particuliers

ACTION : Identification et formation, dans les équipes d'animation, d'un adulte-référent pour les enfants à besoins particuliers

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une forte augmentation du nombre d'enfants à besoins particuliers sur les structures d'accueil petite-enfance, enfance et jeunesse. Les animateurs peuvent se retrouver en difficulté par rapport à l'accueil des enfants à besoins particuliers. Difficultés pour échanger en amont et plus globalement dans la relation aux parents. Difficultés observées pour communiquer en équipe de cette thématique. La problématique de l'enfant en situation de handicap et de sa famille.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Prendre le temps d'analyser une situation particulière. Savoir prendre du recul par rapport à une situation compliquée. Se mobiliser pour accueillir l'enfant en situation particulière et sa famille. Donner l'envie à certains animateurs de se perfectionner dans l'accueil d'enfant à besoins spécifiques (adulte référent).
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une capacité à accueillir l'enfant à besoins particuliers et sa famille. Une préparation plus qualitative de l'accueil de l'enfant et sa famille : avant son arrivée sur la structure, différents points pendant la durée de l'accueil. Le renforcement du travail en équipe et une montée en compétence des accueillants. La désignation des adultes référents des enfants en situation particulière. L'élaboration d'une fiche d'accueil spécialisée pour l'enfant en situation particulière. La création d'une charte d'accueil de l'enfant en situation particulière.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Animation de groupes de parole ou d'ateliers à thème par la référente inclusion planifiée sur l'année. Formations/informations/échanges de pratiques. Apports théoriques. Supports visuels et théoriques.
PUBLICS CIBLES	Animateurs des centres de loisirs, de l'espace jeunes et du PIJ. Familles et enfants accueillis dans les structures.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : Début 2021 Année prévue de démarrage de l'action : premier trimestre 2021
MOYENS MOBILISÉS	
➢ **Humains**	Une personne référente de l'inclusion
➢ **Matériels**	Une salle de réunion, un ordinateur, un vidéo projecteur, un paperboard
➢ **Financiers**	Intervention référente inclusion 2000 € et temps formation des animateurs.
➢ **Partenaires**	Partenaires institutionnels : CAF, ITEP, MDS, Récréamix… à mobiliser selon les besoins

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Christèle VILLEJOUBERT, référente inclusion auprès du CCAS Magalie TOUSTOU, directrice enfance-jeunesse
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Satisfaction et investissement des acteurs. Création d'une charte d'accueil de l'enfant en situation particulière dans les équipements municipaux. Nombre d'interventions de la référente inclusion Nombre d'animateurs (trices) référents (es) formés (es). Nombre d'enfants accueillis. Amélioration de la qualité de la prise en charge des enfants via le ressenti des parents. Satisfaction des enfants et des familles.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 19

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Favoriser l'inclusion des enfants et des personnes à besoins particuliers

ACTION : Organisation de sessions de soutien et d'accompagnement aux aidants familiaux

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Le CCAS mène depuis plusieurs année une politique active en matière de maintien à domicile. L'absence de structures d'hébergement sur le territoire et l'augmentation du nombre de seniors amènent le CCAS à proposer des réponses adaptées et particulièrement au public le plus fragile. Les aidants familiaux : public souvent « invisible », difficile à recenser, représentent une population pouvant être en souffrance et au-delà du statut, nécessite une attention particulière des institutions. Il s'agit pour la collectivité d'accompagner au mieux ces aidants dans leur environnement proche et avec des actions à moyen et long terme.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Recenser er rencontrer les aidants familiaux par une communication ciblée. Créer des espaces de rencontres et d'échanges entre aidants familiaux. Mettre en place des actions variées de soutien.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une meilleure connaissance de ce public. Une meilleure prise en compte des difficultés quotidiennes des aidants. Une amélioration des conditions de vie quotidienne des aidés et des aidants. Une fréquentation du public aux autres ateliers du CCAS.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Organisation d'ateliers informatifs et de bien-être (sophrologie, relaxation…) Création de « temps des aidants » formels et informels. Mise en place des séances de soutien de type : café des aidants.
PUBLICS CIBLES	Les aidants familiaux Les personnes qui viennent en aide aux personnes à besoins particuliers.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : octobre 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	2 agents du CCAS et des prestataires, intervenants extérieurs Ce public étant peu disponible et souvent « invisible », la mise en place de l'action nécessite une certaine temporalité plus importante que pour d'autres publics. Une salle conviviale pour accueil Des prestations de service Conférence des financeurs, Département Gironde

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Les référents séniors du CCAS Gérard BOISSIERAS, Directeur du CCAS
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation (points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre d'aidants qui participent aux actions. Nombre de temps d'échanges et d'actions mis en place. Questionnaire de satisfaction (format et thèmes)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 20

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Accompagner les adolescents dans leur épanouissement

ACTION : Incitation envers les jeunes à s'investir dans la vie locale et à s'y exprimer

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une augmentation du nombre de jeunes sur la commune, liée à une augmentation du nombre de familles. Un faible sentiment d'appartenance des jeunes au territoire. Existence d'un CME Conseil Municipal des Enfants et d'une junior-asso.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Prolonger l'envie des jeunes de se mobiliser et de participer à la vie locale. Donner la parole aux jeunes et les accompagner dans l'organisation de leurs loisirs. Encourager la participation à la vie locale par le biais de projets, d'actions en lien avec les projets municipaux.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Un développement des projets portés par les jeunes eux-mêmes. Un engagement citoyen dans la vie de leur territoire. Une augmentation et une plus grande diversité des offres de loisirs envers les jeunes.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Un CME pour les enfants scolarisés sur la commune jusqu'au CM2. Un animateur qui accompagne le groupe dans ses projets. Les réunions se font sur le temps de la pause méridienne sur la période scolaire. Une junior-asso qui participe ponctuellement aux manifestations municipales (buvette) pour contribuer à financer ses projets et qui est soutenue par l'espace-jeunes.
PUBLICS CIBLES	Tous les jeunes de la commune à partir de 6 ans, scolarisés ou non sur le territoire, ainsi que leurs familles.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Equipe d'animation. Aide au montage de dossier pour répondre à des appels à projet. Demandes de subventions auprès des partenaires
REFERENT DE L'ACTION	Magalie TOUSTOU, directrice enfance-jeunesse
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de projets développés et portés par les jeunes. Nature de ces projets. Nombre de participants aux actions. Nombre de jeunes mobilisés.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 21

AXE : Soutenir les familles dans leur fonction parentale et remettre l'enfant au cœur de son environnement

OBJECTIF : Accompagner les adolescents dans leur épanouissement

ACTION : Elargissement des propositions d'accueil et de loisirs pour les jeunes de plus de 12 ans, en privilégiant l'éco-citoyenneté

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une difficulté à capter les jeunes dans des projets lorsqu'ils ont quitté les structures d'accueil ou l'école. Pas de collège sur la commune, changement de territoire lors de l'entrée en 6°. Services municipaux dédiés : un espace-jeunes, un PIJ Point Information Jeunesse et l'organisation de séjours en hiver et en été. Nécessité de revoir l'organisation de l'offre de loisirs dans le cadre de la politique jeunesse.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Proposer et accompagner les jeunes dans l'apprentissage et la réalisation de projets éco-citoyens et éco-responsables favorisant la mobilisation et l'implication des jeunes. Contribuer à développer l'esprit de solidarité et d'appartenance au territoire. Inciter à une citoyenneté locale éco-responsable.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une augmentation de la fréquentation et de l'implication des jeunes dans les structures déjà existantes. Un accroissement de la participation des jeunes à des projets portés par la collectivité et par eux-mêmes. Un enrichissement des collaborations avec les associations. Une plus grande appropriation des espaces mis à disposition par la ville. Une sensibilisation accrue aux questions environnementales.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Projet d'extension de l'habilitation de l'accueil de loisirs élémentaire pour accueillir les enfants jusqu'à 14 ans. Des actions de sensibilisation et de prévention avec des partenaires. Poursuite des actions partenariales comme le Club Nature Gironde. Pérennisation de l'aide au financement du BAFA pour les accompagner dans le développement de leur autonomie et l'approche du premier emploi.
PUBLICS CIBLES	Les jeunes artiguais à partir de 12 ans et leurs familles.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2022 Année prévue de démarrage de l'action : 2023
MOYENS MOBILISÉS	
➢ **Humains**	Direction enfance-jeunesse, direction développement durable, équipes d'animation
➢ **Matériels**	Des espaces dédiés d'accueil et d'expression.
➢ **Financiers**	Demandes de subventions auprès des partenaires
➢ **Partenaires**	Département, CAF, DRDJS, AJHAG, CPLJ, Police Municipale, Mission Locale des Hauts de Garonne, Club des entreprises, les associations locales, UFCV

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Magalie TOUSTOU, directrice enfance-jeunesse
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Fréquentation des espaces d'accueil pour les jeunes. Fréquentation par les jeunes du tissu associatif. Nombre et fréquence des actions en faveur de l'expression citoyenne des jeunes. Nombre et fréquence d'actions en faveur de l'environnement et de la prise en compte du territoire.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 22

AXE : Créer et entretenir le lien entre tous les acteurs du territoire qui interviennent en faveur des habitants et des familles

OBJECTIF : Permettre aux acteurs locaux de mieux s'identifier et se connaitre

ACTION : Organisation de temps d'échanges, de partages, de réflexions et de co-construction autour des projets transversaux

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une population en forte augmentation. Une mixité culturelle et sociale accrue. Des besoins et des attentes fortes de la part des habitants. Des services qui doivent s'adapter à cette évolution. Une richesse partenariale mais pas ou peu coordonnée. Des actions menées en silo avec peu de transversalité.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Contribuer au développement du réseau local en permettant une identification et une mise en relation des partenaires. Faire se rencontrer les divers acteurs locaux et les amener à se connaitre et se reconnaitre afin de travailler en collaboration autour de projets communs à destination de la population. Pérenniser les actions existantes et en créer de nouvelles en synergie avec tous les partenaires.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Un accroissement des actions transversales. Une visibilité accrue de l'offre de services du territoire. Une hausse de l'interconnexion entre les actions, les acteurs et les services. Une réponse plus adaptée aux besoins et attentes des habitants. Des propositions d'action qui émanent des habitants et des partenaires.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Mise en place de réunions (groupe de travail, Cotech, Copil…) qui permettent aux acteurs locaux de se regrouper autour d'une action commune. Assurer la coordination de ces projets en organisant les temps de travail, de préparation et de bilan, en diffusant les relevés de décisions… Des projets structurants comme la CTG et le PEDT, des projets évènementiels comme le Festi'familles et le Carnaval.
PUBLICS CIBLES	L'ensemble de la population artiguaise. L'ensemble du réseau partenarial et associatif.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2021 Année prévue de démarrage de l'action : 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Une personne qui assure la coordination. Des espaces de rencontre. Un suivi « administratif » de ces rencontres : invitations, relevés de décisions, bilans, dossier de demande de financement… Des dossiers de demande de subventions auprès des partenaires financeurs en fonction des projets. Associations, partenaires institutionnels : CAF, Département, MDS, PMI, Mission locale, bailleurs sociaux, Education Nationale, la Ligue de l'enseignement, CMPPE, DRDJS

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Aurélie LACOMBE, chargée de coopération territoriale
INDICATEURS De suivi et d'évaluation (points de vigilance) ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de réunions avec les partenaires. Nombre de participants aux réunions. Nombre d'actions transversales organisées. Nombre de participants à ces actions. Satisfaction des organisateurs et des participants.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

FICHE ACTION – N° 23

AXE : Créer et entretenir le lien entre tous les acteurs du territoire qui interviennent en faveur des habitants et des familles

OBJECTIF : Permettre aux acteurs locaux de mieux s'identifier et se connaitre

ACTION : Organisation de temps forts dédiés à la famille et à la parentalité

ELEMENTS DE CONTEXTE / DIAGNOSTIC	Une forte augmentation du nombre d'habitants. De plus en plus de familles dont de nombreuses familles monoparentales. Des tensions familiales liées notamment à la difficulté de l'exercice de la parentalité. Des seniors souvent en situation d'isolement. Un tissu partenarial et associatif riche.
OBJECTIF(S) OPÉRATIONNEL(S)	Encourager et valoriser la place des parents. Accompagner le renforcement du lien entre parents et enfants. Raviver et consolider le lien intergénérationnel. Développer et renforcer l'action partenariale avec les acteurs du territoire. Créer une synergie entre les services municipaux et les différents partenaires institutionnels et associatifs. Impliquer les habitants dans la vie locale.
RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)	Une densification du maillage partenarial au service de la population. Une plus grande diversité d'actions menées conjointement en faveur des habitants et notamment des familles. Un raffermissement des liens familiaux et intergénérationnels. L'organisation d'évènements phares et récurrents qui réunissent toutes les familles : grands-parents, parents et enfants. L'occasion pour les partenaires de se retrouver de manière régulière sur des actions transversales et collaboratives.
ANIMATION **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**	Deux évènements sont ciblés : le Carnaval au mois de mars et le Festi'familles au mois de juin. Des réunions de préparation sont organisées à partir du mois de septembre avec les services municipaux, les associations et les partenaires sollicités qui souhaitent prendre part aux projets. Des réunions de bilan ont lieu après la réalisation de chaque évènement.
PUBLICS CIBLES	Tous les habitants et notamment les familles.
ÉCHEANCIER	Année de démarrage du projet : 2021 Année prévue de démarrage de l'action : 2022
MOYENS MOBILISÉS ➢ **Humains** ➢ **Matériels** ➢ **Financiers** ➢ **Partenaires**	Une personne en charge de la coordination. Des réunions de préparation et de bilans. Une communication. Des dossiers de demande d'aide au fonctionnement auprès des partenaires financeurs. Les associations, les écoles, les directions des services municipaux, le CCAS, les partenaires institutionnels, les élus

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

REFERENT DE L'ACTION	Aurélie LACOMBE, chargée de coopération territoriale
INDICATEURS **De suivi et d'évaluation** **(points de vigilance)** ➢ **Quantitatifs** ➢ **Qualitatifs**	Nombre de projets transversaux. Nombre de partenaires impliqués. Diversité des actions et de leurs contenus. Nombre de participants à ces actions. Satisfaction des organisateurs et des participants. Visibilité des actions.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ANNEXE 4 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg

Tout au long de l' année des comités techniques et groupes de travail par thématique	**Un Comité de pilotage** ***Composition :*** élus - directions générale et services de la collectivité, CAF, associations locales et acteurs majeurs ***Vocation :*** déterminer les orientations stratégiques et validation à chaque étape de construction du projet , suivre le développement des actions, évaluer le projet
	Des Comités techniques **Composition :** acteurs de terrain professionnels et institutionnels **Vocation :** travailler de façon concertée la méthodologie de travail, vérifier la faisabilité des actions à mettre en œuvre, travailler les indicateurs d'évaluation
	Des Groupes de travail ***Composition :*** coordonnateurs et professionnels locaux, acteurs associatifs et habitants ***Vocation :*** proposer ou initier des actions à mettre en œuvre et suivre leur déroulement

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ANNEXE 5 – Evaluation

Un bilan annuel permettra d'observer l'avancement du plan d'action de manière fine.

Chacune des fiches action figurant sur l'annexe 3 comporte des indicateurs d'évaluation propres. C'est l'ensemble de ces indicateurs qui permettra une évaluation à la fin de la présente CTG et avant la signature de la convention suivante.

Chaque action a sa propre temporalité. Certaines sont déjà en cours alors que d'autres ne pourront se dérouler qu'à partir de 2024 ou 2025.

La poursuite ou l'émergence de nouvelles actions reste possible tout au long de la période conventionnée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

ANNEXE 6 – Décision du conseil municipal de la commune d'Artigues près Bordeaux en date du 3 octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/10/2022
Reçu en préfecture le 05/10/2022
Affiché le
ID : 033-213300130-20221003-2022_74-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 3 octobre 2022

- Délibération n° 2022 / 74 -

Délibération relative à la procédure d'élaboration de la Convention Territoriale Globale avec la CAF de la Gironde

---

L'an 2022, le lundi 03 octobre à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, M. Pascal DELAVICTOIRE, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, Mme Claire RYCKBOSCH, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, M. Jean Bernard AGUERRE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Marie-Hélène LAHARIE
- Mme Laurène MAURY
- M. Thomas TEYSSIER
- Mme Caroline BONIFACE
- Mme Jihane ELFADI

Pouvoir a été donné par :
- Mme Marie-Hélène LAHARIE à M. Thierry VERDON
- Mme Laurène MAURY (absence de procuration)
- M. Thomas TEYSSIER à Mme Claire RYCKBOSH
- Mme Caroline BONIFACE à M. Jean-Christophe COLOMBO
- Mme Jihane ELFADI à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. Claude DAUVILLIER

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la Convention d'objectif et de gestion (COG° 2018-2021)

Vu la circulaire 2020 – déploiement des Conventions territoriales globales (CTG) et des nouvelles modalités de financement en remplacement des Contrats enfance-jeunesse (CEJ)

CONSIDERANT le partenariat établi entre la CAF de la Gironde et la ville d'Artigues-près-Bordeaux et les dispositifs contractuels qui se sont succédés depuis de nombreuses années

CONSIDERANT que la CAF souhaite rendre plus lisibles les financements qu'elle apporte à ses partenaires et les accompagner dans une logique plus globale, la

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_111_1-DE

Envoyé en préfecture le 05/10/2022
Reçu en préfecture le 05/10/2022
Affiché le
ID : 033-213300130-20221003-2022_74-DE

Convention Territoriale Globale (CTG) se substitue au Co
qui a pris fin le 31/12/2021

CONSIDERANT que la Convention Territoriale Globale (CTG) privilégie une démarche transversale et vise à faire émerger, à l'aide d'un diagnostic partagé, un projet de territoire qui maintienne et développe les services aux familles

CONSIDERANT que la démarche de la CTG vise à prendre en compte l'ensemble des domaines d'intervention de la CAF et leur déploiement sur la commune, de manière progressive et dans un esprit de co-construction et de co-portage

CONSIDERANT que les domaines d'intervention de la CAF concernent principalement la parentalité, la petite-enfance, l'enfance, la jeunesse, le logement, le handicap, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits et l'inclusion numérique

CONSIDERANT que les thématiques de la petite-enfance, de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité constituent un socle minimum de la démarche CTG, la collectivité devra prévoir un élargissement progressif à d'autres champs d'intervention de la CAF

CONSIDERANT que la Convention Territoriale Globale (CTG) est basée sur la réalisation d'un diagnostic partagé et la concertation avec les partenaires, elle a pour objectifs :

- D'identifier les besoins prioritaires du territoire
- De définir les champs d'intervention à privilégier et les actions à mettre en œuvre, au regard des besoins des familles
- D'optimiser l'offre existante et de développer de nouvelles offres adaptées
- De renforcer le pilotage du projet territorial avec une évolution du poste de coordination du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) vers un poste de chargé de coopération CTG qui nécessite une plus grande transversalité

CONSIDERANT qu'un plan d'action est en cours d'élaboration à partir de ces objectifs et sera validé de manière partenariale avant la fin de l'année civile en cours

La Commission Education, Temps de l'enfant, Jeunesse entendue le 16 septembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

APPROUVE le principe de conventionnement et de signature d'une CTG avec la Caisse d'Allocations Familiales couvrant l'ensemble du territoire de la ville d'Artigues-près-Bordeaux avant la fin de l'année 2022

AUTORISE Monsieur le Maire à mener toute démarche nécessaire à la définition du document CTG

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Département de la Gironde Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 112 -

Délibération relative à l'approbation du projet éducatif territorial PEDT-plan mercredi

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT la convention relative à la mise en place d'un Projet Educatif De Territoire PEDT-Plan Mercredi datée du 19 novembre 2018.

CONSIDERANT que le PEDT est élaboré à l'initiative d'une collectivité et destiné aux enfants scolarisés sur le territoire de la commune.

CONSIDERANT que le PEDT formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école. Ceci en organisant, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

CONSIDERANT que la demande de prorogation du PEDT en cours prend fin le 31 décembre 2022.

CONSIDERANT que la commune s'est engagée dans la démarche de CTG (Convention Territoriale Globale).

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre de la cohérence entre le renouvellement du PEDT et l'écriture de la CTG.

CONSIDERANT qu'un travail partenarial et collaboratif a été engagé avec l'ensemble des acteurs éducatifs tout au long de la démarche CTG.

CONSIDERANT qu'il est proposé un renouvellement du PEDT autour de 3 objectifs :

- Favoriser la solidarité et le soutien à la parentalité, redonner une place aux famillesau sein des parcours éducatifs de leurs enfants.
- Favoriser la complémentarité et la cohérence éducative sur les différents temps del'enfant (temps libre / familial / scolaire / périscolaire et associatif)
- Contribuer à la socialisation des jeunes publics et les amener vers plus de citoyenneté et d'éco-citoyenneté.

CONSIDERANT qu'il convient de présenter au Conseil Municipal le document du PEDT-Plan Mercredi

Les Commissions « éducation, temps de l'enfant, jeunesse » et « solidarité, petite-enfance et inclusion numérique » entendues le 6 décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

APPROUVE

Le Projet Educatif De Territoire PEDT-Plan Mercredi annexé, pour les années scolaires 2022-2026

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer l'avenant portant renouvellement de la convention relative à la mise en place d'un projet éducatif territorial-plan mercredi aux côtés des partenaires institutionnels (Caf de la Gironde, Education Nationale, Département, Préfecture), ainsi que tous les documents afférents à sa mise en œuvre.

Adoptée à la majorité

POUR : 27 voix

CONTRE : 2 voix
(M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE)

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Projet Educatif de Territoire

PEDT- Plan Mercredi

Artigues-près-Bordeaux 2022 / 2026

Sommaire

Préambule : *page 2*

1. Les équipements et établissements scolaires de la commune *pages 2-4*
   - Les établissements scolaires
   - Les accueils collectifs de mineurs
   - L'organisation du temps scolaire
2. Les étapes de la concertation et de la mise en œuvre *page 5*
3. Le diagnostic de territoire *pages 6-9*
4. Le projet politique *page 10*
5. Les objectifs du PEDT *pages 11-12*
6. Les outils d'aide au développement du PEDT *pages 13-14*
7. Le Plan Mercredi *pages 14-16*
8. Les documents annexes *page 16*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

PREAMBULE

Le projet éducatif territorial (PEDT), mentionné à l'article D. 521-12 du code de l'éducation, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.

Il doit donc permettre d'organiser des activités périscolaires prolongeant le service public d'éducation et en complémentarité avec celui-ci.

Il peut être centré sur les activités périscolaires des écoles primaires ou aller jusqu'à s'ouvrir, à l'ensemble des temps scolaires, périscolaires et extrascolaires pour les enfants de **0 à 18 ans**.

Sur le territoire d'Artigues-près-Bordeaux, le PEDT-Plan Mercredi actuel est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022.

La collectivité d'Artigues réaffirme son ambition éducative à travers le renouvellement du projet éducatif territorial PEDT-Plan Mercredi pour les années scolaires 2022-2026.

Une volonté politique affirmée

A travers la politique petite-enfance, enfance et jeunesse mise en place sur la commune d'Artigues-près-Bordeaux, l'équipe municipale affirme l'importance d'une action ambitieuse menée en partenariat avec la communauté éducative au service de l'ensemble des enfants de la ville de 0 à 18 ans.

Le Projet Educatif De Territoire PEDT-Plan Mercredi doit répondre à des besoins identifiés par le diagnostic mené lors du lancement de la démarche CTG (Convention Territoriale Globale) début 2021.

La commune met en oeuvre la mobilisation d'un maximum de ressources présentes sur le territoire et s'attache à mettre en cohérence l'action de l'ensemble des co-éducateurs que sont les élus, les enseignants, les parents, les animateurs, les Atsems, les intervenants ainsi que les partenaires associatifs et institutionnels.

1- Les équipements et établissements scolaires de la commune

- **Les établissements scolaires** :

  La commune compte deux écoles maternelles et une école élémentaire, toutes trois situées au centre bourg.

  En septembre 2024, un nouveau groupe scolaire (école maternelle et élémentaire) ouvrira ses portes dans le quartier Feydeau.

  Le collège de secteur se trouve à Cenon et les deux lycées quant à eux se trouvent à Bordeaux (lycée François Mauriac) et à Lormont (lycée des Iris)

  Les écoles maternelles :

  L'école maternelle de la Plaine compte 6 classes et 149 enfants.

  L'école maternelle du Parc regroupe 7 classes et 178 enfants

  L'école élémentaire du Parc :

  Elle accueille 471 enfants répartis au sein de 20 classes.

  1 ITEP

- **Les accueils de loisirs municipaux** :

  Un accueil de loisirs périscolaire maternel multisite d'une capacité d'accueil de 120 enfants
  Un accueil de loisirs périscolaire élémentaire d'une capacité d'accueil de 162 enfants.

  Un accueil de loisirs extrascolaire maternel d'une capacité d'accueil de 120 enfants
  Un accueil de loisirs extrascolaire élémentaire d'une capacité d'accueil de 132 enfants

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Un accueil de loisirs adolescent d'une capacité d'accueil de 33 enfants (qui peut être modulé avec l'accueil de loisirs élémentaire suivant les périodes, en respectant les capacités totales)

- **Les équipements et associations sportives** :
  Une plaine des sports (terrains de football synthétiques, piste athlétisme, terrain de basket)
  Un terrain de foot en herbe
  Un complexe sportif (2 salles)
  Un boulodrome et une piste de BMX
  Un city stade, un terrain de pétanque et une rampe de skate à proximité des écoles
  Dojo
  Des terrains de tennis, de beach-tennis et un padel
  Un parcours de VTT
  Une vingtaine d'associations sportives

- **Etablissements d'accueil et service de la petite enfance** :
  Deux Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant EAJE:
    - Un multi-accueil « les jeunes pousses » en gestion municipale :17 places
    - Une crèche « les rêves bleus » en délégation de service public avec la société People and Baby : 24 places

  un Relais Petite Enfance RPE : 1 animatrice et 61 assistantes maternelles déclarées en activité
  un Lieu d'Accueil Enfant Parent LAEP dont l'ouverture est prévue en janvier 2023

- **Equipements et associations culturelles** :
  Une école municipale d'arts (musique, danse, théâtre d'impro et arts plastiques)
  Une salle de spectacle « Le Cuvier »
  Une médiathèque
  Une direction culturelle
  La maison éco
  Une dizaine d'associations culturelles

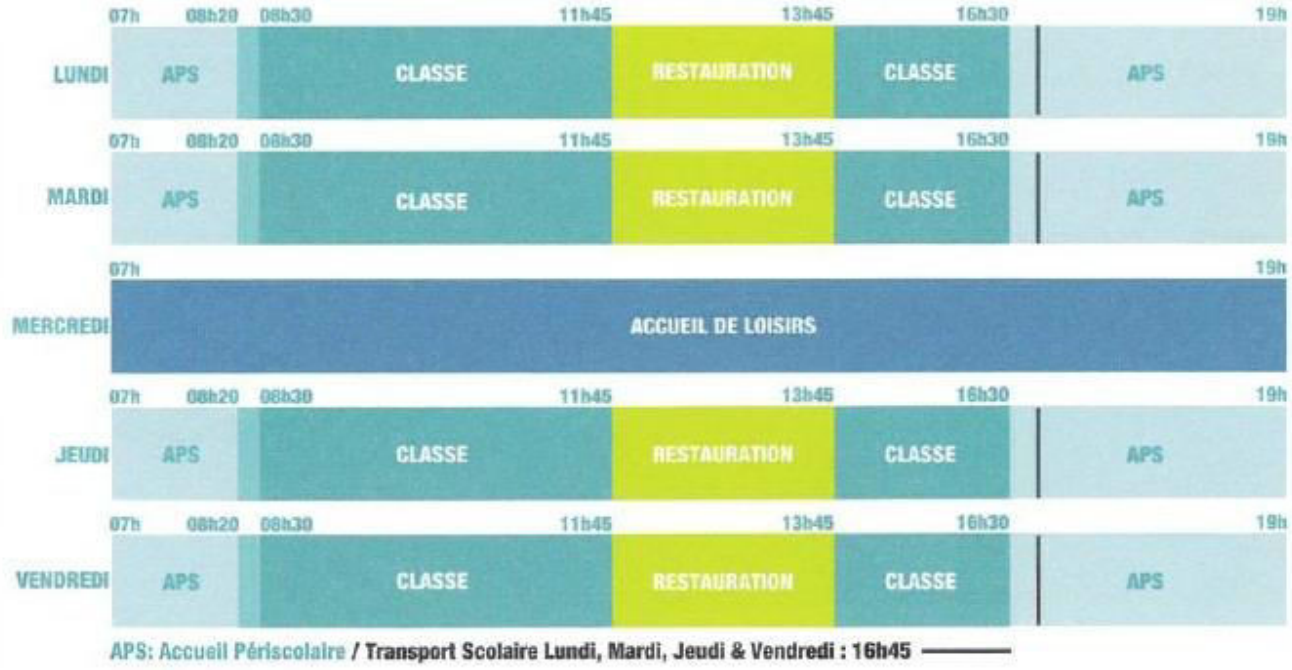
- **Services s'adressant aux jeunes** :
  Un Conseil Municipal des Enfants/ CME
  Un Point Information Jeunesse PIJ
  Un espace-jeunes
  Une junior-asso
  Des séjours hiver et été
  Des permanences de la mission locale des Hauts de Garonne

- **Des actions transversales s'adressant aux enfants, aux jeunes et aux familles** : Carnaval, Festi'familles, Fête de la musique, des portes ouvertes de toutes les accueils collectifs de mineurs plusieurs fois par an.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

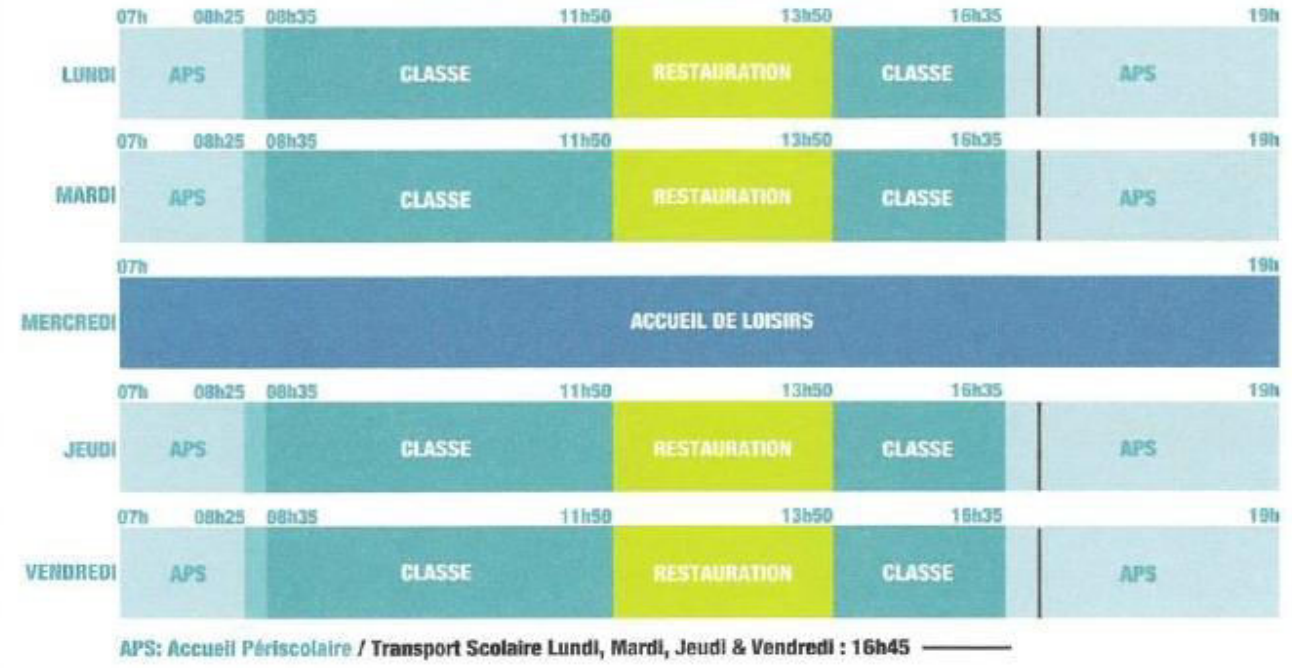
L'organisation du temps scolaire et périscolaire 2022-2026

ÉCOLES MATERNELLES



APS: Accueil Périscolaire / **Transport Scolaire Lundi, Mardi, Jeudi & Vendredi : 16h45**

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE



APS: Accueil Périscolaire / **Transport Scolaire Lundi, Mardi, Jeudi & Vendredi : 16h45**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

2- Les étapes de la concertation et de la mise en œuvre

Le PEDT est envisagé comme une feuille de route, une note d'intention qui définit les axes forts et le maillage partenarial sur une durée donnée.

Il est un moyen d'assurer la continuité éducative sur le territoire avec l'ensemble des acteurs éducatifs et des partenaires. D'identifier les moyens mis en œuvre pour :

- Partager un diagnostic et des problématiques
- Trouver comment y répondre ensemble
- Faire vivre le projet

Le suivi du PEDT est assuré par plusieurs instances :

- **Un comité de pilotage** composé de membres qui représentent :
  Les élus
  Les équipes enseignantes
  Les directions petite-enfance et éducation-enfance-jeunesse
  Les directions transversales : culture, développement durable, médiathèque, sport et vie associative
  Les parents d'élèves
  Les associations…ITEP…CMPPE..
  Les partenaires institutionnels : DRDJS, Education Nationale, CAF, Département…

- **Un comité technique** composé de membres qui représentent :
  Les acteurs de terrain œuvrant à la concrétisation des objectifs éducatifs
  Les directions engagées dans les actions
  Il est proposé la mise en place de 3 COTECH par périodes d'âges : 0/6 ans ; 6/12 ans et 12/18 ans.
  Un lien avec des actions pour les 18/25 ans sera mis en place afin de maintenir une continuité

La coordination du PEDT-Plan Mercredi et des actions éducatives est assurée conjointement par la directrice éducation-enfance-jeunesse et la chargée de coopération territoriale.

Les objectifs ont été définis en collaboration entre les élus et les techniciens, selon les retours du portait social de territoire et la mise en place de groupes de travail.

Le PEDT-plan mercredi sera mis en œuvre pour une durée de 4 ans (2022-2026), sur la même temporalité que la CTG.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

3- Le diagnostic du territoire

En 2021, un diagnostic de territoire a été réalisé dans le cadre du lancement de la démarche de la Convention Territoriale Globale CTG avec la CAF de la Gironde.

Les principales caractéristiques territoriales

➢ Une population en forte augmentation

La demande de logements croît fortement. Une population de locataires, en particulier des locataires sociaux, vient résider sur un territoire historique de propriétaires.
Il n'est pas observé de processus de ségrégation socio-spatiale
Enjeux :

- Identifier les besoins de cette nouvelle population de résidents
- Créer du lien et maintenir la mixité sociale
- Définir et accompagner une politique d'offre de logements

➢ Un territoire socialement mixte et des habitants avec un niveau de vie qui tend à se dégrader

L'arrivée des locataires engendre une dégradation des indicateurs de niveaux de vie.

Le poids des familles à bas revenus progresse et une certaine paupérisation des habitants est observable dans le parc de logements gérés par les bailleurs sociaux.

Enjeux :

- Identifier les besoins de ces nouveaux habitants pour mieux les accompagner

➢ Des indicateurs économiques (emploi, taux d'activité, taux de chômage) "au vert" avec toutefois une légère dégradation pour les femmes et les jeunes

La situation des jeunes inscrits à la Mission Locale se dégrade fortement, aussi bien pour l'accès à l'emploi et l'alternance, que l'accès à une formation.
La progression des *neet* (« ni étudiants, ni employés, ni stagiaires ») est continue et supérieure à celle des territoires environnants.
Enjeux **:**

- Mettre le territoire en veille sur la précarisation des conditions d'emploi et de travail qui peut s'accompagner d'une dégradation des conditions de vie
- Accompagner l'insertion professionnelle, notamment des jeunes

➢ Des familles majoritairement composées d'un ou deux enfants avec une augmentation sensible des familles monoparentales

On remarque une forte croissance du nombre des enfants dans toutes les classes d'âges (0 à 2 ans ; 3–5 ans ; 6-11 ans ; 12-17 ans).
En outre, on observe une hausse notable du nombre d'enfants signalés à l'ASE (informations préoccupantes).

Enjeux :

- Ajuster, voir augmenter, les capacités d'accueil collectif dès la toute petite-enfance
- Maintenir une veille sur les problématiques liées à la parentalité, aux incivilités, à l'occupation du domaine public…
- Rendre plus visibles les espaces dédiés aux jeunes (PIJ, Espace-jeunes…)

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

➢ Des seniors en faible nombre et avec des ressources financières relativement confortables

Les seniors sont cependant amenés à vieillir sur la commune et certains ont aussi des besoins sociaux.

Le nombre de demandes d'APA établissement est en forte augmentation.

Enjeux :

- Recréer du lien avec les séniors éloignés des services lors de la période Covid
- Renforcer les services de maintien à domicile et enrichir l'offre de manifestations
- Soutenir et accompagner les aidants
- Réfléchir à un lieu de vie pour les personnes âgées dépendantes

➢ Un territoire proche de la Métropole et de la ville centre Bordeaux mais où les déplacements restent problématiques, notamment pour les habitants les plus précaires et les jeunes

L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles :
Identifier les besoins prioritaires sur la commune

➢ L'augmentation de la population, notamment des plus jeunes, dont résulte une croissance des besoins de garde d'enfants, en particulier pour l'accueil régulier.

Atouts : 2 crèches (41 places dont 38 pour les artiguais, 1 Relais Petite-Enfance avec 84 assistantes maternelles agrées et 2 MAM)

Faiblesses : taux de refus assez importants pour l'accueil collectif

➢ Les ALSH maternels et élémentaires sont connus, fréquentés et les parents en sont satisfaits. Mais ils sont appelés à connaître un accroissement de leurs effectifs.

Atouts : 1 accueil de loisirs maternels, 1 accueil de loisirs élémentaire et 1 accueil de loisirs jeunes,

3 écoles dont 1 école élémentaire de 20 classes, 2 écoles maternelles de 6 classes et 7 classes

Faiblesses : des locaux scolaires mutualisés pour l'ALSH avec des contraintes de cohabitation et des locaux exigus

➢ La Médiathèque, l'Ecole d'arts et le tissu associatif sont très largement connus, fréquentés et jugés positivement

Atouts : une large offre culturelle, sportive et associative

Faiblesses : des structures pas toujours fréquentées par les familles en difficulté ou isolées

➢ Une offre de structures spécifiques à destination des jeunes est assez diversifiée - existence d'un Point Information Jeunesse et d'un Espace Jeunes

Atouts : un espace dédié et des moyens humains et matériels

Faiblesses : structures encore trop peu identifiées par les jeunes

➢ Interrogés sur ce qu'il manque dans la commune pour les enfants et les jeunes, les Artiguais ayant répondu au questionnaire citent spontanément des établissements d'accueil (crèche, école, collège) et des structures informelles de loisirs (aires et parc de jeux, pistes de skate).

Atouts : une offre de service plutôt étendue et diversifiée

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Faiblesses : une capacité d'accueil limitée avec des besoins croissants

- Les problématiques liées aux nouveaux arrivants ne sont pas uniquement de nature quantitative, mais aussi qualitative : des processus de différenciation sociale sont à l'œuvre et de nouveaux problèmes sociaux apparaissent.

Atouts : une police municipale engagée dans des actions de prévention

Faiblesses : un réseau de partenaires à renforcer

- L'évolution sociétale favorise l'émergence des difficultés rencontrées par les familles dans l'exercice de la parentalité, de la petite enfance à l'adolescence, ainsi que les besoins en accompagnement.

Atouts : des actions de soutien à la parentalité déjà engagées et d'autres en cours d'engagement

Faiblesses : des familles pas toujours faciles à capter et mobiliser

- Les besoins des seniors s'expriment surtout aujourd'hui dans les domaines de l'animation, des loisirs, du portage des repas et des accompagnements médicaux. Un besoin croissant d'accueil collectif se fait aussi sentir pour les plus dépendants

Atouts : un CCAS avec un agent référent pour les séniors et des propositions d'activités et d'animations

Faiblesses : pas de maison de retraite ou Ephad sur le territoire

Les champs d'intervention prioritaires au regard de l'écart offre/besoin

- <u>L'accueil de la petite enfance</u>

Réfléchir autour des capacités de l'accueil collectif, tant régulier qu'occasionnel et qu'atypique.
Il existe en effet un désajustement entre l'offre et la demande des modes de garde de la petite enfance.

- <u>L'accueil de l'enfance</u>

Adapter et prévoir des infrastructures susceptibles d'évolution compte tenu des changements quantitatifs (progression des effectifs) et qualitatifs (impératifs d'inclusion).

Mettre en cohérence les différents temps de la vie quotidienne de l'enfant – scolaire/périscolaire/vacances - par un partenariat plus affirmé entre les acteurs qui les animent.

- <u>La politique jeunesse</u>

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Augmenter les capacités collectives d'accueil des jeunes ; rendre plus visibles le PIJ, l'Espace Jeunes ; articuler davantage les différentes structures accompagnant les jeunes : Espace Jeunes, PIJ, Mission Locale, MDSI, Club des Entreprises.

- Les nouveaux arrivants

Accompagner l'arrivée des nouveaux habitants : les accueillir, leur faire connaitre les services du territoire et les mobiliser pour les intégrer à la vie locale.

- La parentalité

Soutenir la parentalité et se mettre en veille pour identifier et accompagner les nouvelles problématiques de la petite-enfance à l'adolescence.
Contribuer à lutter contre l'isolement de certaines familles

- Les Seniors

Affirmer une politique senior qui permette le maintien à domicile et la lutte contre l'isolement, soutenir et accompagner les aidants familiaux

Intégrer davantage les seniors dans l'animation de la vie locale.

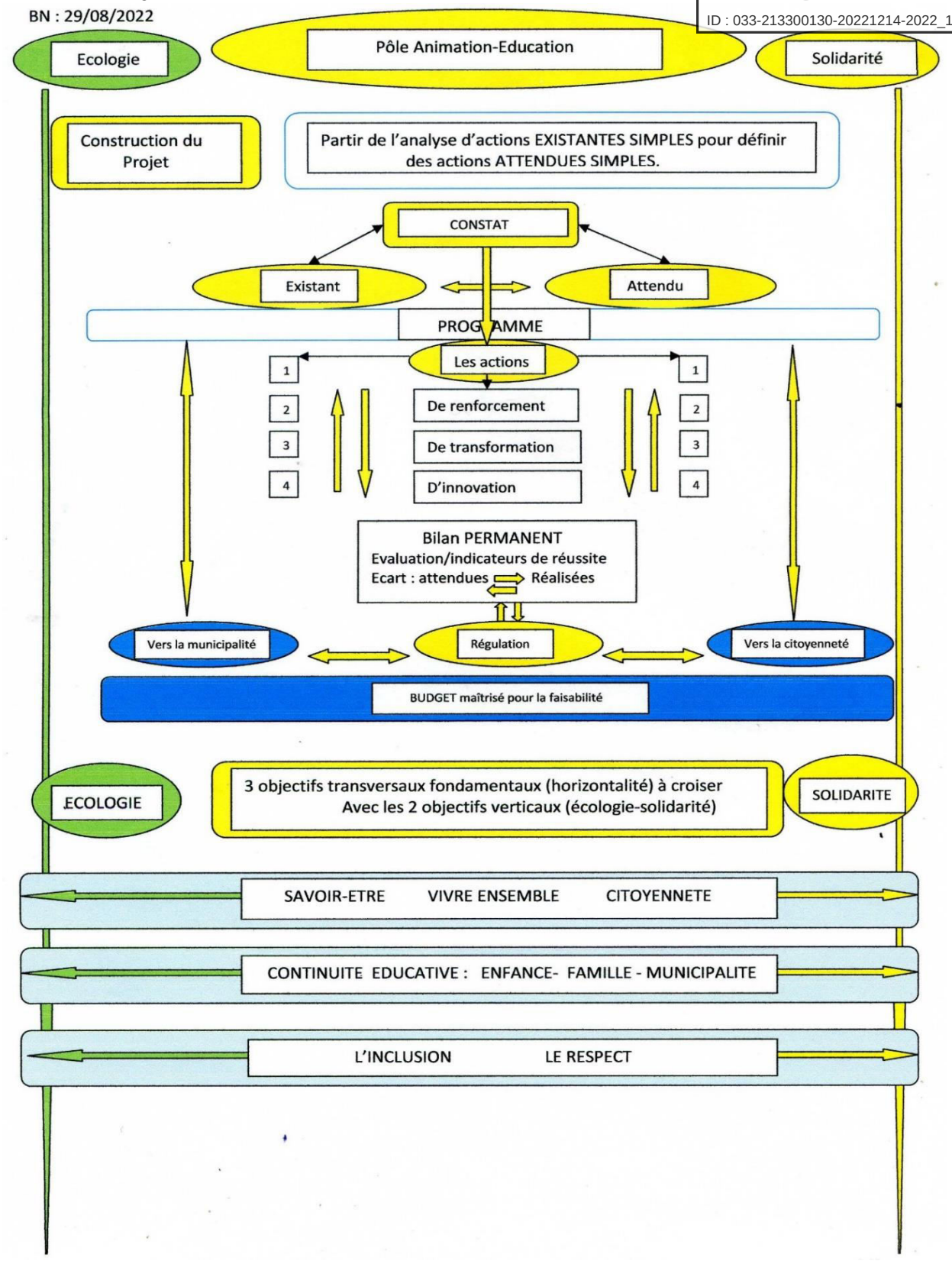
Prévoir une structure d'accueil collectif, intergénérationnelle

- Les mobilités et transports

Mener une réflexion sur la densification et l'amélioration du réseau de transport en commun (accroître les amplitudes horaires, la cadence des bus, revoir les tracés, *etc.*) et développer les liaisons douces.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

4- Le projet politique de la ville d'Artigues-près-Bordeaux :



Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

À la suite de ces éléments, sur le territoire d'Artigues-près-Bordeaux en 2022, il est impératif de :

- Recibler la démarche sur l'enfant et la famille
- Favoriser le développement des savoirs, savoir-faire et savoir-être
- Redéfinir les finalités, les objectifs et les valeurs pour les remettre en perspective
- Redynamiser les équipes sur les objectifs et leurs applications
- Renforcer la connaissance et l'activation du maillage des partenaires, mieux s'identifier et se connaitre
- Faire cohabiter puis faire collaborer, recueillir l'adhésion du plus grand nombre
- Définir la place et la spécificité de chacun, sans jugement de valeur
- Faire vivre les projets et formaliser des évènements communs

5- Les Objectifs du PEDT

L'ensemble des objectifs éducatifs fixés ci-dessous sont plus qu'une simple déclaration d'intention de la part des acteurs éducatifs du territoire.

Ils sont le fil conducteur qui doit guider l'ensemble des acteurs éducatifs dans leur pratique quotidienne au service de l'ensemble des enfants et des familles artiguaises et leur permettre de travailler sur les notions de : pédagogies plurielles et partagées et parcours de l'enfant

C'est un projet commun et transversal qui s'articule autour des temps scolaires, périscolaires et extrascolaires avec comme principal objectif de mettre l'enfant au cœur du projet et de donner une place aux familles.

- **1- Favoriser la solidarité et le soutien à la parentalité, redonner une place aux familles au sein des parcours éducatifs de leurs enfants.**
  - Renforcer la lisibilité de l'offre éducative et parvenir à mieux la faire connaitre.
  - Favoriser la réussite scolaire de l'ensemble des enfants en y associant les familles.
  - Accueillir et impliquer les parents dans la vie des structures d'accueil des enfants.
  - Développer des espaces et des moments de parole et d'échange pour les familles (formels et informels).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- **2- Favoriser la complémentarité et la cohérence éducative sur les différents temps de l'enfant (temps libre, familial, scolaire, péri-scolaire, extra-scolaire, accueil)**

  - Favoriser l'adaptation des structures d'accueil et des activités en fonction des attentes et des besoins des enfants et de leurs familles.
  - Améliorer et renforcer les relations entre tous les partenaires, encourager une communication bienveillante.
  - Harmoniser la cohabitation et les règles de vie au sein des espaces partagés.
  - Encourager la coopération autour de projets communs.
  - Proposer des outils de développement alliant connaissance, apprentissage, découverte et amenant vers l'autonomie.

- **3- Contribuer à la socialisation des jeunes publics et les amener vers plus de citoyenneté et d'éco-citoyenneté.**

  - Accompagner et encourager une éducation au développement durable et une éco-citoyenneté active.
  - Développer le sens des responsabilités.
  - Promouvoir des modes d'expression individuelles et collectives ainsi que permettre l'expérimentation de la démocratie.
  - Sensibiliser au « mieux vivre ensemble » sur le territoire et/ou à l'extérieur.
  - Renforcer l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et le respect des valeurs de la République.
  - Garantir la mixité et le brassage des publics au sein des structures d'accueil et des équipes qui y interviennent.
  - Favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap ou porteurs de troubles. Accompagner et former les équipes à cet accueil.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

6- Les outils d'aide au développement du PEDT

Des partenaires essentiels à l'atteinte des objectifs : de nombreux partenaires, municipaux ou associatifs, interviennent sur les temps scolaires et périscolaires. Leurs actions concernent les enfants pour des temps d'animation ou les équipes éducatives pour des temps de formation. Ils ne sont pas seulement des intervenants mais aussi de réels partenaires éducatifs pour la collectivité.

- UFCV : animation du Club Nature Gironde, sur les temps scolaires et périscolaires en convention annuelle et organisation des séjours de vacances (hiver et été) à la suite d'un marché passé pour 2 ans 2021/2023
- Ludothèque « Terre des jeux »: animation autour du jeu sur les temps péri et extrascolaires ainsi que sur les structures petite-enfance
- Association Récréamix : volet inclusion, pour faciliter l'accès aux activités de loisirs aux enfants porteurs de handicap et former les équipes d'animation dès la petite-enfance
- La référente inclusion du CCAS : accompagnement des enfants porteurs de handicap pour leur inclusion ainsi que de leurs familles et des équipes éducatives dès la petite-enfance
- Les associations culturelles et sportives locales : animation à destination des enfants de 3 à 17 ans dans le cadre des accueils périscolaires et de l'accueil de loisirs
- L'école municipale d'arts et « le cuvier de Feydeau » : parcours culturel pour les classes de l'école élémentaire
- Service municipal du développement durable « la maison éco » : animation autour de l'écologie et du développement durable pour les écoles et les accueils de loisirs et en lien avec le Conseil Municipal des Enfants CME
- La Ligue de l'enseignement : accompagnement dans les démarches pédagogiques et dans la création de la junior-asso
- ITEP, CMPPE, CMPEA

Il est nécessaire pour l'ensemble des partenaires de prendre en compte la nécessité de déployer des activités de qualité, sur les temps péri et extrascolaires, construites en complémentarité avec les temps scolaires et familiaux.

Des moyens au service du développement de la qualité des animations proposées : la mise en œuvre des objectifs se fait, entre autres, par :

- L'utilisation d'espaces partagés avec les équipes enseignantes. En effet ; les accueils périscolaires ainsi que les accueils de loisires (mercredis et vacances) sont organisés dans une partie des locaux scolaires.

De ce partage des locaux en découle l'importance d'établir des conditions d'utilisation claires par le biais d'une charte établie en concertation avec les équipes enseignantes et les équipes d'animation.

- La pérennité d'une équipe d'animation, dimensionnée en fonction des besoins de fonctionnement et de la réglementation en vigueur. Afin d'assurer une meilleure continuité éducative tout au long de la journée et de la semaine de l'enfant, la collectivité a fait le choix de titulariser et d'annualiser une grande partie de l'équipe d'animation. Ces animateurs interviennent sur les accueils périscolaires, la pause méridienne les jours d'école et sur les accueils de loisirs le mercredi et les vacances scolaires.
- Les équipes d'animation, au-delà des heures en « face à face » avec les enfants, dispose de temps dédiés aux réunions et à la régulation. Des moments d'analyse de pratique sont aussi organisés avec les équipes des structures petite-enfance. Ces échanges encadrés par une psychologue contribuent aussi au lien entre les différentes équipes petite-enfance et enfance-jeunesse, ainsi

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

qu'au renforcement de la cohérence éducative. De plus, un plan de formation est aussi mis en place aux animateurs afin de les former et de les faire monter en compétences.

- La mise en place d'instances de pilotage et d'évaluation ; comité de pilotage (orientations stratégiques et évaluation), comités techniques (suivi pédagogique et technique des actions développées), réunions de direction (coordination des différents projets) et réunion d'équipes (mise en place et évaluation des projets pédagogiques et d'animation). Implication lors d'événements municipaux et temps forts.

7- <u>Le plan mercredi</u> :

Tous les accueils de loisirs de la commune font l'objet d'une déclaration préalable auprès du SDJES Service Départemental Jeunesse Engagement et Sports.

Le Plan mercredi est un outil utilisé par la collectivité afin de mettre en œuvre des actions éducatives cohérentes sur les temps périscolaires.

C'est une politique éducative qui permet une mise en application cohérente des objectifs du projet éducatif de territoire PEDT autour de la notion de parcours de l'enfant/du jeune.

Il donne une ligne directrice aux équipes d'animation dans la mise en œuvre des projets pédagogiques des structures de loisirs.

Dans le cadre du Plan mercredi, la collectivité s'engage à structurer ses projets d'accueil du mercredi afin de favoriser :

- La complémentarité éducative
- L'inclusion et l'accessibilité de tous les publics
- L'inscription du projet sur le territoire communal
- La mise en place d'activités innovantes et de qualité

Afin de mettre du lien entre les objectifs du PEDT et ceux du Plan mercredi, il semble important de développer des projets transversaux sur des évènements à l'échelle de la commune qui seraient l'aboutissement des objectifs et des actions développés tout au long de l'année.

En effet, dans le cadre des actions REAAP de soutien à la parentalité, la collectivité met en œuvre l'organisation d'une semaine dédiée à la famille, le « Festi'Familles ».

C'est autour de ce projet annuel que l'ensemble des partenaires éducatifs et associatifs se réunissent et collaborent pour offrir aux familles et aux enfants un large choix d'activités et de rencontres autour des richesses du territoire.

Il s'agit d'une restitution collective et finale des projets transversaux et collaboratifs qui ont eu lieu dans l'année scolaire. Cet événement est organisé au mois de juin. La programmation de la semaine est établie en lien avec tous les acteurs et partenaires des milieux scolaires, périscolaires, extrascolaires, associatifs et institutionnels.

Durant cette semaine, toutes les structures qui ont accueilli des enfants pendant l'année valorisent leurs actions et offrent la possibilité aux familles de rentrer dans leurs espaces et lieux d'accueil. C'est l'occasion de partager en famille des activités et que les parents traversent les mêmes lieux et projets vécus dans l'année.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Le projet du Carnaval, en mars, redémarre dans le même état d'esprit et avec la même dé[illegible] collaborative permettant de tisser du lien entre les activités du mercredi et les autres temps et intervenants de la journée et de la semaine de l'enfant.

Dans ces projets, comme dans d'autres, sera soulevée la question de la place et de la consultation des parents. Aussi bien de l'association des parents d'élèves que de chaque parent qui souhaitera s'investir à son niveau dans le projet.

De nombreuses associations participent également à ces évènements en proposant des ateliers parents-enfants autour de leurs pratiques sportives et culturelles, mais aussi en proposant des temps, participatifs sur la réalisation des projets communaux.

En 2022, la faible implication des enfants et surtout de leurs parents s'explique de deux manières :

- La crise sanitaire qui a éloigné les familles des lieux d'accueil de leurs enfants et qui a créé une rupture entre les temps familiaux et les temps collectifs (scolaire et périscolaires). Les projets communs à destination des publics familiaux redémarrent.

- La mise en route début 2022 d'une nouvelle organisation au sein des services municipaux. L'arrivée d'une nouvelle directrice éducation-enfance-jeunesse et d'une nouvelle coordinatrice (chargée de coopération territoriale) a entrainé des ajustements de fonctionnement et une dynamique de travail participatif et collaboratif à développer.

Le plan mercredi concerne aussi les jeunes à partir de 12 ans et jusqu'à 18 ans pour le moment, sur la plage horaire de l'après-midi après la sortie du collège ou du lycée.

Une réelle réflexion de gestion de ce temps-là est en cours. Une réorganisation du service jeunesse est envisagée pour répondre au mieux et au plus près aux besoins et envies des jeunes.

Les structures d'accueil travaillent à améliorer leurs capacités d'accueil, d'adaptation et de réaction.

Le travail partenarial déjà existant avec la mission locale, l'information jeunesse, Carte Jeunes et bien d'autres est à renforcer et développer.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Les grands axes transversaux, 0-18 ans, à développer dans le cadre du PEDT :

- La valorisation et la poursuite des « passerelles » établies entre les structures petite-enfance et enfance et entre les structures enfance et jeunesse : les liens et échanges développés entre les crèches et l'accueil de loisirs maternel, entre l'accueil de loisirs élémentaire et l'espace-jeunes, entre l'espace-jeunes et le collège…
- L'harmonisation des projets d'accueil de toutes les structures petite-enfance, enfance et jeunesse selon les objectifs définis au sein du PEDT et les 2 axes politiques : la solidarité et l'écologie
- Des instances de pilotage et d'évaluation du PEDT mieux identifiés, plus pertinents et réguliers
- Une politique jeunesse à redéfinir : place de l'information jeunesse, lien avec les partenaires, actions de prévention, séjours…
- La participation des enfants, des jeunes et des familles dans les projets

8- Les documents annexes :

- Le Projet Pédagogique de l'accueil de loisirs/APS maternel
- Le Projet Pédagogique de l'accueil de loisirs/APS élémentaire
- Le Règlement Intérieur du service éducation-enfance
- Les plannings d'activités

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

REGLEMENT INTERIEUR

SERVICE EDUCATION ENFANCE

Accueils périscolaires, Accueils de loisirs, Transports scolaires, Restaurant scolaire

Le présent règlement, adopté lors du Conseil Municipal en date du 28 mars 2022 définit les conditions d'organisation et de fonctionnement des services périscolaires et extrascolaires de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux, **pour une application à partir de juillet 2022**.

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Table des matières

1 – CONDITIONS D'ACCES AUX SERVICES 18
MEMO : 19
2 – LES TRANSPORTS SCOLAIRES (matin et soir) 20
2-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES 20
2-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION 20
3 – LES ACCUEILS PERISCOLAIRES 21
3-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES 21
3-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION 21
4 – LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH) 22
4-1 – LES MERCREDIS 22
4-1-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES 22
4-1-2 – CAS DE L'EVEIL MULTI SPORT (EMS) 23
4-1-3 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION DES MERCREDIS ET EMS 23
4-2 – LES VACANCES SCOLAIRES 24
4-2-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES 24
4-2-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION 24
5 – LA RESTAURATION SCOLAIRE 25
5-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES 25
5-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION 25
6 – TARIFS, FACTURATION / PAIEMENT 25
6-1 - TARIFS 25
6-2 - FACTURATION / PAIEMENT 25
7 – RESPECT DES REGLES DE BON FONCTIONNEMENT 26
7-1 – Règles de vie 26
7-2 – Sanctions pour non-respect des règles de vie et des horaires de fonctionnement 26
9 – COORDONNEES DES SERVICES 26

1 – CONDITIONS D'ACCES AUX SERVICES

Une inscription auprès du service éducation enfance de la Ville d'Artigues-près-Bordeaux est obligatoire pour accéder à l'ensemble des services proposés.

Documents nécessaires pour la constitution du dossier administratif à remettre au service :

❑ Avis d'imposition de l'année N-1 (revenus de l'année N-2)

❑ Attestation de quotient familial CAF de moins de 3 mois

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- ❑ Justificatif de domicile de moins de 3 mois
- ❑ Copie de l'attestation de la carte vitale
- ❑ Copie des vaccinations
- ❑ Attestation responsabilité civile périscolaire et extrascolaire pour l'année scolaire en cours
- ❑ *Attestation d'employeur (avec les horaires pour le périscolaire)(en cours de modification)*
- ❑ Copie du Protocole d'accueil individualisé (PAI)
- ❑ Visa d'un jugement du tribunal des familles (le cas échéant)

A QUOI SERT LE KIOSQUE FAMILLE ?

La notice d'utilisation du KIOSQUE FAMILLE sera disponible en ligne sur le site internet de la Ville.

➢ Pour retrouver toutes les informations administratives pour remplir mon dossier personnel.

➢Pour les accueils périscolaires et pour la restauration scolaire : toutes les demandes de réservation et d'annulation sont à effectuer en ligne, en utilisant le **KIOSQUE FAMILLE**.

Un **identifiant de connexion pour créer votre mot de passe** par famille sera remis par le service éducation enfance de la Ville après vérification de la complétude du dossier.

➢Pour les autres services : Les réservations des jours de fréquentation sont à effectuer auprès des directeurs des structures (à partir du calendrier remis lors de l'inscription).

Important :

L'inscription ne prend effet qu'après acceptation du dossier d'inscription complet et dûment rempli auprès du service Education Enfance.

En cas de fortes demandes et d'inscriptions sur liste d'attente, une commission d'attribution sera mise en place afin d'examiner l'ensemble des situations dans les différents services proposés. (À l'exception de la restauration scolaire et des APS)

MEMO :

« **Comment m'inscrire** aux différents services ?
Je dois tout d'abord compléter mon dossier personnel et le porter au service Education Enfance.

« Comment réserver les services dont j'ai besoin ?
Mercredis et vacances je dois rencontrer les directeurs des structures pour choisir les jours.

Périscolaire et restauration je coche les jours dont j'ai besoin via ma page personnelle sur le **Kiosque famille**.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Modalités / Services	Comment s'inscrire ? ➢ **En 1er** Déposer votre dossier complet au service Education Enfance	Priorité sera donnée aux parents qui travaillent	Demandes validées en commission d'attribution
LES TRANSPORTS SCOLAIRES (Matin et soir)	**Fiche d'inscription spécifique**		X
LES ACCUEILS PERISCOLAIRES (APS)	réservation via le **KIOSQUE**	X	X
LES MERCREDIS (ALSH)	+ Réservation auprès des directeurs	X	X
EMS LES MERCREDIS	+ Réservation auprès des directeurs		X
LA RESTAURATION SCOLAIRE	réservation via le **KIOSQUE**		
LES VACANCES SCOLAIRES (ALSH)	+ Réservation auprès des directeurs		X
SPORT VACANCES	+ Réservation auprès des directeurs		X

2 – LES TRANSPORTS SCOLAIRES (matin et soir)

2-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES

Un service de transports scolaires est assuré sur la Ville d'Artigues-près-Bordeaux et dessert les écoles maternelles, l'école élémentaire et les collèges Jean Jaurès, Jean Zay et Sainte-Claire.
Ce transport est financé pour partie par la Ville et géré par Bordeaux Métropole.
L'encadrement dans chaque bus est assuré par du personnel communal excepté pour les circuits vers les collèges.
Il est demandé aux familles de se rendre à l'arrêt de bus, 5 minutes avant l'horaire de ramassage prévu.

2-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION

➢ Pour les primaires (maternelle et élémentaire) :
L'inscription au service de transport scolaire est réservée aux élèves résidant sur la commune d'Artigues-près-Bordeaux et s'effectue pour l'année scolaire.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Ce service est gratuit et strictement limité au nombre de places assises dans les bus selon le matériel en cours.
Les inscriptions s'effectueront à partir du mois d'avril pour l'année scolaire suivante, uniquement pour les jours dont le besoin est réellement identifié pour les familles (lundi et/ou mardi et/ou jeudi et/ou vendredi) et selon les modalités d'inscriptions prévues.
L'enfant inscrit au bus ne peut pas bénéficier de l'accueil périscolaire, sans demande préalable auprès du service Education Enfance.

➢ Pour les collégiens :
Une carte de transport est remise à la famille au moment de l'inscription auprès du service éducation enfance.
Un forfait au mois est appliqué pour chaque carte.

Important :

Pour les transports, la Mairie se laisse la possibilité, en accord avec le règlement intérieur, de suspendre l'utilisation à ce service pour les familles qui ne respecteraient pas leur engagement.

3 – LES ACCUEILS PERISCOLAIRES

3-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES

Un service d'accueil périscolaire est organisé par la commune dans chaque école maternelle et élémentaire.

L'accueil est assuré par des personnels d'animation brevetés, dans des conditions respectant les taux d'encadrement réglementaires.

Horaires :
Pour les Maternels : De 7h à 8h20 et de 16h30 à 19h
Pour les Elémentaires : De 7h à 8h25 et de 16h35 à 19h

3-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION

Ce service est ouvert à chaque élève des écoles maternelles et élémentaire de la commune, en priorité pour les parents qui travaillent.
Les parents qui ne travaillent pas ont la possibilité d'inscrire occasionnellement leurs enfants aux accueils périscolaires (ex : stages, retour à l'emploi…) en faisant une demande auprès du service Education Enfance.
Les réservations sont à effectuer dans la dernière semaine du mois en cours pour le mois suivant.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Les annulations peuvent se faire, au plus tard, le mercredi de la semaine précédent la date de fréquentation.

Important :

Toute inscription doit être strictement effectuée **via le kiosque**.

Une majoration forfaitaire et journalière d'un montant de 10 euros sera appliquée aux familles n'ayant pas fait l'inscription préalable.

4 – LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH)

La Commune propose deux accueils de loisirs sans hébergement ALSH (mercredis et vacances scolaires) pour les 3-6 ans et 6-11 ans.

Il est précisé que la Ville ne pourra autoriser aucun départ anticipé en dehors des heures précisées ci-après afin de respecter les temps d'activités des enfants.

4-1 – LES MERCREDIS

4-1-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES

➢ ALSH Maternel : dans les locaux de l'école maternelle de la Plaine

➢ ALSH Elémentaire : dans les locaux des Petites Canailles

Les activités des mercredis s'effectuent de 9h à 17h avec une période d'accueil
le matin entre **7h et 9h**
et l'après-midi entre **17h et 19h.**

Les enfants peuvent être accueillis :

➢ **En journée**

➢ **En matinée avec repas**

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

L'enfant est à récupérer à partir de 13h30 jusqu'à 14h.

➢ **En après-midi sans repas.**
L'accueil des enfants s'effectue sur le créneau de 13h30 à 14h.

Les enfants sont à récupérer ensuite entre 17h et 19h.

4-1-2 – CAS DE L'EVEIL MULTI SPORT (EMS)

Les arrivées et départs se font dans les locaux des Petites Canailles. (ALSH)

Les séances s'effectuent **uniquement le matin** (demi-journée avec repas).

Les enfants devront arriver de 7h à 9h et repartir entre 13h30 et 14h.

Ce service est ouvert à chaque enfant de la commune d'Artigues-près-Bordeaux. Les pratiques d'éveil multi sport ont lieu sur les différents équipements sportifs de la ville.

Important :

Ce service est limité à **24 places**
La commission d'attribution appliquera une rotation des inscrits afin d'en faire profiter au plus grand nombre d'enfants.
Cette activité est encadrée par un Brevet d'Etat Sport. **L'engagement à cette activité sportive doit correspondre à un souhait de l'enfant qui devra être présent sur tout le cycle.**

4-1-3 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION DES MERCREDIS ET EMS

Ce service est ouvert à chaque enfant de la commune d'Artigues-près-Bordeaux, en priorité pour les parents qui travaillent pour l'ALSH.

L'annulation doit intervenir au plus tard le jour de la clôture d'inscription. (Selon le calendrier remis lors de l'inscription).

Important :

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

En cas de retard, il sera appliqué une pénalité d'un montant de 10 eu[illegible] forfaitaire à la prestation au-delà de 14h pour les matinées et 19h pour les journées.

4-2 – LES VACANCES SCOLAIRES

4-2-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES

➢ ALSH Maternel : Dans les locaux de l'école maternelle de la Plaine
➢ ALSH Elémentaire : Au château LESTRILLE
Les activités des ALSH s'effectuent de 9h à 17h avec une période d'accueil /
le matin de 7h30 à 9h à et une période l'après-midi de 17h à 18h30.
Les enfants sont accueillis à la journée (avec repas).

➢ Pour les activités du Sport vacances : Les enfants devront arriver entre 8h et 9h et repartir entre 17h et 18h. Les arrivées et départs se font dans les locaux des Petites Canailles OU à la salle Nelson PAILLOU suivant les périodes.

Fermeture annuelle des structures

LES 2 ALSHS	SPORT VACANCES
La deuxième semaine des vacances de noël	Les 2 semaines des vacances de noël
Les 2 premières semaines du mois d'août à partir de 2023. En cours de modification	Tout le mois d'août

4-2-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION

Ce service est ouvert à chaque enfant de la commune d'Artigues-près-Bordeaux.
Un calendrier annuel comportant les dates de clôtures des inscriptions pour chaque période de vacances scolaires sera fourni à la rentrée scolaire.
L'annulation doit intervenir au plus tard le jour de la clôture d'inscription. (Selon le calendrier remis lors de l'inscription)

Important :

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

En cas de retard après les temps d'accueils, il sera appliqué une pénalité d'un montant de 10 euros forfaitaire à la prestation au-delà de 18h pour le sport vacances et sorties pour les ALSH.

5 – LA RESTAURATION SCOLAIRE

La Commune propose un service de restauration pour l'ensemble des élèves des écoles maternelles et élémentaire.
Les élèves sont encadrés par les personnels ATSEMS et personnels d'animation pour les maternelles et par les personnels du service restauration et par les personnels d'animation pour les élèves de l'élémentaire.

5-1 - LIEUX D'ACCUEIL ET HORAIRES

Les repas se prennent au restaurant scolaire avec deux salles distinctes pour les maternels et pour les élémentaires.

- Pour les écoles maternelles : le repas s'effectue entre 11h35 et 13h35
- Pour l'école élémentaire : le repas s'effectue entre 11h50 – 13h40

5-2 - MODALITES D'INSCRIPTION ET D'ANNULATION

Ce service est ouvert à chaque élève des écoles maternelles et élémentaire de la Ville.
Les réservations se font au mois. La fin des réservations doit se faire 1 semaine avant la fin du mois, pour le mois suivant.
Les annulations peuvent se faire au plus tard, le mercredi de la semaine précédant la date de fréquentation.

6 – TARIFS, FACTURATION / PAIEMENT

6-1 - TARIFS

La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde participe au financement des services périscolaires et des accueils de loisirs de la commune et au développement des projets pédagogiques des structures et du Projet éducatif de territoire (PEDT).
Les tarifs des structures relèvent d'une politique tarifaire commune pour toutes les activités du temps de l'enfant.
Ces tarifs seront remis lors de l'inscription.
Les tarifs pourront être révisés chaque année. Ces changements seront communiqués aux familles en amont des inscriptions.

6-2 - FACTURATION / PAIEMENT

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

La facturation est mensuelle.
La Direction des Finances Publiques envoie un avis de sommes à payer. Une version dématérialisée est disponible sur le Kiosque famille dans l'espace individuel sécurisé.
Toute réservation non annulée dans les délais fixés sera facturée, sauf en cas de production d'un justificatif médical.
La facture est payable **en priorité par prélèvement automatique** (renseignements au service Education Enfance)
Ou :
- Par carte bancaire sur le site : www.payfip.gouv.fr
- Par chèque à l'ordre du Trésor Public (voie postale)
- Par Cesu
- Par chèques vacances (ALSH, séjour)

7 – RESPECT DES REGLES DE BON FONCTIONNEMENT

7-1 – Règles de vie

Les enfants doivent se conformer aux règles de vie des différents services, avoir un comportement correct vis-à-vis du personnel encadrant et des autres enfants.
Les parents s'engagent à respecter les horaires d'ouverture et de fermeture des services.
Les parents et les enfants s'engagent à respecter ce règlement intérieur.

7-2 – Sanctions pour non-respect des règles de vie et des horaires de fonctionnement

En cas de non-respect des règles de vie (par l'enfant),
❑ Rappel du règlement à l'enfant par l'équipe d'animation
❑ Rappel du règlement à la famille par l'équipe d'animation
❑ Rencontre entre la famille et le directeur de l'ALSH
❑ Rencontre entre la famille et le responsable de service
❑ Avertissement écrit par l'autorité territoriale
❑ Exclusion temporaire de l'activité par écrit par l'autorité territoriale
❑ Exclusion définitive de l'activité notifiée par écrit par l'autorité territoriale.
L'inscription aux différents services implique l'acceptation complète du présent règlement.

9 – COORDONNEES DES SERVICES

➢ **STRUCTURES D'ACCUEIL**

<u>Accueils périscolaires</u>

❑ APS élémentaire du Parc/Les petites Canailles : ☎ 06 31 78 35 38

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

❑ APS maternelle du Parc : ☎ 06 25 41 55

❑APS maternelle de la Plaine : ☎ 06 75 31 38 49

Accueils de loisirs

❑ ALSH Maternel la Plaine : ☎ 06 75 31 38 49

❑ ALSH Elémentaire : ☎ 06 31 78 35 38

(Les Petites Canailles pour les mercredis, et le Château LESTRILLE pour les vacances scolaires)

SERVICE EDUCATION ENFANCE

❑ Hôtel de ville /nouvel accueil directement par le RDC du bâtiment :

☎ 05 56 38 50 63

scolarite@artigues-pres-bordeaux.fr

PROJET PEDAGOGIQUE ÉLÉMENTAIRE

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

2022-2023

Accueil de loisirs
Périscolaires élémentaires

Petites canailles, Ecole élémentaire et Château Lestrille
Artigues-près-Bordeaux
alshapselementaire@artigues-pres-bordeaux.fr
06 31 78 35 38

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

SOMMAIRE

❖ LES SERVICES

❖ LES OBJECTIFS

❖ LE FONCTIONNEMENT

❖ LES RÈGLES DE VIE

❖ L'ÉVALUATION

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

LES SERVICES :

1. L'accueil Périscolaire :

L'accueil périscolaire est ouvert de 7h à 8h25 et de 16h35 à 19h.
Les enfants et le personnel encadrant utilisent les espaces suivants :

- Les petites Canailles,
- Le restaurant scolaire, les Préaux,
- Les cours de récréation.
- Les enfants disposent également de 4 blocs sanitaires (petite cour, grande cour et restaurant scolaire, petites canailles).

2. L'accueil de loisirs :

L'accueil de loisirs est ouvert tous les mercredis pendant les périodes scolaires de 7h à 19h. Il se déroule aux petites canailles (allée du parc à Artigues-près-Bordeaux).
L'accueil de loisirs extrascolaire, pendant les vacances scolaires de 7h30 à 18h30. Il se déroule au château Lestrille (allée de Diane à Artigues-près-Bordeaux).
Les enfants et le personnel encadrant utilisent les espaces suivants :

- Les petites Canailles,
- Le restaurant scolaire, les Préaux,
- Les cours de récréation.
- Les enfants disposent également de 4 blocs sanitaires (petite cour, grande cour et restaurant scolaire, petites canailles).
- Salle omnisports, dojo, terrain synthétique
- Le parc de la mairie
- Le château Lestrille

3. La pause méridienne :

La pause méridienne se déroule de 11h50 à 13h40. Il s'agit d'un temps de restauration pour les enfants, d'une part et d'un temps de jeux libres ou encadrés par les animateurs d'autre part. Le choix des enfants est la priorité de ce temps. Ils peuvent s'inscrire sur des activités à la plaine des sports (activités sportives ou jeux sportifs) ou aux petites canailles ou dans la BCD (activités manuelles, lecture, jeux de société). Ils peuvent également faire le choix de jouer librement avec leurs camarades.

LES OBJECTIFS DU PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE :

Le projet éducatif est la base du fonctionnement des structures d'éducation populaire. Il définit les axes et orientations du projet politique, du PEDT, en cohérence avec les attentes des parents d'élèves et les cadres de la collectivité.
Le projet pédagogique est un outil obligatoire et indispensable pour tout accueil de mineurs. Il est l'application directe du projet éducatif de la structure. Il traduit

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

l'engagement d'une équipe pédagogique dans un temps et un cadre donné. Il doit donc être réajusté chaque année scolaire afin de répondre au mieux aux attentes des publics visés.

I. Favoriser la solidarité et le soutien à la parentalité, Redonner une place aux familles au sein des parcours éducatifs de leurs enfants.

II. Favoriser la complémentarité et la cohérence éducative sur les différents temps de l'enfants (temps libre : Familial, scolaire, périscolaire et associatif.

III. Contribuer à la socialisation des jeunes publics et les amener vers plus de citoyenneté et d'éco-citoyenneté

LE PROJET PEDAGOGIQUE :

I. Favoriser la solidarité et le soutien à la parentalité, Redonner une place aux familles au sein des parcours éducatifs de leurs enfants :

1) Renforcer la lisibilité de l'offre éducative et mieux la valoriser :

- Proposer des activités créatives et travailler autour du développement de l'imaginaire des enfants, quel que soit leur âge.
- Intégrer les enfants à la lecture des menus du restaurant scolaire par « Mes petits menu ». Pour les plus petits, création d'un imagier des aliments afin d'identifier le contenu de l'assiette et d'y prendre plaisir.
- Réalisation et conception de projets d'enfants (spectacle, jardin, mini séjour…)
- Création d'affiches afin de permettre aux enfants de raconter leur semaine sur les structures.
- Animer et valoriser de la vie des structures (photos des activités, des sorties, des spectacles, de la journée...) par le biais du site Facebook de la ville.
- Travailler en relation avec le service communication de la ville
- Mise en place d'un trombinoscope sur chaque période : périscolaire, mercredi et vacances.
- Affichage du planning d'activités sur les accueils de loisirs, à la semaine durant les vacances scolaires et affichage au mois pour les mercredis.

2) Favoriser la réussite scolaire de l'ensemble des enfants en y associant les familles :

- Créer du lien avec tous les co-éducateurs de l'enfant (parents, enseignants, équipe d'animation).
- Mise en place de passerelles entre la maternelle, l'élémentaire et l'espace jeunes.
- Permettre à l'enfant de se sentir en sécurité et accompagné dans sa scolarité en prenant en individualisant les parcours éducatifs.
- Développer le partenariat avec les équipes enseignantes.

3) Accueillir et impliquer les parents dans la vie de la structure :

- Favoriser les échanges avec les parents au moment des accueils du matin et du soir.
- Présence forte pendant l'accueil du soir pour répondre aux attentes des familles.
- Mise en place de boite à idées sur les structures
- A tour de rôle et sur une après-midi, inviter les parents à venir parler de leurs métiers aux enfants.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

4) *Développer des espaces et moments de parole et d'échange pour les familles :*

- Mis en place des fêtes des ALSH durant l'été et les petites vacances.
- Mise en place de temps fort (soirée de fin d'été, repas type auberge espagnol, jeux de société favorisant la relation parent/enfant…).
- Organisation de porte ouverte en décembre et en juin.

II. Favoriser la complémentarité et la cohérence éducative sur les différents temps de l'enfants (temps libre : Familial, scolaire, périscolaire et associatif :

1) *Favoriser l'adaptation des structures et des activités en fonction des attentes et des besoins des enfants et de leurs familles :*

- Laisser le choix à l'enfant (de faire, ne pas faire ou ne rien faire).
- Ecole multisports (EMS). Faire découvrir de nouveaux sports aux enfants en transmettant des valeurs liées aux sports (fair-play, respect)
- Respecter les besoins des enfants en variant les temps (calme, libre, activité, durée…).
- Adapter l'activité à l'enfant en fonction de ses capacités.

2) *Améliorer et renforcer les relations entre tous les partenaires, mettre en place un mode de communication bienveillant :*

- Travailler en partenariat avec des associations qui enrichissent le savoir-faire et les connaissances des équipes d'animation (activités scientifiques et techniques, club nature, théâtre, musique…).
- Sensibiliser les enfants sur la faune et la flore par l'intermédiaire d'un club nature (en partenariat avec l'UFCV et le département de la Gironde) qui se déroule toutes les deux semaines lors de l'accueil de loisirs des mercredis.
- Travailler en relation étroite avec la médiathèque, afin de proposer un axe culturel riche (livre, album, projection, musique, jeu vidéo, atelier numérique…).

3) *Harmoniser la cohabitation et les règles de vie au sein des espaces partagés :*

- Mettre en place des rituels d'hygiène avec les enfants (tirer la chasse d'eau, essuyage, lavage des mains avec le savon, lavage des dents…).
- Création des règles de vie communes : enfants/animateurs...

4) *Encourager la coopération et la collaboration autour de projets communs :*

- Proposer à l'ensemble des enfants des activités variées.
- Inciter l'équipe d'animation à faire découvrir leur passions, cultures, …
- Développer des projets avec la médiathèque, le CCAS, club nature, …
- Aider l'enfant à s'approprier son lieu de vie : aménagement des espaces et décoration (fresque murale, suspension, ...).

5) *Proposer des outils de développement alliant connaissance, apprentissage, découverte et amenant vers l'autonomie :*

- Création d'ateliers informatique pour sensibiliser les enfants, au bon usage de l'outil internet.
- Créer un journal de l'ALSH

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- Activité affichée et les enfants s'inscrivent en arrivant le matin.
- Toujours proposer, jamais obliger => proposer une activité alternative type lecture / dessins.

III. Contribuer à la socialisation des jeunes publics et les amener vers plus de citoyenneté et d'éco-citoyenneté :

1) Accompagner et encourager une éducation au développement durable et une éco-citoyenneté active :

- Développer le tri-sélectif en créant des poubelles de couleur identifiable par tous.
- Améliorer le respect et la connaissance de la faune et de la flore qui nous entoure.
- Créer un jardin, développer des grands jeux en rapport avec le développement durable.

2) Développer le sens des responsabilités dès le plus jeune âge :

- Accroitre le rôle et la responsabilisation des plus grands (distribution du goûter, aider les plus petits, installation de jeu…).
- Développer la prise de conscience, le respect et la civilité.

3) Promouvoir des modes d'expression individuelles et/ou collective et permettre l'expérimentation de la démocratie :

- Mettre en place des outils pour faciliter la participation active : boîte à idée, bâton de parole…
- Instaurer régulièrement des temps de parole et d'échange pour favoriser la libre expression des enfants
- Mettre en place un système de vote pour le choix des activités, des sorties pour les plus grands. Quant au plus petits, à l'aide de pictogramme simple de type soleil nuage, expression visage, ils pourront également exprimer leurs choix.

4) Sensibiliser au « mieux vivre ensemble » sur et/ou à l'extérieur du territoire :

- Apprendre à connaître l'autre pour combattre les préjugés, l'intolérance et favoriser l'ouverture à l'autre (jeux collectifs, échange famille…).
- Organiser des temps de parole sur des problématiques d'intolérance et les différences.
- Développer des passerelles avec les structures voisines autour de projets communs (le multi-accueil/école maternelle/école primaire…).
- Développer les passerelles avec l'espace jeunes, le CCAS, la médiathèque, les EHPAD, l'ITEP l'Hirondelle, association sportive et le Cuvier de Feydeau.
- Favoriser la découverte de son territoire et environnement proche par le biais de sorties pédagogiques.

5) Renforcer l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et le respect des valeurs de la République :

- Découverte de manière ludique, des principales valeurs de la démocratie française : Liberté, Égalité, Fraternité.
- Mixer les enfants (âges, filles/garçons, handicap, culture…) afin de favoriser la tolérance, le respect et le vivre ensemble.
- Mise en place d'une école multisport (le mercredi matin) et d'activité sport vacances (durant les petites vacances) encadré par les animateurs sportifs de la ville.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- Proposer un panel riche et varié d'activités (motrice, culturelle, sportive, scientifique, culinaire, nature…).
- Favoriser la découverte des différentes cultures (région, pays) à travers des activités, des repas à thème…

6) Favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap, accompagner et former les équipes à cet accueil :

- Accueil des familles et rencontre avec l'enfant en amont du premier jour d'accueil.
- Mise en place d'un protocole d'accueil.
- Embauche d'un animateur(trice) en plus pour permettre l'accueil des enfants nécessitant un accompagnement particulier.
- Formation et sensibilisation de l'équipe d'animation.

Les « autres » moyens :

Afin de mettre en œuvre ces objectifs éducatifs et pédagogiques plusieurs moyens sont mobilisés par la ville :

L'ensemble de l'équipe d'animation respecte le cadre réglementaire fixé par l'état au niveau des diplômes et des taux d'encadrement, soit :

- Un animateur pour dix-huit enfants sur les temps périscolaires du lundi/mardi/jeudi et vendredi ;
- Un animateur pour quatorze enfants le mercredi
- Un animateur pour douze enfants durant les petites et grandes vacances.

Les moyens humains :

- Un responsable du service enfance titulaire de la FPT
- Un directeur des accueils de loisirs élémentaire péri et extrascolaire titulaire de la FPT.
- Un directeur adjoint des accueils de loisirs élémentaire péri et extrascolaire titulaire de la FPT.
- Quatre adjoints d'animation titulaires de la fonction publique territoriale, quatre animateurs vacataires à l'année qui interviennent sur les différents temps périscolaire et extrascolaire. Leur emploi du temps est complété par l'encadrement du temps méridien.
- Une animatrice STAPS pour l'encadrement de l'éveil multisports et du sport vacances
- Des intervenants associatifs ponctuels qui proposent des activités de découverte (nature, musique, théâtre…) sur les accueils périscolaires du soir, des mercredis et les vacances scolaires.
- Des animateurs vacataires (brevetés ou stagiaires) recrutés durant les vacances pour remplacer les animateurs permanents en congés.

Les ressources mobilisables :

- Nombreux équipement pour une pratique sportive en loisirs, salle omnisports, terrains de football (Plaine des sports), dojo, boulodrome, courts de tennis, parcours pédestre, city stade, piste cyclable, étang…
- Le cuvier de Feydeau ou il est possible de pratiquer les arts plastiques, de la musique et de la danse.
- La médiathèque.
- Un tissu associatif riche réparti dans six secteurs : sport, culture, solidarité, loisirs, économie et bien être.
- Des véhicules : le bus de la commune de 36 places et deux minibus 9 places.

Les moyens financiers :

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- Les structures Enfances- Jeunesse bénéficient annuellement d'un budget spécifique pour le développement des actions éducatives :
- Les fournitures pédagogiques et le petit matériel.
- Les frais d'activités et les prestataires.
- L'alimentation.
- Les dépenses de personnel.
- Les transports.
- Les assurances.
- Les produits pharmaceutiques.

LE FONCTIONNEMENT

1. Journée type de l'accueil de loisirs élémentaire au château Lestrille.

L'accueil du matin :

- L'accueil des enfants se fait de 7h30 à 9h pendant les vacances scolaires. La salle des miroirs et la salle Marie Thérèse Eyquem sont utilisées pour l'accueil du matin. Organisation de l'espace en différents coins (lecture, jeux de constructions, lecture, jeux de sociétés).
- L'animateur a pour prérogative d'accueillir les enfants de manière à les intégrer au mieux à la structure.
- L'animateur doit inscrire les enfants sur la fiche de présence.
- L'animateur doit communiquer avec les parents afin d'avoir un maximum d'information sur les enfants accueillis.

Les activités du matin :

- De 9h à 9h15, présentation des activités de la matinée et des règles de vie.
- Interaction entre les enfants et les animateurs pour l'inscription aux activités, les questions diverses et le rappel des règles.
- L'animateur doit être le plus précis possible pour retranscrire au mieux le contenu et le but de l'activité qu'il dirige. Il donne le ton de la matinée en en faisant un moment vivant.
- De 9h15 à 11h, mise en place des activités. Ce sont des activités artistiques, manuelles, sportives, ….
- L'enfant fait les choix de son activité. L'enfant peut changer d'activité si celle-ci ne lui convient pas. Il n'y a pas de tranche d'âge définie pour les activités. Un enfant de 6 ans peut suivre la même activité qu'un enfant de 10 ans.
- L'animateur dresse la liste des enfants qui suivent l'activité qu'il mène. Il décrit son activité avec précision et donne envie aux enfants de la suivre en étant dynamique et enjoué. L'animateur aide à l'intégration des plus petits afin qu'ils puissent suivre l'activité de la même manière que les plus grands. Il est le garant du bon déroulement et de la sécurité de son activité.
- De 11h à 11h15, rangement du matériel utilisé et nettoyage des espaces utilisés lors de l'activité.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- L'enfant aide au rangement et au nettoyage.
- L'animateur est l'élément moteur de ce temps. Il coordonne, range et nettoie. Il transmet des valeurs de partage des tâches et de travail collectif.
- De 11h15 à 11h30, temps libre.
- Les enfants est libre de jouer à un jeu de société, de dessiner, de lire, ….
- L'animateur se poste de manière à gérer le groupe dont il a la charge.

Le temps du repas :

- De 11h30 à 11h40, préparation au trajet en bus jusqu'au restaurant scolaire (passe au toilette).
- Les enfants récupèrent leurs affaires et se mettent en rang afin de monter dans le bus.
- Les animateurs veillent au bon déroulement de ce moment. Ils comptent les enfants et les font se mettre deux par deux.
- De 11h45 à 12h, trajet en bus du château Lestrille au restaurant scolaire.
- Les enfants sont attachés et parlent calmement afin de ne pas gêner le chauffeur.
- Les animateurs vérifient que chacun est attaché et se répartissent de manière à occuper les points stratégiques du bus.
- De 12h à 13h, temps de restauration puis de jeu libre dans la cour de récréation.
- Les enfants se lavent les mains et s'installent à table. Ils déjeunent, débarrassent leurs plateaux puis vont se laver les mains. Ils peuvent ensuite se diriger dans la cour avec les animateurs.
- Les animateurs déjeunent avec les enfants. Ils veillent à éviter le gaspillage alimentaire et à ce que les enfants se tiennent correctement à table. Une fois le repas terminé, ils accompagnent les enfants dans la cour pour des jeux libres.
- Favoriser l'échange entre enfants.
- 13h, départ du bus vers le château Lestrille.
- Les enfants récupèrent leurs affaires et se mettent en rang afin de monter dans le bus.
- Les animateurs veillent au bon déroulement de ce moment. Ils comptent les enfants et les font se mettre deux par deux.
- De 13h15 à 14h les enfants sont en jeu libre, il s'agit d'un temps calme. Le temps calme sert à faire la transition entre le matin et l'après-midi. Il s'organise en différents groupes répartis dans les différentes salles de la structure (temps de pause des animateurs par roulement sous la surveillance des autres animateurs).

Les activités de l'après-midi :

- 14h, début des activités de l'après midi
- L'enfant fait les choix de son activité. L'enfant peut changer d'activité si celle-ci ne lui convient pas. Il n'y a pas de tranche d'âge définie pour les activités. Un enfant de 6 ans peut suivre la même activité qu'un enfant de 10 ans.
- L'animateur dresse la liste des enfants qui suivent l'activité qu'il mène. Il décrit son activité avec précision et donne envie aux enfants de la suivre en étant dynamique et enjoué. L'animateur aide à l'intégration des plus petits afin qu'ils puissent suivre l'activité de la même manière que les plus grands. Il est le garant du bon déroulement et de la sécurité de son activité.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Le temps du goûter :

- 16h, Fin des activités.
- Rangement du matériel et nettoyage des espaces utilisés lors de l'activité.
- L'enfant aide au rangement et au nettoyage.
- L'animateur est l'élément moteur de ce temps. Il coordonne, range et nettoie. Il transmet des valeurs de partage des tâches et de travail collectif.
- 16h15, goûter
- Les enfants se lavent les mains et aident à la mise en place du goûter qui se prendra à l'intérieur si le temps ne permet pas de s'installer à l'extérieur. A la fin du goûter, les enfants rangent et se lavent les mains.
- Les animateurs mettent en place le goûter et coordonnent les enfants pour les différentes tâches demandées (mettre les papiers à la poubelle, débarrasser les verres, nettoyer la salle).

L'accueil du soir :

- 17h, Début de l'accueil du soir. Jusqu'à 18h30 pendant les vacances.
- Les enfants peuvent être en jeu libre intérieur ou extérieur.
- Les animateurs se répartissent de manière à veiller sur la sécurité des enfants. Un des animateurs s'occupe de l'accueil des parents. Ce temps sert de temps d'échange. Il est primordial pour la transmission des informations relatives à la journée de chaque enfant.
- L'animateur d'accueil, accueil les familles, fait un retour au parent sur la journée de son enfant.

2. Journée type de l'accueil périscolaire élémentaire :

L'accueil du matin :

- De 7h à 8h25, accueil des enfants aux petites canailles
- Les enfants choisissent leur lieu d'activité.
- Différents jeux sont mis à leur disposition.
- L'animateur d'accueil accueille les familles, badge les enfants et le note sur la feuille de pointage.
- A partir de 7h45 les enfants ont le choix de rester aux canailles ou d'aller sous le préau pour faire des activités
- Ils créent une ambiance chaleureuse et sont attentifs aux besoins et attentes des enfants.
- Planning affiché aux canailles et sous le grand préau.

Le temps de la pause méridienne :

- De 11h50 à 13h40, c'est la pause méridienne.
- Les enfants se restaurent et sont ensuite libres de s'inscrire à une activité ou de jouer librement avec leurs camarades.
- Les animateurs veillent à la sécurité des enfants en se postant dans les différents points stratégiques des cours de récréation. Deux animateurs mèneront des activités à la plaine des sports pour l'un et aux petites canailles pour l'autre.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

L'accueil du soir :

De 16h35 à 19h, début de l'accueil périscolaire du soir.

Trois possibilités :

1. Les enfants sortent de l'école et rejoignent leurs parents au portail accompagnés de leurs enseignants.
2. Ils prennent le bus pour rentrer chez eux, les enfants sont accueil sous le petit ou le grand préau par les animateurs accompagnateur du bus.
3. Ils viennent à l'accueil périscolaire

- Un animateur gère l'accueil des familles et le départ des enfants aux petites canailles
- Cinq animateurs s'occupent de gérer les enfants qui prennent le bus,
- Quatre animateurs accueillent les enfants au restaurant scolaire pour le goûter. Les animateurs notent les enfants sur la feuille de pointage.
- De 17h30 à 18h30, c'est le temps des activités encadrées par les animateurs (sportives, culturelles ou artistiques.)
- Les enfants choisissent les activités auxquelles ils veulent participer.
- Un animateur est à l'accueil (petites canailles)
- Un en jeux libres, (restaurant scolaire, cours de l'école, préaux)
- Un en jeu calme, (petites canailles)
- Un en accompagnement éducatif, (restaurant scolaire)
- Deux en activités. (Plaine des sports, cours école, préaux, petites canailles)
- De 18h30 à 19h, jeux libres aux petites canailles
- L'accueil du soir est souvent un moment privilégié ou les familles sont plus disponibles pour échanger avec l'équipe d'animation.
- Les animateurs proposent des activités aux enfants.
- Les animateurs sont attentifs à leurs besoins et font le lien avec les familles.

3. Journée type de l'accueil élémentaire des mercredis :

L'accueil du matin :

- De 7h à 9h, accueil des enfants inscrits au centre et a l'EMS, aux petites canailles
- Les enfants choisissent leur lieu d'activité.
- Différents jeux sont mis à leur disposition.
- L'animateur d'accueil accueille les familles, badge les enfants et le note sur la feuille de pointage.
- A partir de 7h45 les enfants ont le choix de rester au canaille ou d'aller sous le préau pour faire des activités
- Ils créent une ambiance chaleureuse et sont attentifs aux besoins et attentes des enfants.
- A 9h les enfants sont répartis, les enfants inscrits à l'EMS partent au gymnase, les enfants du centre partent avec un animateur pour faire l'activité qu'ils ont choisis.

Les activités du matin :

- De 9h à 9h15, présentation des activités de la matinée et des règles de vie, les enfants inscrits à l'EMS partent au gymnase.
- Interaction entre les enfants et les animateurs pour l'inscription aux activités, les questions diverses et le rappel des règles.
- L'animateur doit être le plus précis possible pour retranscrire au mieux le contenu et le but de l'activité qu'il dirige. Il donne le ton de la matinée en en faisant un moment vivant.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- De 9h15 à 11h, mise en place des activités. Ce sont des activités artistiques, manuelles, sportives, ….
- L'enfant fait les choix de son activité. L'enfant peut changer d'activité si celle-ci ne lui convient pas. Il n'y a pas de tranche d'âge définie pour les activités. Un enfant de 6 ans peut suivre la même activité qu'un enfant de 10 ans.
- L'animateur dresse la liste des enfants qui suivent l'activité qu'il mène. Il décrit son activité avec précision et donne envie aux enfants de la suivre en étant dynamique et enjoué. L'animateur aide à l'intégration des plus petits afin qu'ils puissent suivre l'activité de la même manière que les plus grands. Il est le garant du bon déroulement et de la sécurité de son activité.
- De 11h à 11h15, rangement du matériel utilisé et nettoyage des espaces utilisés lors de l'activité.
- L'enfant aide au rangement et au nettoyage.
- L'animateur est l'élément moteur de ce temps. Il coordonne, range et nettoie. Il transmet des valeurs de partage des tâches et de travail collectif.
- De 11h15 à 11h50, temps libre.
- Les enfants est libre de jouer à un jeu de société, de dessiner, de lire, ….
- L'animateur se poste de manière à gérer le groupe dont il a la charge.

Le temps du repas :

- De 11h50 à 13h40, c'est la pause méridienne.
- Les enfants se restaurent et sont ensuite libres de s'inscrire à une activité ou de jouer librement avec leurs camarades.
- Les animateurs veillent à la sécurité des enfants en se postant dans les différents points stratégiques des cours de récréation.

Les activités de l'après-midi :

- 14h, début des activités de l'après midi
- L'enfant fait les choix de son activité. L'enfant peut changer d'activité si celle-ci ne lui convient pas. Il n'y a pas de tranche d'âge définie pour les activités. Un enfant de 6 ans peut suivre la même activité qu'un enfant de 10 ans.
- L'animateur dresse la liste des enfants qui suivent l'activité qu'il mène. Il décrit son activité avec précision et donne envie aux enfants de la suivre en étant dynamique et enjoué. L'animateur aide à l'intégration des plus petits afin qu'ils puissent suivre l'activité de la même manière que les plus grands. Il est le garant du bon déroulement et de la sécurité de son activité.

Le temps du goûter :

- 16h, Fin des activités.
- Rangement du matériel et nettoyage des espaces utilisés lors de l'activité.
- L'enfant aide au rangement et au nettoyage.
- L'animateur est l'élément moteur de ce temps. Il coordonne, range et nettoie. Il transmet des valeurs de partage des tâches et de travail collectif.
- 16h15, goûter

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- Les enfants se lavent les mains et aident à la mise en place du goûter qui se prendra à l'intérieur si le temps ne permet pas de s'installer à l'extérieur. A la fin du goûter, les enfants rangent et se lavent les mains.
- Les animateurs mettent en place le goûter et coordonnent les enfants pour les différentes tâches demandées (mettre les papiers à la poubelle, débarrasser les verres, nettoyer la salle).

L'accueil du soir :

- 17h, Début de l'accueil du soir. Jusqu'à 19h.
- Les enfants peuvent être en jeu libre intérieur ou extérieur.
- Les animateurs se répartissent de manière à veiller sur la sécurité des enfants. Un des animateurs s'occupe de l'accueil des parents. Ce temps sert de temps d'échange. Il est primordial pour la transmission des informations relatives à la journée de chaque enfant.
- L'animateur d'accueil, accueil les familles, fait un retour au parent sur la journée de son enfant.

REGLES DE VIE ET DE SECURITE

- La sécurité physique, morale et affective de l'enfant sera assurée tout le long des temps de présence de celui-ci sur les structures.
- Les animateurs veillent à prendre les trousses de secours et vérifient leur contenu avant de partir.
- En cas de fortes chaleurs, les casquettes et le fait de boire régulièrement sont indispensables !
- L'animateur est le référent des enfants, il a un comportement et une attitude responsable, vigilante et exemplaire.
- Les règles de vie co-écrites avec les enfants et sont valables pour les enfants et l'équipe d'animation.
- L'équipe d'animation veillera à toujours avoir une tenue adaptée aux activités.
- Chaque enfant est différent avec ses possibilités et ses limites. Il arrive à l'accueil de loisirs à un stade de développement qui lui est propre. Il est aussi essentiel de prendre en considération ses particularités et son vécu dans l'organisation de l'accueil de loisirs.
- Le respect du cadre éducatif et la bienveillance sont les maîtres mots de notre métier.
- Les animateurs veillent au rangement des locaux et à leur fermeture (école, restaurant scolaire, petite canaille).
- Les missions des animateurs sont, de faire jouer les enfants, jouer avec les enfants, laisser jouer les enfants et donner à jouer aux enfants. Les animateurs passent de l'une à l'autre de leurs fonctions. Chacune et aussi important que l'autre.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

PROJET PEDAGOGIQUE
DE L'ACCUEIL DE LOISIRS MATERNEL
2022-2023

Artigues-près-Bordeaux
alshapsmaternel@artigues-pres-bordeaux.fr

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

Sommaire

- *Les services*
- *Les objectifs*
- *Le Fonctionnement*
- *Les règles de vie*

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

LES SERVICES.

L'accueil périscolaire de la maternelle du parc :

Il est ouvert de 7h à 8h30 et de 16h30 à 19h. Il se situe au sein de l école maternelle du parc. Les locaux sont partagés avec l'équipe éducative de l'école.
5 animateurs travaillent au sein de ce service (4 sur l'accueil périscolaire et 1 animateur rattaché au transport scolaire)
Les espaces utilisés sont les suivants :

- ✓ Hall d'accueil
- ✓ Salle de motricité
- ✓ 2 blocs sanitaires
- ✓ Aire de jeu extérieur

L'accueil périscolaire de la maternelle de la plaine :

Il est ouvert de 7h à 8h30 et de 16h30 à 19h. Il se situe au sein de l école maternelle de la plaine. Les locaux sont partagés avec l'équipe éducative de l'école.
4 animateurs travaillent au sein de ce service (3 sur l'accueil périscolaire et 1 animateur rattaché au transport scolaire)
Les espaces utilisés sont les suivants :

- ✓ Hall d'accueil
- ✓ Salle de motricité
- ✓ Salle périscolaire
- ✓ 1 bloc sanitaire
- ✓ Aire de jeu extérieur

L'accueil de loisirs de la plaine :

Il est ouvert tous les mercredis de 7h à 19h en période scolaire et de 7h30 à 18h30 durant les vacances scolaires. Cet accueil s'effectue au sein de l'école maternelle de la plaine. Les espaces sont mutualisés avec l'école maternelle de la plaine.

Les espaces utilisés sont les suivants :

- ✓ Hall d'accueil
- ✓ Salle de motricité
- ✓ Salle périscolaire
- ✓ Salles de classes
- ✓ 2 blocs sanitaires
- ✓ 2 dortoirs
- ✓ Aire de jeu extérieur

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

La pause méridienne

La pause méridienne se déroule de 11h35 à 13h35. Il s'agit d'un temps de restauration pour les enfants, d'une part et d'un temps de jeux libres.
Ce temps est encadré par les animateurs et les Atsems. 2 animateurs pour la maternelle de la plaine et 3 pour la maternelle du parc. Les animateurs ont en charge le temps de restauration ainsi que l'aide à la sieste pour les petites sections (aide au déshabillage et coucher des enfants)

LES OBJECTIFS

Le projet éducatif de territoire (PEDT)

Le PEDT c'est un engagement, une démarche politique qui vise à mettre de la cohérence sur le territoire. Il défini la politique éducative élaborée en fonction des problématiques du territoire d'Artigues-près-Bordeaux, des enfants et des familles qui y vivent. C'est une concertation entre les acteurs qui participent à la vie de l'enfant et du jeune.
C'est également une feuille de route stratégique avec les intentions déclinées pour année de la durée du PEDT (3ans). Ce sont les axes de travail, les axes de progression, les intentions éducatives et pédagogiques avec des objectifs réalisables dans la temporalité des 3 ans.

I. Contribuer à la socialisation des jeunes publics et les amener vers plus de citoyenneté et d'écocitoyenneté.
II. Favoriser la complémentarité et la cohérence éducative sur les différents temps de l'enfant (temps libre/famille/école).
III. Favoriser le soutien à la parentalité et faciliter la mise en place des familles au sein des parcours éducatifs de leurs enfants.

Le projet pédagogique

I. Contribuer à la socialisation des jeunes publics et les amener vers plus de citoyenneté et d'écocitoyenneté.

1) Accompagner et encourager une éducation au développement durable et une écocitoyenneté active :

- Développer le tri-sélectif en créant des poubelles de couleur identifiable par tous.
- Améliorer le respect et la connaissance de la faune et de la flore qui nous entoure.
- Approche ludique par la création d'un jardin, de grands jeux,…

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

2) Développer le sens des responsabilités dès le plus jeune âge :

- Accroitre le rôle et la responsabilisation des plus grands (distribution du goûter, aider les plus petits, installation de jeu…).
- Développer la prise de conscience, le respect et la civilité.

3) Promouvoir des modes d'expression individuelles et/ou collective et permettre l'expérimentation de la démocratie :

- Mettre en place des outils pour faciliter la participation active : boîte à idée, bâton de parole…
- Instaurer régulièrement des temps de parole et d'échange pour favoriser la libre expression des enfants
- Mettre en place un système de vote pour le choix des activités, des sorties pour les plus grands. Quant au plus petits, à l'aide de pictogramme simple de type soleil nuage, expression visage, ils pourront également exprimer leurs choix.

4) Sensibiliser au « mieux vivre ensemble » sur et/ou à l'extérieur du territoire :

- Apprendre à connaître l'autre pour combattre les préjugés, l'intolérance et favoriser l'ouverture à l'autre (jeux collectifs, échange famille…).
- Organiser des temps de parole sur des problématiques d'intolérance et les différences.
- Développer des passerelles avec les structures voisines autour de projets communs (le multi-accueil/école maternelle/école primaire…).
- Développer les passerelles avec l'espace jeunes, le CCAS, la médiathèque, les EHPAD, l'ITEP l'hirondelle et le cuvier de Feydeau.

5) Renforcer l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et le respect des valeurs de la République :

- Découverte de manière ludique, des principales valeurs de la démocratie française : Liberté, Égalité, Fraternité.
- Mixer les enfants (âges, filles/garçons, handicap, culture…) afin de favoriser la tolérance, le respect et le vivre ensemble.
- Proposer à l'ensemble des enfants des activités variées (motrice, culturelle, sportive, scientifique, culinaire, nature…).

6) Favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap, accompagner et former les équipes à cet accueil :

- Accueil des familles et rencontre avec l'enfant en amont du premier jour d'accueil.
- Mise en place d'un protocole d'accueil.
- Présence d'un animateur (trice) en plus pour permettre l'accueil des enfants nécessitant un accompagnement particulier.
- Formation et sensibilisation de l'équipe d'animation.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

II. Favoriser la complémentarité et la cohérence éducative sur les différents temps de l'enfant (temps libre/famille/école).

1) Favoriser l'adaptation des structures et des activités en fonction des attentes et des besoins des enfants et de leurs familles :

- Laisser le choix à l'enfant (de faire, ne pas faire ou ne rien faire).
- Respecter les besoins des enfants en variant les temps (calme, libre, activité, durée…).
- Adapter l'activité à l'enfant en fonction de ses capacités.

2) Améliorer et renforcer les relations entre tous les partenaires, mettre en place un mode de communication bienveillant :

- Travailler en partenariat avec des associations qui enrichissent le savoir-faire et les connaissances des équipes d'animation (activités scientifiques et techniques, club nature, théâtre, musique…).
- Travailler en relation étroite avec la médiathèque, afin de proposer un axe culturel riche (livre, album, projection, musique, jeu vidéo, atelier numérique…).

3) Harmoniser la cohabitation et les règles de vie au sein des espaces partagés :

- Mettre en place des rituels d'hygiène avec les enfants (tirer la chasse d'eau, essuyage, lavage des mains avec le savon, lavage des dents…).
- Création des règles de vie communes : enfants/animateurs...

4) Encouragé la coopération et la collaboration autour de projets communs :

- Proposer à l'ensemble des enfants des activités variées.
- Inciter l'équipe d'animation à faire découvrir leurs passions, cultures, …
- Développer des projets avec la médiathèque.
- Aider l'enfant à s'approprier son lieu de vie : aménagement des espaces et décoration (fresque murale, suspension, ...).

5) Favoriser le soutien à la parentalité et faciliter la mise en place des familles au sein des parcours éducatifs de leurs enfants.

1) 2)Renforcer la lisibilité de l'offre éducative et parvenir à mieux la faire connaitre :

- Proposer des activités créatives et travailler autour du développement de l'imaginaire des enfants, quel que soit leur âge.
- Intégrer les enfants à la lecture des menus du restaurant scolaire par « Mes petits menu ». Pour les plus petits, création d'un imagier des aliments afin d'identifier le contenu de l'assiette et d'y prendre plaisir.
- Création d'affiches afin de permettre aux enfants de raconter leur semaine sur les structures.
- Animer et valoriser de la vie des structures (photos des activités, des sorties, des spectacles, de la journée...) par le biais du site Facebook de la ville.
- Travailler en relation avec le service communication de la ville

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- Mise en place d'un trombinoscope sur chaque période : périscolaire, mercredi et vacances.
- Affichage du planning d'activités sur les accueils de loisirs, à la semaine durant les vacances scolaires et affichage au mois pour les mercredis.

2) Favoriser la réussite scolaire de l'ensemble des enfants en y associant les familles :

- Créer du lien avec tous les co-éducateurs de l'enfant (parents, enseignants, équipe d'animation).
- Mise en place de passerelles entre la maternelle, l'élémentaire et le multi-accueil.
- Permettre à l'enfant de se sentir en sécurité et accompagné dans sa scolarité en prenant en individualisant les parcours éducatifs.
- Développer le partenariat avec les équipes enseignantes.

3) Accueillir et impliquer les parents dans la vie de la structure :

- Favoriser les échanges avec les parents au moment des accueils du matin et du soir.
- Présence forte pendant l'accueil du soir pour répondre aux attentes des familles.
- Mise en place de boite à idées sur les structures
- A tour de rôle et sur une après-midi, inviter les parents à venir parler de leurs métiers aux enfants.

4) Développer des espaces et moments de parole et d'échange pour les familles :

- Mis en place des fêtes des ALSH durant l'été et les petites vacances.
- Mise en place de temps fort (soirée de fin d'été, repas type auberge espagnol, jeux de société favorisant la relation parent/enfant…).
- Organisation de portes ouvertes en décembre et en juin.

Les « autres » moyens :

Afin de mettre en œuvre ces objectifs éducatifs et pédagogiques plusieurs moyens sont mobilisés par la ville :

L'ensemble de l'équipe d'animation respecte le cadre réglementaire fixé par l'état au niveau des diplômes et des taux d'encadrement, soit :

- Un animateur pour 14 enfants sur les temps périscolaires du lundi/mardi/jeudi et vendredi ;
- Un animateur pour 10 enfants le mercredi
- Un animateur pour 8 enfants durant les petites et grandes vacances.
-

Les moyens humains :

- 1 responsable du service enfance titulaire de la FPT
- 1 directeur des accueils de loisirs élémentaire péri et extrascolaire titulaire de la FPT.
- 1 directrice adjointe des accueils de loisirs élémentaire péri et extrascolaire titulaire de la FPT.
- 3 adjoints d'animation titulaires de la fonction publique territoriale, 4 animateurs vacataires à l'année qui interviennent sur les différents temps périscolaire et extrascolaire. Leur emploi du temps est complété par l'encadrement du temps méridien.
- Des intervenants associatifs ponctuels qui proposent des activités de découverte (nature, musique, théâtre...) sur les accueils périscolaires du soir, des mercredis et les vacances scolaires.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

- Des animateurs vacataires (brevetés ou stagiaires) recrutés durant les vacances pour remplacer les animateurs permanents en congés.

Les ressources mobilisables :

- Nombreux équipement pour une pratique sportive en loisirs, salle omnisports, terrains de football (Plaine des sports), dojo, boulodrome, courts de tennis, parcours pédestre, city stade, piste cyclable, étang…
- La médiathèque.
- Un tissu associatif riche réparti dans six secteurs : sport, culture, solidarité, loisirs, économie et bien être.
- Des véhicules : le bus de la commune de 36 places et deux minibus 9 places.

Les moyens financiers :

- Les structures Enfances- Jeunesse bénéficient annuellement d'un budget spécifique pour le développement des actions éducatives :
- Les fournitures pédagogiques et le petit matériel.
- Les frais d'activités et les prestataires.
- L'alimentation.
- Les dépenses de personnel.
- Les transports.
- Les assurances.
- Les produits pharmaceutiques.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

LE FONCTIONNEMENT

Horaires	Activités	Participants	Rôle de l'animateur
7h-9h (7h30-9h durant les vacances scolaires)	Accueil du matin Individualisé et échelonné	✓ Accompagnement des enfants jusqu'en salle d'activité pour une meilleure intégration dans la structure ✓ Pour l'aider à se rassurer, l'enfant peut prendre son doudou	✓ Créer un climat chaleureux et sécurisant afin de faciliter la séparation parents/enfants ✓ Etre à l'écoute des familles et des enfants ✓ Inscription des enfants sur le listing
9h-9h20	Temps d'échange et présentation des activités du jour	✓ Mise en place de petites chansons, comptines ✓ Prise de parole des enfants ✓ Rappel des règles de vie	✓ Dirige ce temps d'expression et fait « vivre » ce moment ✓ Positionnement au sein du groupe d'enfants pour favoriser l'écoute
9h20-9h30	Choix de l'activité par les enfants	✓ Après sensibilisation, choix de l'activité par l'enfant	✓ Inscription des enfants sur la feuille activité du jour, pour un meilleur retour aux familles le soir
9h30-10h30	Temps d'activité (manuelle, sportive, culturelle,…)	✓ Les activités sont réalisées en petits groupes sauf pour les grands jeux ✓ Les activités pourront se faire communément à plusieurs tranches d'âges	✓ Permettre l'intégration des plus petits dans les tranches d'âges supérieures ✓ Veiller et participer au bon déroulement de l'activité
10h30-11h00	Rangement et nettoyage après chaque activité	✓ Le rangement fait parti intégrante de l'activité	✓ Sensibiliser l'enfant au rangement

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

11h00-11h25	Temps libre de l'enfant	✓ L'enfant sera libre de jouer aux différents pôles de jeu mis en place (construction, coloriage, …)	✓ Présence sur les points stratégiques afin de mieux gérer les groupes
11h25-11h45	Hygiène	✓ Passage aux toilettes en petit groupe et lavage des mains	✓ Incite les enfants à répéter ces gestes de la vie quotidienne régulièrement
11h45-13h00	Trajet jusqu'au restaurant scolaire Temps de repas	✓ Les enfants sont libres s'installer à la table qu'ils souhaitent ✓ Temps d'échange avec les animateurs	✓ S'installe à table avec les enfants ✓ Participe à la distribution du repas ✓ Veille à respecter les éventuels PAI
13h00-13h15	Départ échelonné du restaurant scolaire	✓ Départ des G1 pour le dortoir ✓ Départ des G2/G3 pour le temps calme	✓ Rappel des règles du temps calme ✓ Installation du temps calme par les animateurs
13h30-14h30	Temps calme	✓ Les enfants sont installés sur des tapis et des pôles de jeux calmes sont installés	✓ Propose des jeux calmes aux enfants ✓ Les animateurs se relaient pour effecteur leurs poses
14h30-15h30	Temps d'activité (manuelle, sportive, culturelle,…)	✓ Les activités sont réalisées en petits groupes sauf pour les grands jeux ✓ Les activités pourront se faire communément à plusieurs tranches d'âges	✓ Permettre l'intégration des plus petits dans les tranches d'âges supérieures ✓ Veiller et participer au bon déroulement de l'activité
15h30-16h00	Temps libre de l'enfant	✓ L'enfant sera libre de jouer aux différents pôles de jeu mis en place (construction, coloriage, …)	✓ Présence sur les points stratégiques afin de mieux gérer les groupes

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

16h-16h30	Gouter	✓ En distribuant et en participant au rangement, l'enfant sera acteur de ce temps	✓ Moment d'échange de la journée passée avec les enfants
16h30-17h	Préparation pour le départ puis jeux libres	✓ Chaque enfant rassemble toutes ses affaires à son porte-manteau ✓ Il peut jouer librement jusqu'à son départ	✓ Les animateurs veillent à ce que tout le rangement soit effectué ✓ Joue avec les enfants sur le temps libre
17h-19h	Accueil du soir individualisé et échelonné	✓ L'enfant sera libre d'accéder aux différents pôles de jeux mis en place	✓ L'animateur effectue un retour sur la journée de l'enfant aux familles

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_112_1-DE

REGLES DE VIE ET DE SECURITE

- La sécurité physique, morale et affective de l'enfant sera assurée tout le long des temps de présence de celui-ci sur les structures.
- Les animateurs veillent à prendre les trousses de secours et vérifient leur contenu avant de partir.
- En cas de fortes chaleurs, les casquettes et le fait de boire régulièrement sont indispensables !
- L'animateur est le référent des enfants, il a un comportement et une attitude responsable, vigilante et exemplaire.
- Les règles de vie coécrites avec les enfants et sont valables pour les enfants et l'équipe d'animation.
- L'équipe d'animation veillera à toujours avoir une tenue adaptée aux activités.
- Chaque enfant est différent avec ses possibilités et ses limites. Il arrive à l'accueil de loisirs à un stade de développement qui lui est propre. Il est aussi essentiel de prendre en considération ses particularités et son vécu dans l'organisation de l'accueil de loisirs.
- Le respect du cadre éducatif et la bienveillance sont les maîtres mots de notre métier.
- Les animateurs veillent au rangement des locaux et à leur fermeture.
- Les missions des animateurs sont, de faire jouer les enfants, jouer avec les enfants, laisser jouer les enfants et donner à jouer aux enfants. Les animateurs passent de l'une à l'autre de leurs fonctions. Chacune et aussi important que l'autre.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_113_1-DE

4Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 113 –

Création d'un Lieu d'Accueil Enfant-Parent (LAEP)

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Circulaire n° C 2015-11 en date du 13 mai 2015 sur le financement des LAEP ;

CONSIDERANT que dans le cadre des réflexions engagées avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et les partenaires institutionnels en vue de signer la Convention Territoriale Globale (CTG), la Commune a réalisé un portrait social de territoire en 2021 ainsi qu'une analyse des besoins sociaux, faisant notamment émerger la nécessité de créer un lieu repère et ressource convivial d'accueil Enfants-Parents de type LAEP ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_113_1-DE

CONSIDERANT qu'à travers la démarche d'actualisation du projet social pour les quatre années à venir, il apparaît essentiel d'apporter des réponses toujours mieux adaptées aux besoins du territoire et des familles qui le composent ;

CONSIDERANT que la municipalité développe sur son territoire une politique petite-enfance tournée vers les familles et les enfants ; qu'à ce titre, elle travaille en étroite collaboration avec la CAF de la Gironde ;

CONSIRERANT la volonté de la municipalité de renforcer les actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité par la mise en place d'un lieu d'accueil spécifique de type Lieu d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) ; que les LAEP sont des espaces conviviaux qui accueillent, de manière libre et sans inscription, de jeunes enfants âgés de moins de 6 ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent ; que ce type de structure, adaptée à l'accueil de jeunes enfants, constitue un espace de jeu libre pour les enfants et un lieu de parole pour les parents, ouvert sur des temps déterminés par des accueillants formés à l'écoute et garants des règles de vie spécifiques à ce lieu ;

Les Lieu d'Accueil Enfant-Parents (LAEP) :

- Offrent un espace d'épanouissement et de socialisation des enfants dont c'est souvent un premier lieu de sociabilité pour l'enfant ;
- Favorisent l'écoute et les échanges entre adultes et permettent de prévenir ou de rompre l'isolement d'un certain nombre de familles (isolement géographique, intergénérationnel ou culturel), et constituent un vecteur de solidarité sociale ;
- Participent à l'accompagnement précoce de la fonction parentale et favorisent la qualité du lien d'attachement entre les parents et les jeunes enfants ;
- Sont ouverts à tous et respectent le principe de neutralité.

CONSIDERANT que les locaux du Relais Petite Enfance (RPE) sont adaptés à l'accueil des jeunes enfants et pourront être partagés sur des jours et des horaires différents selon une organisation concertée ;

CONSIDERANT que la gestion de ce lieu sera assurée par la municipalité, qui mettra à disposition des familles deux accueillants au minimum : personnel municipal et/ou des bénévoles qui suivront une formation spécifique organisée par le CNFPT sous couvert de la CAF ;

CONSIDERANT qu'un projet de fonctionnement sera rédigé, sous forme de règlement intérieur, en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes et validé par les services de la CAF ;

CONSIDERANT que les services de la CAF soutiennent et accompagnent la mise en place de ce dispositif par une aide technique et financière à l'investissement et au fonctionnement ;

CONSIDERANT l'ensemble des modalités présentées dans le règlement annexé à la présente délibération

La commission Solidarité, petite enfance, inclusion numérique entendue en date du 6 décembre 2022

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser la création d'un Lieu d'Accueil Enfant-Parent (LAEP)

D'approuver le règlement de fonctionnement à la présente délibération

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_113_1-DE

De charger Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_113_1-DE

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU LIEU D'ACCUEIL ENFANTS -PARENTS D'ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

LA PARENTHESE

L'accueil enfants-parents est un lieu d'accueil, de rencontres pour le jeune enfant (0-6 ans) accompagné d'un adulte responsable (de la sphère familiale), où il est possible de jouer seul ou avec d'autres enfants ou adultes, échanger, s'informer, être écouté.

Les futurs parents sont également accueillis.

Ce lieu fonctionne sans inscription ni rendez-vous. Le temps de fréquentation est libre, suivant la disponibilité de chacun.

1/ Origine du projet

Dans le cadre de la CTG, un portrait social de la ville a été établi. Certaines données nous permettent de comprendre l'évolution de la population artiguaise et de ses besoins.

Ainsi, la commune d'Artigues-près-Bordeaux connait ses dernières années une forte augmentation du nombre de ses habitants : 20% de population en plus sur le territoire et ce flot migratoire reflète une plus grande mixité sociale.

On voit donc se dessiner une certaine fragilisation des familles (familles monoparentales, logements sociaux.). Différentes problématiques apparaissent tel que la prépondérance des écrans, le manque de socialisation, une diminution des performances scolaires…Il semble, par conséquent, nécessaire que la politique Petite Enfance de la commune porte une attention toute particulière au soutien à la parentalité.

Le LAEP est un des lieux qui répond à ces attentes parentales en accueillant adultes et enfants.

2 / Définition et objectifs

a- Définition

Le lieu d'accueil enfants - parents est un espace de parole, de rencontre, d'échanges et de jeu. C'est un espace intermédiaire entre la famille et la société, sans objectif thérapeutique, ni pédagogique. Ce lieu a pour objectif d'accompagner la relation parent - enfant, de soutenir la parentalité, de préparer l'autonomie de l'enfant, de rompre l'isolement social par l'écoute et la parole. Les futurs parents sont également accueillis.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_113_1-DE

Ce lieu est un espace ressources, ouvert à tous, gratuit, anonyme et sans rendez-vous. Ce lieu n'a pas pour vocation la garde d'enfant. Le parent ne doit en aucun cas laisser son enfant seul, qui reste sous la responsabilité de l'accompagnant qui garantit sa sécurité.

Le LAEP n'est pas un lieu d'activité mais un support pour le jeu. Pour des raisons de sécurité, le nombre d'enfants simultané est limité à 16.

b- Objectifs

- Favoriser l'éveil et la socialisation des enfants, apprendre à se séparer et partager des expériences dans un cadre sécurisé et adapté à leur âge.

- Valoriser les compétences des parents et les rassurer dans leur fonction parentale par la parole, l'échange et la réflexion.

- Permettre à chacun de partager, de faire une pause, de réfléchir et parler d'expériences s'il en a envie.

- Rompre l'isolement, faire des rencontres et tisser des liens.

3/ Organisation

a- Les accueillants

Chaque séance est animée par deux accueillants dont la responsable du lieu, salariée de la commune d'Artigues. Les accueillants sont tenus à la discrétion et à la confidentialité. L'équipe accueillante est composée à la fois de salariés et de bénévoles.

Le rôle majeur de l'accueillant est d'être à l'écoute, tout en valorisant les compétences des parents, en les rassurant dans leur fonction parentale. L'accueillant accompagne l'autonomie de l'enfant et favorise sa socialisation.

Cette équipe pluridisciplinaire travaille sur le projet de fonctionnement, participe aux séances d'analyse de la pratique (au minimum 8h par an - travail réalisé avec une psychologue. Des réunions d'équipe ont lieu 4 fois par an pour évoquer les points administratifs, organisationnels et de fonctionnement. L'équipe aborde la vie du lieu et un point est fait sur les besoins de chacun.

b- Aménagement

La salle utilisée pour l'accueil est mise à disposition par la commune d'Artigues ; il s'agit de la salle d'activités du Relais Petite Enfance. Avant chaque accueil, l'équipe aménage le lieu pour rendre l'environnement le plus convivial possible (installation des aires de jeux et de parole, présentation des jouets et disposition de manière à donner un aspect animé...).

Tout le matériel est stocké dans des placards réservés ; le matériel est partagé avec le Relais Petite Enfance.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_113_1-DE

4/ Fonctionnement

a- Localisation

Adresse : 72 avenue de l'église Romane / allée Bétailhe, 33370 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

Tél : 05-57-80-27-70 / 06-11-38-58-75

Cet espace est à proximité immédiate des lignes de bus 27 et 64 (arrêt « église romane »).

Présence de la ligne de bus 80 (devant la mairie).

Accès pour les personnes à mobilité réduite.

b- Horaires d'accueil

Le lieu d'accueil enfants-parents est ouvert le mercredi de 9h30 à 12h, sauf le dernier mercredi de chaque mois où il est ouvert de 14h30 à 17h. Lors des périodes de vacances scolaires le LAEP est ouvert la première semaine des petites vacances, et les deux premières semaines de juillet lors des grandes vacances.

Un temps spécifique à la préparation de l'accueil est prévu de 9h à 9h30 (ou 14h-14h30).

c- Déroulement de l'accueil

Les arrivées et les départs se font librement dans la limite de ces horaires. L'accueil est gratuit et anonyme basé sur le respect et la confidentialité.

C'est un lieu ouvert aux enfants âgés de 0 à 6 ans, accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte familier et aux futurs parents.

Sur le tableau sont inscrits les prénoms des accueillants du jour et les accueillis y inscrivent leur prénom et celui de l'enfant à leur arrivée (ainsi que leur statut par rapport à ce dernier). Cela facilite les échanges entre les différentes personnes fréquentant le lieu.

L'accueil des personnes se fait sur les aires proposées afin d'échanger, écouter et se poser/jouer. Tout au long de la séance, les familles peuvent se déplacer dans les différents espaces en fonction de leur souhait.

Un accompagnement au départ est fait lorsque les familles le souhaitent tout au long du temps d'accueil. Chaque départ est accompagné par un accueillant après un temps de présence propre à chacun.

Les arrivées et les départs se font librement dans la limite de ces horaires. L'accueil est gratuit et anonyme basé sur le respect et la confidentialité.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_113_1-DE

d- Santé

Aucun adulte ou enfant ne peut venir s'il a de la fièvre ou est porteur d'une maladie contagieuse.

Le règlement de fonctionnement, réfléchi en équipe, est annoncé à chaque nouvelle personne lors du premier accueil, et est amené à évoluer dans le temps et à s'enrichir encore.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_114_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 114 -

Refacturation à People And Baby d'une part des frais engagés par la Commune pour le spectacle de Noël des structures petite enfance – Convention – Signature

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment pris en ses articles L. 1111-2 et L. 2121-29 ;

CONSIDERANT que les enfants fréquentant les structures petite enfance de la Ville ont tous accès aux mêmes prestations culturelles, il a été décidé d'associer la crèche « Les Rêves Bleus », dont la gestion a été concédée à la société People & Baby, au spectacle de Noël ;

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_114_1-DE

CONSIDERANT qu'il a été entendu que la société [illegible] participeraient conjointement au financement de la prestation de la compagnie « Passagers du Vent », qui assure l'animation de ces festivités de Noël, chacune à hauteur de 50% du montant total ;

CONSIDERANT que le coût total du spectacle est de 780 € TTC ; qu'il convient donc de refacturer à People and Baby 50% du montant de la facture, soit 390 € TTC ; qu'il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de refacturation annexée à la présente délibération ;

La commission Solidarité, petite enfance et inclusion numérique entendue le 06 décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération, visant à refacturer à la société People and Baby la moitié du montant global de la prestation de la compagnie « Passagers du Vent » pour le spectacle de Noël des structures collectives petite enfance, selon les modalités qui y sont définies

De charger Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente convention

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_114_1-DE

CONVENTION

De refacturation entre la Ville d'Artigues-près-Bordeaux et la Société People & Baby pour le spectacle de Noël des structures petite enfance

ENTRE

La Commune d'Artigues-Près-Bordeaux, sise Hôtel de Ville, 10 avenue Desclaux, 33370 Artigues-Près-Bordeaux, représentée par son Maire, Alain GARNIER, dûment habilité pour ce faire par délibération du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 (n°2020/5) et du 30 mai 2022 (n°2022/39),

D'une part,

ET

La société People & Baby, sise 111 Cours du Médoc, 33000 Bordeaux, représenté par son Directeur Régional Sud-Ouest, Rémi ALLOVON,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre des animations des festivités de Noël des structures petite enfance, la Commune d'Artigues-près-Bordeaux a décidé d'associer la crèche « Les Rêves Bleus », dont la gestion est assurée par la société People & Baby, au spectacle de Noël présenté par la compagnie « Passagers du Vent ».

Article 1er : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de refacturer, à la société People & Baby, une partie des frais engagés par la Commune d'Artigues-Près-Bordeaux pour le spectacle de Noël.

Article 2 : Détermination de la part prise en charge par la société People & Baby

Le coût total du spectacle s'élève à 780 € TTC. Il est convenu de refacturer à People & Baby 50 % du montant de la facture, soit 390 € TTC.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_114_1-DE

Article 3 : Modalités de refacturation

La Ville d'Artigues-Près-Bordeaux s'acquittera de la totalité de la facture transmise par la compagnie « Passagers du Vent » pour la prestation commandée.

A l'issue de cette prestation et du mandatement de la facture, la Ville émettra un titre de recette au nom de la société People & Baby, à hauteur de la participation financière prévue à l'article 2 du présent document.

Article 4 : Durée de la présente convention

La présente convention s'éteindra de plein droit à l'issue de la refacturation de la totalité de la somme due au titre de la présente convention.

Article 5 : Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux, les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Artigues-Près-Bordeaux, le

Le Maire,

Alain GARNIER

Le Directeur Régional Sud-Ouest,

Rémi ALLOVON

Annexe à la convention de refacturation entre la Ville et la société People & Baby pour le spectacle de Noël des structures petite enfance

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

Délibération n° 2022 / 115 –

Reconduction de la convention d'occupation à titre précaire et révocable avec l'association FRANCE HORIZON

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°2021 / 116 en date du 15 décembre 2021 relative à la signature d'une convention d'occupation à titre précaire et révocable avec l'association France HORIZON ;

CONSIDERANT que la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux s'est portée volontaire pour l'accueil temporaire d'une famille évacuée d'Afghanistan dans le cadre de l'opération APAGAN (Opération d'évacuation de ressortissants organisée par les forces armées françaises, à l'été 2021 à la suite de la prise de Kaboul par les Talibans en août 2021).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

L'association France HORIZON est chargée de l'accompa[illegible] évacués et des démarches administratives.

CONSIDERANT qu'une famille Afghane est hébergée depuis le mois de janvier 2022 dans le logement de fonction situé sur le site de Bétailhe et qu'à ce jour aucune solution d'hébergement dans le parc social Métropolitain n'a pu être trouvée compte tenu d'un marché locatif tendu ;

CONSIDERANT que la famille hébergée s'est parfaitement intégrée ; que notamment, les enfants sont scolarisés et toutes les démarches liées à la recherche d'emploi et de logement sont effectuées ;

CONSIDERANT qu'il est proposé au Conseil Municipal de prolonger l'occupation précaire pour une durée n'excédant pas six mois par la signature d'une nouvelle convention avec l'Association FRANCE HORIZON ;

CONSIDERANT que l'ensemble des modalités d'occupation sont prévues dans la convention annexée à la présente délibération ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association FRANCE HORIZON pour permettre la poursuite de l'accueil temporaire de la famille, dans les conditions fixées dans la convention annexée.

La Commission Solidarité, petite enfance, inclusion numérique entendue le 6 décembre 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention avec l'association France HORIZON (Convention annexée à la présente délibération) en vue de reconduire l'accueil temporaire d'une famille évacuée d'Afghanistan, à titre gratuit et pour une durée de six (6) mois maximum

Adoptée à l'unanimité

Le Maire

Alain GARNIER

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux, représenté par Monsieur Alain GARNIER, Maire d'Artigues-près-Bordeaux

Ci-après dénommé le « Propriétaire » ou « Mairie d'Artigues-près-Bordeaux »

D'UNE PART,

ET :

L'Association FRANCE HORIZON domiciliée 21 Rue Eugène et Marc Dulout à Pessac (33 600) représentée par sa directrice d'établissement Mme Stéphanie Casula agissant au nom et pour le compte de l'Association, dont le numéro de SIREN est 775666704

Ci-après dénommée "L'Occupant" ou « FRANCE HORIZON »

D'AUTRE PART

Préambule :

La Mairie d'Artigues-près-Bordeaux s'est portée volontaire pour l'accueil temporaire d'une famille évacuée d'Afghanistan dans le cadre de l'opération APAGAN.

L'association France HORIZON est chargée de l'accompagnement social des ménages évacués et des démarches administratives.

Il s'agit d'une convention d'occupation à titre précaire et révocable d'une durée n'excédant pas six mois.

L'Occupant et la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux déclarent expressément que la présente convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L.145-1 et suivants du Code du Commerce.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DÉSIGNATION DES BIENS LOUES

Le propriétaire donne à titre de convention d'occupation précaire à l'occupant, qui l'accepte, les locaux ci-après désignés :

Adresse de l'immeuble : 72 avenue de l'église romane 33370 Artigues-près-Bordeaux

Locaux loués : 1 appartement sur 2 niveaux d'une surface d'environ 135,4 m² m². Il comprend un salon/cuisine, trois chambres, un séjour et une salle de bain, soit quatre pièces principales.

L'Occupant déclare avoir une parfaite connaissance des lieux pour les avoir vus et visités, sans qu'il soit nécessaire d'en faire plus ample désignation.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET - DUREE

La convention est consentie et acceptée à compter du 15 décembre 2022 pour se terminer le 15 juin 2023.
La remise des clés est constatée par bordereau.

Il est également convenu que, chacune des parties aura la faculté de révoquer la convention moyennant le respect d'un préavis d'un mois adressé par courrier recommandé avec accusé de réception.

Étant ici rappelé que la présente convention ne relève pas des dispositions des articles L145-1 à L145-60 du Code du commerce pas plus qu'aux disposition du décret du 30 Septembre 1953.

ARTICLE 3 : DESTINATION DES LIEUX

Les locaux ne sont destinés qu'à de l'habitation.

Dans ce cadre, l'Occupant s'engage à respecter la réglementation en vigueur et s'engage à ne pas recevoir du public.

La convention n'étant pas soumise aux articles L145 et suivants du Code du commerce, l'Occupant ne pourra se prévaloir des dispositions des articles l145-47 et suivants du Code du commerce pour solliciter l'adjonction d'activités connexes ou complémentaires.

ARTICLE 4 : ÉTAT DES LIEUX ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX LOUES

L'Occupant prendra les locaux loués dans leur état actuel, tous les travaux d'installation étant à sa charge, sans pouvoir exiger, ni à son entrée en jouissance ni pendant la durée de la convention, aucune réparation, remise en état ou mise en conformité quelle qu'en soit la nature, l'Occupant renonçant expressément à exercer à l'encontre du Propriétaire un quelconque recours pour vices

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

cachés ou apparents.

Il est ici rappelé qu'aucun dispositif ne pourra être installé sans autorisation écrite du propriétaire et que le logement devra être restitué au propriétaire dans son état d'origine ainsi qu'il a été constaté dans l'état des lieux qui sera établi au préalable avant et en fin de toute occupation. Ce document sera annexé aux présentes.

ARTICLE 5 : ENTRETIEN DES LOCAUX

L'Occupant sera tenu d'effectuer dans les locaux loués, pendant toute la durée de la convention et à ses frais, toutes les réparations, tous les travaux d'entretien et de nettoyage et, en général, toute réfection ou tout remplacement, dès qu'ils s'avéreront nécessaires et pour quelque cause que ce soit, y compris ceux dus à la vétusté, ainsi que les travaux prescrits par l'administration, et les mises en conformité existantes et à venir ; dans tous les cas, l'Occupant restera responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exécution ou de la non-exécution des réparations ou travaux lui incombant.

Le propriétaire restera tenu des réparations prévues à l'article 606 du Code Civil, restant à la charge du propriétaire.

ARTICLE 6 : TRAVAUX EFFECTUES PAR L'OCCUPANT

L'Occupant s'engage à n'effectuer aucune construction, aucun changement de distribution ni de démolition si ce n'est avec le consentement préalable du propriétaire, et sous le contrôle de l'architecte de ce dernier dont les frais et honoraires resteront à la charge de l'Occupant.

Enfin, de convention expresse, les éventuelles améliorations apportées par l'Occupant seront la propriété du propriétaire sans indemnité à moins qu'il ne préfère demander que les lieux soient remis dans leur état d'origine.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'Occupant s'engage à faire assurer ses mobiliers, matériels, marchandises ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers contre l'incendie, l'explosion, le vol, la foudre, le bris de glace et le dégât des eaux auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Il s'engage à justifier à toute demande du propriétaire du contenu de son contrat d'assurance et du règlement des primes.

L'Occupant est et demeure seul responsable de tous les accidents et dommages qui pourraient résulter de l'utilisation dudit immeuble.

La responsabilité du propriétaire ne saurait être recherchée quel que soit le dommage causé aux tiers et aux usagers. En aucun cas, la responsabilité de la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux ne pourra être recherchée pour vice de construction, défaut d'entretien, de surveillance, etc.... et notamment en cas de vol, cambriolage ou tout acte délictueux commis dans les lieux loués ou leurs dépendances.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

ARTICLE 8 : CESSION ET SOUS OCCUPATION

L'autorisation d'occupation est accordée personnellement à l'Occupant. Le titre d'occupation ou les ouvrages, constructions, équipements ou installations de caractère immobilier ne peuvent pas être cédés ou transmis sous quelque forme que ce soit à un tiers.

Si l'Occupant est une société, tout projet de modification de nature à changer la forme ou l'objet de la société occupante, la répartition du capital social ou le montant de celui-ci, ainsi que tout projet de fusion ou d'absorption, doivent, au préalable, être obligatoirement notifiés au propriétaire. Dans cette circonstance, le propriétaire se réserve le droit de mettre fin à l'occupation, notamment dans le cas où ces modifications conduiraient à déroger au caractère strictement personnel de l'autorisation.

En cas de manquement par l'Occupant aux obligations prévues par le présent article, le propriétaire se réserve le droit de procéder à la résiliation pour faute de l'Occupant de la présente convention dans les conditions définies à l'article 19 ci-après.

L'Occupant gèrera la sous-occupation avec les familles et assurera l'accompagnement social des personnes.

L'Occupant assume vis-à-vis du propriétaire la pleine et entière responsabilité des conséquences de la sous-occupation et de l'activité du sous-occupant et garantit le propriétaire des conséquences de tout recours des tiers à raison de la sous-occupation qu'il a consentie. Toutefois, en cas de violation par le sous-occupant d'une quelconque obligation mise à la charge de l'Occupant principal par les présentes, le propriétaire aura le choix de mettre en jeu la responsabilité de l'Occupant ou celle du sous-occupant, ou les deux.

A l'expiration ou en cas de résiliation de la présente convention, l'Occupant s'engage à faire son affaire, à ses frais, de la libération et de la remise en état du bien par le sous-occupant

ARTICLE 9 : RESTITUTION DES LOCAUX LOUES

L'Occupant s'engage à libérer les lieux au plus tard au terme de la présente convention.

Avant la restitution des locaux, l'Occupant s'engage à rendre les lieux libres de toute occupation, clos, propres et totalement évacués de tout mobilier personnel, et autres encombrants. Dans le cas où l'Occupant ne restituerait pas les locaux en parfait état, il sera procédé par le propriétaire au nettoyage des locaux, dont le coût sera entièrement supporté par l'Occupant.

Le jour de la libération des locaux loués, un état des lieux de sortie sera établi contradictoirement et amiablement entre les parties.

Si l'état des lieux ne peut être établi dans ces conditions, il sera établi par constat d'huissier, sur l'initiative de la partie la plus diligente, à frais partagés entre propriétaire et occupant.

ARTICLE 10 : REDEVANCE

La présente autorisation d'occupation est consentie et acceptée à titre gracieux, avec une participation forfaitaire de 50 €/mois pour les frais de charge et d'entretien (eau, électricité, nettoyage).

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

L'Occupant règlera à la Mairie d'Artigues-près-Bordeaux la participation forfaitaire.

ARTICLE 11 : INDEXATION

Sans Objet

ARTICLE 12 : CHARGES, PRESTATIONS, TAXES ET IMPÔTS

La taxe foncière restera à la charge du propriétaire.

L'occupant s'engage à acquitter exactement ses impôts, contributions et charges personnelles et d'en justifier à toute réquisition du Propriétaire.

ARTICLE 13 : DÉPÔT DE GARANTIE

Le Propriétaire renonce à son droit à demander à l'Occupant un dépôt de garantie à la signature de la présente convention.

ARTICLE 14 : CONDITION PARTICULIÈRE

L'Occupant durant toute la durée de la convention, devra laisser libre accès, aux locaux loués, au Propriétaire, ou toute personne désignée par elle, pour la maintenance du logement.

ARTICLE 15 : ÉTAT DES RISQUES ET POLLUTIONS (ERP)

Sans objet

ARTICLE 16 : DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Sans objet

ARTICLE 17 : DIAGNOSTIC AMIANTE

Sans objet

ARTICLE 18 : TERMITES

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_115_1-DE

Sans objet

ARTICLE 19 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut d'exécution de l'une ou l'autre des conditions de la convention et un mois après un simple commandement de payer ou une sommation d'exécuter restée sans effet et contenant déclaration par le Propriétaire de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, la convention sera résiliée de plein droit si bon semble au propriétaire sans qu'il soit besoin de former une demande en justice.

Dans le cas où l'Occupant refuserait d'évacuer les locaux loués, son expulsion pourrait avoir lieu sur simple ordonnance de référé.

ARTICLE 20 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites les parties font élection de domicile en leur siège social défini en préambule.

Fait à Artigues-près-Bordeaux., le 15 décembre 2022

Le propriétaire l'Occupant précaire

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_116_1-DE

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Conseil Municipal du 14 décembre 2022

- Délibération n° 2022 / 116 -

Mutualisation de la Direction du Numérique et des Systèmes d'Information – Cycle 7 – Accord de principe

---

L'an 2022, le mercredi 14 décembre à 18 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au sein de la Salle du Conseil Municipal au Château Lestrille, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Alain GARNIER, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-15 du Code Général des Collectivités territoriales, et sous sa présidence.

Présents :
M. Alain GARNIER, Mme Corine LESBATS, M. Thierry LUREAUD, Mme Catherine BROCHARD, M. Bertrand NAUD, Mme Claire WINTER, M. Thierry VERDON, Mme Christine GAURRY, M. Karim MESSAI, Mme Marie-Luce ABADIE, Mme Nathalie FAURENT, M. Éric MAITRE, Mme Marie-Hélène LAHARIE, M. Vincent COYAC, M. Jean-Philippe VIDOU, Mme Muriel MEURIN, Mme Evelyne DAUVILLIER, M. Claude DAUVILLIER, M. Mathieu CHOLLET, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Jean-Christophe COLOMBO, Mme Caroline BONIFACE, Mme Marie-José MALLADA

Absents et excusés :
- Mme Laurène MAURY
- M. Pascal DELAVICTOIRE
- M. Jean Bernard AGUERRE
- Mme Claire RYCKBOSCH
- Mme Jihane ELFADI
- M. Thierry NICOLAS

Pouvoir a été donné par :
- Mme Laurène MAURY à M. Thierry LUREAUD
- M. Pascal DELAVICTOIRE à M. Thierry VERDON
- M. Jean Bernard AGUERRE à Mme Corine LESBATS
- Mme Claire RYCKBOSCH à M. William ANDRE-LEBESGUE
- Mme Jihane ELFADI à M. Mathieu CHOLLET
- M. Thierry NICOLAS à M. Claude DAUVILLIER

Secrétaire de séance :
- M. William ANDRE-LEBESGUE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment pris en son article L.5211-4-2 ;

VU la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2021-252 en date du 21 mai 2021 relative au rapport d'avancement 2020 de la mutualisation et aux propositions d'adaptation du schéma de mutualisation ;

CONSIDERANT que sur la base de la délibération précitée, il a été acté par Bordeaux Métropole le principe d'une mutualisation du domaine « numérique et systèmes d'information » comme prérequis à la mutualisation de plusieurs domaines, notamment toutes les fonctions support ; que par ailleurs, il n'a été prévu qu'une seule phase de

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_116_1-DE

mutualisation du numérique sur la présente mandature, [illegible] débutant au 1er janvier 2023 ;

CONSIDERANT toutefois la faculté laissée aux Communes ayant réalisé les études de financement préalables à la mutualisation du numérique dans le courant de l'année 2022 de pouvoir intégrer le Cycle 7 après le 1er janvier 2023, et en tout état de cause au 1er janvier 2024 ;

CONSIDERANT que la Ville d'Artigues-près-Bordeaux a réalisé cette étude d'opportunité au printemps 2022 ; qu'à la lumière des besoins de fonctionnement recensés et des éléments financiers présentés pour y répondre, la mutualisation du service informatique de la Commune apparaît comme étant l'hypothèse la plus équilibrée, tant d'un point de vue organisationnel que financier ;

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'affirmer sa volonté de poursuivre, dans le courant de l'année 2023, les études et les formalités nécessaires à la mise en place au 1er janvier 2024 d'un service commun dans le domaine du numérique et des systèmes d'information entre Bordeaux Métropole et la Commune d'Artigues-près-Bordeaux.

Sous réserve de l'aboutissement des négociations menées avec Bordeaux Métropole sur les points restant en suspens et de l'obtention d'engagements réciproques équilibrés entre les parties, le processus de mutualisation sera entériné par le vote d'une nouvelle délibération en Conseil Municipal détaillant, à travers l'approbation du contrat d'engagement afférent notamment, les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce nouveau service commun, ainsi que les engagements réciproques des parties dans le cadre de cette mutualisation.

La commission Finances entendue le 1er décembre 2022,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'affirmer sa volonté de poursuivre, dans le courant de l'année 2023, les études et les formalités nécessaires à la mise en place au 1er janvier 2024 d'un service commun dans le domaine du numérique et des systèmes d'information

De charger Monsieur le Maire de veiller à ce que les conditions de cette mutualisation soient négociées de manière à garantir et à confirmer l'intérêt pour la Commune d'Artigues-près-Bordeaux d'aller au terme du processus enclenché

Adoptée à la majorité

POUR : 23 voix

ABSTENTIONS : 6 voix
(M. Claude DAUVILLIER, Mme Jihane ELFADI, M. Mathieu CHOLLET, Mme Claire RYCKBOSCH, M. William ANDRE-LEBESGUE, M. Thierry NICOLAS)

Le Maire

Alain GARNIER

Mod. 540330 - 04/22 Fabrègue Entreprise labellisée IMPRIM'VERT

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 033-213300130-20221214-2022_MOTION-AU

Département de la Gironde
Commune d'Artigues-près-Bordeaux

Motion

La Poste a mis la Ville devant le fait accompli en décidant de réduire de moitié ses horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 14h à 17 h et le samedi matin de 9h à midi à partir de janvier 2023.

La baisse de fréquentation invoquée ne peut être une excuse au recul du service public dû aux administrés artiguais.

Aussi, redoutant une diminution significative du service rendu au public, le conseil municipal demande au groupe La Poste :

- De reconsidérer sa position de réduction des horaires d'ouverture
- D'élargir ses horaires au moins deux fois par semaine les après-midi jusqu'à 18 h ou 18 h 30
- un engagement ferme sur la qualité et la régularité du service, qui à l'heure actuelle n'est pas rendu comme il le devrait au regard des nombreuses fermetures impromptues et répétées du bureau d'Artigues
- un engagement sur la prise en compte des besoins réels de la population de la commune en pleine croissance et du développement futur du centre-ville
- de ne pas considérer les bureaux de postes voisins comme des alternatives viables eu égard à la faible mobilité de la clientèle de la Poste la plus fragile

Dans notre commune en pleine croissance démographique et particulièrement dans un secteur à forts enjeux où la Ville a fait venir sa police municipale dans le centre, où sera accueillie prochainement une résidence intergénérationnelle, de nouveaux commerces de proximité, une halle de marché et où il est prévu une requalification de la place du centre, il n'est pas entendable de laisser reculer le service public de proximité qu'est la Poste.

Le conseil municipal

Adoptée à l'unanimité

Mod. 540330 - 04/22 Fabrègue Entreprise labellisée IMPRIM'VERT